

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13066 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 31 JANVIER 1987

BBC : la fin d'un mythe

Encore un mythe qui s'effondre : celui de la sacrosainte indépendance de la BBC, vénérable institution britannique, référence suprême, magistral contre-exemple qu'appelaient un jour ou l'autre à la rescousse tous les journalistes de toutes les télévisions publiques européennes malmenées par le pouvoir politique.

M. Alasdair Milne, directeur général de la compagnie, un homme qui n'a cessé de faire croquer pour ce qu'il estimait être la mission du service public, n'a pas démissionné « pour raisons personnelles ». Même si l'on ignore encore les faits précis qui ont précipité sa décision, celle-ci survient après une série d'attaques que les travaillistes qualifient de « véritable campagne de dénigrement » orchestrée par les conservateurs. Il paraissait à peu près certain ce vendredi que M. Milne a dû obtempérer à l'injonction du président du Bureau des gouverneurs, M. Duke Hussey, nommé récemment par le gouvernement. Or c'est la première fois dans l'histoire de la BBC que pareille chose se produit.

Ce mythe, au demeurant, commençait à avoir du plomb dans l'ail, car depuis deux ans les incidents ne cessent de s'accumuler, et M. Milne, considéré pourtant comme un homme fort, capable de résister aux différentes pressions, connaît l'inconfort d'être pris entre deux feux : celui des journalistes d'une part, défendant l'indépendance de leur outil de travail mais qui ont peut-être livré ici ou là de mauvaises combats ; celui du pouvoir de l'autre, par l'intermédiaire du Parti conservateur, et par ses relais au sein même de l'institution.

Les griefs de M. Thatcher contre la compagnie furent d'abord d'ordre économique. Le financement de cette énorme machine par la redevance ne correspond pas, en effet, à la philosophie libérale d'un gouvernement. Ce n'est toutefois pas sur ce terrain que tout s'est joué, le gouvernement ayant provisoirement renoncé à la véritable révolution qu'aurait été l'introduction de la publicité sur les chaînes publiques.

D'autres griefs sont d'ordre politique, et les journalistes de la BBC n'avaient pas ces derniers temps plus grand-chose à envier à leurs collègues français, aux prises avec les procès pour partialité ou subissant les attaques de la base du RPR contre le « télévison-Léotard ».

La première crise a éclaté en 1985 avec une grève des journalistes pour protester contre l'ingérence du gouvernement, qu'ils considéraient comme une censure. Les incidents n'ont plus cessé, jusqu'à la décision récente de M. Milne d'annuler pour des raisons tenant à la sécurité nationale une émission portant sur le projet Zircon de construction d'un satellite espion britannique. M. Milne n'avait cependant pas cessé de dénoncer la menace que faisait peser sur l'indépendance de la compagnie les agissements répétés des ténors du Parti conservateur, à commencer par M. Tebbit, son leader, qu'une émission satirique d'une chaîne privée concurrente représentait comme le « blouson noir » de M. Thatcher.

Il est difficile de prévoir ce qu'il va advenir maintenant que certains députés conservateurs réclament sans ambages d'autres réformes. Les structures de la BBC en tout cas ont failli, au moment même, et ce n'est pas une coïncidence, où la Grande-Bretagne entre dans une période préélectorale.

(Lire nos informations page 4.)

Les nouvelles priorités du gouvernement

M. Chirac veut redonner cohérence à sa politique et cohésion à sa majorité

M. Jacques Chirac a réuni, le jeudi 29 janvier, à l'Hôtel Matignon, le gouvernement pour arrêter les « nouvelles priorités » de son action en 1987.

Le premier ministre a annoncé ses orientations, et les projets de loi qui les traduisent, au cours d'une conférence de presse. Son objectif est de redonner cohé-

rence à sa politique et cohésion à sa majorité.

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, est chargé d'ouvrir plusieurs négociations avec les syndicats et de préparer des projets de loi, notamment sur la formation professionnelle et sur les chômeurs de longue durée.

à un gouvernement boulimique de réformes.

Le premier ministre, par fonctions, avait dû disperser ses activités sur tous les fronts à la fois, au risque d'apparaître hésitant, maladroit, voire incohérent. Au sein du gouvernement, les débats avaient été rudes et fort peu discrets. Dans la majorité, les contraires, relayés par M. Barre, s'en faisaient l'écho en déplorant, avec la gauche, l'absence de dialogue social, tandis que les libéraux refusaient bruyamment qu'on leur « refille le mistère des insuffisances gouvernementales ».

Il était temps que M. Chirac procède à ce qu'on a appelé, à gauche en 1984, une « clarification » des solidarités gouvernementales et majoritaires, et qu'il exhibe, devant les caméras de télévision, un gouvernement d'union nationale, à l'exception de la sienne, n'est censée dépasser.

JEAN-YVES LHOMEAU
(Lire la suite page 8.)



Etudiants, cheminots, instituteurs...

La révolte des enfants de 68

Etudiants et lycéens, cheminots, instituteurs... Les mouvements sociaux qui remuent la société française depuis plus de deux mois ont un point commun : ce sont au départ des révoltes de la jeunesse. Après la victoire des étudiants, c'est un conducteur de train de trente et un ans qui, dans une pétition « sauvage » où il exprimait le malaise de ses camarades, a lancé la grève de la SNCF. Et celle qui touche une centaine d'écoles de la région parisienne mobilise surtout les jeunes maîtres, mécontents du projet de statut de directeur d'école préparé par M. Monory.

Ainsi, pour la deuxième fois en vingt ans, un gouvernement, apparemment fort, se trouve sérieusement ébranlé par la contestation inattendue de la jeune génération. Inattendue ? Et pourtant... Même

s'il est toujours plus aisé de trouver des explications *a posteriori* que de prévoir, on peut constater que les indices du mouvement actuel étaient nettement perceptibles dans des études récentes, dont plusieurs sont rassemblées dans un ouvrage qui vient de paraître : *Les Jeunes et les autres* (1).

On peut y lire en particulier les résultats d'une enquête réalisée par l'Union des industries métallurgiques et minières auprès d'une vingtaine de responsables d'entreprise sur l'opinion qu'ils ont des jeunes.

Ceux-ci, nous disent ces industriels, sont généralement motivés, dynamiques, capables de s'adapter et de prendre des responsabilités, désireux de se former et de progresser sur le plan profession-

nel. Mais ils rejettent les contraintes, les modèles et l'autorité formelle. Ils ne sont pas prêts à accepter n'importe quelle tâche ni à sacrifier leur vie personnelle à leur métier. Ils ne sont pas attachés à leur entreprise et rejettent à la fois la hiérarchie traditionnelle et l'emprise syndicale (2).

FRÉDÉRIC GAUSSEN
(Lire la suite page 18.)

(1) *Les Jeunes et les autres. Contributions des sciences de l'homme à la question des jeunes*, coordonné par François Prost. Edité par le Centre de recherche interdisciplinaire de Vaucresson, 54, rue de Garbais, 92420 Vaucresson, 2 vol.

(2) On trouvera une analyse analogue dans l'enquête de Marie-Claude Bebbler « Embarquement des jeunes : ça repart », dans *Le Monde de l'éducation* de décembre 1985.

Attentat en Espagne

Une voiture piégée explose à Saragosse : deux morts, trente-six blessés

PAGE 28

Les enlèvements en Somalie

Les rebelles s'engagent à libérer les dix otages français

PAGE 5

Scénario pour 1991

Une étude de l'INSEE : l'investissement sauveur de l'emploi

PAGE 24

Carrefour du développement

La confrontation entre M. Delebois et M. Chatter

PAGE 10

Un article de M. Claude Malhuret

« On ne changera pas la société contre elle-même »

PAGE 18

Le Monde

SANS VISA

Berlin fête son 750^e anniversaire

■ Au Mexique, chez les Indiens d'Antonin Artaud ■ Le tourisme de luxe ■ Comment vendre la Bretagne ■ Gastronomie : les meilleures andouillettes.

Pages 11 à 16

Le sommaire complet se trouve page 28

Bertrand Poirot-Delpech sous la Coupole

Bertrand Poirot-Delpech a été reçu à l'Académie française le jeudi 29 janvier. Il était entouré de ses parrains, MM. Henri Troyat et Henri Gouhier, qui fut, comme devait le rappeler M. Alain Decaux, le professeur de philosophie du nouvel académicien, Bertrand Poirot-Delpech fit l'éloge de son prédécesseur, le romancier Jacques de Lacretelle. Evoquant le personnage de Silbermann — un adolescent juif — le feuilletoniste du *Monde* rappela avec émotion la figure d'un de ses camarades de classe, juif lui aussi, qui fut déporté pendant l'Occupation. Comment apprendre tranquillement le latin quand un Risine disparaît et ne revient pas ? Notre collaborateur a achevé son remerciement par une défense de l'écrit et de la lecture.

M. Alain Decaux mit quelques notes d'humour dans son portrait de Bertrand Poirot-Delpech, faisant allusion à son goût de la farce, à ses talents d'imitateur et de joueur d'accordéon. L'historien souligne les deux aspects du nouvel académicien : le côté Poirot et le côté Delpech, la mégalomanie et le secret mariés à l'ironie. « Élieve Poirot-Delpech, quand cesserez-vous donc de ricaner », disait François Mauriac au jeune romancier du *Grand Dadaïs*. « Monsieur, vous nous manquez » : c'est par ces mots que M. Alain Decaux, en conclusion de son discours, pria le nouvel académicien de n'oublier, sous la Coupole, aucun de ses deux visages.

[Le *Monde* publiera demain le discours de Bertrand Poirot-Delpech et celui d'Alain Decaux.]

Tensions dans la majorité à l'approche du « passage du relais »

La marmite italienne

ROME
de notre correspondant

L'étonnante stabilité gouvernementale italienne — plus de trois ans et demi — sous l'égide de M. Bettino Craxi arrive à son terme. Ce n'est pas une prophétie : le principe du « passage du relais » par les socialistes à la démocratie chrétienne a été accepté l'été dernier par les directions des cinq partis de la majorité (outre le PS et la DC, les républicains, les sociaux-démocrates et les libéraux). L'opération devrait intervenir au début du printemps.

M. Craxi a en effet admis de passer la main début avril à l'occasion du congrès de son parti, dont il reprendra effectivement la direction. Mais, à plus de deux mois de cette échéance, de fortes tensions sont perceptibles dans la

majorité. Elles s'alimentent tout d'abord des conflits latents entre des formations alliées presque sans interruption depuis 1981, non par affinité mais par nécessité. Deux crises gouvernementales sérieuses ont ébranlé cette alliance — à l'automne 1985 et durant l'été 1986, — l'une et l'autre résolues au profit de M. Craxi. Mais ces difficultés permanentes sont naturellement exacerbées par l'approche des échéances.

La conviction est ici répandue que le PS — élément indispensable, avec ses 11,4 % de voix seulement, de toute majorité (une entente entre DC et PC étant désormais exclue) — ne fera rien pour faciliter la tâche de son successeur démocrate-chrétien, en principe de M. Giulio Andreotti, actuel ministre des affaires étrangères.

Les socialistes ont certes admirablement géré leur petit capital électoral : M. Craxi n'a-t-il pas établi un record de durée gouvernementale ne le cédant en longévité au palais Chigi, depuis 1946, qu'aux démocrates-chrétiens de Gaspari, Moro et Fanfani ? Mais, comme toute formation, le PS entend bien élargir son assiette : il fonde tous ses espoirs sur une stratégie de l'activisme qui lui a déjà fort bien réussi. N'est-ce pas notamment en rendant impossible toute stabilité gouvernementale durant la précédente législature (1979-1983) que M. Craxi a convaincu la classe politique du caractère inéluctable de son arrivée aux affaires ?

JEAN-PIERRE CLERC
(Lire la suite page 4.)

Un thriller surprenant

UNE TAUPE AU KREMLIN

Deux auteurs inattendus

WILLIAM S. COHEN

Sénateur Républicain du Maine

GARY HART

Ancien (et peut-être futur) candidat à la Présidence des USA

A lire d'urgence

Presses de la Cité

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 625 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libys, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11 cr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

Débats

De retour du Burkina-Faso

Les agents de santé villageois sont indispensables et ne pratiquent pas une médecine à bas prix

par BERNARD TOPUZ (*)

SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT

L'enlèvement d'une équipe de Médecins sans frontières en Somalie et un colloque organisé les 4 et 5 février par la fondation Liberté sans frontières ramènent l'attention sur les questions de santé dans le tiers-monde. Deux médecins, Bernard Topuz et Alain Destexhe, confrontent leurs points de vue sur le cas des « soins primaires » donnés par les agents de santé villageois.

L'échec des soins de santé primaires

La réhabilitation des hôpitaux et des dispensaires ainsi qu'une meilleure formation des personnels existants sont une priorité absolue

DANS le domaine de la santé, on est passé d'un extrême à l'autre, des hôpitaux ultra-modernes aux agents de santé villageois : deux stratégies inadéquates pour les pays démunis.

Au lendemain des déclarations d'indépendance, dans leur volonté de rattrapage, les États africains, souvent mal conseillés, construisaient dans les capitales des hôpitaux ultramodernes, calqués sur les CHU. Ces structures n'avaient ni les moyens de fonctionner ni le personnel qualifié en nombre suffisant et absorbaient en pure perte l'essentiel des budgets de la santé publique. Une majorité de la population ne bénéficiait d'aucun soins.

Devant ce constat, l'Organisation mondiale de la santé adoptait à partir de 1978 une nouvelle stratégie : les soins de santé primaires. Plutôt que de recourir aux hôpitaux modernes et au corps médical, la priorité devait aller aux zones rurales et à la médecine préventive. Des agents de santé villageois, recrutés dans les communautés, se voyaient confier les soins de base, l'éducation sanitaire et la prévention. La médecine traditionnelle était censée fournir un appoint précieux. On espérait ainsi étendre la couverture sanitaire à toute la population par ces moyens supposés simples, efficaces et peu coûteux.

Neuf ans plus tard, les résultats sont décevants. Les agents de santé villageois — « piliers de soins de santé primaires » — ne répondent pas aux attentes. Ces programmes ne sont ni simples ni efficaces, et peu coûteux.

Le dilemme est le suivant : d'une part, l'efficacité de l'agent villageois ne pourrait augmenter qu'au prix d'une formation accrue, de recyclages fréquents, d'une supervision régulière, d'une logistique renforcée et d'une rémunération correcte. Mais peut-on encore, dans ce cas, parler d'agents villageois ? D'autre part, les conditions d'un fonctionnement correct sont à un coût prohibitif et dépassent les capacités d'absorption des pays les moins avancés. Certes, il y a des micro-projets où les résultats peuvent sem-

par ALAIN DESTEXHE (*)

bler satisfaisants. Mais une chose est de faire de l'animation et de l'éducation au niveau de quelques villages, avec un encadrement important ; autre chose est de proposer cette stratégie au niveau national comme une alternative aux systèmes médicaux classiques.

Grandes endémies en recrudescence

En effet, dans de nombreux pays africains la situation sanitaire se détériore. Les équipes médicales de Médecins sans frontières, qui travaillent dans dix-huit pays au sud du Sahara, ont chaque jour l'occasion de le constater. Les grandes endémies sont en recrudescence. Les hôpitaux sont vides, la population n'y va plus, sachant qu'elle n'a rien à en espérer : les médecins se voient parfois réduits à l'oisiveté parce qu'ils n'ont rien pour travailler ! Dans ces conditions, il n'est pas réaliste de prétendre couvrir toute la population avec des agents de santé villageois.

Les soins de santé primaires, à travers des agents villageois, ne sont pas plus adaptés à la majorité des pays d'un tiers-monde de plus en plus hétérogène. Certes, en Afrique, la situation est préoccupante, mais depuis quarante ans les conditions sanitaires de la majorité des pays en développement se sont considérablement améliorées. La mortalité infantile a chuté de 50 %, l'espérance de vie est passée de quarante et un ans à cinquante-sept ans. Les pathologies infectieuses (faciles à traiter à un faible coût) diminuent. En revanche, les accidents et les maladies cardio-vasculaires et tumorales (nécessitant des traitements hospitaliers longs et coûteux) augmentent. Ce phénomène va s'accroître à l'avenir avec l'urbanisation galopante du tiers-monde (35 % de la population, mais déjà 70 % en Afrique). (*) Docteur en médecine, chercheur à la fondation Liberté sans frontières.

A l'heure où les trois quarts de la population mondiale sont victimes des maladies de la pauvreté, le message est très simple : rendons les communautés responsables des améliorations non négligeables qu'elles peuvent mettre en œuvre elles-mêmes, hygiène, assainissement, nutrition... dans

le contexte intégré du développement agricole et rendons-leur accessibles les premiers soins de base.

Une lame de rasoir propre pour couper le cordon ombilical, de l'eau, du sel et du sucre pour lutter contre la diarrhée, de la Nivaquine et de l'aspirine contre les accès de paludisme, ... telles sont quelques-unes des mesures simples dont dépendent des millions de vies humaines chaque année. Elles ne coûtent pas cher et pourtant sont loin d'être appliquées. Dès lors, on peut se poser la question du pourquoi et du comment.

Nous avons maintes fois dénoncé, dans le tiers-monde l'accapement, par l'hôpital, d'une grosse partie des budgets de santé, sans bénéfice pour la majorité de la population, qui continuait d'être exclue de toute forme de progrès sanitaire et médical. La révolution des soins de santé primaires (SSP) est née de ce constat. Il s'agissait de repenser une décentralisation effective du système de santé.

L'exemple du Burkina-Faso, dont je reviens, frappe l'imagination. Dans un pays où les voies de communication sont difficiles, à la fois du fait de la faible infrastructure routière et de l'isolement forcé en saison des pluies, une grande campagne a été lancée : « un village : un poste de santé primaire ». Objectif : sept mille cinq cents SSP, avec chaque fois un agent de santé communautaire et une accoucheuse villageoise formés sur un programme simple : le traitement des plaies, des diarrhées, de la fièvre et du paludisme, de la conjonctivite, les mesures d'hygiène pour l'accouchement sain et le suivi du périmètre brachial des jeunes enfants pour dépister la malnutrition. Chaque agent, choisi par sa communauté villageoise, reçoit une formation d'un à deux mois puis se voit attribuer une troupe

médicale, un vélo et du petit matériel destiné aux travaux d'assainissement. Voici plantés au sein de leurs communautés les catalyseurs de l'effort de promotion villageoise vers la santé (1), et ce n'est pas rien !

Ici et là, on entend cependant dire parfois que les soins de santé primaires sont une médecine à bas prix, une braderie du progrès médical des cinquante dernières années. Rappelons à ce propos que les agents de santé villageois s'intègrent dans la pyramide du système de santé. Ils ne peuvent prétendre à une fonction diagnostique et thérapeutique très poussée. Au-dessus d'eux, se trouvent les infirmiers dans les dispensaires, puis les médecins dans les centres médicaux.

L'hôpital lieu de formation

Enfin, chaque province comporte un hôpital, lieu de référence et de formation. Le médecin responsable provincial de la santé au Burkina-Faso a la charge de superviser cette petite pyramide. A lui d'organiser la formation des infirmiers pour qu'ils soient eux-mêmes capables de former et de superviser les agents de santé. Les SSP ne se réduisent pas à une catégorie de personnel aussi utile soit-elle.

Quelle est la place de la coopération française dans ce système ? J'ai ramené du Burkina-Faso un souvenir obsédant : la double rangée de toilettes construites par le Fonds d'action de la coopération française à l'hôpital de Zabré. Elles sont condamnées pratiquement depuis leur ouverture. Dans un pays sans eau, comment concevoir un investissement si peu adapté ? Depuis, le petit hôpital de Zabré ne comporte même pas de latrines ! Imaginez la chaîne infectieuse qu'il dissémine à travers les excréments répandus dans les jardins de l'hôpital.

Avec l'argent de ces toilettes on aurait pu former des dizaines d'agents de santé à l'hygiène et susciter la construction de centaines de latrines propres et

(*) Docteur en médecine, responsable « santé » de Frères des hommes.

adaptées. A l'heure où le gouvernement français ampute les crédits attribués à un certain nombre d'organismes non gouvernementaux (ONG) d'aide au développement, ne serait-il pas préférable de réorienter les fonds de la coopération vers ces ONG qui ont accumulé, au fil des années, une expérience précieuse ?

Les pays du tiers-monde ont plus besoin que jamais d'une aide à la réalisation des SSP. Continuons-nous de leur installer une technologie souvent lourde, inadaptable, qui profite à certains fabricants français et à certaines minorités corrompues du tiers-monde ? Continuons-nous à les submerger de médicaments souvent inutiles, dont les vertus miraculeuses sont louées à profusion et dont les sièges de laboratoire se trouvent souvent à Paris ou participent nous enfin au fantastique effort d'émancipation de la santé pour tous en l'an 2000 ?

(1) Huit domaines précis ont été identifiés sans les SSP : la nutrition, l'eau et l'assainissement, les vaccinations, la santé de la mère et du jeune enfant, le traitement des maladies les plus courantes, l'utilisation des médecines traditionnelles, l'éducation pour la santé et l'accès aux médicaments essentiels.

LA MORT DE FREUD

Le Texte contre l'euthanasie du psychanalyste R.W. Higgins paru dans le numéro du 21 janvier 1987, page 10, est très intéressant, mais un « détail » le met complètement en cause dans son ensemble : Sigmund Freud, qui a sans doute aussi son mot à dire d'un point de vue psychanalytique, avait choisi l'euthanasie. Il est mort d'une piqûre de morphine administrée par son médecin, le docteur Max Schur, après entente préalable entre eux (voir le livre du docteur Schur, *La Mort dans la vie de Freud*, Gallimard, 1976).

LAURENT DISPOIT (Paris).

« L'AFFAIRE FERNAND IVETON », de Jean-Luc Einaudi

Une victime oubliée de la guerre d'Algérie

Où se souvient de Fernand Iveton ? Ce jeune ouvrier pied-noir et communiste fut pendant un moment sous les feux de l'actualité en 1958, lorsqu'il fut condamné à mort pour avoir déposé une bombe dans une usine algérienne. Découvert à temps, l'engin avait été désamorcé et, de toute façon, n'aurait dû exploser qu'à un moment où le bâtiment était désert. Iveton n'avait pas de passé terroriste ni même trouble. Il fut néanmoins guillotiné en février 1957 à la prison Barbes-rousses de la Ville blanche, après avoir crié « Vive l'Algérie ! ». Durant toute la guerre d'indépendance de ce pays, il fut le seul Européen, ou si l'on préfère le seul pied-noir, le seul Algérien non musulman à être condamné et exécuté par la justice française pour avoir participé à la lutte du Front de libération nationale algérien, le FLN.

En relisant la grâce de cet homme de trente ans — dont le livre de Jean-Luc Einaudi rendit la vie courte et simple, entre la plage et l'usine, véritablement digne d'un héros de Camus — le président Corcy avait invoqué « l'exemple ». Il ne fallait pas que des pieds-noirs basculant du côté des nationalistes algériens ! Et le ministre de la justice de l'époque, François Mitterrand, n'avait pas refusé son sceau non plus.

Peut-être, s'interroge l'auteur, la mort sur l'échafaud d'Iveton a-t-elle joué un rôle en faveur de l'abolition de la peine capitale, un quart de siècle plus tard, par le président Mitterrand ? Le chef de l'Etat n'a, en tout cas, pas répondu à la lettre de Jean-Luc Einaudi à propos d'Iveton, tandis que l'administration lui faisait savoir que son dossier ne serait accessible au public, selon une loi de 1979, qu'en 2057... Quant aux pièces relatives au

recours en grâce, elles ont disparu.

En revanche, Jean-Luc Einaudi, qui n'a que 30 ans (il est né en 1951) ni la profession (il est écrivain) ne prédisposaient à se pencher sur cet épisode enfoui de l'histoire franco-algérienne, a pu rencontrer nombre de témoins de la vie et du drame d'Iveton, dont sa veuve — une Polonoise, non communiste, maintenant retirée en France. Et, à travers le bref destin d'Iveton, le communiste lassé des stermollements de son parti à propos de l'avenir de l'Algérie, c'est toute une tranche de la vie des « petits blancs » de ce pays, coexistants souvent dans une grande familiarité avec les musulmans, qui est reconstituée avec bonheur, même si l'auteur n'a pas toujours su éviter sur l'Algérie française certaines idées reçues que les témoignages qu'il rapporte viennent d'ailleurs contredire.

Le supplicié avait cru possible une Algérie indépendante où toutes les ethnies, toutes les pensées y compris l'athéisme auraient droit de cité. S'il revenait...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

* L'Affaire Fernand Iveton. Pour l'exemple. Édition de Jean-Luc Einaudi, préface de Pierre Vidal-Naquet. L'Harmattan, 250 p., vingt photos inédites, 130 F.

CA C'EST NEUBAUER

309 SPÉCIALE

du 10 janvier au 10 février

le mois du crédit chez NEUBAUER

Taux exceptionnel de 12% sur 12, 24 ou 36 mois*

* sous réserve d'acceptation du dossier par notre organisme bancaire agréé

Reprise minimale 5000 F pour tout achat d'une PEUGEOT neuve en livraison immédiate

NEUBAUER

c'est la garantie du prix et du service!

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75421 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 658572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Larrousse (1982-1983)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak
Rédacteur en chef : Daniel Verret
Correspondant en chef : Claude Salas

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montesseny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 208 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)				
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE	594 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composés 35-15 - Types LEMOND

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 785-010 is published daily, except Sundays for \$4.00 per year by Le Monde n/o Speedpost, 48-48 39 th street, L.C.L. N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y., postmaster: send address changes to Le Monde n/o Speedpost, U.S.A. P.M.C. 48-48 39 th street, L.C.L. N.Y. 11104.

La fin de la conférence islamique de Koweït et les conflits au Proche-Orient

La résolution sur la guerre du Golfe ménage l'Iran

KOWEÏT
de notre envoyé spécial

Jusqu'à la dernière minute, la guerre du Golfe a été au centre des entretiens des chefs d'Etat venus au cinquième sommet islamique de Koweït, retardant de plusieurs heures la séance de clôture jeudi 29 janvier. L'envoi, longtemps envisagé, d'une délégation à Téhéran, a été suspendu dans l'attente de contacts exploratoires permettant de savoir si celle-ci serait reçue dans la capitale iranienne. Pourtant, à la demande de la Syrie, alliée de l'Iran et du Pakistan (lequel ménage Téhéran dont il souhaite la présence aux négociations tripartites sur l'Afghanistan), la résolution finale sur la guerre du Golfe a été modifiée pour devenir plus neutre vis-à-vis de l'Iran.

Exprimant « sa satisfaction devant le consensus de la guerre et à résoudre le conflit de manière pacifique », le sommet n'appelle plus explicitement l'Iran à répondre favorablement aux offres de paix de Bagdad. Au cours d'une conférence de presse tenue à l'issue de la séance de clôture, Cheikh Sabah El Hamed, ministre des affaires étrangères du Koweït, a cependant affirmé que la Conférence avait fait la différence entre « ceux qui acceptent les efforts de médiation et ceux qui les rejettent ». Cette modification de la résolution, soulignée par l'Algérie mais non demandée, puisque Alger entend relancer sa médiation entre les deux belligérants et préfère rester neutre, pourrait faciliter les contacts que doit avoir prochainement dans la capitale iranienne le ministre algérien des affaires étrangères.

Camp de l'Iran

Au même titre que l'Iran, l'Union soviétique a été rattachée par l'Organisation de la conférence islamique. Dans leur résolution sur l'Afghanistan, les participants au sommet se déclarent « préoccupés par l'intervention militaire soviétique » et lancent un appel à « retrait immédiat total et inconditionnel de toutes les troupes étrangères d'Afghanistan ». Ce retrait, note aussi la résolution, « libérerait une obstacle majeur dans les relations entre les pays islamiques et l'Union

soviétique ». Invités, les moudjahidins afghans n'ont pu se faire entendre à la tribune que lors de la séance de clôture.

A propos du terrorisme, le sommet a adopté la résolution koweïtienne, qui condamne sans appel les actes terroristes et les Etats qui les soutiennent, mais fait une distinction entre le terrorisme et les luttes de libération nationale, dont celles « du peuple palestinien » et « des peuples d'Afrique du Sud et de Namibie », explicitement mentionnées. A cet égard, Cheikh Sabah a souligné : « Nous ne sommes pas contre des actions, à Jérusalem et dans les territoires occupés par Israël, contre les forces israéliennes ». Le sommet a aussi adopté la demande syrienne de convocation d'une conférence internationale pour définir le terrorisme.

Malgré le rejet de principe par le Liban, qui considère que c'est une affaire intérieure, et les réserves syriennes, le sommet islamique a

« stigmatisé » la poursuite du siège des camps palestiniens au Liban et dénoncé les arrestations et les agressions dont sont victimes les Palestiniens. Il demande le retour de ceux qui ont été dispersés par cette guerre et la reconstruction des camps.

Que restera-t-il de ce cinquième sommet islamique ? « C'est un succès à cent pour cent », a déclaré, jeudi, Cheikh Sabah, qui avait toutes les raisons d'être satisfait pour son pays. Nul doute que les autorités koweïtienes ont dû pousser un « our » de soulagement en reconduisant à l'aéroport les derniers chefs d'Etat qui quittaient le Koweït. A peine terminés le ballet des Mercedes blindées solidement encadrées de voitures de police, le palais des conférences, d'habitude fortifiée impénétrable, semblait comme à l'abandon. Les commandos de parcs, les policiers et les gardes du corps disparus, on se serait presque cru sur un campus de luxe le jour des vacances.

FRANÇOISE CHIPAUX.

M. Chirac affirme que l'étape actuelle des pourparlers avec les autorités iraniennes sera « décisive »

M. Jacques Chirac a annoncé, le jeudi 29 janvier au cours de sa conférence de presse que les négociations franco-iraniennes en vue de normaliser les relations entre les deux pays avaient repris « cette semaine » à Paris, et que l'étape actuelle des pourparlers serait « décisive parce que le problème est extrêmement complexe ». Le premier ministre a rappelé que les dernières discussions qui s'étaient déroulées à Téhéran s'étaient soldées par un échec. Il a précisé que la négociation portait « sur un seul point, depuis que nous avons réglé le problème de la présence sur notre sol d'opposants au régime iranien, c'est-à-dire le contentieux financier ». Il a rappelé à ce propos que la France avait « posé dès le départ un principe, qui ne saurait supporter aucune espèce de dérogation : qu'il n'était pas question pour nous de parler de quoi que ce soit d'autre et qu'il ne s'agissait pas pour nous d'accepter la moindre exportation d'armes, qu'elle soit offensive ou défensive ».

M. Chirac semble ainsi rejeter l'une des requêtes formulées la

semaine dernière à Paris par M. Ali Akbar, ambassadeur du ministre iranien des affaires étrangères, qui avait redemandé que la France adopte une attitude « neutre » dans la guerre Irak-Iran, expulsée les opposants iraniens et cesse de soutenir le régime iranien de Saddam Hussein avec lequel son pays est en guerre depuis six ans. Mais M. Ali Akbar avait obtenu le contraire de M. Chirac et à son ministre des affaires étrangères, Jean-Bernard Raimond, que la prochaine étape dans les efforts de normalisation serait la reprise des négociations sur le remboursement du prêt Eurodif. C'est d'ailleurs M. Amrolahi, président de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique, qui se trouve actuellement à Paris, pour les négociations sur le remboursement du prêt de 1 milliard de dollars, plus les intérêts, qui se montent, selon les Iraniens, à la même somme — accordé par le chah pour Eurodif. M. Amrolahi a été reçu par M. Claude Trichet, directeur du cabinet du ministre des finances Edouard Balladur, qui dirige, côté français, les négociations sur le

Le gouvernement de Bonn cherche à négocier
Tentative d'enlèvement d'une ressortissante suisse à Beyrouth

Fidèles à une politique qu'ils veulent sans concession à l'égard du terrorisme, les Etats-Unis se sont « félicités », jeudi 29 janvier, de la décision française de faire juger Georges Ibrahim Abdallah devant la cour d'assises et ont pressé le gouvernement de Bonn d'extraire le Libanais Mohamed Ali Hamadei. Dans un communiqué, le département d'Etat souligne que la décision française est, parmi d'autres, l'un des événements « témoignage de la détermination de la communauté internationale à combattre le terrorisme au moment où la situation est plus grave que jamais au Liban ».

M. Abdallah, le chef présumé des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), doit comparaître en février devant la cour d'assises de Paris pour son rôle présumé dans les meurtres du lieutenant-colonel Charles Ray, attaché militaire adjoint américain, de l'attaché commercial israélien Yacov Barzanimanor, en 1982, ainsi que de la tentative d'assassinat contre le consul général des Etats-Unis à Strasbourg, M. Robert Houmeau, en 1984. L'été dernier, Washington s'était publiquement inquiété de la mansuétude dont pourrait, selon eux, bénéficier Georges Ibrahim Abdallah de la part de la justice française.

Dans le même temps, les Etats-Unis, au lendemain des élections occidentales, maintiennent une discrète pression sur le gouvernement de Bonn pour qu'il extrade le Libanais Mohamed Hamadei. Arrêté le 13 janvier à Francfort en possession d'explosifs, il est soupçonné par Washington d'être l'un des responsables du détournement d'un appareil de la TWA sur Beyrouth en 1985, au cours duquel un passager américain a été assassiné par les pirates. Le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, a ainsi souligné, devant la presse, que les Etats-Unis ne renonceraient pas à leur demande d'extradition de Mohamed Hamadei (dont un frère a aussi été arrêté cette semaine en RFA), en dépit du rapt de deux citoyens ouest-allemands et de trois Américains intervenus à Beyrouth dès que la démarche de Washington a été connue. Les Etats-Unis espèrent même que la décision d'extradition sera prise « rapidement », a dit M. Shultz.

Transmise il y a plus de dix jours à la justice ouest-allemande, la demande d'extradition n'était tous jours pas parvenue jeudi au tribunal de Francfort, qui doit l'instruire avant qu'une décision soit prise au niveau politique, rapporte notre correspondant à Bonn, Henri de Bresson. En dépit du mutisme total observé par les autorités, il semble que le gouvernement n'ait pas perdu espoir de pouvoir négocier et parvenir à un arrangement permettant la

libération des otages de Beyrouth. De bonnes sources, on annonce d'ailleurs qu'un émissaire ouest-allemand, M. Reinhard Schlugintheit, a été dépêché à Téhéran pour solliciter l'intervention des autorités iraniennes auprès des ravisseurs.

A la pression diplomatique sur les gouvernements européens les Etats-Unis ajoutent une présence militaire importante au large de Liban. Dix bâtiments de la VI^e flotte, ayant à leur tête le porte-avions nucléaire géant Nimitz, vont rester en Méditerranée orientale pour surveiller l'évolution de la situation au Liban, a annoncé le Pentagone.

La menace d'une éventuelle opération militaire américaine pour récupérer les otages est apparemment prise au sérieux par un des mystérieux groupuscules ayant revendiqué l'enlèvement, samedi dernier, de trois professeurs américains et d'un de leurs collègues, indien. Le « Djihad islamique pour la libération de la Palestine » — qui a produit la photo d'un des enseignants, M. Robert Polhill, — a assuré jeudi qu'il tuerait quatre otages étrangers en cas d' « attaque américaine ».

Prise pour une Française

Les Occidentaux paraissent toujours aussi menacés au Liban, particulièrement à Beyrouth-Ouest, dans la partie musulmane de la capitale libanaise. Jeudi, une jeune femme de quarante ans, employée de l'organisation humanitaire Terre des hommes, a échappé de justesse à l'enlèvement. Elle se trouvait dans un camion transportant du lait, au passage entre les secteurs est et ouest de la capitale, lorsque son véhicule a été arrêté par des hommes armés. Ces derniers lui ont demandé si elle était Française ; après avoir été molestée, la jeune femme n'a été laissée en liberté que lorsqu'elle fut prouvée qu'elle était de nationalité suisse.

Enfin, au cours d'un jour de disparition, il n'y avait toujours aucune nouvelle de l'émissaire anglican, M. Terry Waite. Selon certaines sources, il poursuivait sa mission de médiation dans la plaine de la Bekaa (de Liban). — (AFP, AP, Reuters.)

Téhéran rejette l'appel à l'«arrêt immédiat de la guerre»

L'appel à l'«arrêt immédiat» de la guerre du Golfe, lancé jeudi, à Koweït, à l'issue du cinquième sommet de l'OIC, a été aussitôt rejeté à Téhéran par le président iranien, Ali Khamenei, qui a estimé que les résolutions de la conférence sur le conflit irano-irakien étaient « coupées de la réalité ». « Au lieu de condamner et d'expulser le régime iranien pour l'agression commise envers un autre pays musulman, ils se sont simplement contentés d'exprimer une froide invitation à faire la paix, ce qui n'a aucune portée pratique », a

déclaré M. Khamenei au cours d'une intervention télévisée.

Sur le terrain, la situation autour de Bassorah demeure stationnaire. L'Irak a annoncé, jeudi, que ses troupes avaient repoussé les « forces d'invasion iraniennes » sur trois axes du front méridional à l'issue de violents combats. Les Iraniens, pour leur part, affirment que leurs troupes ont progressé en direction du port irakien de Bassorah dans la nuit de mercredi à jeudi, selon trois axes, au nord et à l'ouest de la rivière Jassim, affluent du Chatt-el-Arab, et à l'ouest du lac des Poiss. Comme d'habitude, les deux belligérants donnent des bilans contradictoires concernant les pertes. Téhéran affirme avoir mis hors de combat au cours des récents affrontements environ 2000 soldats irakiens. Bagdad, de son côté, déclare que 5000 soldats iraniens ont été tués au cours de ces mêmes combats. Selon Téhéran, 44700 soldats irakiens ont été tués ou blessés et 2553 faits prisonniers, et 70 avions irakiens ont été abattus depuis le début de Korbala 5, le 8 janvier. A Bagdad, un porte-parole

officiel irakien a évalué à plus de 100000 le nombre de soldats iraniens tués au cours de cette même période. Plus proche de la vérité, le Pentagone estime que près de 20000 Irakiens ont été tués ou blessés depuis le 24 décembre 1986 (date de l'opération Korbala-4) contre 40000 Iraniens.

Entre-temps, Bagdad a intensifié ses raids aériens contre les objectifs iraniens. Vingt-quatre appareils irakiens ont attaqué, jeudi matin, le port de Mah-Chahr, situé à 10 kilomètres au nord de Bandar Khomeini, qui a été également attaqué. D'autres appareils ont bombardé les villes de Kachan, d'Isfahan, de Qom, de Tahrir et de Chiraz.

Sur le plan diplomatique, le gouvernement iranien a demandé à nouveau aux Nations unies d'envoyer un groupe d'experts pour constater l'emploi d'armes chimiques par l'Irak. Selon une lettre envoyée au secrétaire général de l'ONU par le représentant de l'Iran aux Nations unies, les forces irakiennes ont fait usage d'armes chimiques sur diverses zones du front, les 16, 18, 20 et 24 janvier derniers. — (AFP, AP, Reuters.)

Diplomatie

M. Lech Walesa rencontre le secrétaire d'Etat adjoint américain

Varsovie (UPI) — Lech Walesa, fondateur du syndicat dissous Solidarnosc, devait rencontrer, vendredi 30 janvier, le secrétaire d'Etat adjoint américain, M. John Whitehead, actuellement en visite officielle en Pologne. Les autorités polonaises ont, en effet, autorisé le prix Nobel de la paix à quitter son travail aux chantiers de Gdansk afin de permettre cette rencontre, et M. Lech Walesa est arrivé dès jeudi soir à Varsovie.

Jeudi, M. Whitehead s'est entretenu avec le ministre polonais des affaires étrangères, M. Marian Ozolski. La conversation a principalement porté sur la levée éventuelle des dernières sanctions encore en vigueur qui avaient été imposées par les Etats-Unis contre la Pologne après le coup de force de décembre 1981. Le secrétaire d'Etat adjoint américain a également eu un entretien d'une heure avec le primate de Pologne, le cardinal Glomp.

EN BREF

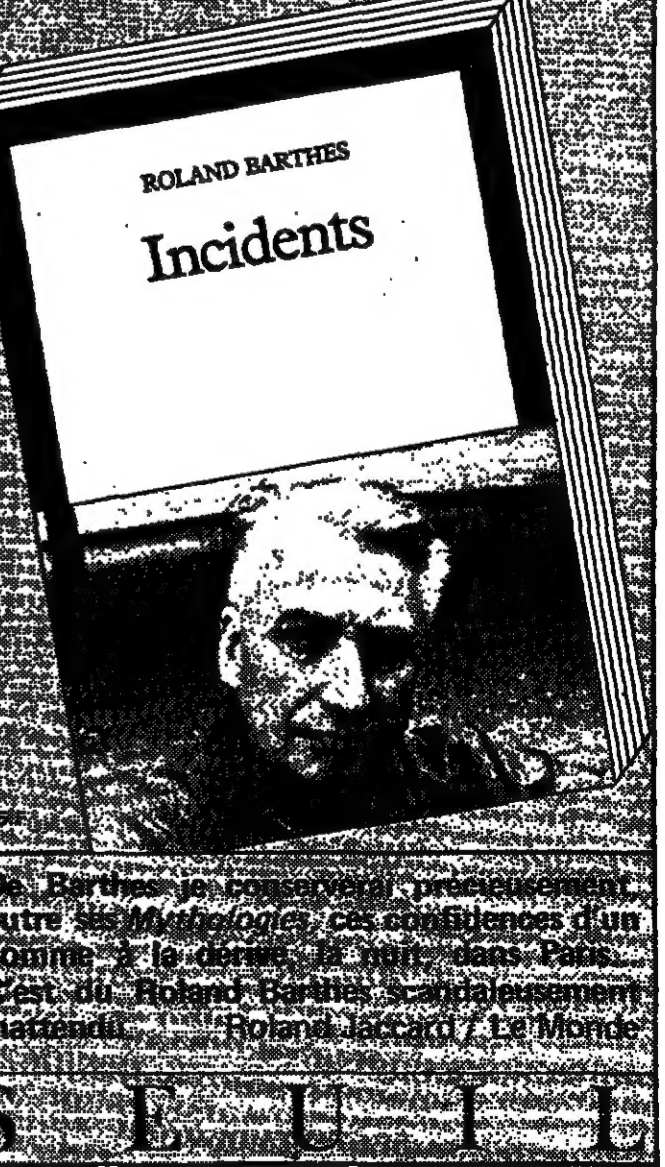
● EQUATEUR : décès de l'ancien président Gale Plaza. — L'ancien chef de l'Etat équatorien et ancien secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), Gale Plaza, est mort, mercredi 28 janvier à Quito, à l'âge de quatre-vingt ans d'un arrêt cardiaque. Gale Plaza avait été président de l'Equateur de septembre 1984 à août 1985. Il a aussi été ambassadeur aux Etats-Unis, où il avait fait ses études supérieures. Son prestige et son influence restaient très élevés dans son pays. — (AFP.)

● CONGO : incident frontalier avec le Zaïre. — Un incident frontalier entre gendarmes zaïrois et militaires congolais aurait fait au moins trois morts, à la mi-janvier, dans la région de Mbandaka, au sud-ouest de Brazzaville, s'est-on appris, lundi 28 janvier, dans la capitale congolaise. Cet affrontement aurait été provoqué par l'incursion de gendarmes zaïrois dans le village de Ngombe, proche de la frontière, où ceux-ci ont l'habitude, selon Brazzaville, de se livrer à des exactions, envers les ressortissants tant zaïrois que congolais. — (AFP.)

● CAMBODGE : démenti vietnamien. — L'agence Tass a rapporté, mercredi 28 janvier, que Hanoi avait qualifié de « dénuées de tout fondement » les informations selon lesquelles le gouvernement vietnamien aurait demandé à la Roumanie de servir d'intermédiaire avec le prince Sihanouk pour tenter de résoudre le conflit cambodgien (le Monde du 23 janvier).

● Premières inculpations dans l'affaire du Heyzel. — Albert Rosare, le secrétaire de l'Union belge de football et Michel Kemmer, le major de gendarmerie qui commandait à l'époque le district de Bruxelles, ont été inculpés d'ombricide involontaire en début de semaine par le juge d'instruction chargé du dossier du Heyzel. On estime probable l'inculpation d'autres responsables, le non du bourgmestre (maire) de la capitale, Hervé Brochez, est ainsi souvent cité, comme celui d'autres dirigeants du football belge et de la gendarmerie mis en cause par la commission d'enquête parlementaire. — (Corresp.)

UN BARTHES INEDIT



De Barthes, son conservateur, professeur d'histoire de la littérature, ces confidences d'un homme. Le dossier du non dans Paris. Rest du Roland Barthes s'ajoute à l'actualité nationale. Roland Barthes / Le Monde

Europe

GRANDE-BRETAGNE

La brusque démission du directeur général de la BBC

LONDRES
de notre correspondant

M. Alasdair Milne, cinquante-six ans, a annoncé, le jeudi 29 janvier, qu'il démissionnait de ses fonctions de directeur général de la BBC, cette décision prenant effet immédiatement. Dans un très bref communiqué, M. Milne a évoqué uniquement des « raisons personnelles ». On a certes appris que son épouse est gravement malade, mais d'autres motifs semblent avoir poussé M. Milne à ce renoncement. L'opposition soupçonne des « pressions » plus ou moins directes de la part du cabinet de M. Thatcher ou du Parti conservateur, auxquels M. Milne s'est fréquemment opposé. Et le leader du parti travailliste, M. Neil Kinnock, faisant l'éloge du démissionnaire, n'a pas tardé à déclarer son intention de demander des « explications ». Les députés du Labour ont, en outre, adopté une motion demandant au gouvernement de s'abstenir de toute « ingérence » dans la désignation du successeur de M. Milne.

M. Thatcher a déjà répliqué en disant que la BBC était « totalement indépendante » et que le directeur général n'était responsable que devant le président de la compagnie (1). Par ailleurs, on souligne que M. Milne, malgré plusieurs prises de positions destinées à défendre l'indépendance de la BBC, avait perdu la confiance d'une partie du personnel, particulièrement à la rédaction, et que cela a contribué à rendre sa tâche de plus en plus difficile.

M. Milne a fait toute sa carrière dans la « grande maison » où il était entré il y a trente-trois ans, travaillant d'abord à la production d'émissions de télévision. C'est en 1982 qu'il accède à la tête de la BBC, à un moment particulièrement délicat. Il ne peut ignorer que le premier ministre attend de profondes réformes. M. Thatcher n'apprécie guère de la BBC, et pas seulement parce que le financement de cet établissement public, par la redevance, ne correspond pas du tout à ses choix économiques. De nombreux élus conservateurs, les plus à droite,

estiment que les informations et beaucoup d'autres programmes reflètent une tendance « trop à gauche ». En 1984, la redevance était sévèrement limitée par le gouvernement, le directeur général est contraint de faire d'importantes coupes dans son budget et de réduire les effectifs de certains services, mesures qui lui valent l'hostilité des syndicats.

Une riposte cinglante

L'année suivante, une crise majeure éclate quand, sur l'intervention du ministre de l'Intérieur, le président de la BBC annule la diffusion d'un documentaire télévisé comportant le portrait d'un dirigeant supposé de l'IRA. Protestant contre cette « censure », le personnel se met en grève. M. Milne obtiendra l'apaisement en montrant clairement qu'il désapprouve l'intervention — on murmure qu'il aurait déjà envisagé à cette occasion de démissionner. Il rétablit la programmation de l'émission, mais il impose quelques retouches, et cette concession lui retire le soutien de la plupart des journalistes qui avaient servi les rangs derrière lui.

En 1986, une commission chargée de reconsidérer l'avenir de la BBC publie ses recommandations, qui dépeignent l'attente du gouvernement et celle de M. Milne. L'introduction de la publicité est repoussée. En octobre, un nouvel incident ternit l'image de la BBC : celle-ci est condamnée à payer de substantiels dommages et intérêts et à présenter d'humiliantes excuses à deux députés conservateurs qu'un magazine télévisé avait mis en cause dans une enquête consacrée au glissement d'une fraction du Parti conservateur vers l'extrême droite.

Quelques jours plus tard, M. Norman Tebbit, président du parti au pouvoir, membre du cabinet et proche conseiller de M. Thatcher, accentue l'offensive en produisant un rapport détaillé dénonçant la « partialité » des journaux télévisés de la BBC au moment du raid aérien américain contre la Libye en avril.

La riposte de M. Milne devait être assez cinglante, mais elle ne s'est pas à ce point. Tout récemment, son interdiction d'une émission dévoilant le secret d'un projet de satellite espion britannique n'a fait qu'y ajouter (« Le Monde du 24 janvier »).

FRANCIS CORNU.

(1) Le directeur général est choisi par le « Board of governors », conseil chargé de garantir le statut d'autonomie de la compagnie et de superviser les décisions de l'assemblée. Mais le président et les onze autres personnes qui forment cette instance sont nommés par le gouvernement.

URSS : la réunion du comité central

M. Gorbatchev s'efforce de surmonter les résistances que suscitent ses projets de « démocratisation »

MOSCOU
de notre correspondant

M. Gorbatchev a visiblement du mal à imposer son projet de faire élire à bulletin secret, en laissant le choix entre plusieurs candidats, les dirigeants locaux et régionaux du parti. La résolution du comité central publiée à l'issue de la réunion plénière était discrète sur ce point. Elle n'annonçait pas non plus la réunion en 1988 d'une « conférence fédérale » du parti (1). Le discours de clôture du secrétaire général qui a eu lieu vendredi 30 janvier, a prouvé à également des accents qui ne trompent pas. M. Gorbatchev s'efforce de dissiper des réticences, voire de vaincre des résistances presque ouvertes. Dans un article paru ce même jour dans *Temps nouveaux*, l'un des principaux commentateurs politiques, M. Alexandre Bovine, attaque sans précautions oratoires les « conservateurs » qui s'opposent selon lui à la « démocratisation » souhaitée par le secrétaire général.

Plusieurs confidences distillées au cours de la journée de jeudi par des responsables de la propagande auprès des correspondants occidentaux font également état, pour les minimiser, des divergences qui sont apparues lors du plénum sur la question des candidatures multiples. Ce projet ne représente, de toute façon, pas une « rupture » avec le passé, mais le début d'un « processus révolutionnaire », remarque l'un d'entre eux. Le choix des mots actuellement est très important.

Le pouvoir de M. Gorbatchev n'est pas sans limites. Son discours de clôture prononcé, mercredi après-midi, devant le plénum n'est publié que ce vendredi par la *Pravda*. La résolution du comité central, qui

marque implicitement les réticences d'une proportion non négligeable des 307 membres de cet organisme face à la « démocratisation », avait été diffusée jeudi. Cet ordre de préférence est conforme à l'esprit du système communiste. Entre deux congrès, tous les quatre ans, le pouvoir appartient au comité central, lequel se réunit au moins deux fois par an en séance plénière. Un plénum a le droit théorique (utilisé une fois sous Khrouchtchev) de repousser une mesure proposée par le bureau politique.

M. Gorbatchev a éprouvé le besoin d'affirmer dans son allocution finale devant le comité central que l'« unité » apparue sur scène lors de la réunion plénière n'était pas « formelle ». Une façon de reconnaître que tout le monde n'était peut-être pas convaincu, au départ, du bien-fondé des mesures de « démocratisation » qu'il propose.

Khrouchtchev et Brejnev dénoncés

Le secrétaire général estime qu'il est « parfaitement logique » d'avoir mis « au premier plan » dans son rapport inaugural mardi « le thème d'une démocratisation approfondie et sérieuse de la société soviétique ». Cello-ci est, selon lui, « la garantie la plus efficace contre le renouvellement des erreurs du passé ». « La démocratie nous est aussi indispensable que l'air. Si nous ne la comprenons pas (...), notre politique échouera, camarades », affirme-t-il.

M. Gorbatchev se veut également persuasif à propos de la « réforme » de l'activité dans tous les domaines de la société soviétique, dont la « démocratisation » n'est qu'un

aspect. « Il faut mettre fin à la discussion de savoir si nous avons ou non besoin de cette réforme (...). Poussons-nous nous permettre des hésitations en la matière ? Non, camarades ! », s'écrit-il.

M. Bovine, dans *Temps nouveaux*, met en cause bien plus que ceux qui « hésitent ». Il affirme qu'on « sous-estime l'envie de la force de la résistance à la réforme ». Il désigne les « adversaires principaux : les conservateurs soviétiques frustes et bureaucratiques ».

A l'instar de M. Gorbatchev, ce commentateur estime que la « démocratisation » est la meilleure garantie contre les « erreurs du passé ». Mais, à la différence du secrétaire général, il donne des noms et se livre à l'attaque la plus vive parue jusqu'ici dans la presse soviétique contre deux anciens dirigeants : « Nikita Khrouchtchev, après avoir lancé un défi aux adversaires du culte de la personnalité de Staline, a encouragé son propre culte. Leonid Brejnev, qui avait pourtant du bon sens, s'est transformé en monument de sa propre personne », écrit-il. Il est peut-être bon de rappeler que M. Bovine a été longtemps lui-même un protégé et un laudateur de Brejnev.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Dans son allocution de clôture, M. Gorbatchev a cependant déclaré au plénum : « Les membres du comité central se sont prononcés pour la tenue d'une conférence fédérale du parti (...). J'estime que ceux qui n'ont pas pris part au débat ont raison, car aussi, cette proposition (...). Nous devons l'examiner, et je soumets cette proposition à votre examen, que le bureau politique élabore pour un des prochains plénums du comité central des propositions sur les détails et les modalités de la tenue de cette conférence ».

GRÈCE : les relations avec l'OTAN

M. Papandréou indique que de nouvelles négociations sur les bases américaines vont s'ouvrir

ATHÈNES
de notre correspondant

« Nous ne partons pas, et c'est là une décision prise en pleine conscience. Nous ne partons pas maintenant, parce que des raisons de sécurité nationale nous obligent à rester. » Voilà répliquée la question des relations entre l'OTAN et la Grèce, sous le gouvernement socialiste. Dans un discours prononcé au Parlement, où, pendant toute la journée du vendredi 23 janvier, les

chefs des partis politiques ont discuté des questions de défense nationale, le premier ministre grec, M. Papandréou, a affirmé qu'un conflit entre la Grèce et la Turquie, paradoxal et improbable en l'état actuel des choses, serait à peu près insaisissable si la Grèce quittait l'OTAN. Rester dans l'alliance est donc « une chose utile ». Et, a-t-il ajouté, « si l'OTAN n'admettait pas la particularité de nos positions, le problème serait posé devant le peuple, même par voie de référendum ».

Cela n'a pas été la seule surprise réservée aux députés et à tous ceux qui ont suivi le débat à la radio, qui transmettait en direct la séance parlementaire.

« Un dialogue d'égal à égal »

M. Papandréou s'est aussi étendu sur la question des bases militaires américaines en Grèce. « Selon l'accord gréco-américain en vigueur, a dit en substance le premier ministre, le statut juridique des bases expire en décembre 1988 et donc, juridiquement, il n'y aura pas de bases militaires après cette date. Par conséquent, toute discussion ou négociation avec les Etats-Unis commencera à partir de zéro... » Mais il a clairement laissé entendre que de telles négociations auront effectivement lieu et il a exprimé l'espoir que ce sera « un dialogue d'égal à égal ». Le gouvernement ne fera pas un seul pas « sans que le peuple soit au courant et sans que nous disposions de son consentement », a-t-il ajouté.

Il s'agit de la reconnaissance officielle du virage politique du gouvernement grec. Le PASOK avait gagné les élections de 1981 en employant, entre autres, des slogans contre l'OTAN et la CEE et contre la présence des bases militaires américaines sur le sol grec. Pour ce qui concerne la CEE, le changement de position a été opéré depuis longtemps. Par contre, sur la question de l'OTAN et des bases militaires, un certain suspense était toujours maintenu. Ce n'est plus le cas. Les détails de la nouvelle politique, qui ne manquera pas de provoquer de fortes réactions à gauche et au sein même du parti socialiste (PASOK) seront connus progressivement dans les mois qui viennent. Les premières discussions avec les Etats-Unis reprendront officiellement au printemps prochain.

THÉODORE MARANGOS.

« Réserves » turques au Conseil de l'Europe. — La commission juridique de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a exprimé, jeudi 29 janvier, sa « déception » à la suite des réserves faites par Ankara lors de la reconnaissance du droit de recours individuel devant la Commission européenne des droits de l'homme (le Monde du 28 janvier). Ces réserves figurent dans la déclaration du gouvernement turc qui a été rendue publique jeudi par le secrétaire du Conseil de l'Europe, à Strasbourg. La Turquie y subordonne notamment la notion de « société démocratique » inscrite dans la Convention européenne des droits de l'homme (liberté d'expression, de religion, de réunion, d'association ou de grève) aux « principes énoncés dans la Constitution turque ». — (AFP.)

La marmite italienne

(Suite de la première page.)

Le directeur de l'influent quotidien *la Repubblica*, M. Eugenio Scalfari, a, dans un éditorial demeuré célèbre, comparé la situation italienne à celle de ces bourgeois du Far-West qui ne voyaient jadis d'autre salut que dans le choix du chef des bandits domant la région pour remplir les fonctions du shérif !

Il est possible d'imaginer que, ayant redonné à ses concitoyens le goût de la stabilité, M. Craxi puisse bien désormais ne plus être prié si, une fois descendu de son piédestal, l'entrepreneur de relancer l'instabilité. Et pourtant, la méfiance règne. Ses partisans sont dans l'ensemble convaincus qu'il ne se priverait pas de harceler le prochain gouvernement à direction démocrate-chrétienne — d'autant moins que les élections approchent : elles sont normalement prévues pour le printemps 1988, mais aucune législature n'a accompli ses cinq années depuis 1968. La démocratie chrétienne, des lors, a-t-elle vraiment intérêt à prendre la tête, en avril, d'un gouvernement dont l'image pourrait pâtir des embrouilleries socialistes, et dont la durée serait en toute hypothèse celle que lui assignerait M. Craxi ?

Les projets de référendum

Lors du récent congrès du Parti social-démocrate (PSDI) (« Le Monde du 13 janvier »), son leader, M. Francesco Nicolazzi, a fait approuver à une écrasante majorité une stratégie dite d'« alternative réformatrice » — à l'actuelle coalition à cinq, c'est-à-dire la constitution d'un pôle social-démocrate au sens large. Les deux autres petits partis « laïques » alliés dans la majorité ont observé que tout cela tendait à les négliger au profit d'une alliance plus exclusive du PSDI avec le PS, — ainsi qu'avec le modeste mais dynamique Parti radical, désireux de rentrer dans la politique active. Plus grave est la conclusion qu'en a tirée la démocratie chrétienne : l'objectif est de tenter de l'écartier du jeu. Les sociaux-démocrates ne peuvent certes pas mettre en ligne de gros bataillons (4,1 % des suffrages en 1981), mais n'auraient-ils pas agi en discret accord avec M. Craxi ?

La DC n'a obtenu qu'une réponse ambiguë à sa question sur une éventuelle défection du PSDI à l'heure du changement de la garde. Ce ne serait qu'« à long terme ». Cette attitude ne peut évidemment pas inspirer confiance à M. De Mita, le secrétaire général des démocrates-chrétiens, déjà anxieux de nature.

Un deuxième événement vient de souffler le froid dans la majorité. La Cour constitutionnelle a, le 16 janvier, comme elle en avait l'obligation, publié son avis sur huit

projets de référendum dont trois visent à annuler le (très modeste) programme national de production d'électricité nucléaire, trois autres à réformer le fonctionnement de la justice et les deux derniers à interdire la chasse. Les magistrats ont décidé de donner le feu vert aux trois initiatives sur le nucléaire et... deux concernant la justice (1).

La coalition est profondément divisée sur ces initiatives. En substance, le PS, quoique dirigeant le gouvernement, se trouve aux côtés des contestataires... et la DC, parce qu'elle se sent par nature une parti de pouvoir, en tient plutôt pour le statu quo en tout domaine. Sur le nucléaire, par exemple, la division est suffisamment profonde pour avoir quasiment fait capoter un projet de conférence nationale d'experts sur l'énergie à qui le Parlement avait demandé un avis sur l'éventuelle poursuite de la construction de centrales. Une date vient péniblement d'être trouvée après des mois d'atermoiements qui ont exaspéré les spécialistes, favorables ou hostiles.

Le jeu est rendu plus complexe encore, si possible, par la présence massive (30 % des voix) sur la scène politique d'un Parti communiste qui est certes le cœur de l'opposition, mais dont les attitudes sont plus spontanément celles d'une formation « responsable ». Ainsi le PC hésite-t-il, malgré les pressions d'une majorité de sa base, à jeter aux orties le peu qui existe en matière de nucléaire ou encore à chambouler les règles de fonctionnement d'une justice où d'ailleurs certains de ses membres sont solidement implantés.

C'est dire que la tenue — normalement entre le 20 avril et le 20 juin — des cinq référendums annoncés n'est pas des plus probables. Ou bien la majorité s'accordera sur des textes de loi visant à désamorcer les projets de consultation populaire (le Sénat a ainsi commencé, le 20 janvier, l'examen d'un train de mesures gouvernementales concernant la justice). Ou bien le couvercle de la marmite sautera et la pacifique *stafetta* (passage du relais) du début du printemps se transformera en une foire d'empoigne avec crise et élections anticipées à la clé. « Tout est possible », confie volontiers M. Craxi à ses interlocuteurs.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Les deux projets acceptés visent respectivement, l'un à abolir la juridiction spécialement chargée de juger les présidents de la République, les ministres et anciens ministres ayant commis des fautes graves dans l'exercice de leurs fonctions (il lui est reproché de n'avoir qu'une seule fois mené une enquête à son terme en quarante ans) ; l'autre vise à restaurer une responsabilité civile ayant porté préjudice à un citoyen.

Asie

PHILIPPINES : après le dénouement de la rébellion militaire

Les autorités craignent de nouveaux soubresauts

MANILLE
de notre envoyé spécial

Le chef d'état-major des forces armées des Philippines, le général Fidel Ramos, a ordonné vendredi 30 janvier l'arrestation d'un général et de trois officiers accusés d'avoir participé à la tentative de coup d'Etat. Sur un tableau noir, à l'entrée d'un bureau du service de renseignements de l'armée à Camp-Crane à Manille, une inscription en lettres capitales « Full Alert » rappelle, vendredi 30 janvier, que le règlement sans effusion de sang de la mutinerie de cent soixante militaires, qui ont occupé pendant six semaines les locaux de la chaîne 7 de télévision, n'a pas mis fin à la crise que traversent les Philippines à la veille du référendum du 2 février sur la nouvelle Constitution.

« Il est toujours possible que quelque chose se produise au cours des prochaines quarante-huit heures », admet un colonel des services de renseignements militaires. Bien qu'il n'y ait aucune confirmation officielle, il semble, selon des sources militaires, qu'un poignée de soldats insurgés tiendrait encore l'annexe de la base navale de Sangley, proche de Manille, l'un des trois points d'offensive des troupes rebelles au début de la semaine.

Les événements de ces derniers jours relèveraient en effet d'une opération de déstabilisation de grande envergure (cinq cents militaires ont été impliqués) destinée à permettre le retour de Marcos aux Philippines. C'est en tout cas ce qu'on a révélé, jeudi soir, le général Ramos, chef d'état-major général, et le vice-président Salvador Laurel.

Selon le consul-général philippin à Hawaï, un Boeing 707 de la com-

pagnie privée Pan Aviation de Miami, affrété par un marchand d'armes libanais, M. Sarkis Soghailan, lui-même lié à un homme d'affaires saoudien ami des Marcos, M. Zaidan Kashegi, était depuis mardi à Honolulu, où vivent en exil l'ancien président et une vingtaine de ses supporters, prêt à les ramener aux Philippines. La Maison Blanche a confirmé, jeudi, avoir été informée des projets apparents de l'ancien président par le gouvernement philippin et avoir dépêché auprès de M. Marcos un représentant du Département d'Etat chargé de lui rappeler qu'il était libre de se rendre où il souhaitait à l'exclusion des Philippines. L'homme d'affaires libanais a nié ces assertions, mais la presse philippine a affirmé, ce vendredi, que la compagnie Pan Aviation est liée à la CIA, et suggère que le service de renseignements américain aurait pu souhaiter que l'ex-président quitte le territoire des Etats-Unis pour ne pas avoir à témoigner dans l'affaire de l'irrigation.

Depuis des mois la rumeur...

Toujours selon la presse philippine, le plan de M. Marcos aurait été découvert à la suite des achats à Honolulu par son épouse Imelda de vêtements et accessoires militaires, dans un surplus de l'armée américaine, pour un coût total de 2000 dollars.

A Manille, l'« enlèvement » mystérieux, mardi, de Dona Josefa, la mère presque centenaire de l'ex-président, par des membres de sa famille avait aussi incité à penser que quelque chose était en train de se tramer. Alors que la veille, dans un traitement au centre de cardiologie de Manille, des parents sont soudain venus la chercher pour

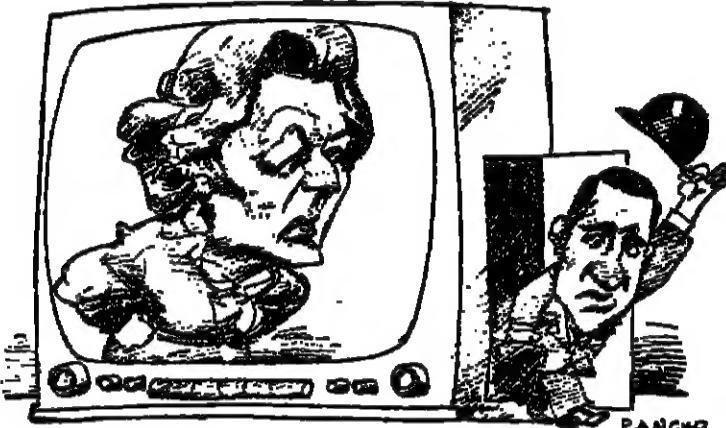
l'emmener chez un de ses gendres, à Ilocos-Norte, province natale de M. Marcos.

La rumeur d'un retour de M. Marcos aux Philippines circule à Manille depuis des mois. L'aéroport international de Laoag, capitale d'Ilocos-Norte, a été fermé depuis l'automne (des tas de pierres en barrent la piste). Selon un document confidentiel des services de renseignements de l'armée, Ferdinand Marcos devait quitter Hawaï le 25 janvier et arriver sur la base aérienne de Villamor, proche de Manille, dont les troupes loyalistes auraient alors avoir le contrôle. On ne connaît pas encore les tenants et les aboutissants du complot, notamment les politiciens et les généraux impliqués dans l'opération, ni la manière dont aurait été menée l'opération finale : la prise de pouvoir.

Deux inconnues laissent encore planer des doutes sur la stabilisation de la situation. D'une part, un certain nombre d'officiers et de généraux loyalistes n'ont pas renoncé à leurs positions depuis quelques jours. En outre, il est confirmé, depuis l'évacuation des locaux de la chaîne 7, qu'une épreuve de force est en cours entre, d'un côté, la présidence et ses proches conseillers et, de l'autre, la haute hiérarchie de l'armée.

M. Aquino a annoncé, jeudi soir, qu'étant donné la « gravité des crimes commis » par les soldats rebelles, ceux-ci devaient passer en jugement. Or, le général Ramos s'est personnellement engagé à faire preuve de clémence à l'égard des mutins. Il a simplement annoncé qu'une enquête serait ouverte afin d'établir les responsabilités. Pour sa part, le ministre de la défense, le général Ilo, a déclaré jeudi qu'il était « prématuré de parler de punition ». Au demeurant, il semble, selon des sources militaires, que les soldats rebelles n'aient pas été désarmés.

PHILIPPE PONS.



PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

PANCHO

Amériques

ETATS-UNIS : l'enquête sur l'« Irangate »

Le rapport de la commission du Sénat estime que la politique étrangère était menée par des « amateurs »

WASHINGTON
de notre correspondant

Publié jeudi 29 janvier par la commission du Sénat pour les affaires étrangères, le premier rapport d'enquête sur les ventes d'armes secrètes à l'Iran ne conclut pas à la responsabilité de M. Reagan dans le détournement des bénéfices de ces ventes au profit de la guérilla antiaméricaine.

« A l'heure qu'il est, a déclaré en présentant ce rapport M. David Boren, le président de la commission, il n'y a toujours pas de preuve directe que (le président) ait ordonné le détournement de fonds ou ait été au courant ». Le sénateur (démocrate) de l'Oklahoma a cependant aussitôt souligné que cette question ne pouvait être définitivement éclaircie sans les témoignages de l'ancien conseiller de M. Reagan pour les affaires de sécurité nationale, l'amiral Poindexter, et de son ancien collaborateur, le lieutenant-colonel North.

Seuls — jusqu'à preuve du contraire — à pouvoir fournir un tableau complet des chemins politiques par lesquels l'argent de la République islamique a pu être utilisé pour financer illégalement les « contras », les deux hommes se refusent en effet à toute déclaration depuis le début de l'affaire. Tant qu'ils n'auront pas changé d'attitude, l'absence de « preuve directe » d'une implication présidentielle ne prouvera en ce sens rien car elle ne permet pas de savoir si le président des Etats-Unis a laissé violer la loi par ignorance ou si, au contraire, il a autorisé ou encouragé la violation de la loi.

En attendant, le rapport de la commission est quand même plus qu'embarrassant pour M. Reagan car il le contredit sur ses motivations et jette une lumière peu flatteuse sur sa conduite des affaires. Il indique d'abord qu'il apparaît, sur la base des témoignages recueillis, que la décision de vendre des armes à l'Iran est le « résultat d'une accumulation de plusieurs facteurs » — non seulement de la volonté de « bâtir une relation constructive avec des éléments modérés » de la République islamique, mais aussi de la « profonde préoccupation personnelle » de M. Reagan pour le sort des otages américains du Liban ; de l'intérêt d'Iran à développer ses relations avec l'Iran et de l'effort, enfin, de personnalités privées et notamment de marchands d'armes.

Un gîte et une hôte

Or M. Reagan a, pour sa part, toujours dit que son seul objectif était d'essayer de renforcer les éléments potentiellement pro-occidentaux d'un pays d'importance stratégique et qu'il n'avait jamais envisagé de rompre avec sa politique officielle de refus de toute négociation avec des terroristes. Par la simple relation de détails le plus souvent déjà connus, le rapport décrit ensuite le « réel déroulement », selon l'expression du sénateur Boren, dans lequel se trouvait la politique étrangère de ce gouvernement menée, à-t-il estimé, par des « amateurs ». Le mot est, de fait, encore aimable quand il apparaît que c'est sur la foi d'un marchand d'armes considéré par le département d'Etat comme

un « affabulateur de talent » qu'un ancien conseiller de M. Reagan, M. Robert McFarlane, a été envoyé, en mai dernier, à Téhéran avec des armes, convaincu qu'il en reviendrait avec les otages.

La délégation, qui incluait notamment le lieutenant-colonel North, apportait un gîte en forme de clé (symbole d'ouverture) et, quelques mois plus tard — cela a été confirmé par la publication du rapport — M. Reagan devait faire remettre aux Iraniens une bible signée de sa main et qui marquait, elle, « l'héritage commun des religions musulmane, chrétienne et juive » et le fait que le président américain « est lui aussi un homme de Dieu ». L'idée était, paraît-il, du lieutenant-colonel North, mais le sécrétaire avec lequel elle a été présentée jeudi par la Maison Blanche après que le président du Parlement iranien eut, la veille, présenté cette bible historique à la presse, conduit à se demander si l'« amateurisme » n'est pas toujours bien représenté dans l'entourage de M. Reagan.

Ce rapport doit maintenant être remis à la commission d'enquête spéciale du Sénat pour laquelle il constituera « une base » de départ.

BERNARD GUETTA.

Le président Garcia à l'Élysée

M. Mitterrand promet l'aide de la France au Pérou dans les négociations avec le FMI

M. Alan Garcia, chef de l'Etat péruvien, a fait le jeudi 29 janvier une brève visite privée à Paris et a quitté la France ce vendredi pour Madrid, où il doit rencontrer le roi Juan Carlos et M. Felipe Gonzalez. M. Garcia a été reçu à l'Élysée par M. Mitterrand et il a reçu le soir la médaille de la Sorbonne (où il a étudié pendant deux ans) des mains de M^{me} Alarvelles, recteur de l'Université de Paris.

Les conflits en Amérique centrale et la dette extérieure de l'Amérique latine ont été au centre des conversations « extrêmement cordiales » qu'ont eues le jeudi 29 janvier à l'Élysée MM. Alan Garcia et François Mitterrand.

« La France ne doit pas se trouver en retrait par rapport à l'action des groupes de Contadora et de Lima (1) qui interprètent parfaitement les aspirations des peuples de ces régions », a déclaré M. Mitterrand à son interlocuteur, en faisant valoir qu'il fallait « éviter d'entrer dans la dialectique infériorité intervention/radicalisation idéologique ».

Les deux hommes, indigne-on à l'Élysée, sont tombés d'accord pour estimer que « l'Europe des Douze, qui n'est pas suspecte d'impérialisme, pourrait jouer un rôle accru dans la recherche d'une solution négociée passant par le respect des principes de la non-intervention et de l'autodétermination ». M. Garcia a souligné que « le gouvernement des Etats-Unis ne doit pas être le tuteur de l'Amérique latine » et insisté sur l'importance du respect du « pluralisme idéologique » sur le continent.

M. Garcia a expliqué que, si le Pérou ne refusait pas de payer sa dette extérieure (14,5 milliards de dollars, dont 1 milliard à la France), il se devait de privilégier le développement économique et social de son pays, sans lequel le Pérou serait incapable de respecter les échéances de ses remboursements.

Au président péruvien, qui lui expliquait que la négociation avec le FMI était bloquée, M. Mitterrand a

fait valoir que cette institution financière internationale, tenue de « respecter certaines règles », avait une approche plus « comptable » que « politique » du problème de la dette en raison de sa sainte de la « comptabilité ». M. Mitterrand a assuré le président péruvien du soutien de la France dans sa démarche pour obtenir des assouplissements financiers de la part du FMI. On relève à l'Élysée que M. Garcia ne manifeste pas une volonté de cesser toute relation avec la communauté financière internationale.

Interrogé à sa sortie de l'Élysée sur les tensions nucléaires françaises dans l'océan Pacifique, pour lesquelles Lima avait exprimé son hostilité, M. Garcia a assuré qu'« il n'y a pas de grand problème entre le Pérou et la France ». « Nous sommes très liés à la politique de la France », a-t-il souligné après avoir exprimé son attachement aux grands principes de démocratie et d'égalité de la Révolution française.

(1) Le groupe d'appel de Lima se compose du Brésil, de l'Argentine, de l'Uruguay et du Pérou.

(Voir page 2, l'article de notre correspondant à Lima sur la nouvelle politique économique du Pérou.)

CHILI

Les lauriers du condamné

Le rédacteur en chef du magazine d'opposition *América*, M. Juan Pablo Carrasco, a été condamné à la prison à perpétuité le 29 janvier par un tribunal militaire. M. Carrasco a été condamné à la prison à perpétuité pour avoir « encouragé la rébellion » et « avoir encouragé la rébellion ».

Le rédacteur en chef d'*América*, déjà condamné à la prison à perpétuité, a été condamné à la prison à perpétuité pour avoir « encouragé la rébellion » et « avoir encouragé la rébellion ».

RECTIFICATIF
concernant l'annonce
TUTORTE INTERNATIONAL
parus dans le numéro du samedi
24 janvier, en page 4.

Une erreur d'ordre technique s'étant glissée dans le texte de l'annonce, nous prions que les trois premiers prix soient attribués par tirage au sort, comme par habitude de justice.

Merci de votre compréhension.
TUTORTE INTERNATIONAL :
49-00-06-00

Afrique

L'enlèvement d'une équipe de Médecins sans frontières

Les rebelles somaliens s'engagent à libérer les dix otages français

Les otages français de Médecins sans frontières sont sains et saufs et sont entre les mains du MNSF, a annoncé le président du Mouvement national somali, M. Ahmed Mohamed Silanyo, vendredi 30 janvier, à Londres, au cours d'une conférence de presse. Il a ajouté que son mouvement était prêt à libérer sans condition les dix otages et que « seuls, quelques arrangements pratiques » restaient à réaliser.

LOYADA (frontière somalienne) de notre envoyé spécial

« On est bien embêté par cette histoire d'otages », commentait le chef du poste-frontière de Loyada, à une vingtaine de kilomètres seulement de Djibouti-ville. Il voit passer beaucoup de monde, et établit évidemment un lien entre cette affaire d'enlèvement et le « conflit » qui, depuis plusieurs semaines, agite la région d'en face, c'est-à-dire le nord-ouest de la Somalie, où travaillent justement les dix membres de Médecins sans frontières (MSF), kidnappés le samedi 24 janvier par un

groupe armé et emmenés vers une destination inconnue.

Hargeisa, capitale du nord de la Somalie, ville rebelle soumise à un strict couvre-feu, est à environ neuf heures de mauvaise piste de Loyada. Depuis plus d'un mois, elle n'est plus accessible aux camions qui, à partir de Djibouti, la ravitaillaient en produits divers. « Nous sommes obligés de décharger nos marchandises à Borama, à mi-chemin », raconte Ahmed Said, un chauffeur de poids lourds qui en revient.

Les habitants de Hargeisa n'ont, semble-t-il, ni l'autorisation, ni la possibilité de quitter la ville. Les choses seraient prises en très mauvais tour après l'assassinat, à la mi-décembre, du chef régional de la sécurité, assassinat revendiqué par le Mouvement national somali (MNSF) et confirmé par des sources indépendantes. « J'ai entendu tonner le canon à Borama, où j'ai passé la nuit de mercredi à jeudi », indique Ahmed Said, qui, pour atteindre Loyada, avait dû franchir auparavant une vingtaine de barrières dressées par l'armée somalienne, qui prend sa digne au passage. « Avant les événements, il n'y avait que cinq ou six parcours », dit-il.

Pas de restriction de trafic, en revanche, pour les camions-citernes qui ravitaillent le nord-ouest de la Somalie, notamment en gazole, pour le chantier de construction de la route Garoe-Gardio : le passage à travers la région troublée de Hargeisa ne leur est pas interdit, mais l'escorte militaire, d'ordinaire composée de deux soldats à bord de chaque véhicule, a maintenant été doublée. Les patrouilles n'échappent cependant pas aux multiples tracasseries faussement administratives que l'armée somalienne a imaginées pour profiter des événements.

Dans son numéro de jeudi, *la Nation*, l'hebdomadaire de Djibouti, ne souffle mot de la situation dans le nord-ouest de la Somalie et passe sous silence la prise d'otages, afin de ménager les susceptibilités d'Addis-Abeba et de Mogadiscio. Dans ces délicates affaires, le silence est maintenant de rigueur et la réserve de bon aloi. De passage ici, le docteur Francis Chardon, directeur général de MSF, affirme « ne disposer d'aucune information sur la liste de démission des membres de son organisation et sur l'identité de leurs ravisseurs ».

JACQUES DE BARRIN.

A TRAVERS LE MONDE

M. Chirac rencontrera M. Reagan le 31 mars à Washington

M. Jacques Chirac rencontrera le président Reagan le 31 mars prochain à Washington, a-t-on annoncé jeudi 29 janvier à l'Etat Major. Le premier ministre effectuera auparavant un bref séjour à New-York.

Le président voyage de M. Chirac dans la capitale fédérale américaine remonte à juillet 1985 : alors dans l'opposition, il s'y était rendu à l'occasion d'un congrès de l'Union démocratique internationale, qui regroupait différentes formations de droite et de gauche, en tant que président du RPR. Mais il était allé à New-York en septembre dernier, à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies.

Quant à la dernière entrevue entre MM. Chirac et Reagan, elle avait eu lieu en mai dernier à Tokyo, lors du sommet des sept pays les plus industrialisés.

Chine

L'expulsion d'un correspondant de l'AFP à Pékin

Lawrence Mac Donald, un des correspondants de l'Agence France-Presse à Pékin, a été placé, ce vendredi 30 janvier à l'aube, par la police à bord d'un vol en partance pour Hongkong, les autorités ayant refusé de lui renouveler son visa.

Lawrence Mac Donald, qui se trouvait à Hongkong lorsque l'AFP a demandé à l'AFP de le transférer dans un autre poste, avait regagné la capitale chinoise en compagnie du directeur régional de l'Agence, M. Georges Bianchi. Celui-ci n'a pu obtenir aucun éclaircissement de la part des autorités sur les faits reprochés à Mac Donald, et l'AFP avait refusé de retirer son correspondant de sa propre initiative.

Le correspondant, de nationalité américaine, a été convoqué à l'aube, ce vendredi, à la police municipale. Son épouse et le chef du bureau de l'AFP à Pékin, qui l'ont accompagné, se sont vu interdire l'accès aux locaux de cette administration. Dix minutes plus tard, le journaliste en ressortait accompagné de fonctionnaires qui l'ont empêché de prendre congé de son épouse autrement que par un geste de la main à distance, et l'ont emmené à l'aéroport pour le mettre à bord d'un avion spécial pour Hongkong.

Haïti

Une jeune fille tuée par les forces de l'ordre

Port-au-Prince. — Une jeune fille a été tuée le jeudi 29 janvier par les forces de l'ordre à la suite d'une manifestation dans le centre de la capitale. Plusieurs centaines de personnes s'étaient rassemblées pour réclamer la libération d'un jeune homme de vingt-quatre ans, Jean-Baptiste Baro, surnommé Barbo, arrêté par la police. La manifestation de force de l'armée qui a suivi a entraîné des actes de violence dans

le centre-ville, où plusieurs véhicules officiels ont été incendiés.

Ce regain de tension survient quelques jours avant l'anniversaire du départ en exil de l'ancien président à vie Jean-Claude Duvalier (le 7 février), durant la réunion du premier Congrès du mouvement des organisations démocratiques haïtiennes. Neuf cents délégués représentant une dizaine d'organisations politiques et syndicales doivent débattre pendant deux jours de l'avenir politique de l'île et des risques du retour du « duvalisme ». — (AFP, UPI.)

République sud-africaine

Larges pouvoirs de censure au chef de la police

La Journal officiel sud-africain a publié, jeudi 29 janvier, dans une édition spéciale, de nouvelles décisions gouvernementales donnant de larges pouvoirs au chef de la police nationale, M. Johan Coetzee, en matière de censure de la presse.

Ces dispositions élargissent la notion de « compte rendu subversif ». Elles permettent d'interdire tout journal ou toute émission de radio et de télévision qui évoquerait les objectifs et les raisons d'agir des organisations politiques, tel le Congrès national africain (ANC).

Le gouvernement a ainsi réagi à une décision de la Cour suprême qui, quelques heures auparavant, avait invalidé un décret interdisant aux médias de faire de la « publicité aux organisations terroristes ». La Cour suprême avait été saisie par les deux principaux groupes de presse d'expression anglaise, *Argus* et *South African Associated Newspapers*.

D'autre part, l'ambassadeur d'Afrique du Sud en Grande-Bretagne, M. Denis Worrall, a démissionné de ses fonctions, a annoncé, vendredi 30 janvier, le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Roelofse P. Botha.

Des rumeurs insistantes faisaient état, récemment, de la déception grandissante de M. Worrall devant l'absence de réformes substantielles dans son pays.

Le quotidien du Cap Cape Times, publié vendredi avant l'annonce de la décision de M. Worrall, émet l'hypothèse que le diplomate pourrait se présenter aux prochaines élections générales en Afrique du Sud contre le Parti national. — (AFP, Reuters.)

El Salvador

La guérilla annonce la libération d'un colonel détenu depuis 1985

San-Salvador. — Le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) a annoncé le jeudi 29 janvier que le colonel Omar Avelos allait être libéré à la suite d'un désarmement par le gouvernement de 38 guérilleros. Le colonel Avelos, ancien directeur de l'aviation civile, avait été capturé le 26 octobre 1985. L'archevêque de San-Salvador, Mgr Arturo Rivera, a estimé que cette libération « était un pas significatif dans la voie de l'humanisation du conflit ». Le comité de presse des forces armées (COPREFA) a pour sa part qualifié de « geste humanitaire » la libération des 38 guérilleros, dont 23 blessés doivent être expulsés vers le Mexique. — (AFP, UPI.)

TCHAD

Les raids de l'aviation libyenne ont repris dans le Nord

Les raids de l'aviation libyenne dans le nord du Tchad ont repris au début de cette semaine, confirmant ce de source occidentale, après que les autorités de N'Djamena ont annoncé le bombardement de Fada (le Monde du 30 janvier). On déclare de même source que l'efficacité et la fréquence de ces bombardements sont difficile à déterminer, alors que la rumeur tchadienne évoque leur « intensité inouïe ».

La même radio diffuse depuis mercredi des éditoriaux particulièrement martiaux, parlant de l'« accalmie trompeuse », des « grandes batailles qui se préparent », et proclamant : « L' Tchad, debout pour aller jusqu'à Assouani ».

La résolution du cinquième sommet islamique de Koweït, qui appelle la Libye à régler son « différend territorial » avec N'Djamena, constitue une victoire pour le Tchad, estime aussi la radio. « Pour la première fois, un sommet islamique prend en compte un conflit territorial entre le Tchad et la Libye en tant que différend territorial, débattant Tripoli, qui considère le problème comme un conflit entre factions tchadiennes rivales », a

déclaré un commentateur. Les participants au sommet ont « appelé les deux pays (Tchad et Libye) à régler leur différend par des moyens pacifiques, sans aucune pression ni ingérence étrangères, en accord avec les principes et les objectifs des chartes de la Conférence islamique et de l'OUA ».

La résolution du sommet n'a pourtant pas été aussi loin que l'aurait souhaité le président Hissène Habré, qui attendait obtenir une condamnation de l'« occupation libyenne » du nord du pays.

M. Hissène Habré est arrivé jeudi soir à Bagdad, à l'invitation du président Saddam Hussein.

De son côté, une délégation de « Vice-Général » le nouveau représentant d'union nationale de transition du Tchad, dont M. Goukoui Ouedet s'est retiré, est arrivée à Paris. Elle est conduite par M. Mahamat Saleh Ahmat, « secrétaire d'Etat aux affaires étrangères » de cette formation rivale des autorités de N'Djamena. Celui-ci a déclaré être venu expliquer aux responsables français « les changements intervenus au sein du GUNT et les aspects que [son] objectif est de parvenir à une paix véritable ».

TUNISIE

Des syndicalistes interpellés

TUNIS
de notre correspondant

La Ligue tunisienne des droits de l'homme a fait état, jeudi 29 janvier, de plaintes qu'elle a reçues d'un certain nombre de familles de syndicalistes interpellés durant ces deux dernières semaines. Ces interpellations, qui n'ont pas été confirmées officiellement, concerneraient seize personnes, dont le secrétaire général de l'ancienne union régionale de Gabès, M. Habib Guiza. Toutes démentiraient attachées à l'ancienne direction de la centrale ouvrière UGTT, dont trois membres du bureau exécutif que présidait alors M. Habib Achour.

Après avoir rappelé les différents épisodes qui, depuis dix-huit mois, ont marqué la crise syndicale, la Ligue estime qu'« il est vain d'écarter une quelconque solution viable par le recours à de telles méthodes et à de tels procédés ».

Est-ce parce qu'il consacrait un long article à la situation syndicale des démocrates socialistes (MDS) *Al Montaqabal* a été suspendu pour six mois ? Le MDS a été informé de cette mesure le vendredi 30 janvier.

M. D.

Une année scolaire aux U.S.A. avec Eurolangues

15 à 18 ans
Famille + High School
Plus de 18 ans
Collège
documentation sur demande
35, bd des Capucines 75002
Paris Téléphone (1) 42.61.53.55

cobbler chausseur SOLDES

du 31 janvier au 21 février

11, rue Monsieur-le-Prince, 75006	43-29-02-60
40, rue Saint-Honoré, 75001	42-33-88-48
30, rue de Miromesnil, 75008	42-65-82-09
14, avenue Mozart, 75016	46-47-41-46
50, rue du Bac, 75007	42-22-52-21

Politique

Le séminaire gouvernemental et la conférence

Pour sa première conférence de presse officielle, le jeudi 29 janvier — la précédente s'était déroulée le 21 juillet 1986 à l'initiative de l'Association des journalistes parlementaires — M. Chirac s'est d'abord excusé d'avoir choisi le cadre solemnel des galeries du Quai d'Orsay pour cause d'exiguïté de ceux de l'hôtel Matignon. Dans une mise en scène qui rappelait les conférences de presse présidentielles, assis à une table recouverte d'un tapis de feutre beige, ayant en contrebas à sa gauche tous les ministres sauf M. Guillaume (agriculture), sous les lourds lustres de cristal de la « grande salle à manger » du ministère des affaires étrangères, le premier ministre a lu pendant vingt minutes une déclaration liminaire et répondu pendant une heure aux questions des journalistes venus nombreux.

M. Chirac a énoncé tout d'abord les « trois impératifs » de l'action du gouvernement pour l'année 1987 : moderniser l'économie pour créer des emplois, ouvrir des chances nouvelles à tous « dans une société d'initiative, de responsabilité et de liberté », enfin « donner un nouveau souffle au dialogue social ».

M. Jacques Chirac a fait, en commençant sa conférence de presse, la déclaration suivante :

Le 16 mars dernier, les Français ont fait un choix. Ce choix était courageux et il était sans ambiguïté. Le travail du gouvernement a été très important depuis dix mois. Il a établi les principales fondations d'une société de liberté.

Nous venons de traverser, par ailleurs, une zone de turbulence. Nous avons eu des manifestations étudiantes et lycéennes ; nous avons eu des grèves dans les services publics ; nous avons eu l'offensive du froid ; nous avons eu un certain nombre de désordres dans le domaine monétaire international. Et certains Français s'interrogent. C'est normal, et je les ai entendus.

Et, après en avoir délibéré, j'ai fixé trois impératifs, trois lignes de force, qui vont mobiliser l'énergie du gouvernement cette année. (...)

Premier impératif : poursuivre avec sagesse, ténacité et détermination le renforcement de la modernisation de notre économie pour préparer l'avenir — l'avenir, c'est l'échéance 1992, le marché unique, et la suite — et intensifier une politique de lutte contre le chômage.

Deuxième impératif : ouvrir des chances nouvelles à tous les Français dans une société d'initiative, de responsabilité et de liberté sans cesse accrues.

Troisième impératif : améliorer les conditions de vie quotidienne de nos compatriotes et donner un nouveau souffle à l'indispensable dialogue social.

1) Premier impératif : le renforcement de notre économie. Pourquoi ? pour permettre aux entre-

Le premier ministre a cité une dizaine de projets de loi que le gouvernement, qui s'était réuni en conseil à l'hôtel Matignon depuis le matin, avait retenus essentiellement en matière sociale. Il s'agit de textes concernant : Le développement de l'épargne populaire vers l'entreprise ;

— La réforme de la création et de la transmission des petites entreprises ;

— Les mesures en faveur des chômeurs de longue durée et en fin de droits ;

— L'apprentissage des jeunes et la formation professionnelle ;

— L'accès à l'emploi facilité pour les handicapés ;

— Le développement de l'initiative et de la solidarité par le mécénat ;

— Le développement des enseignements artistiques ;

— La création d'une force d'intervention du développement dans le cadre de la coopération ;

— L'aménagement du temps de travail (ex-amendement Séguin) ;

— La réforme hospitalière ;

— La construction d'établissements pénitentiaires ;

— L'extension de la participation aux entreprises publiques et aux administrations.

Ces annonces ont satisfait M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, qui a déclaré : « La France est gouvernée. Jacques Chirac l'a opportunément rappelé alors que certains l'avaient un peu trop oublié ». M. Philippe Mestre, député UDF de Vendée, proche de M. Barre, a ajouté : « Tout député de la majorité ne peut qu'approuver dans leurs grandes lignes les thèmes développés par Jacques Chirac », ajoutant que le premier ministre « pouvait compter sur la totale solidarité de sa majorité ». Mais il a précisé : « Il n'est pas interdit de donner quelques conseils au gouvernement. Est-ce critiquer le gouvernement que de faire des propositions qui ne soient pas identiques aux siennes ? »

En revanche, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, a relevé dans les propos du premier ministre une « contradiction » vis-à-vis « d'un appel au dialogue social, mais va aussitôt à

Pesanteur de l'esprit de dialogue en imposant contre l'avis de toutes les organisations syndicales d'enseignants le statut de maîtres-directeurs d'école ». Quant à M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, il a jugé que, dans les propositions de M. Chirac, « il n'y avait pas trop de grain à moudre », ajoutant : « Je ne crois pas qu'il y ait un changement fondamental dans la politique économique et sociale du gouvernement. Il y a tout de même un certain nombre de pistes qui sont apparues et dans lesquelles nous allons nous engager ».

Dans ses réponses aux questions des journalistes, M. Chirac a montré une certaine vivacité pour dire que le gouvernement ne céderait pas sur les augmentations de salaire, un certain humour pour comparer le rapprochement entre centristes et socialistes au monstre du Lochness, une mesure bien calculée pour critiquer M. Barre et M. Mitterrand, un réel engagement à propos de l'affaire Nacchi et une grande désinvolture pour affirmer qu'il ne s'occupe pas de la privatisation de la télévision.

« Je gouverne pour tous les Français »

prises d'être plus compétitives — c'est le fond du problème, — de vendre mieux, donc de produire plus, donc de créer des emplois. Cela nous impose un certain nombre de disciplines, que certains connaissent depuis longtemps et dont les Français ont pris, depuis quelque temps, conscience.

D'abord, la lutte sans répit contre l'inflation. L'année 1986 se solde avec un bon résultat : 2,1 %. Certes, du fait des grèves, du froid, de la remontée du prix du pétrole, la situation peut connaître dans les premiers mois de l'année 1987 une période d'adaptation, après laquelle, je puis vous le dire, l'évolution reprendra un cours satisfaisant, la inflation engendrant, dans ce domaine, des baisses nouvelles.

Deuxième contrainte, deuxième nécessité : le retour à l'équilibre des finances publiques. On a déjà beaucoup fait depuis avril dernier. Pour 1987, je puis vous dire que le budget sera exécuté sans aucun dérapage, et tout dépendra de la nouvelle année, notamment, aux événements récents sera gérée par des économies équivalentes. Quant au budget de 1988, il satisfait à la double exigence que nous avons annoncée, à savoir : nouvelle étape de réduction du déficit et nouvelle baisse de la pression fiscale, ce qui supposera, naturellement, une meilleure maîtrise de la dépense. Par ailleurs, l'effort de désendettement sera poursuivi.

Troisième contrainte ou troisième nécessité : moderniser notre économie. Un projet de loi sera examiné au Parlement, lors de la session de printemps, pour développer l'épargne, afin de l'orienter vers l'entreprise et d'associer les salariés au développement et à l'avenir de

l'économie. Un autre projet visera à faciliter la création et la transmission des entreprises, tout particulièrement des petites et moyennes entreprises.

La modernisation de l'économie, c'est, aussi, la recherche. Nous avons beaucoup travaillé depuis quelques mois. L'effort de recherche, tant public que privé, dans son ampleur et dans ses modalités, sera l'une des principales priorités du budget de 1988.

Enfin, l'avenir, c'est l'Europe, l'échéance 1992, le grand marché unique.

2) Deuxième impératif : ouvrir des chances nouvelles à tous les Français dans une société d'initiative, de responsabilité et de liberté. Faut-il rappeler l'œuvre de justice fiscale réalisée, dans le budget 1987 au profit de quatre millions de familles modestes ? Faut-il souligner l'effort public de solidarité vers les plus démunis, le plan Zeller ? Faut-il citer l'aide fiscale et sociale, pour les emplois à domicile, des personnes âgées, des familles, des handicapés ?

Le gouvernement a lancé un plan d'urgence pour l'emploi des jeunes, qui a été un grand succès. Cela nous a coûté fort cher et cela sera poursuivi, mais cela ne doit pas nous faire oublier d'autres situations, celles des hommes et des femmes qui sont privés d'emploi à un âge plus avancé, chômeurs de longue durée, en particulier, qui ont des problèmes sociaux et humains graves, et chômeurs qui arrivent en fin de droits. J'ai demandé au ministre des affaires sociales, après concertation avec les organisations syndicales et professionnelles, de bien vouloir soumettre au vote du Parlement, dès la session de prin-

temps, des mesures législatives, et de prendre les mesures réglementaires qui s'imposent.

Autre inégalité contre laquelle il faut lutter : la formation et, d'abord, la formation des jeunes. C'est le problème de l'enseignement, de l'éducation ; c'est là, probablement, que le besoin d'égalité et de liberté est le plus fort.

Que faut-il faire pour la décongestion qui vient ? Le ministre de l'éducation nationale l'a parfaitement défini : conduire le plus grand nombre de jeunes possible au niveau du baccalauréat, le plus rapidement possible, pour mieux assurer leur entrée dans la vie active, diversifier les formations universitaires, répondre aux besoins, qui changent sans cesse, dans une société moderne dotée, peut-être, de la moitié des emplois, aujourd'hui, sont inconnus et existeront en l'an 2000, c'est-à-dire dans treize ans. D'où la poursuite et l'intensification de cet effort, et, aussi, une large concertation, pour que chacun prenne bien la dimension du problème, avec les salariés, les familles, les étudiants, les universitaires, les enseignants, etc., qui sera conduite par le ministre de l'éducation nationale et le ministre délégué chargé de l'université et de la recherche.

Dans le même esprit, un projet de loi sur l'apprentissage passera au printemps prochain, concernant la formation professionnelle, domaine où la France a fait des efforts considérables — notamment pour l'insertion des partenaires sociaux, qui s'y sont consacrés avec foi et efficacité, — mais domaine où notre système connaît une sorte de retard ou de sclérose due au fait qu'il a quinze ans d'âge maintenant.

Enfin, il faut faire un effort pour

favoriser l'accès de tous les jeunes Français à la culture. Ce programme de développement des enseignements artistiques sera l'une des grandes actions menées, conjointement, par le ministre de la culture et celui de l'éducation nationale.

Il est vrai que la jeunesse a aussi des inquiétudes et des aspirations et que, au-delà des actions nécessaires d'éducation et de formation, au-delà de l'effort en ce qui concerne l'emploi et l'insertion dans la vie active, il y a d'autres horizons à ouvrir dans les domaines culturels, sociaux, éducatifs, sportifs, qui doivent être, notamment, facilités par le développement de la vie associative, qui doit avoir les moyens de le faire. Cela fera l'objet d'un important projet de loi sur le développement de l'initiative et de la solidarité, qui est la forme moderne de ce que l'on appelait, dans le temps, le mécénat.

J'entends, également, rénover la coopération que nous menons avec les pays en développement, pour y associer beaucoup plus de jeunes qui ont le goût du don, du partage, le goût de l'initiative. J'ai demandé aux ministres compétents de créer, ainsi, une force d'intervention pour le développement au service d'un grand nombre de pays qui seront sans aucun doute, heureux d'accueillir les jeunes talents français.

Enfin, les difficultés économiques et sociales engendrées par la période de crise que nous avons traversée depuis de nombreuses années ont suscité des phénomènes nouveaux et qui sont inacceptables, phénomènes d'exclusion ou de marginalisation (...).

3) Troisième et dernier impératif : améliorer les conditions de vie quotidiennes des Français et donner

un nouveau souffle au dialogue social. Le gouvernement entend prendre, dans ce domaine, tout un ensemble de mesures, à la fois cohérentes et concertées, et préparer ainsi, en quelque sorte, une nouvelle ambition sociale pour la France.

Dans les prochaines semaines, je vais recevoir les organisations syndicales et les organisations d'employeurs pour recueillir toutes les propositions et suggestions pour un renouveau du dialogue social et, surtout, pour un nouvel élan à la politique contractuelle, dans un contexte qui est le nôtre aujourd'hui, un contexte d'adaptation permanente, de reconversion de certaines activités et, surtout, un contexte, je l'espère, durable de stabilité des prix.

Je verrai d'ailleurs, dans le même esprit et dans la même période, les dirigeants des entreprises publiques, car il apparaît clairement qu'il y a, au niveau du dialogue social dans les grandes entreprises publiques nationalisées, un problème qui doit être résolu.

L'avenir de notre économie est lié à notre capacité de maîtriser socialement les conséquences des changements technologiques. Il y a un certain nombre de problèmes : la mobilité géographique et professionnelle des salariés, les effets sur l'emploi des changements technologiques et l'information des salariés. Il ne peut y avoir d'acceptation des transformations sans que les choix soient préparés avec clarté, expliqués, discutés, avant d'être mis en œuvre. Il y a là un ensemble de mesures qui seront prises, également, dans le prochain semestre.

Les entreprises de notre pays qui gagneront la partie de la compétitivité, cette compétitivité sera acquise, notamment, par les entreprises qui sauront réunir autour d'un même projet social les chefs d'entreprise, le personnel d'encadrement et les salariés. La participation est donc plus que jamais au cœur de notre projet social.

Dans le cadre de cette participation, le capitalisme populaire est un thème auquel je suis attaché par tradition. Nous avons déjà beaucoup fait pour cela, et les privatisations en cours, notamment le succès extraordinaire qui est celui de Paribas actuellement, renforce, naturellement, la portée de cette politique. Il ne faut pas, pour autant, négliger les autres formes de participation : l'intéressement aux résultats, l'association aux décisions, l'extension des cercles de qualité, ou d'autres techniques de même nature, techniques de dialogue, de relations humaines, qui ne doivent pas rester cantonnées à certains secteurs de l'économie française, notamment au secteur privé. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé de généraliser et de transporter ces techniques de participation aux entreprises publiques et aux administrations, et j'ai demandé à M. Arthuis, secrétaire d'Etat, de me proposer pour le 1^{er} mai, et après une large concertation, les modalités d'application de la participation au secteur public et à l'administration, ce qui constitue une très importante innovation sociale.

Vivre mieux ensemble dans le respect mutuel, c'est, bien entendu, également trouver une solution au problème de la tranquillité et de la sécurité. Il incombe à l'Etat d'améliorer la situation. Notre gouvernement a fait un grand effort dans ce domaine, et cet effort commence à porter ses fruits. Le gouvernement déposera, dès la session prochaine, le projet de loi sur les établissements pénitentiaires.

Enfin, et puisque, hélas ! le risque persiste en permanence, chacun doit savoir que ma détermination à lutter contre le terrorisme est totale, avec toutes les incertitudes que comporte ce phénomène. Et je rappelle, en toute hypothèse, un principe qui ne saurait connaître de dérogation : c'est qu'une démocratie ne peut céder à aucun chantage.

Les arbitrages du premier ministre

« L'antisocialisme social »

Après les avoir méconnues dans sa première année d'exercice du pouvoir, la gauche avait entrepris, à partir de juin 1982, d'adapter sa politique aux faiblesses de l'économie et, plus particulièrement, de l'industrie française. De même, la droite a découvert, à travers les grèves dans le secteur public et les conséquences du froid, les carences du dialogue social et l'aide aux plus démunis. Comme l'avaient fait les socialistes avant lui, M. Jacques Chirac, refusant d'admettre que l'action qu'il a dirigée pendant six mois était déséquilibrée et qu'un tournant est nécessaire, accorde ses prédécesseurs d'avoir, par leur politique économique, aggravé les inégalités et rendu leur réduction plus difficile. Ce n'est donc pas, a-t-il expliqué jeudi, à ses propres erreurs qu'il remédie, mais aux conséquences de celles des socialistes. Ce qu'il entend faire, désormais, ne donne pas raison, a posteriori, à la gauche. Au contraire, a dit le premier ministre, « c'est l'antisocialisme, mais c'est social ».

L'heure est venue de montrer que « le gouvernement gouverne pour tous les Français », a dit encore M. Chirac, et non pas seulement pour ses partisans, ni pour les catégories sociales qui s'étaient mobilisées contre la gauche entre 1981 et 1986, et pour la faveur desquelles la compétition s'aggrave entre le premier ministre et M. Raymond Barre en vue de l'élection présidentielle. M. Chirac s'adresse, ainsi, une consigne à lui-même autant qu'aux ministres qui pourraient être tentés de soigner une clientèle.

Ayant goûté les fruits amers de la collaboration — les leçons reçues du président de la République face à la crise universitaire et aux grèves, la sanction du Conseil constitutionnel sur l'amendement Séguin, — M. Chirac se donne les moyens d'un nouveau départ : établissement d'un programme législatif et réglemen-

taire précis et limité, par l'exercice de sa fonction d'arbitrage à ciel ouvert, ou presque ; engagement du gouvernement sur ce programme, devant l'opinion légitime, devant les députés, sans doute, dans deux mois ; mobilisation des élus dans quatre régions où la concurrence est vive au sein de la majorité (Alsace, Rhône-Alpes) ou entre celle-ci et l'opposition (le Sud-Ouest, l'Île-de-France). « Il est beaucoup trop tôt pour partir en campagne », disait le premier ministre, le 26 janvier, en Alsace, et il l'a répété, jeudi, aux membres du gouvernement réunis à l'hôtel Matignon, mais la cohabitation est une campagne permanente.

Le programme du gouvernement, qui rend caduque la plate-forme, en grande partie réalisée, sur laquelle le RPR et l'UDF s'étaient mis d'accord pour les élections de mars 1986, n'est pas celui du candidat Chirac, mais il le préfigure. Le premier ministre l'a situé à l'horizon 1992 (entrée en vigueur du marché unique européen) et, même, 2000 pour la formation. Il a énoncé comme priorité à long terme l'Europe, la recherche et l'éducation. La perspective sociale qui prédomine, à court terme, se traduit dans la liste des projets de loi retenus par M. Chirac à partir des soixante-quinze propositions que lui avaient soumises les ministres.

A la session de printemps, qui s'ouvre le 2 avril, ou, pour quelques textes, à celle d'automne, le Parlement sera saisi des projets suivants, outre le texte sur l'aménagement du temps de travail, annulé par le Conseil constitutionnel pour vice de procédure, et le texte sur la concurrence annulé aussi et dont M. Michel d'Ornano, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, devra présenter une nouvelle version : le projet de loi de programmation militaire et le projet de loi sur l'épargne, prévus pour une

session extraordinaire, à laquelle M. Chirac avait renoncé en décembre ; le projet de loi sur l'apprentissage, annoncé par le premier ministre en Alsace ; des projets de réforme hospitalière ; des projets sur la création et la transmission des petites et moyennes entreprises, sur la formation professionnelle, sur les enseignements artistiques, sur la drogue, sur les relations entre les usagers et l'administration fiscale, sur l'accès à l'emploi des travailleurs handicapés, sur les chômeurs de longue durée, sur le développement de l'initiative et de la solidarité, sur la garde conjointe des enfants dont les parents divorcent.

Le projet de réforme du code de la nationalité, que M. Alain Chandon, après l'avoir préparé, estime nécessaire de soumettre à une longue concertation, est enterré. M. Chirac, qui, la semaine dernière encore, jouait « trop long » le délai d'un an annoncé par la garde des sceaux pour cette concertation, a indiqué, jeudi, qu'il n'a « aucune idée » du moment où ce texte pourrait venir en discussion au Parlement. Cette question a donné lieu à un débat au cours de la réunion du gouvernement. M. Chandon a souligné que le problème posé est, en réalité, beaucoup plus vaste, puisqu'il s'agit de la capacité de la société à intégrer, dans l'avenir, un nombre croissant de Français d'origine étrangère. M. François Léotard a fait, à ce sujet, une longue intervention sur la façon dont les jeunes générations vivent la question de « l'identité », culturelle, nationale, européenne.

Autre projet à risque, le texte de M. Michèle Barzach sur la réforme hospitalière n'est pas abandonné, mais réduit à quelques articles « essentiels », dont celui qui rétablit les services à la place des départements, d'autres dispositions devant être prises par décret. Le projet sur

l'usage et le trafic de la drogue, œuvre de M^{me} Barzach et de M. Chandon, est maintenant, de même que le texte du ministre de la justice sur les prisons privées, qui ne devrait pas soulever de difficultés dès lors que le gardiennage sera assuré, dans ces établissements pénitentiaires, par des fonctionnaires.

La responsabilité collective du pouvoir

Le projet de loi sur la formation professionnelle que le secrétaire d'Etat, M^{me} Nicole Catala, est chargée de préparer, le sera après une négociation qui doit associer, à l'indiqué M. Chirac, les pouvoirs publics et les partenaires sociaux. Il s'agit de refondre la loi qui avait inspiré M. Jacques Delors, conseiller de M. Jacques Chaban-Delmas, alors premier ministre, en 1971, et qui avait été déjà revue par M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, en 1984. C'est là un des domaines ouverts à la concertation sociale sous la direction de M. Philippe Séguin.

Le premier ministre va, lui-même, recevoir les uns après les autres, avec « déclarations sur le perron », à l'hôtel Matignon, les représentants des organisations syndicales, dont il avait seulement rencontré, jusqu'à présent, de façon informelle, les principaux dirigeants (à l'exception du M. Henri Krasnicki, avec lequel il avait, toutefois, échangé quelques mots au cours d'un dîner avec des syndicalistes européens). M. Chirac a prévu, aussi, de recevoir les dirigeants des entreprises publiques et nationalisées, en groupe ou séparément, pour examiner avec eux les possibilités de relance du dialogue social dans ces entreprises. Enfin, M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat à la concurrence et à la consommation, doit remettre, d'ici au 1^{er} mai, ses premières conclusions sur les

mécanismes d'intéressement et de participation — cercles de qualité, notamment — qu'il est possible d'introduire dans les entreprises publiques, voire dans les administrations.

A ces chantiers de concertation sociale devrait s'ajouter celui qu'avait annoncé M. Séguin sur l'extension de la couverture conventionnelle. En outre, le ministre des affaires sociales envisage de pérenniser, au-delà de la propagation de son plan jusqu'en juillet prochain, son dispositif pour l'insertion professionnelle des jeunes. La répartition des exonérations de charges sociales, à 100 % et à 50 %, entre les différents formes, étant revue, l'objectif est d'avoir en moyenne, chaque année, cinq cent mille à six cent mille jeunes embauchés à ce titre par les entreprises.

L'aide aux chômeurs de longue durée ou parvenus en fin de droits doit donner lieu, aussi, à des consultations, sur la base desquelles M. Séguin déposera, au printemps, un projet de loi. M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales, a traité longuement d'autre part, jeudi, à l'hôtel Matignon, du problème des retraites, autre sujet de négociations avec les partenaires sociaux.

« Quand on gouverne, on gouverne : quand on fait de la politique, on fait de la politique », a dit M. Chirac. La formule visait, bien sûr, ses concurrents directs — MM. Mitterrand et Barre — mais, aussi, ceux qui, au sein du gouvernement, se souciaient de « peaufiner leur image » plutôt que d'assurer la responsabilité collective du pouvoir. Que M. Léotard et ses amis libéraux se le tiennent pour dit : entre M. Barre et M. Chirac, il n'y a pas de troisième voie. Quant aux barrières, il leur est rappelé que, engagés au gouvernement, ils ne peuvent jouer sur deux tableaux.

PATRICK JARREAU.

هكذا من الأصل

Politique

de presse de M. Jacques Chirac

Le gouvernement gouverne pour tous les Français. Les grands idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité sont un bien commun. Au-delà de certaines affirmations idéologiques, il y a une réalité, c'est que les inégalités que connaît notre pays ont tendance, depuis quelques années, à s'accroître. Elles se sont accrues du fait de la crise, c'est vrai ; elles se sont également accrues du fait d'une politique qui a dégradé la situation de notre économie, dégradé sa capacité à faire face à des crises de réduction des inégalités. (...)

Le gouvernement veut gouverner avec le souci constant de comprendre les préoccupations quotidiennes de chacun, de répondre à l'aspiration de tous à vivre dignement dans une société où la participation engendre le respect mutuel. Il gouverne pour donner aux Français plus d'initiative, plus de responsabilité, plus de liberté. Il gouverne pour assurer l'avenir de notre pays, car il croit profondément et avec une grande confiance aux capacités de la France à assurer son avenir dans un cadre de progrès social. Il ne se laissera en aucun cas détourner de son chemin par des considérations d'ordre électoral. Il a reçu une mission en mars dernier.

Il gouverne, enfin, pour la France, pour mieux affirmer sa place et son identité dans le monde, sa modernisation, pour lui assurer sa sécurité, pour renforcer sa mission de coopération et de solidarité, notamment à l'égard de pays en voie de développement. C'est une certaine idée de la France métropolitaine, de la France d'outre-mer, de nos concitoyens qui vivent dans nos frontières et des très nombreux d'entre eux qui vivent à l'étranger. C'est bien une certaine idée de la France que nous entendons, en commun, solidairement, sans aucune espèce d'état d'âme, défendre, conformément à la mission que nous avons reçue.

Nous avons une grande ambition pour la France, ce n'est pas, certes, une politique de facilité que nous avons engagée et que nous poursuivons, mais une politique d'effort, de courage et de liberté. Pour ma part, j'ai confiance. Je sais que dans le cœur des Français, dans leur jugement, le courage finit toujours par gagner, et, croyez-moi, nous n'en sommes pas dépourvus.

La coexistence n'est pas un idéal

Répondant aux questions, le premier ministre explique que l'objectif d'une inflation à 2 % pour 1987 lui paraît « raisonnable ». Il souligne toutefois un « risque », celui d'une « très légère poussée » dans les deux premiers mois. Elle serait cependant suivie d'un « retour à une situation d'équilibre ». Pour l'emploi, il souhaite qu'en 1987 « il soit bien acquis que la France ne décrive plus d'emploi ». Il espère un « bilan positif », mais ne peut pas le garantir. A propos de la croissance,

M. Chirac remarque qu'il « n'est pas évident » que les prévisions de la loi de finances, c'est-à-dire un taux de 2,5 %, soient atteintes. La croissance, dit-il, « peut malheureusement être un tout petit peu inférieure ».

A propos de la cohabitation, M. Jacques Chirac déclare : « La coexistence (...) n'est pas mon idéal politique. C'est clair. Elle est dans la nature des choses, raisonnable (...) ».

« La coexistence existe, et elle existera jusqu'au terme, jusqu'aux prochaines élections ».

« Tout ce que je souhaite — et d'ailleurs ce que je pense — c'est que, lors des prochaines élections, il y aura confirmation par les Français de leur vote de mars dernier : un président de la République issu de l'actuelle majorité et, par voie de conséquence, un terme mis à une expérience de coexistence dont on s'aperçoit alors qu'elle n'aura pas eu que des effets négatifs, notamment pour mieux apprécier ce que doit être exactement l'équilibre des pouvoirs dans notre pays, et pour provoquer un certain retour à ce qu'était la pratique institutionnelle du début de la V^e République ».

Interrogé sur son absence apparente de concertation avec les organisations syndicales depuis le 16 mars, M. Chirac note qu'il les a rencontrés « à de très nombreuses occasions », officiellement ou officieusement. Depuis deux mois, dit-il, il a vu à plusieurs reprises les dirigeants syndicaux « à une exception près ».

L'agitation du microcosme

M. Chirac n'a observé aucun signe « sérieux » d'un rapprochement entre socialistes et centristes. Il compare cette affaire à celle du monstre du Lochness. Il souligne qu'il demandera « peut-être » un vote de confiance à l'Assemblée nationale, mais qu'il n'a pas l'impression d'avoir besoin d'être « relégitimé » au sein de son gouvernement et de sa majorité.

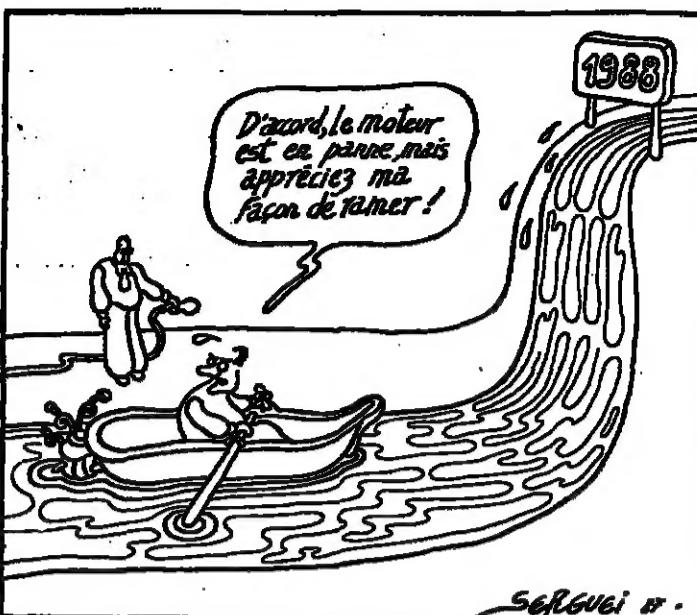
Le premier ministre ne sait pas si la réforme du code de la nationalité sera examinée lors de la prochaine session parlementaire. Il rappelle que ce texte fait actuellement l'objet d'une concertation. En revanche, il signale le décret réformant le statut des maîtres-directeurs d'école. « Tout organisme, dit-il, doit avoir sa responsabilité ».

Interrogé sur la fin de son « état de grâce », M. Chirac souligne qu'il n'y en a pas eu pour son gouvernement. Il remarque que les résultats des élections partielles expriment pour sa majorité une « stabilité », voire une « légère amélioration », par rapport au 16 mars. « C'est pour moi le seul critère qui compte, le reste c'est l'agitation du microcosme, comme d'habitude ».

Sur la Nouvelle-Calédonie, le premier ministre confirme que, pour le référendum, le corps électoral devra comprendre, comme lors du vote ayant conduit à l'indépendance de Djibouti, tous les électeurs habitant le territoire depuis plus de trois ans. Il ajoute que le conseil des ministres examinera le projet de loi dès que M. Bernard Pons « aura terminé ses consultations ».

Je ne vois pas de tournant

M. Chirac annonce que le gouvernement n'a pas reçu de « menaces explicites » de reprises des attentats terroristes en France, mais reconnaît : « Nous faisons très attention. J'entends bien que, hélas, on a beau faire attention, dans un domaine comme celui-là, il y a toujours de ».



très grands risques (...). Le risque n'existe pas pour la France particulièrement, il existe pour les démocraties (...).

M. Chirac ajoute que le projet de loi sur la réforme hospitalière sera maintenu « dans ses éléments essentiels et discutés à l'occasion de la session parlementaire de printemps ». Il affirme qu'il refuse de s'occuper des conditions de privatisation de TF 1. « C'est le problème de la Commission nationale, dit-il. Pas celui du gouvernement ».

M. Jacques Chirac refuse ensuite de qualifier de « tournant » la politique qu'il annonce :

« Je ne vois pas dans l'action gouvernementale (...) de tournant, mais une sorte de continuité. Nous avons annoncé avant les élections du 16 mars les principales mesures ».

que nous prendrions pour rétablir les fondations d'une société de liberté. Nous les avons prises (...). Nous poursuivons exactement dans la même voie, naturellement compte tenu de l'évolution des problèmes ».

Sur la situation économique il déclare : « 1985 est la dernière année de l'expérience socialiste ; 1986 est la première année de l'expérience de notre gouvernement (...). Les structures essentielles sur le plan international n'ont pas bougé. En matière de croissance : 1985 : + 1,1 % ; 1986 : + 2,1 %. En matière d'investissement des entreprises : 1985 : + 1,9 % ; 1986 : + 3,8 % (...). Les prix à la consommation : 1985 : + 4,7 % ; 1986 : + 2,1 %. Commerce extérieur : (...) pour la première fois depuis de très nombreuses années, nous avons équilibré notre ».

commerce courant. Nous avons un excédent substantiel de notre balance des paiements. Notre masse monétaire a connu un accroissement exemplaire : 4,8 %. Aucun autre Etat européen important ne peut en dire autant. (...) Ce qui veut dire en clair que tous nos indicateurs se sont très sensiblement améliorés ».

« Il y a eu une turbulence monétaire liée à son certain nombre d'éléments, notamment à la baisse du dollar et à une certaine idée que se fait la République fédérale d'Allemagne de la gestion de sa monnaie, et qui a eu pour conséquence un réajustement monétaire. Pour la première fois dans notre histoire contemporaine, la première, pas un seul pays ne nous a demandé... de dévaluer ».

Le gouvernement n'a aucun état d'âme

« J'ai confiance. Naturellement, il y aura ici ou là une crise, une crispation, une difficulté, un affrontement, un problème. C'est dans la nature des démocraties. (...) C'est dans la nature des choses, à une échelle des prochaines grandes élections. Mais le terrain s'est sérieusement solidifié sous nos pieds. C'est la raison pour laquelle, je vous le dis très clairement, nous continuerons ».

« J'ai retiré la loi Devaquet parce que je me suis aperçu qu'il y avait une incompréhension qui se traduisait par le fait qu'il y avait des lycéens dans la rue et que l'on ne se bat pas avec des lycéens, et que cela ne touchait pas à l'essentiel. Les choses se feront peut-être un peu moins vite, peut-être un peu moins bien, mais de la même façon ».

« Mais en revanche, sur l'affaire des grèves, là on touchait à l'essentiel, c'est-à-dire à l'annulation de notre situation économique. (...) Et si nous avions cédé la moins du ».

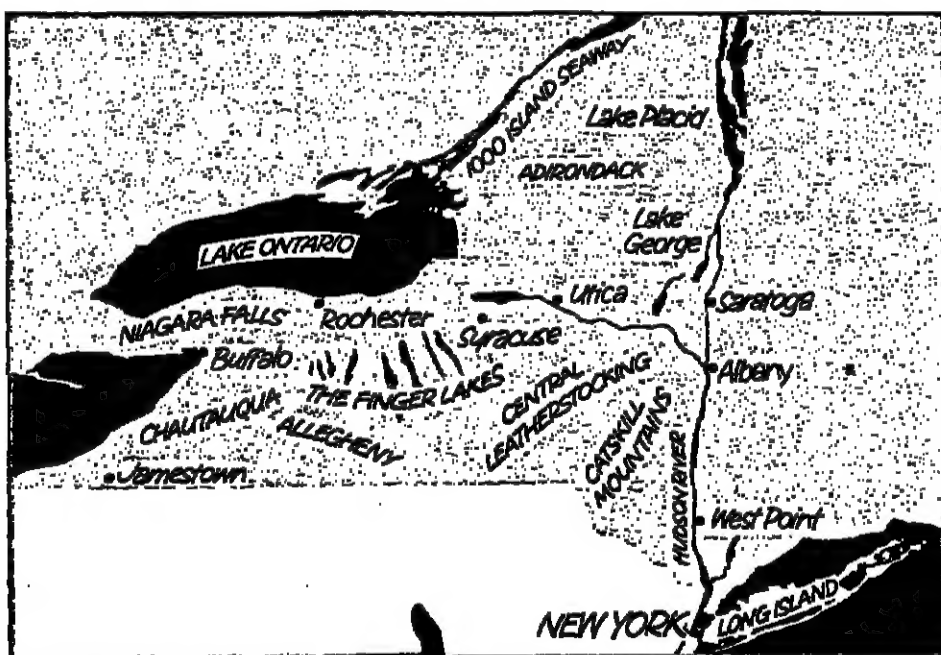
monde, ce que je n'ai jamais envisagé un seul instant, et ce que je ne ferais pas, alors, c'était tout le processus qui repartait (...).

« Je suis bien décidé à poursuivre dans cette voie parce que c'est la voie de l'assainissement et de la modernisation de notre économie (...). Le gouvernement n'a aucun état d'âme dans ce domaine (...). Tout le monde est parfaitement déterminé à poursuivre cette action en sachant parfaitement qu'elle est soutenue par la totalité de notre majorité (...). Il ne nous a jamais manqué une voix (...). Je puis vous dire qu'il ne nous en manquera aucune, quels que soient les votes et les débats, lors de la session de printemps ou lors de la session d'automne (...).

« Alors je vois les uns ou les autres essayer, et (...) engager des actions pour tenter de déstabiliser le gouvernement parfois en donnant des coups réguliers, parfois en dessous de la ceinture (...). Ce ne sont pas des coups qui sont susceptibles de nous faire perdre l'équilibre. Parfois les uns ou les autres portent des jugements excessifs sur l'action gouvernementale. Cela peut venir de l'opposition, et c'est son rôle. Cela peut venir parfois du chef de l'Etat, et à ce moment-là j'ai l'occasion de lui exprimer mon étonnement. Cela peut venir de tel ou tel représentant de la majorité, et cela est normal de la part de ceux qui n'assument pas les responsabilités. Mais cela ne changera pas notre action et (...) notre confiance (...).

« Quand on gouverne, on a autre chose à faire qu'à peaufiner son image ou son dossier de candidature à telle ou telle élection. On essaie d'assumer ses responsabilités, ce n'est pas toujours facile. On se heurte à bien des difficultés. Eh bien, on est là pour les assumer. Je peux vous dire que le gouvernement les assume dans la sérénité et la confiance. Il continuera ».

Avec TWA, New York c'est beaucoup plus que New York.



C'est tout simple : il suffit de partir avec TWA, la compagnie officielle de "I ♥ New York", pour la ville de New York et d'en profiter pour visiter l'Etat de New York.

Avec "Passeport pour New York" que vous propose TWA - Flaneries Américaines, vous avez une visite de la ville de New York, une voiture Hertz pendant 7 jours pour visiter l'Etat de New York, des cadeaux et des prix à gagner. Il suffit d'être 2 personnes minimum par voiture.

New York c'est une ville.

Une ville trépidante : la 5^e Avenue, la Statue de la Liberté, Central Park, Broadway, les restaurants, les boîtes de nuit, les bars. C'est ça New York.

New York c'est un pays.

De la frontière canadienne jusqu'à Long Island, c'est encore New York, l'Etat de New York avec des sites extraordinaires, tels que les Chutes de Niagara, la Vallée de l'Hudson, et tant d'autres. C'est encore cela, l'Etat de New York.



Passeport pour New York.

Si vous partez avec TWA avant le 15 avril, vous pouvez profiter de "Passeport pour New York" et de la voiture gratuite. Il vous suffit ensuite de faire valider votre "Passeport pour New York" à des points précis de votre parcours. A la fin du voyage, grâce au bon nombre de timbres, vous recevrez des cadeaux et vous aurez droit à participer à un concours qui pourra vous faire gagner un autre voyage aux USA avec TWA - Flaneries Américaines et Hertz. Renseignez-vous vite chez votre agent de voyages. Demandez-lui des renseignements sur le merveilleux programme TWA-Flaneries Américaines "Passeport pour New York". Et bon voyage.

Transporteur officiel I ♥ NY

TWA

Le Monde sur minitel

L'ACTUALITE EN DIRECT

Dépêches AFP 24 heures sur 24

36.15 TAPEZ LEMONDE

Collection Mondes en devenir
LE SYSTEME COMMUNAUTAIRE EUROPEEN
M. F. LABOUZ
14 x 20 cm - 344 p. - 127 F
Des réponses aux questions touchant le devenir de la CEE
Editions Berger-Levrault

PUBLICATION JUDICIAIRE

La société FLODOR d'une part, la société FROMAGERIES BEL-LA VACHE QUI RIT d'autre part,

Par jugement contradictoirement rendu le 7 janvier 1983, confirmé et complété par l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 6 mars 1986, la société FROMAGERIES BEL-LA VACHE QUI RIT a été déclarée déchu de ses droits sur la marque « Apéri » déposée par elle le 24 janvier 1973 sous le n° 145 311 pour désigner des biscuits à la vanille accompagnés d'un petit lait.

En outre, le jugement et l'arrêt ont débarrassé la société FROMAGERIES BEL-LA VACHE QUI RIT de son action en contrefaçon ou imitation frauduleuse dirigée contre la marque Apéri-chips, laquelle a été jugée indépendante de Apéri-chips et autres marques comportant le radical apéri, en raison du caractère évocateur de ce préfixe et des suffixes différents.

La société FROMAGERIES BEL-LA VACHE QUI RIT a été condamnée à payer à la société Flodor différents dommages-intérêts pour les préjudices que cette instance judiciaire, manifestement abusive, avait occasionnés à la société FLODOR.

Le jugement comme l'arrêt a ordonné l'insertion dans trois journaux, aux frais de la société FROMAGERIES BEL-LA VACHE QUI RIT.

Maitre Bernard Fochon, avocat à la Cour. — SCP Bonnamy Fochon, avoués.

Politique

Après les déclarations

Un message direct à la majorité

Les électeurs de la majorité et plus spécialement les sympathisants du RPR commencent à ne plus reconnaître dans le premier ministre Jacques Chirac habituel, celui pour lequel ils avaient voté le 16 mars dernier.

Le député de la Corrèze avait-il perdu la main, n'était-il pas en train de s'enliser dans les sables mouvants de la cohabitation, ne se perdait-il pas dans des gesticulations stériles entre l'Hôtel de Ville de Paris et son département d'élection, entre la direction du gouvernement et la présidence de son parti, entre des négociations internationales et les palabres avec ses partenaires, entre la conduite de l'action quotidienne et la hantise de l'élection présidentielle ?

M. Chirac pouvait se consoler en mesurant les résultats rassurants des élections locales partielles sans toutefois se dissimuler complètement qu'un vent mauvais menaçait de se lever contre lui. Les sondages l'avertissaient en effet que les « déçus du chiraquisme » allaient

peut-être se compter en nombre croissant.

Contrairement à la légende qui s'attache à lui, ce n'est pas sur une foucade que M. Chirac a décidé de tenter de se ressaisir, mais après réflexion. Tirant la leçon des événements des deux mois écoulés, il a, dans sa conférence de presse de jeudi, sinon modifié son cap du moins changé de ton et de méthode.

« Social toute » : tel est désormais le mot d'ordre. Négociation, consultation, concertation sont maintenant les concepts redécouverts dont l'usage est universellement promis, mais dont l'absence lui avait été durement reprochée.

Ses partisans ébranlés retrouveront avec soulagement les vocabulaires qui illustraient son comportement de naufrage : ténacité, détermination, courage, volonté, mais aussi confiance, sérénité, optimisme et pour les gaullistes les plus sceptiques, participation. Le RPR et aussi les divers clubs qui en sont proches insistent depuis le 16 mars pour

que la « participation », vénérable concept gaullien, entre dans les faits. Peut-être M. Chirac pensait-il aussi aux membres du CDS et naturellement à la jeunesse, auxquels certaines initiatives ne devraient pas déplaire comme le quasi-abandon de la réforme du code de la nationalité ou comme la création d'une force d'intervention pour le développement ou encore l'aide aux handicapés et la lutte contre la marginalisation et l'exclusion ou enfin la reprise de l'amendement Coluche.

A l'égard de tous ceux qui cherchent à « déstabiliser » le gouvernement, M. Chirac a rarement été aussi clair depuis le 16 mars. Qui doutait qu'il pensait à M. Raymond Barre en parlant avec un rien de condescendance de ceux qui dans la majorité le critiquent en expliquant qu'ils sont excusables puisqu'ils n'assument pas de responsabilités ? Pour la première fois aussi, il a rangé le président de la République dans la catégorie des « déstabilisateurs » qui portent « parfois des jugements excessifs ».

Cette allusion dont certains membres du gouvernement et de son entourage souhaitent qu'elle fut encore plus explicite a néanmoins été ensuite jugée par eux suffisante. Enfin, ses partisans de la majorité auront noté qu'à plusieurs reprises il a condamné sévèrement le bilan des socialistes, allant jusqu'à dire que leur politique avait fait entrer la société française « dans la décadence et l'impasse ». Au total, M. Chirac a bien voulu convaincre que la cohabitation ne l'empêchait pas — ou plutôt ne l'empêcherait pas — de conduire sa politique. Mais ce message était davantage destiné à bien convaincre et mieux retenir les électeurs de la majorité qu'à s'en prendre directement à la gauche.

JEAN-YVES LHOMEAU.

ANDRÉ PASSERON.

La gestion sans l'enthousiasme

M. Jacques Chirac va donc faire d'une des plus grandes coupes budgétaires de 1987 — la recherche — la priorité de 1988, et du plus grand oubli de 1986 — le dialogue social — son objectif majeur pour l'année. Il est toujours bienvenu de reconnaître ses erreurs. Et celles-là étaient majeures.

Cela dit, le tournant amorcé après les mouvements étudiants et sociaux n'est pas comparable à celui qu'avait effectué le socialisme en 1982. Le gouvernement Mauroy avait été accusé au changement — jamais reconnu — par dix-huit mois de gestion malheureuse : l'endettement s'était creusé au même rythme que les déficits, et le Fonds monétaire international frappait à la porte. Le politique triomphant — et souvent bien ressemblant dans le pays — s'était heurté au mur des contraintes économiques.

C'est aujourd'hui l'inverse qui se produit. Le premier ministre peut en effet, comme il l'a fait jeudi, avancer de bons indicateurs économiques en 1986 : l'évolution des prix la plus faible depuis trente ans, une croissance (2,1 %) encore insuffisante mais en nette reprise par rapport aux années précédentes, un investissement productif qui croît de près de 4 % (si l'investissement industriel est moins brillant), un commerce extérieur équilibré pour la première fois depuis 1978, un pouvoir d'achat en net regain après trois années de vaches maigres, et l'arrêt des destructions d'emploi même si le chômage, lui, continue d'augmenter (+ 5,5 %).

Mais ces chiffres n'ont qu'un sens relatif. Ils résultent pour partie de l'effondrement des cours du pétrole et de l'érosion du dollar. De plus, les effets d'une politique économique sont souvent lents à se faire sentir. Ainsi est-il aussi difficile de rendre responsable M. Chirac du bon indice des prix de 1986 que de la forte dégradation des exportations indus-

trielles de la France. Même s'il a sa part des deux, comme l'a M. Fabius, qui l'a précédé, et quelques autres.

Bref, la gestion économique de la France n'a pas été trop mauvaise en 1986. Comme l'écrit l'*Economist* de Londres — qui sur nagère décamer des bons points à la gestion socialiste seconde manière et qui met moins de passion dans ses jugements sur l'Hexagone que les commentateurs locaux — « malgré les rancunes affirmées de la politique, la France, selon ses propres critères, se débrouille assez bien » ; et d'ajouter que pour retrouver confiance les Français « devraient se débarrasser de ce passe-temps obsessionnel qui consiste à comparer leurs propres performances économiques avec celles de l'Allemagne de l'Ouest ». Un splendide isolement qui, il est vrai, a amené les Britanniques à se faire dépasser par les Allemands, les Français, voire les Italiens.

Une faible marge de manœuvre

Plus contestables ont été certains choix à plus long terme : la recherche en était l'exemple le plus flagrant ; avec une baisse des crédits de 5 % entre 1985 et 1987 dans un domaine primordial (lire page 30 du *Monde Affaires*) ; « La conviction de M. Kourilsky » ; mais aussi le refus d'aider l'investissement et une certaine indifférence sociale. C'est à cela que cherche à remédier M. Chirac, un peu tard, aujourd'hui. Et de multiplier, comme pour occuper le terrain, les projets sociaux et économiques : mesures en faveur des chômeurs de longue durée ou en fin de droits, apprentissage des jeunes et formation professionnelle, accès à l'emploi des personnes handicapées, participation dans l'administration et le secteur public, développement de l'épargne, création et transmission

des entreprises. Autant de propositions que l'on entend en France depuis des années et dont il faudra attendre les détails et le vote pour en juger réellement.

Si le premier ministre est obligé de faire ainsi du qualitatif, c'est que sa marge de manœuvre est faible. Outre les aléas qui résultent des évolutions possibles du prix du pétrole et des risques d'instabilité monétaire, l'année 1987 s'annonce difficile. L'inflation pourrait, M. Chirac le reconnaît, reprendre, au moins dans les premiers mois, et l'activité économique initialement prévue en croissance de 2,8 % sur l'année sera sûrement plus modeste (le premier ministre parle avec optimisme de 2,5 %). Avec un commerce extérieur toujours fragile, il ne peut donc compter que sur la rigueur salariale pour consolider la désinflation et sur la rigueur budgétaire pour éviter les déficits. Quelle sera, dans ces conditions, l'attitude des salariés dans les entreprises qui annonceront une santé heureusement retrouvée et des profits en hausse parfois spectaculaire au printemps ? De plus, les baisses d'impôt promises — imprudemment — pour 1988 rendent d'ores et déjà difficile le prochain exercice budgétaire.

Le dialogue social n'est qu'une formule. C'est son contenu qui permettra aux syndicats d'aider à passer peut-être ces caps périlleux. En attendant cette véritable relance sociale, si les causes du « tournant chiraquien » ne sont pas les mêmes que celles du « virage socialiste », les effets, eux, sont proches. Le gouvernement n'a plus guère, comme M. Fabius — à moins en avoir que sa gestion. A droite comme à gauche, on se méfie certes désormais des idées, mais la bonne gestion comme seule ambition, ce n'est guère excitant.

BRUNO DETHOMAS.

Les nouvelles priorités

(Suite de la première page.)

Il était temps qu'il affirme la cohérence — lutte contre l'inflation et dialogue social — d'une politique dont on discernait mal les grands axes.

A trop attendre, M. Chirac risquait de se retrouver dans une situation comparable à celle qu'avaient dû affronter, à Matignon, M. Barre à la fin du septennat de M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy à mi-parcours de celui de M. Mitterrand. L'un et l'autre de ses prédécesseurs avaient dû faire face à la désaffection croissante de l'opinion et à une fronde ouverte au sein de leur majorité. M. Chirac s'efforce de stopper net une telle dégradation, pour éviter d'en arriver à ce qu'avait connu M. Barre lorsqu'il subissait les assauts du RPR contre sa politique économique et sociale et M. Mauroy quand il fut accusé de trahison par le Parti communiste.

Il n'a cependant pas atteint le fond de l'impopularité qu'avaient plongé MM. Barre et Mauroy. Il peut surtout se prévaloir d'un socle électoral apparemment solide. La gauche, comme MM. Barre et Giscard d'Estaing, avait été déstabilisée par des élections partielles alarmantes (municipales de 1977, européennes de 1979 pour M. Barre ; législatives partielles de janvier 1982, cantonales de 1982 et 1985, municipales de 1983 pour M. Mauroy).

Comme M. Mauroy, le premier ministre actuel est en mal d'explication de sa politique. Mais il n'en est pas encore à parler dans le vide, pénible épreuve subie par l'ancien premier ministre de l'union de la gauche, dont les interventions, en 1984, n'étaient plus entendues, ni même poliment écoutées.

A la manière de M. Mauroy en 1983 avec son plan de rigueur et ses « élites » passant « au vert », M. Chirac affirme que son action s'inscrit dans la continuité, assure que « les indicateurs s'améliorent » et dément que l'empêchement social de sa politique — dialogue, participation, solidarité, lutte contre les phénomènes de marginalisation et pour l'emploi — constitue un tournant, voire une simple rectification de trajectoire. Il se prive ainsi d'un effet psychologique

sur l'opinion. Mais il préserve l'apparence cohérente d'un gouvernement et d'une majorité dont il s'agit de concilier à la fois les exigences de respect des promesses électorales et les aspirations à la « conscience sociale » chère à M. Giscard d'Estaing. Il se drapait du même mouvement dans l'attitude de l'homme d'Etat qui ne cède rien sur l'essentiel (l'inflation, donc l'emploi), quitte à en subir les conséquences électorales.

JEAN-YVES LHOMEAU.

ANDRÉ PASSERON.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

ALAIN POHER en baryton et, à sa ressource, Jacques Chirac-Delmas en ténor léger, viennent de chanter sur fond de Constitution un duo de la couleur du meilleur effet. Ils ont bécoté avec tant d'ardeur et crié si fort que les choristes se firent à peine entendre. Raymond Barre en Châlepin n'a lui-même pas réussi à couvrir de sa basse les vocalises des duettistes.

Pourquoi ces derniers criaient-ils ? Pour être entendus. De qui ? Telle est la question, ainsi que le disait le cher vieux William. A quelles fins ? Là est aussi la question, d'un autre ordre.

De qui ? Moins du Conseil constitutionnel que de l'opinion. Moins des citoyens que de la classe politique. Moins de celle-ci que de l'un de ses camps, le leur.

A quelles fins ? Sur le Conseil constitutionnel, l'effet ne peut être que nul. Le voudrait-il (il) qu'il ne dispose d'aucun moyen de revenir sur sa décision. Quant à menacer, cela n'est pas moins vain à propos d'une institution dont la composition n'évolue que lentement, et dont la réforme (qui exige celle de la Constitution) ne peut être sérieusement envisagée.

De la polémique qui vient de s'ouvrir, l'opinion se moque éperdument. Il ne saurait lui être fait grief de n'éprouver qu'une passion limitée pour le droit parlementaire. De plus, les étudiants ne paraissent pas disposés à descendre dans la rue pour conspuer le Conseil constitutionnel.

La classe politique. Dans l'opposition, on doit se gausser que la majorité a « touché » si naïvement. Il ne peut donc s'agir, pour les deux présidents du Parlement, que de se faire bien voir du premier ministre, le cas échéant sur sa demande.

L'explication, certes plus subtile, qui veut que l'entreprise soit destinée à nuire à la cohabitation est très discutable, c'est-à-dire aventureuse. Si cette cohabitation venait à être rompue, et qu'il s'ensuivait un scrutin présidentiel anticipé (mais cela fait beaucoup de suppositions), le bénéficiaire de cette rupture serait, à droite, plus probablement M. Barre — évidemment très malin — que M. Chirac... et assurément M. Poher, déjà héritier de l'éviction de de Gaulle et de la mort de Pompidou, plus que nul autre.

Le président du Sénat entamerait ainsi son troisième septennat intérimaire et figurerait dans le Livre des records, sans crainte qu'on ne surpasse de sitôt un exploit dû aux malheurs des autres et déjà enregistré. Mais qui voudrait croire qu'un aussi haut personnage, le troisième de la République, en termes de protocole (décret du 2 décembre 1958), se montrerait aussi petit ?

*.

QU'ONT donc fait ces messieurs du Palais-Royal ? Ils n'ont évidemment pas censuré le Parlement, mais le gouvernement, qui a voulu, et sa majorité, qui a permis, un détournement de la procédure parlementaire. Allons ! laissons le droit de côté et voyons le bon sens.

Qui ne conviendra qu'il y a eu de l'extravagance, un manque de fair-play, disent les Britanniques, à faire passer un texte de nature législative, et fort long, pour un banal amendement

à un autre projet de loi ? « Loi sur loi ne veut », auraient pu dire les juristes d'enfant ; une loi ne saurait en cacher une autre, etc.

Le veto du Conseil constitutionnel se comprend, tant au regard de la Constitution que pour le respect dû à la souveraineté nationale et à sa représentation.

La Constitution de la V^e République fut rédigée sous la férule d'hommes empreints dans des nostalgies monarchiques (ne serait-ce que de Gaulle lui-même), en tout cas partisans d'un exécutif fort et dominant, autant pour faire prévaloir ses principes que pour contrebalancer la IV^e République.

Ces rédacteurs ont donc réduit les pouvoirs du Parlement et ensemencé ceux qu'ils lui conféraient aussi strictement qu'il était possible, sans que le Parlement en vienne à porter indolument ce nom.

Rappelons quelques articles de la Constitution. Les lois que le Parlement est en droit de discuter et de voter sont limitativement énumérées (art. 34). Les sessions ne durent, en tout, que cent soixante-dix jours par an (art. 28), sauf session extraordinaire que décide seul l'exécutif (art. 29) ou la majorité de l'Assemblée (id.).

Parlement

Mais lorsque, une fois, ce deuxième cas de figure fut réalisé — en 1960, — à propos de questions agricoles, de Gaulle tira argument de ce qu'il devait signer le décret de convocation (art. 30) pour s'y refuser. Il indiqua notamment, dans une lettre du 18 mars à M. Chaban-Delmas, déjà président de l'Assemblée nationale, que ce défaut de signature empêcherait légalement le vote majoritaire de l'Assemblée nationale. Voilà, soit dit par parenthèse, un fameux précédent au refus de M. Mitterrand de signer certaines ordonnances. Dans son cas, il ne fut pas difficile (sauf pour la dernière mésaventure) de tourner le veto présidentiel. Dans le cas de de Gaulle, il fallut s'incliner.

Reprenons le survol de la Constitution. Aucun amendement n'est possible, en toute matière, si le gouvernement estime qu'il aurait pour effet d'augmenter les dépenses ou de diminuer les recettes (art. 40). Ajoutons à cette liste, qui est loin d'être limitative, que l'ordre du jour du Parlement est prioritairement fixé par... le gouvernement (art. 48), et ne manquons pas de rappeler au bon souvenir de ceux qui avaient promis, avant 1981, de le supprimer, un certain article 16, qui, donnant tout pouvoir au président de la République, autorise le Parlement à se réunir de plein droit pour constater qu'il ne peut bouger un otte. De cet article 16, de Gaulle usa et abusa (1).

C'est dans un tel cadre qu'on a pu prospérer plus que jamais le malentendu odieux article 49-3, qui permet de considérer « comme

adopté » un texte qui n'a fait l'objet d'aucune discussion parlementaire.

Puis, comme si cela ne suffisait pas pour tenir le mors serré à un Parlement pourtant docile, de la lecture rigoureuse de la Constitution on est passé aux expédients, qui n'auraient pas moins été ce qu'ils sont si le Conseil constitutionnel les avait avalés.

Mais, dire-t-on, pourquoi s'embarrasser de procédures ? Du moment que le Parlement a voté — fut-ce en contradiction avec l'article 27 sur le vote personnel, ce que le Conseil constitutionnel a, hélas, abous — pourquoi diable aller chercher noise... au gouvernement sur les conditions dans lesquelles ce vote a été émis ?

D'abord, parce que tel qu'il a été acquis (n'entrons pas dans les détails, c'est déjà assez compliqué comme cela), le vote d'un projet de loi sous la forme d'un amendement à un autre, né, lui, des travaux d'une commission mixte paritaire entre le Sénat et l'Assemblée nationale, n'est plus susceptible de discussion (art. 45-3). Cela revient, en fait, à rendre le champ d'application de l'article 49-3, sans que soit, dans ce cas, permis le dépôt d'une motion de censure. On retombe dans l'hypothèse de l'article 49-2, qui n'en permet qu'une par session. (Vous suivez ? Faites effort. C'est très important.) Autrement dit, et sans forcer sur les mots, l'Assemblée devient effectivement une Chambre d'enregistrement. Pour une démocratie, cela fait demi-genre.

Si donc la procédure est à ce point essentielle, bien qu'elle paraisse superflue, c'est parce qu'elle fixe les pouvoirs de chacun ; qu'elle empêche (5 combien !) le Parlement d'empêcher sur le droit du gouvernement à gouverner et qu'elle interdit à ce dernier de trahir (par trop) le Parlement comme une quantité négligeable.

C'est ce qu'on appelle, depuis Montesquieu et quelques autres, l'équilibre des pouvoirs. C'est tout bonnement ce principe que vient de rappeler le Conseil constitutionnel. Il n'y avait pas de quoi hurler mais plutôt matière à se réjouir. Ne serait-ce que dans l'hypothèse, fatale, où la majorité et l'opposition ayant échangé leurs rôles, le nouveau pouvoir serait tenté de vouloir jouer au vilain jeu auquel se sont essayés M. Chirac et son ministre des affaires sociales et qui est désormais impossible.

[P.S. — Les lettres anonymes désagréables sont... désagréables, car il y a parfois matière à y répondre, et cela ne se peut. Encore plus désagréable sont les lettres anonymes aimables qui privent le destinataire du plaisir de répondre. Au bénéfice de ces observations, l'amateur de Magritte est courtoisement sommé de se dénoncer.]

(1) Le 22 avril 1961, les généraux Challe, Zeller, Jouhaud et Salan avaient déclenché un putsch en Algérie afin d'empêcher que cette dernière ne devint indépendante. Le lendemain, de Gaulle se saisit de l'article 16 lui conférant les pouvoirs exceptionnels. Dès le 25, grâce notamment à la résistance du contingent et à l'attitude digne du général Challe, qui, seul, se constitua prisonnier, le putsch était terminé. Mais de Gaulle attendit le 30 septembre suivant pour mettre fin au régime de l'article 16.

L'évolution des crédits de recherche

Voici donc la recherche redevenue prioritaire, dans le discours au moins.

Sacrifiée pendant les années 70 au point que le meilleur indice, le rapport de la dépense nationale de recherche et développement (DNRD) à la PIB, était tombé à moins de 1,7 %, la recherche avait été relancée en 1978 et surtout après 1981. Le budget civil de recherche pour 1986, tel que voté par le Parlement, prévoyait des dépenses de 42 milliards de francs, prolongeant un effort des années précédentes qui devait faire remonter le ratio DNRD sur PIB à plus de 2,3 %.

Mais, en mai, le ministre du budget, M. Alain Juppé, annula près de 3 milliards de francs. Le Conseil supérieur de la recherche et de la technologie (CSRT), instance consultative chargée de l'évaluation de la politique de recherche, faisait alors remarquer que, avec ces coupes, « à un accroissement prévu de 4 % en volume du budget civil 1986 de la recherche se substitue une diminution de même ampleur ». Le budget pour 1987 ne devait pas réparer cet accroissement. M. Alain Juppé obtenait, en apparence, une augmentation de 5,8 % par rapport au budget révisé de 1986, mais celle-ci portait sur les seuls crédits inscrits à son ministère, les autres crédits de recherche étant moins bien traités. Le CSRT analysait finalement la situation ainsi : « En prenant comme indice 100 le budget de 1982, le volume du budget civil de recherche et développement était à l'indice 123,1 en 1985, retombait à 118,3 en 1986 et à 116,5 en 1987. »

Seine-Saint-Denis : polémique. — Le conseil général de Seine-Saint-Denis a connu une réunion houleuse, le mardi 27 janvier. La proposition du président de l'assemblée départementale, M. Georges Valbon (PCF), de voter une aide de 3 millions de francs en faveur des grévistes de la RATP, de l'EDF et de la SNCF a été le prétexte à de vifs échanges entre les élus communistes et le groupe RPR-UDF. Cette proposition a été adoptée à l'issue d'un débat orageux qui a provoqué le départ des conseillers généraux RPR et UDF. Dans le même temps, l'assemblée départementale a rejeté la signature d'une convention avec l'Etat du plan conçu par M. Adrien Zeller, comportant diverses mesures destinées à lutter contre la pauvreté et la précarité. (Corresp.)

Politique

de M. Jacques Chirac

Carrefour du développement « Sérénité parfaite »

D'abord interrogé par Ivan Leval, d'Europe 1 sur les « affaires », M. Jacques Chirac déclare : « Il y a une affaire qui est une affaire de détournement de fonds publics. La justice en est saisie, et je n'ai aucun commentaire à faire dessus. J'attends que certains, et probablement pas innocemment, essaient d'en profiter pour, tout un petit bout de l'affaire, en créer une autre, avec le but évident d'essayer de déstabiliser soit un ministre, soit le gouvernement. En bien ! qu'ils tentent ! Ils ne déstabiliseront rien du tout. Le ministre de l'intérieur, que vous avez cité, a dit ce qu'il avait à dire. Je dis qu'il a dit ce qu'il devait dire, et je lui fais toute confiance. Je puis vous dire que cela me laisse dans un état de sérénité parfaite, et que cela ne peut, en aucun cas, m'empêcher de faire quoi que ce soit. »

Puis, à la fin de cette conférence de presse, le premier ministre a cet échange avec notre collaborateur Alain Rollat :

A. Rollat : « Trouvez-vous donc banal ou mineur le fait qu'un ministre de l'intérieur ait un jour délivré un « vrai-faux » passeport à quelqu'un qui était recherché par la justice, afin de l'aider à se réfugier à l'étranger pour se mettre à l'abri des poursuites de celle-ci ? »

M. Chirac : « Vous en avez la preuve ? »

A. Rollat : « Il semble... »

M. Chirac : « Il semble... Il semble... Attendez que la justice soit saisie, cher monsieur, ne préjugez pas ! C'est un peu facile. Je pourrais dire des

choses sur vous qui vous seraient probablement très désagréables, ce que je me garderai bien de faire en tous les cas tant que je n'en aurai pas la preuve. Alors respectez également la justice et son cours et respectez votre prochain !... »

A. Rollat : « Il ne m'appartient pas de débattre avec vous sur ce point... »

M. Chirac : « Certainement pas, je n'ai aucun moyen de débattre !... »

A. Rollat : « Si je pose la question, c'est parce qu'elle a été posée par un juge d'instruction à un ministre... »

M. Chirac : « Comment le savez-vous ? »

A. Rollat : « Le ministre a répondu. »

M. Chirac : « Il y a en France le secret de l'instruction. Ce n'est pas parce que quelques journaux mènent des campagnes de diffamation à des fins politiques de déstabilisation qu'il faut automatiquement prendre ce qu'ils disent pour argent comptant. »

« Je vous remercie toutes et tous de votre présence. »

[Séquence coupée par les présentateurs « choses désagréables » que le premier ministre pourrait dire sur son compte s'il en avait la « preuve », notre collaborateur, qui a bien conscience de la complexité de la question, s'en est allé sans le champ de l'interdiction. C'est-à-dire lui a dit que M. Chirac ne lui avait rien dit, à son sujet, « même des choses ». Le bon sourire de M. Charles Fassin nous a totalement rassurés !]

Les « passerelles » PS-centristes

MM. Barrot et Delebarre surpris en flagrant délit de rapprochement !

Le secrétaire général du CDS, M. Jacques Barrot, député UDF de Haute-Loire, et l'ancien ministre socialiste du travail et de l'emploi, M. Michel Delebarre, député du Nord, ont été surpris en flagrant délit de rapprochement politique, le jeudi 29 janvier, au cours d'un débat courtois organisé dans une salle de la rue Cadet, à Paris, autour d'un thème inspiré par les récentes manifestations d'étudiants : « Elitisme ? Egalitarisme ? Quelle formation pour demain ? »

On a entendu M. Barrot affirmer que l'élitisme n'était concevable, en matière de formation et d'éducation, qu'à la condition de parler « d'élites au pluriel : il faut réhabiliter les élites, je n'ai pas peur de le dire, a lancé l'ancien ministre de la santé, mais nous devons avoir une pluralité des élites, c'est-à-dire trouver les meilleurs dans tous les secteurs de la vie, et non un certain nombre de modèles... »

M. Delebarre ne fa pas contre-dit : « Un pays a besoin de cadres et, quelles que soit l'appellation, tous pays a besoin d'une élite conçue comme un bien collectif pour le pays, ce qui n'a rien à voir avec la transmission d'héritages ou de privilèges... »

On a vu l'ancien ministre socialiste plaider pour « une véritable égalité des chances », à partir de l'école maternelle, en multipliant les suggestions et en insistant sur la nécessité de « décentraliser la ges-

tion de l'éducation nationale ». M. Barrot n'a pas dit autre chose sur le fond, tout en soulignant que l'« orientation sélective » devait s'accompagner de mille précautions.

M. Delebarre a estimé que « les conditions sont réunies pour qu'un grand débat national ait lieu aujourd'hui sur le projet éducatif il faut pour la France... »

« Nous devons avancer vers la recherche d'éléments communs, a-t-il dit, éviter que l'éducation nationale soit un jeu de yo-yo. » M. Barrot a surenchéri : « Il faut que les autres acteurs fassent mieux que les politiques... »

Trois attentives à ces échanges, une étudiante s'est écriée que ces deux hommes débattaient ainsi, à l'écart de toute approche « doctrinaire ». Et les deux anciens ministres ont été applaudis avec la même intensité.

La « passerelle » qui a permis cet entre-deux rapprochement avait été fournie par la principale obédience maçonnique française, le Grand-Orient de France. Dans ce temple de la laïcité, qui prit naguère une part importante à la « guerre de l'école libre », on a d'ailleurs entendu alors le grand maître, M. Roger Leray, lui-même membre du PS, unir dans un hommage aux « hommes de bonne volonté » l'ancien directeur de cabinet de M. Mauroy et l'ancien chaire de l'école privée.

A. R.

M. Barre prépare une tournée antillaise

FORT-DE-FRANCE
de nos correspondants

Président de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, mais aussi député national de l'UDF pour l'outre-mer, M. Jean-Pierre Soisson, député de l'Yonne, vient d'effectuer à ce titre un voyage dans les deux départements antillais et en Guyane.

Il s'y est entretenu avec les élus locaux de la participation de la Caisse des dépôts à la mise en œuvre de la loi de programme pour le développement des départements d'outre-mer.

Mais M. Soisson a surtout préparé la prochaine tournée prélectorale de M. Raymond Barre, qui se rendra du 8 au 15 mars en Guadeloupe, en Martinique et en Guyane.

Dans chacun de ces départements les fédérations de l'UDF ont été réorganisées dans cette perspective. En Martinique, où seul le CDS dispose depuis peu d'une section alors que les autres militants sont des adhérents directs de l'UDF (le député UDF Jean Maran s'est récemment inscrit au Parti social-démocrate de M. Max Lejeune), l'ancien ministre a pu constater que M. Barre a de bonnes chances d'attirer à lui les anciens giscardiens au moment où le RPR, longtemps en position de monopole à droite,

connaît de graves dissensions internes. L'autoritarisme du chef de file local du mouvement chiracien, M. Michel Renard, député RPR, peut même inciter d'anciens gaullistes à se rallier à l'ancien premier ministre. L'objectif des partisans de M. Barre est ainsi, ouvertement, de faire basculer la majorité locale du chiraquisme dans leur propre camp.

La Guadeloupe présente un peu le même cas de figure depuis que M. Chirac a choisi comme chef de file M. Lucette Michaux-Chevry, dont l'indépendance politique a consacré au Parti socialiste avant de s'orienter vers un certain nationalisme avec la création du Parti pour la Guadeloupe (LPG), au détriment des anciens notables gaullistes.

En Guyane, la lutte fratricide qui avait opposé le RPR et l'UDF, à l'occasion des dernières élections législatives, a tourné jusqu'à présent au désavantage de cette dernière formation. Pour relancer l'UDF, M. Soisson fait confiance au concurrent de M. Paulin Bruné, le député RPR Serge Patient, président de la fédération du Parti républicain, conseiller général de Kourou, qui avait été en 1981 le représentant local de M. Giscard d'Estaing.

ETIENNE MARIE
et EDMOND FRÉDÉRIC.

Les syndicats veulent empêcher l'application du décret sur les maîtres-directeurs

Les syndicats d'enseignants et la parisiens des instituteurs en grève ont vivement réagi à l'annonce par M. Jacques Chirac, jeudi 29 janvier, de la prochaine publication des textes instituant la fonction de « maître-directeur » dans les écoles élémentaires. Le SNI-PEGC (FEN) annonce une « période de troubles » et son secrétaire général, M. Jean-Claude Barabant, déclare qu'« aucune négociation ne pourrait s'engager avec le ministre sur l'école de demain dès lors qu'il se proposerait de bâtir une école d'aujourd'hui pour les jeunes d'aujourd'hui ».

Le SNI a déposé vendredi un « préavis de grève à durée non limitée » destiné à « couvrir toutes les initiatives de ses sections départementales » et indique qu'il va « prendre les dispositions nécessaires pour que le décret ne soit pas appliqué ».

Quant au SGEN-CFDT, il qualifie de « scandaleuse » la décision du premier ministre et a proposé jeudi aux autres syndicats « une riposte unitaire pour le retrait pur et simple du projet ». La proposition d'une manifestation nationale avait déjà été formulée, la veille, par le syndicat Force ouvrière des instituteurs, le SNUDI. La coordination particulière, qui est à l'origine de la grève tournante touchant une centaine d'écoles de la capitale depuis trois semaines, parle de « véritable provocation » et lance, elle aussi, un appel à une manifestation nationale à Paris la semaine prochaine. Elle a décidé de suspendre la grève à Paris, afin de préparer cette « réponse massive ».

M. Bergeron : « C'est avec les syndicats que l'on trouve des solutions »

« Jacques Chirac a constaté que la politique contractuelle rencontre des difficultés. C'est le moins que l'on puisse dire », a déclaré M. André Bergeron, le jeudi 29 janvier, à la suite de la conférence de presse du premier ministre. Le secrétaire général du FO a poursuivi : « Le premier ministre se demande comment mieux prendre en compte les aspirations individuelles de ce que l'on appelle « la base ». Que M. Chirac ne cherche pas ce qui est insurmontable. La meilleure manière de faire est de discuter avec les syndicats, en commençant par couper les ailes à ceux qui rêvent de les réduire (...). Finalement, quels que soient les événements, c'est avec les syndicats que l'on trouve toujours des solutions. »

M. Bergeron a ajouté que, si FO était « convaincu de la nécessité de réhabiliter les apprentis, elle s'opposerait à tout ce qui conduirait à l'instauration d'un SMIC jeunes ».

Intervenant de son côté à Mari-gnac, M. Paul Marchetti, président de la CGC, a exprimé sa satisfaction devant l'intention affichée par M. Chirac de maintenir l'inflation et d'obtenir une croissance économique de 2,5 %, même si, pour sa part, « la CGC aurait souhaité une croissance plus élevée ».

Pour M. Jean Bonnard, sa confédération avait déjà estimé que « le seul moyen d'éviter une récidive des troubles du début de l'année était une stricte reprise du dialogue social dans le secteur public comme dans le secteur privé ». « Il semble, indique le président de la CFEC, qu'elle commence à être entendue et qu'apparaissent les signes d'un certain dégelage ». La CFEC a également réaffirmé que « l'amélioration de la situation de l'emploi reste largement conditionnée par le niveau général d'activité ».

Pour la CFDT, « le premier ministre persévère dans l'erreur : avant même de recevoir les organisations syndicales et patronales, il annonce toute une série de projets de loi dont plusieurs relèvent au préalable de la négociation ». M. Edmond Maire parle même de « confrontation nette, claire tant sur les méthodes que sur le contenu ».

Enfin, selon M. Alazard (CGT) « le couplet sur le dialogue social » est indigent et ne peut masquer l'intransigeance et l'acharnement du gouvernement et du patronat à l'égard des revendications des travailleurs ».

« PRÉCISION. — La réunion du conseil central du PCF qui précède directement le vingt-troisième congrès (2 au 6 décembre) se déroulera les 9 et 10 septembre et non pas « les 9 et 10 décembre » comme nous l'indiquions par erreur dans nos éditions du 29 janvier. Par ailleurs, le PCF réunira un conseil national, comme cela avait été prévu par le bureau politique, en avril 1986, les 14 et 15 mars prochains.

VENDREDI 30 JANVIER
AU
SAMEDI 14 FEVRIER

FOURRURES GEORGE V

SUPER ESCOMPTES

65%	Manteaux LONGS DU SOIR		65%
	Manteaux VISON blanc	45800F - 65% 15750F	
	Manteaux VISON dark	55800F - 65% 19250F	
	Manteaux VISON lunaraire	75800F - 65% 26250F	
	Manteaux LYNX canadien	95800F - 65% 33250F	

50%	Vestes ASTRAKAN noir	4800 ^F - 50%	2450 ^F	50%
	Vestes MOUTON	5380 ^F - 50%	2650 ^F	
	Vestes OPOSSUM	11800 ^F - 50%	5800 ^F	
	Vestes CHINCHILLA	18500 ^F - 50%	9250 ^F	
	Etoiles VISON blanc	53800 ^F - 50%	26500 ^F	
	Manteaux VISON pastel	55800 ^F - 50%	27500 ^F	
	Manteaux CASTOR et RENARD	58800 ^F - 50%	29000 ^F	
	Manteaux LYNX canadien	85800 ^F - 50%	42500 ^F	
Manteaux ZIBELINE	235800 ^F - 50%	117500 ^F		

40%

Vestes RENARD roux	14850F-40%	8750F
Vestes MARMOTTE	18750F-40%	11250F
Manteaux COYOTE	21750F-40%	13000F
Boléros VISON dark	25800F-40%	15000F
Vestes VISON blanc	38750F-40%	23250F
Vestes VISON fantaisie	38750F-40%	23250F
Vestes VISON luninaire	45800F-40%	27000F
Manteaux RENARD blue silver	42750F-40%	25650F
Manteaux VISON dark SAGA	45800F-40%	27000F
Vestes VISON tourmaline	48650F-40%	29100F
Manteaux VISON dark femelle	55800F-40%	33000F
Manteaux RENARD argenté	75800F-40%	45000F

40%

25%	Pelisses int. LAPIN pleine peau, col Renard	5250F - 25%	3900F	25%
	Couvertures GUANACO	14780F - 25%	11000F	
	Vestes RENARD SHADOW	16750F - 25%	12550F	
	Manteaux RAT d'Amérique			
	et RENARD	17450F - 25%	13000F	
	Vestes VISON dark	24750F - 25%	18500F	
	Manteaux VISON dark	26450F - 25%	19800F	
	Manteaux COYOTE	29850F - 25%	22350F	
Manteaux VISON pastel	35800F - 25%	26250F		

40, Avenue
George V.
PARIS 8^e



OUVERTURE
exceptionnelle
DIMANCHE
1^{er}
FEVRIER

Société

L'affaire du Carrefour du développement

M. Jacques Chirac « fait toute confiance » au ministre de l'intérieur

L'instruction de l'affaire du Carrefour du développement a été marquée, jeudi 29 janvier, par une confrontation, durant trois heures, de M. Yves Châlier, principal inculpé, et de M. Jacques Delebois, contrôleur général de la police. Selon l'ancien directeur de cabinet de M. Christian Nucci, M. Delebois fut l'organisateur de sa fuite au Brésil et l'homme qui concourut à lui obtenir un « vrai-faux » passeport.

Les précisions données à ce sujet par M. Châlier au juge d'instruction, M. Jean-Pierre Michau, avaient amené ce dernier à inculper M. Delebois, dès le 2 décembre 1986, de contribution « à la délinquance par un fonctionnaire d'un document administratif à une personne qui lui a été remis par un autre ». Depuis, un inspecteur divisionnaire de la police de l'air et des frontières, M. René Baudin, lui-même interpellé par la brigade financière, dans la nuit du 20 au 21 janvier, avait à son tour mis en cause M. Delebois. Il déclarait s'être rendu, sur l'ordre de ce dernier, par téléphone, à l'aéroport de Roissy, le 23 mai, en compagnie d'une autre personne, pour y accueillir, ce jour-là, le docteur Pierre Châlier, qui apportait de Rio le rapport établi par Yves Châ-

lier sur les malversations commises à l'association Carrefour du développement, document qui devait être déposé au ministère de la coopération à l'intention de M. Michel Aurillac. Le docteur Châlier était aussi porteur de deux photographies du fugitif, en vue de l'établissement du fameux « vrai-faux » passeport, établi pour Yves Châlier au nom de Yves Navarro (Le Monde du 27 janvier).

Ce document, dont on sait qu'il fut fourni matériellement par la DST, l'ancien chef de cabinet de M. Nucci l'avait encore sur lui lorsqu'il vint se constituer prisonnier et la pièce fut maintenue partie du dossier qui instruit M. Michau. C'est pourquoi celui-ci avait convoqué en outre M. Baudin qui, pour sa part, ne devait demeurer dans son cabinet qu'une demi-heure.

Il semble qu'au cours de cette confrontation, M. Delebois se soit surtout attaché à obtenir de M. Baudin une rétractation. Selon la déclaration qu'il fit et fut le seul à faire en quittant le cabinet du juge, M. Delebois a fait valoir que M. Baudin, « qui venait accueillir chaque jour à l'aéroport deux ou trois personnes à la demande de différents services DST, police judi-

ciaire et même DGSE », ne pouvait se souvenir, au bout de huit mois, d'avoir reçu de lui un coup de téléphone ce jour-là. Il aurait ainsi amené M. Baudin à dire devant le magistrat-instructeur que, s'il avait désigné M. Delebois lors de son interrogatoire par la brigade financière — déclaration réitérée dans les heures qui suivirent, devant M. Michau lui-même — c'est parce que ce nom lui avait été répété, sans cesse, par ceux qui l'interrogeaient et qu'il la fin, « pour se sortir de ce merdier qu'est la garde à vue », il avait consenti à donner ce nom, étant menacé de prison. Toujours selon M. Delebois, le procès-verbal d'audition de M. Baudin porterait une confirmation de ses dires : on y lirait en effet cette phrase : « Puis-que vous me dites que c'est Delebois, eh bien, c'est Delebois ».

Quant à l'affaire dans l'affaire, les différentes personnes visées, qui, peu ou prou, semblaient toutes mener à M. Delebois, s'attachent, comme ce dernier, à refuser la réitération de M. Châlier en plaçant une succession de malentendus hasards. La liste en est longue. Le commandant Espinet, officier de la police en sous-marin, affecté dans le service qui dirigeait M. Delebois, aurait accompagné M. Châlier à la gare du Nord, quand il s'est enfui de Paris. Pas du tout, assure-t-il : il se connaissait de vue et se serait rencontré, par hasard, dans un dragueur. M. Jude-Philippe Fillipeu, lié au milieu corse des jeux, aurait inculpé et incarcéré, aurait accueilli M. Châlier à Rio, sur la demande de M. Delebois. Pas du tout, répond-il : il a rencontré M. Châlier dans un bar de la ville brésilienne et, le trouvant sympathique, lui a proposé d'entrer en affaires à ses côtés.

Guerre des polices ? Responsable d'un cercle de jeux parisiens, M. Edmond Raffalli a accueilli à l'aéroport de Roissy le docteur Pierre Châlier, le rapport de M. Châlier sur les malversations du Carrefour du développement ainsi que les deux photos qui servaient à confectionner le « vrai-faux » passeport. Pas du tout, réplique M. Raffalli : il attendait une jeune femme avec laquelle le médecin a été connaissance dans l'aviation, et c'est par hasard s'il se trouve malencontreusement sur le chemin du rapport explosif qui aboutira dans « la boîte aux lettres » de M. Michel Aurillac, ministre de la coopération. M. Christian Corsiez, homme d'affaires aux activités africaines, aurait servi de messager entre Paris et Rio et, surtout, payé le voyage vers le Brésil de M. Maggy Baquin, amie d'Yves Châlier. Pas du tout, rétorque-t-il, si j'ai rencontré M. Baquin, ce n'est que pour lui remettre des prospectus commerciaux.

M. Delebois, habilement, joue sur ces hasards : les faits ne sont plus niés, ils sont autrement interprétés. M. Châlier affirme l'avoir eu au téléphone, à Paris puis à Rio ? C'était sans doute une autre

néanmoins que M. Yves Châlier n'est pas revenu, lui, sur ses accusations. « Mais, a-t-il ajouté, cela se comprend ; il ne peut pas perdre la face. J'ai d'ailleurs fait remarquer que ses déclarations ont évolué car, après m'avoir mis seul en cause, le 21 novembre, et en affirmant que c'est moi qui lui avais conseillé de quitter la France, il a attendu le 15 janvier pour faire état, cette fois, d'une rencontre avec M. Pasqua, qui lui aurait donné le même conseil ».

Bon prince, M. Jacques Delebois n'en veut pourtant pas trop à M. Châlier. « Je ne dirai pas, a-t-il conclu, que cette confrontation s'est passée entre gentlemen, mais j'ai trouvé un homme complètement accablé, se rendant compte que, sur le plan juridique, il n'avait aucune chance et qui tenait donc une dérive sur le terrain politique ».

Enfin M. Châlier — toujours selon M. Delebois et sur la demande de celui-ci — a confirmé qu'il avait reçu au Brésil la visite d'un homme d'une cinquantaine d'années, se présentant comme un envoyé de l'Elysée et qui lui déclara notamment : « Le président n'a pas pu arrêter l'affaire ».

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

La fusillade de l'avenue Trudaine

Régis Schleicher et les frères Halphen seront jugés par les assises de Paris

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rendu, jeudi 29 janvier, un arrêt qui renvoie devant la cour d'assises de Paris, spécialement composée de magistrats professionnels, les trois accusés de la fusillade de l'avenue Trudaine. Régis Schleicher, Nicolas et Claude Halphen sont accusés d'avoir participé à l'assassinat de deux policiers et à une tentative d'assassinat contre un troisième commis le 31 mai 1983, avenue Trudaine, puis revendiqués par le mouvement Action directe.

Un premier procès, commencé le 3 décembre 1986, devant la cour d'assises de Paris, avait avorté le 8 décembre, plusieurs jurés ayant renoncé à siéger. Cet incident avait conduit le gouvernement à faire voter par le Parlement, le 30 décembre 1986, un texte permettant d'appliquer la loi du 9 septembre 1986 à des actes antérieurs à sa promulgation.

Cette loi dispose notamment que les crimes « en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur » seront jugés par une cour d'assises composée de sept magistrats professionnels.

Jeudi 22 janvier, lors de l'audience de la chambre d'accusation, M. Thierry Levy, défenseur des frères Halphen, avait soutenu que la loi du 9 septembre 1986 ne pouvait être rétroactive que si elle portait sur la procédure. Or, selon l'avocat, elle porte sur le fond puisqu'elle crée une infraction nouvelle, dont l'un des éléments constitutifs, la relation avec une entreprise terroriste, n'existait pas au moment des faits.

De surcroît, la loi votée le 30 décembre 1986 serait contraire à

la Convention européenne des droits de l'homme, qui assure aux ressortissants des pays contractants la garantie qu'ils ne pourront être jugés que pour des infractions ayant une existence légale au moment où elles sont commises et par un tribunal établi au moment des faits.

La chambre d'accusation a écarté ces arguments, sur lesquels la chambre criminelle de la Cour de cassation sera amenée à se prononcer car M. Thierry Levy a annoncé son intention de faire un pourvoi contre l'arrêt de renvoi, en déclarant, jeudi, au Palais de justice : « Je crains que les juges professionnels n'aient le sentiment d'avoir une mission politique à accomplir. J'ai toutes les raisons de le croire, en me souvenant des sections spéciales ».

MARC PORTEY.

Klaus Barbie hospitalisé

Détenu à la prison Saint-Joseph de Lyon depuis le 5 février 1983, Klaus Barbie a été hospitalisé jeudi 29 janvier, en début d'après-midi, au service pénitentiaire du centre hospitalier de Lyon-Sud. L'ancien chef de la Gestapo lyonnaise, qui souffre de difficultés urinaires, doit subir un examen de la prostate. Klaus Barbie avait déjà été opéré d'une hernie étranglée, le 6 mars 1983, à l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon.

Son avocat, M. Jacques Vergès, a souhaité que, l'occasion de cette nouvelle hospitalisation, son client, « un monsieur de soixante-quatre ans qui a déjà eu de nombreux problèmes de santé », soit soumis à un bilan médical complet.

Le gouvernement veut instituer l'autorité parentale conjointe

Le projet de réforme du code civil qui instaure l'autorité parentale conjointe sera soumis au Parlement lors de la prochaine session par le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme. Le texte de M. Claude Malhuret a été rédigé avec le ministère de la justice, corrigé par le ministère de la famille et approuvé par la délégation à la condition féminine. Il comprend deux volets. L'un concerne les enfants du divorce et permet au juge de maintenir l'autorité parentale du père et de la mère malgré la dissolution du couple conjugal ; l'autre, qui s'adresse aux couples non mariés, facilite la procédure qui donne la possibilité au père d'un enfant naturel d'obtenir l'autorité parentale conjointement avec la mère, lorsque celle-ci y consent.

Pour les auteurs du texte, la grande difficulté a été d'éviter une confusion entre la notion d'autorité parentale, de garde et de lieu de résidence qui sont déjà sources de conflits. Dans le contexte actuel la loi dit que : « Si les père et mère sont divorcés ou séparés de corps, l'autorité parentale est exercée par celui d'entre eux à qui le tribunal a confié la garde de l'enfant, sauf le droit de visite et de surveillance de l'autre » (article 373-2 du code civil) et que « selon l'intérêt des enfants mineurs, leur garde est confiée à l'un ou l'autre des époux » (article 287).

L'autorité parentale est ici liée à la garde, qui peut être comprise comme l'endroit où vit le plus souvent l'enfant. L'idéal aurait été l'abandon du mot « garde » mais celui-ci est utilisé dans des textes internationaux signés par la France. Le secrétaire d'Etat M. Malhuret propose donc de modifier ainsi l'article 287 : « Selon l'intérêt des enfants mineurs, leur garde est confiée à l'un ou l'autre des époux ou aux deux conjointement. Dans ce dernier cas, le juge indique le lieu de résidence habituel... ».

Le lieu de résidence habituelle étant bien spécifié, le mot « garde » sera alors compris comme « garde juridique » et portera moins à qui-proquo.

Un droit de surveillance

« Notre désir, explique M. Malhuret, est de donner la possibilité à tous les parents de continuer à exercer leur responsabilité morale et pas seulement financière vis-à-vis de leurs enfants. Dans la vie quotidienne, ceux-ci continueront à avoir un endroit de résidence privilégié car nous ne pensons pas que — sauf cas extrêmement exceptionnels — cela soit bon qu'un enfant n'ait pas un point d'ancrage. Mais toutes les grandes décisions le concernant devront être prises par le père et la mère ensemble ».

Dans le cas d'une union libre, la loi actuelle (article 374 du code civil) prévoit que, si un seul des parents reconnaît l'enfant, c'est ce parent-là qui exerce seul l'autorité

parentale. En revanche « si l'un et l'autre l'ont reconnu, l'autorité parentale est exercée par les deux ». Les pères peuvent toutefois demander l'autorité parentale conjointe, mais la procédure qui consiste à saisir un juge de grande instance est, comme le souligne M. Malhuret, « difficile, longue et onéreuse ».

Le projet veut faciliter cette demande « quand les deux parents sont d'accord ». Il leur suffira alors de remplir une déclaration commune qui sera déposée auprès du juge d'instance. En cas de conflit, la procédure restera inchangée : les pères demandeurs saisiront le tribunal de grande instance, qui tranchera.

Malgré le souhait du ministre chargé de la famille, les auteurs du texte ont introduit la notion de « droit de surveillance ». En cas de conflit, le père ou la mère, qui ne pourrait obtenir l'autorité parentale conjointe, celui-ci permettrait au moins au parent demandeur de suivre la scolarité, la santé, éventuellement l'éducation religieuse de ses enfants.

Ce projet, qui a été montré à différentes associations ainsi qu'à des magistrats et à des avocats, devrait subir un ultime examen de passage le 19 février devant la commission consultative des droits de l'homme. Un examen qui ne devrait en fait pas poser de problèmes majeurs.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

EDUCATION

Une campagne de l'UNEF-ID

« Nous, on ne laisse pas tomber. » Tel est le slogan adopté par l'UNEF-ID. La silhouette d'un corps étendu sur le bitume gris, celui de Malik Ousseline, tué par les policiers le 6 décembre, illustre le slogan que l'on retrouve sur les autocollants et les affiches que l'UNEF-ID s'apprête à diffuser massivement. Le syndicat appelle ses adhérents dans un « Livre blanc des étudiants » leurs revendications. L'UNEF-ID, qui affirme avoir recueilli plus de trois mille cinq cents adhésions depuis décembre, centralisera les propositions lors de son congrès les 8, 9 et 10 mai à Paris.

Ce congrès sera l'occasion, a déclaré M. Philippe Darrinlat, président de l'UNEF-ID, d'un « élargissement non seulement à des courants étudiants existant actuellement (corps, indépendants, et vraisemblablement les étudiants de l'ex-CERES de l'UNEF-SE), mais aussi à des courants qui ne veulent pas participer à la rédaction de la charte étudiante ».

Mensonges, silences et hasards

L'affaire du Carrefour du développement mérite toujours son intitulé prémoniteur. Les nouveaux développements du feuilleton en font aujourd'hui le carrefour des mensonges, des silences et des hasards. Ces trois mots résument en effet la confrontation des deux principaux protagonistes directement mis en cause par les accusations de M. Yves Châlier : M. Christian Nucci, ancien ministre socialiste de la coopération, pour les détournements de fonds ; M. Jacques Delebois, contrôleur général de la police nationale, pour la tentative de manipulation politique du scandale.

Car M. Châlier frappe à gauche et à droite. Ancien chef de cabinet, il fait de M. Nucci son complice dans certaines des opérations frauduleuses pour lesquelles il est lui-même inculpé. Ancien ami de M. Delebois, il assure que ce policier proche du ministre de l'intérieur a organisé sa fuite au Brésil, orchestré ses révélations à distance et facilité la fourniture du fameux « vrai-faux » passeport fabriqué par la DST.

Mensonges ! répondent en chœur MM. Nucci et Delebois. « Je conteste tout », a affirmé dans ces colonnes le premier, tandis que le second a nié, jeudi devant M. Michau, avoir rencontré à trois reprises, après le 16 mars 1986, M. Châlier, comme l'affirme celui-ci. En somme, MM. Nucci et Delebois cohabitaient dans l'épreuve. Leurs lignes de défense convergent, par la force des choses, vers un même objectif : discréditer M. Châlier, homme seul, placé en isolement depuis son incarcération, le 16 novembre 1986, et au moral quelque peu atteint, comme en témoignent les commentaires qui lui sont administrés à sa demande. S'il ment sur un aspect de l'affaire, pourquoi ne mentrait-il pas sur l'autre ? Coincé entre une incertitude et longue procédure en Haute Cour (versant Nucci) et un « secret défense » proclamé par M. Charles Pasqua lui-même (versant ministre de l'intérieur), l'affaire évoluait ainsi vers une partie nulle...

Mais cette perspective se heurte aux témoignages, aux recoupements et vérifications opérés par le juge d'instruction. Aussi la leur première parade — mensonges ! — MM. Nucci et Delebois ont donc chacun ajouté une variante : les silences pour l'un, les hasards pour l'autre.

Habilement, l'ancien ministre brandit la loi du silence parmi ses pairs du monde politique : usage discrétionnaire des fonds spéciaux, financement des campagnes électorales, corruption de

certaines régimes alliés africains, n'est-ce pas de tout cela que l'on devait parler si vous m'accablait ? De quoi m'accuse-t-on, puisque tout le monde, à droite et à gauche, s'attachent, comme ce dernier, à refuser la réitération de M. Châlier en plaçant une succession de malentendus hasards. La liste en est longue. Le commandant Espinet, officier de la police en sous-marin, affecté dans le service qui dirigeait M. Delebois, aurait accompagné M. Châlier à la gare du Nord, quand il s'est enfui de Paris. Pas du tout, assure-t-il : il se connaissait de vue et se serait rencontré, par hasard, dans un dragueur. M. Jude-Philippe Fillipeu, lié au milieu corse des jeux, aurait inculpé et incarcéré, aurait accueilli M. Châlier à Rio, sur la demande de M. Delebois. Pas du tout, répond-il : il a rencontré M. Châlier dans un bar de la ville brésilienne et, le trouvant sympathique, lui a proposé d'entrer en affaires à ses côtés.

Guerre des polices ?

Responsable d'un cercle de jeux parisiens, M. Edmond Raffalli a accueilli à l'aéroport de Roissy le docteur Pierre Châlier, le rapport de M. Châlier sur les malversations du Carrefour du développement ainsi que les deux photos qui servaient à confectionner le « vrai-faux » passeport. Pas du tout, réplique M. Raffalli : il attendait une jeune femme avec laquelle le médecin a été connaissance dans l'aviation, et c'est par hasard s'il se trouve malencontreusement sur le chemin du rapport explosif qui aboutira dans « la boîte aux lettres » de M. Michel Aurillac, ministre de la coopération. M. Christian Corsiez, homme d'affaires aux activités africaines, aurait servi de messager entre Paris et Rio et, surtout, payé le voyage vers le Brésil de M. Maggy Baquin, amie d'Yves Châlier. Pas du tout, rétorque-t-il, si j'ai rencontré M. Baquin, ce n'est que pour lui remettre des prospectus commerciaux.

M. Delebois, habilement, joue sur ces hasards : les faits ne sont plus niés, ils sont autrement interprétés. M. Châlier affirme l'avoir eu au téléphone, à Paris puis à Rio ? C'était sans doute une autre

voix, une voix imitant la sienne, a assuré M. Delebois au juge d'instruction. C'est aussi lui — et non M. Châlier, comme M. Delebois l'a prétendu à la sortie du cabinet de M. Michau — qui a suggéré que M. Châlier, affecté de 1972 à 1974 au SDECE, devenu aujourd'hui la DGSE, aurait pu continuer, lors de sa fuite au Brésil, à être un agent des services secrets manipulés à son insu, sans le savoir lui-même et en se faisant passer pour un agent du renseignement sur aucun organisme... N'est-ce pas dans ce cadre qu'il aurait reçu à Rio ce mystérieux émissaire disant s'appeler Jean Garnier, se réclamant de l'Elysée, et assurant que le président n'avait pu arrêter l'affaire ?

Mais le problème pour M. Delebois était, jusqu'à la confrontation de jeudi, le témoignage de M. René Baudin, inspecteur divisionnaire de la police de l'air et des frontières, qui avait assuré, lors de son interrogatoire, puis au juge, avoir accueilli le docteur Châlier à la descente d'avion, aux côtés de M. Raffalli, sur ordre de M. Delebois. Or M. Baudin — nouveau hasard — n'est plus sûr de lui. Moniteur de 25, ayant participé à des stages de formation en Afrique, chef de la cellule d'artifice de l'aéroport de Roissy, il connaît M. Delebois depuis plus de dix ans et le tutoie. Mais, voilà, il n'est plus certain d'avoir reconnu la voix de son interlocuteur qui lui demandait, au téléphone, ce service — qui ne fait pourtant pas partie des prérogatives d'un... artificier. Il disait être Delebois, mais était-ce lui ? Allait savoir ! Le contrôleur général a forcé l'avantage, suggérant au juge que les déclarations de M. Baudin auraient pu lui être dictées par le contrôleur général Georges Gréco, chef de la brigade financière, policier pourtant proche de M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès de M. Pasqua...

Cette rumeur de guerre des polices ajoute à la confusion du feuilleton. Une confusion qui, évidemment, dessert la vérité. Ainsi, selon le juge, des « présomptions graves et concordantes » existent à l'encontre de M. Nucci, mais on ne sait toujours pas pourquoi M. Châlier a été sié par des services de police dans sa fuite. Sans doute le juge Michau, malgré les obstacles mis sur son chemin et les contestations dont il est l'objet en proportion de sa détermination — qui l'obligent aujourd'hui à faire quelque peu le gros dos, — veut-il, lui, toujours savoir.

GEORGES MARION et EDWY PLENEL.

M. Charles Pasqua au « Figaro Magazine »

« Pseudo-journalistes »

Dans le Figaro-Magazine du 30 janvier, M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, s'en prend aux journalistes du Monde qui, selon lui, procèdent, dans l'affaire du Carrefour du développement, à un « détournement de l'information ». M. Pasqua parle de « pseudo-journalistes, professionnels de la manipulation, qui utilisent la réputation du Monde notamment pour mener des opérations de désinformation ».

« Ils ont, en partie, réussi à saper la DGSE sous le gouvernement Fabius pendant l'affaire Gracq, en ne faisant pas à mettre en danger certains de ses agents, dont ils ont livré les noms, ajoute M. Pasqua. Ils recommandent aujourd'hui en attaquant la DST, l'autre service secret. Quel but poursuivent-ils ? Au service de qui ? » Rien d'étonnant, commente le ministre, de la part de gens qui, avant de s'abriter sous l'enseigne prestigieuse du Monde, étaient des militants actifs et importants de mouvements communistes et révolutionnaires ».

M. Pasqua affirme, d'autre part, que, si ce qu'il appelle le « montage » journalistique autour de l'affaire du Carrefour du développement « trouve un certain écho dans une partie de la presse, c'est que, pour beaucoup (de journalistes), plus partisans que journalistes, tout est bon pour combattre le gouvernement, y compris en publiant des allégations sans vérification. » « C'est tellement facile, conclut M. Pasqua, de citer le Monde comme l'Evangile, même lorsqu'il défie les lois du bon sens ».

[Pseudo-journalistes ? Georges Marion est titulaire de la carte professionnelle de journaliste n° 37 693 — délivrée le 1^{er} février 1976 — et Edwy Pleinel de la carte n° 44 278, délivrée le 16 octobre 1979. — A.F.]

Le Monde sur minitel

LIVRES

Pour retrouver les dernières critiques du Monde.

3615 TAPÉZ LEMONDE

Berlin

هكذا من الأصل

Le Monde SANS VISA

Berlin, ou plutôt les deux Berlins, célèbre cette année son 750^e anniversaire. Musées, monuments restaurés, concerts, expositions, festivals : un grand show culturel en double commande. Vaudra certainement le voyage.



Un moine-soldat de l'ordre teutonique gardait l'entrée d'une grande exposition sur la Prusse, organisée en 1981 à Berlin-Ouest, dans le Martin Gropius Bau, à deux pas du mur.

Berlin : 750 ans deux fois

Par Claire Tréan

PEU importe après tout qui, le premier, ait cette étrange idée ; car dès lors que l'un l'avait lancée, l'autre se devait de l'assumer avec enthousiasme. Berlin, Est et Ouest, se prépare à célébrer doublement un singulier anniversaire. 750 ans : pas même un millénaire, autant dire pas grand-chose pour une cité d'Europe. 750 ans qui de surcroît ne correspondent à rien, à aucun événement fondateur, sinon au plus ancien des documents permettant de reconstituer la chronologie de la ville, qui date du 28 octobre 1237.

Prétexte des plus arbitraires donc pour un énorme tapage en stéréophonie, un double déploiement de fêtes, de fastes et de culture auquel on aura droit des deux côtés du mur à partir du printemps et jusqu'à la fin de l'année.

Orchestres, opéras, ballets,

toute la « Mittel-Europa », à l'Est un marathon géant « pour la paix », une solennelle cérémonie dans le palais de la République ; des deux côtés, du cinéma à l'antéité, des conférences, des réouvertures de musées, des inaugurations de nouvelles salles de spectacle et de monuments restaurés, des expositions à n'en plus finir. Des centaines de manifestations au total.

Mais la compétition n'est bien sûr pas que « culturelle ». Car, par ce grand show en double exemplaire, on entend célébrer d'un côté un anniversaire qui rapproche, de l'autre un anniversaire qui divise.

Ce métro qui passe d'un monde à l'autre

L'histoire, on le sait, se montre à Berlin toute nue. Mais on s'accoutume à tout, même aux aberrations, et les plus invétérées des voyeuses en viennent à se las-

ser. Ce métro qui passe d'un monde à l'autre et ce mur dont les graffitis ont fait un élément du mobilier urbain devenant des clichés usés. En période de détente, personne n'avait plus l'idée d'aller crier à bas « ich bin ein Berliner », et les Berlinois de l'Ouest eux-mêmes, dans leur prospérité retrouvée, avaient tendance à oublier qu'ils vivent sur une île. Et voilà que cet anniversaire saugrenu, parce qu'il va faire étalage de ce que fut cette

ville et de ce qu'elle ne peut plus être, secoue cette torpeur et réveille l'interrogation sur l'avenir. Interrogation ouverte dans la partie occidentale qui se dit « métropole européenne » et, en attendant les incertains rendez-vous de l'histoire, s'efforce de briller de toutes les séductions de l'Occident. Interrogation que la partie orientale, tournant résolument le dos à l'autre, voudrait clore définitivement, en forçant tout à la fois l'histoire, le vocabulaire et le droit international, et en se proclamant « capitale de la RDA ».

Entre les deux, le long de cette déchirure qui est celle de l'Europe, des chiens de garde aboient. On s'observe des fenêtres de ces appartements qui, en certains endroits, jouxtent le mur de part et d'autre. Des vieillards socialistes font la queue aux points de passage, chargés des courses faites à l'Ouest pour enfants et petits-enfants. Entre les deux, il y a ces histoires d'amour écartelées, ces rêves impétueux d'évasion qui s'achèvent par un miracle ou dans le sang. Berlin, capitale de l'absurde, fête son anniversaire.

C'est dans la partie occidentale de la ville, extravertie par nécessité, contrainte en permanence d'agacé l'habitant, le touriste et l'investisseur, que l'idée a pris corps il y a plusieurs années. Quelqu'un se souvint qu'en 1937 Josef Goebbels avait décrété que Berlin avait 700 ans afin d'organiser une grande parade nazie dans la capitale de Reich. Pourquoi ne pas saisir ce prétexte pour mettre sur pied (cinquante ans après) des célébrations qui seraient non seulement un super-festival culturel, mais l'occasion d'une vaste réflexion sur l'histoire ? L'idée était lancée, et avec elle d'interminables débats.

Quelque temps plus tard, les diplomates occidentaux en poste à Berlin-Est en repèrent la trace de l'autre côté du mur. Ils essaient de s'informer ; le Sénat (gouvernement) de Berlin-Ouest tente de la même manière de s'enquérir du programme et de l'ampleur qu'on entend lui donner, à l'Est. Peine perdue, on ne leur répond pas. Dans le courant de l'année 1985, à la surprise générale, le quotidien lida parti, *Neues Deutschland*, annonce la création d'un comité

pour le 750^e anniversaire comprenant cent cinquante personnalités du plus haut niveau et présidé par le chef de l'Etat et du parti lui-même, Erich Honecker. Les Occidentaux savent dès lors que quelque chose d'énorme se prépare dans le plus grand secret, dont ils n'auront une idée précise que fin 1986, lors de la publication du programme par l'Est.

Une formidable opération promotionnelle

Pour Berlin-Est, l'affaire était une aubaine. Tout le centre historique est situé en secteur oriental, ce qui lui confère un avantage considérable sur la partie occidentale. Pouvait-on rêver meilleure occasion pour lancer une formidable opération promotionnelle à usage interne et externe ? La RDA travaille depuis sa création à se faire reconnaître internationalement comme un Etat à part entière.

Cela signifie sur le plan juridique que ses ressortissants sont citoyens est-allemands, pas allemands tout court, que le « rideau de fer » est une frontière véritable et intangible, pas une « ligne de démarcation », et que Berlin-Est est une vraie capitale, pas le sec-

teur sous contrôle soviétique d'une entité juridique particulière dont les trois autres parties sont sous tutelle américaine, britannique et française (1).

Cela signifie aussi, sur le plan culturel et politique — du moins selon la vision qu'a très habilement développée M. Honecker — que la RDA est, au même titre que l'autre Allemagne, le dépositaire de l'héritage historique et culturel germanique, et non une entité factice, sans racines, créée de toutes pièces en 1949.

Depuis plusieurs années, les historiens est-allemands travaillent à réviser les dogmes : l'histoire n'est plus la simple chronologie des luttes sociales allemandes, ses héros ne sont plus seulement les prophètes du marxisme. D'autres figures charismatiques ont été rendues à la mémoire collective que les gardiens de l'orthodoxie, avant M. Honecker, avaient voulu trop sélective et sectaire : on lui a redonné Frédéric II de Prusse en 1981, Luther en 1983 et il semble bien qu'on soit sur le point de lui restituer Bismarck en 1987.

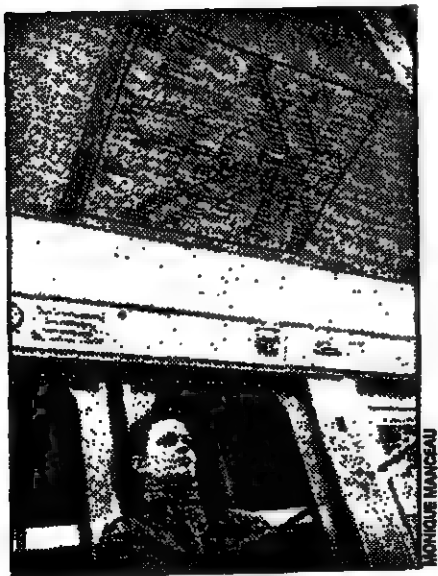
Tout cela vise à légitimer l'Etat est-allemand, son régime et son chef, en particulier auprès des générations qui, nées après la guerre, n'ont pas vécu la brisure

de l'Allemagne et on a un peu l'impression que ce jubilé est conçu comme la consécration de M. Honecker qui, à soixante-quinze ans, touche à la fin de son règne.

Le principal grief des Allemands de l'Est — qui économiquement s'en tirent mieux que leurs voisins — contre leur système, c'est l'enfermement culturel et physique dans lequel il les tient. Il n'est sans doute pas fortuit que le nombre d'Allemands de l'Est autorisés à faire un séjour à l'Ouest ait augmenté récemment dans des proportions inédites (573 000 ont pu faire le voyage en 1986) et qu'on l'ait fait savoir, alors que jusque-là aucun chiffre, aucune information sur cette question n'était jamais donné.

(Lire la suite page 12.)

(1) Berlin est la troisième entité allemande à côté de la RFA et de la RDA. Les alliés ont décidé du statut quadripartite de la ville en 1945, après la capitulation du Reich, et occupé chacun leur secteur. En juin 1948 commencent les blocs de Berlin-Ouest et la mise en place du « pont aérien » de ravitaillement par les Occidentaux. Il durera près d'un an. En 1961, les Allemands de l'Est construisent le mur pour mettre au terme à l'exode vers l'Ouest. En 1971, une série d'accords réaffirme le statut quadripartite de Berlin et régit la circulation entre la RFA et Berlin-Ouest.



troupes de théâtre parmi les plus prestigieuses afflueront de toute l'Allemagne et des quatre coins du monde dans les deux parties de la ville : le théâtre nô à l'Ouest, le Kabuki à l'Est, le Bolchoï des deux côtés ; il y aura de part et d'autre du divertissement : Mireille Mathieu à l'Est, le départ du tour de France à l'Ouest (un petit tour en secteur français et on mettra les vélos dans l'avion) ; à l'Ouest, un feu d'artifice japonais à embraser

ser. Ce métro qui passe d'un monde à l'autre et ce mur dont les graffitis ont fait un élément du mobilier urbain devenant des clichés usés. En période de détente, personne n'avait plus l'idée d'aller crier à bas « ich bin ein Berliner », et les Berlinois de l'Ouest eux-mêmes, dans leur prospérité retrouvée, avaient tendance à oublier qu'ils vivent sur une île. Et voilà que cet anniversaire saugrenu, parce qu'il va faire étalage de ce que fut cette

JERUSALEM, SAINT-JACQUES, CZESTOCHOWA, FATIMA...

Un catalogue qui vous fera connaître d'autres voyages... LES PELERINAGES.

Aller vers des lieux où souffle l'Esprit, aller à la rencontre de notre histoire, renouer avec une tradition d'Éternité... le Pèlerinage, c'est réaliser un voyage pas comme les autres. Depuis 114 ans, NDS fait découvrir aux pèlerins tous les hauts lieux de la Foi Chrétienne.

Aujourd'hui, en avion ou en bateau, avec la 20^e croisière sur les pas de Saint-Paul, ou même à pied, comme au Moyen-Âge, NDS vous fait vivre les grands pèlerinages. NDS, ce sont des voyages en petits groupes, conçus pour tous ceux qui, au moins une fois dans leur vie, veulent se réaliser, se retrouver. Alors, pour partir... Demandez le catalogue NDS qui vous fera découvrir la voie des Pèlerinages.

NDS
D'AUTRES VOYAGES.
PELERINAGES, VOYAGES D'ÉPIQUE

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code Postal _____ Téléphone _____
Je désire recevoir, sans engagement, le catalogue NDS 87.
Pour toute information supplémentaire, appelez également sur Minitel au 3614 NDS

NDS
5, rue Saint-Pierre,
75006 PARIS
Tél. : (1) 45 40 29 30

ESCALES



A Amsterdam

Trois jours avec Rembrandt, Vermeer, Van Gogh et Franz Hals. Ou plus simplement trois jours à Amsterdam.

Jet Tour propose des week-ends (Paris-Paris du vendredi au dimanche) pour des prix variant de 1 170 F à 1 620 F suivant la catégorie de l'hôtel. Le forfait inclut le transport aérien, l'hébergement et les petits déjeuners.

Départs possibles de Lyon (séjours du vendredi au lundi, de 1 940 F à 2 620 F) et de Marseille (du vendredi au lundi, de 2 350 F à 3 030 F).

Les prix cités sont valables jusqu'au 31 mars (vente dans les agences de voyages).

Fête vos jeux !

Le deuxième Festival international des jeux aura lieu à Cannes du 20 février au 1^{er} mars. Au programme des tournois : bridge, échecs, tarot, dames, scrabble, backgammon, mots croisés, belote, go. En 1986, vingt-cinq mille spectateurs avaient assisté aux empo-

gnades de plus de deux mille participants.

A l'occasion de cette manifestation, des tarifs hôteliers « Festival des jeux » et des réductions pour les transports (SNCF et Air Inter) sont proposés par les organisateurs. Un exemple : neuf nuits en hôtel 2 étoiles (chambre double et petit déjeuner), plus train aller et retour : 1 240 F par personne.

Renseignements : Festival international des jeux, direction générale du tourisme, Georges-Pompidou, 06400 Cannes. Tél. : (16) 93-39-01-01, poste 2017.

Chez les Berbères

A ceux qui n'ont pas peur d'effectuer des marches de quatre à six heures par jour en montagne, l'OCCEJ (98, rue d'Amsterdam, 75008 Paris. Tél. : (1) 45-26-21-21) propose, du 11 au 25 avril, une randonnée pédestre dans le Haut Atlas. Pour escalader des cols de plus de 3 000 mètres, découvrir le Toubkal — point culminant du Maroc — faire la connaissance des Ber-

bères et de leurs coutumes. Avec, au bout du sentier, deux jours pour visiter Marrakech. 5 600 F par personne de Lyon à Lyon.

Ceux qui préfèrent le sable, le roc et le vent opteront pour la traversée du Hoggar-Tassili en Land-Rover. Treize jours sur le chemin des caravanes, du Niger au cœur de l'Atakor, en passant par Djinet et l'ermitage du Père de Foucault. Du 14 au 26 février et du 18 au 30 avril. 8 990 F par personne, de Paris à Paris. Six personnes par voiture.

Les étriers du Quercy

Stéphane Bigo mène jusqu'à l'âge de trente-huit ans une vie de cadre supérieur. Et puis il décide de découvrir le monde à cheval... Les voyages qu'il accomplit laissent rêver : 7 000 km en un an à travers la Turquie, l'Irak, l'Iran et l'Afghanistan ; puis la traversée de l'Amérique du Nord, du Colorado au Guatemala ; enfin une expédition d'un an en Amérique du Sud, par le

Brésil, le Paraguay, l'Argentine, le Chili, le Pérou et la Bolivie...

Président de l'Association des cavaliers au long cours jusqu'en 1986, auteur de deux livres — *Chnières au vent d'Asie* (Nathan) et *Crnières au vent d'Asie* (Lafont) — Stéphane Bigo considère que l'aventure équestre peut exister aussi en France.

La randonnée de huit jours qu'il conduit dans le Quercy est un compromis entre le sport et le tourisme ; il y fait alterner les piqueniques et les repas gastronomiques, les simples gîtes équestres et les gentilhommières.

Stéphane Bigo, Domaine de Cazas (à 3 km de Puy-Évêque dans le Lot), renseignements au 16-85-24-62-30.

Prix de la randonnée (huit jours pleins) : 5 600 F.

L'ilot Oscar

L'endroit appartient à celui qui le loue le premier. L'ilot Oscar se trouve au

large de François sur la côte est de la Martinique. Cocotiers, plage et barrière de corail. Sous ces cocotiers, Jumbo propose, en location, une maison coloniale avec femme de chambre, cuisinier et hôte-animateur.

Oscar ne peut être loué qu'à une même famille ou à un groupe d'amis, 6 personnes au minimum, 10 au maximum. Séjour de 6 ou 7 nuits (selon la ville de départ en métropole) pour 8 800 à 10 600 francs par personne, prix incluant l'aller et retour métropole-Fort-de-France, les transferts, les services du personnel et la pension complète. (Vente uniquement dans les agences de voyages.)

Greens d'Azur

Coup d'envoi de la saison golfique sur la Côte d'Azur, le Pro-Am International Gray d'Albion aura lieu, pour la troisième année consécutive, à Cannes. Organisée par la chaîne Abela Hôtels (42-25-29-99), l'Hôtel Gray et Promogolf, cette compétition, qui verra s'affronter des équipes composées chacune d'un professionnel et de trois amateurs, se déroulera, du 1^{er} au 8 mars, sur les parcours de Mandelieu, Valbonne, Valescure, Mougins et Biot.

Le Gray (16-93-68-64-64) propose également des séjours golf (950 F par personne pour deux nuits et deux green-fees jusqu'en mars, 1 280 F après) ainsi que des stages de trois jours au golf de Valbonne (1 490 F pour trois nuits, à partir d'avril + 2 000 F pour le stage). Signalez enfin un forfait « forme » (7 jours, 3 140 F) avec accès au Country-club de Mougins.



Bali mercredi

Si vous êtes libre mercredi (ou samedi) pour deux semaines, vous pouvez décider de les passer à Bali, pour moins de 10 000 F. L'agence Indrancis (5, rue Racine, 75006 Paris. Tél. : 43-26-02-00) s'est donné pour règle de proposer aux voyageurs un hébergement simple et une nourriture locale proche du mode de vie des habitants des régions visitées. Cela lui permet aussi de « casser » les prix.

Ces deux semaines à Bali comprennent donc le vol Paris-Den Pasar, ville principale de l'île indonésienne, le séjour dans l'un des bungalows de l'Ida Beach Inn, proche de la plage de Kuta, et les petits déjeuners. Le reste est à inventer sur place : échappées pour goûter la cuisine du pays, motos à louer pour visiter les sites archéologiques et arpenter les paysages de rizières.

Dans le même esprit, Indrancis a inscrit à son catalogue un voyage-découverte du Yémen du Nord (par groupes de cinq ou dix personnes) : 16 jours, 11 980 F par personne. Prochains départs : 17 mars, 28 avril et 28 mai. Vol direct Air France de Paris à Sanaa. Circuit : Djibouti, Tass, Zebidi, la

côte, puis quelques jours dans les djebels de la région de Manakha et visite de Saada au nord du pays. Logement dans les funduks ou chez l'habitant, nourriture locale, ce qui est, au Yémen, la seule et unique possibilité...

Algérie archéo-romaine

De Tipasa, comptoir phénicien colonisé au 1^{er} siècle après J.C., à Timgad, fondée par Trajan sur un plan rigoureusement orthogonal, l'Algérie se souvient qu'elle fut romaine. Les musées, comme celui de Cherchell, ancienne capitale de la Mauritanie romaine, et les vestiges archéologiques, ceux du fabuleux jardin de pierre de Tipasa par exemple, en témoignent.

L'association Cito-Les amis de l'histoire (10, rue de la Procession, 75015 Paris. Tél. : 47-34-36-63) organise un circuit d'une semaine en Algérie (Alger, Cherchell, Tipasa, Djémila, Setif, Annaba, Timgad, Constantine) pour 7 375 F par personne de Paris à Paris (vois réguliers, pension complète, supplément pour chambre individuelle, groupes de quinze à vingt personnes).

Berlin : 750 ans deux fois

(Suite de la page 11.)

Le 750^e anniversaire vise lui aussi apparemment à conférer au régime une image d'ouverture en donnant en pâture à un public affamé un programme de manifestations culturelles de tous horizons absolument sans précédent.

Il y en aura pour tous les goûts et surtout pour tout le monde, c'est-à-dire pas seulement pour les cadres du Parti et des Jeunesses communistes.

On humanise la Karl-Marx Allee

La RDA avait donc quelques bonnes raisons de saisir la balle au bond et elle a « mis le paquet » comme on ne peut le faire que dans un système où décisions et moyens sont entièrement centralisés. Le programme de reconstruction que M. Honecker avait annoncé en 1981 a été décapité pour répondre aux ambitions du nouveau projet. En quelques mois, le centre-ville s'est métamorphosé. Le quartier médiéval de l'église Saint-Nicolas, la plus vieille de Berlin, a été ressuscité de ses ruines ; la place de l'académie où se font face les églises allemande et française de part et d'autre de la façade classique du théâtre, a retrouvé sa froide majesté ; le musée vient de réouvrir après restauration complète.

Dans la Friedrichstrasse, située exactement dans l'axe du fameux Checkpoint Charlie et qui sera par conséquent la voie royale par laquelle les visiteurs de l'Ouest entreront dans la « capitale de la RDA », on s'affaire pour essayer de restituer « l'atmosphère chaleureuse du vieux Berlin », avec cafés, magasins, banques et hôtel de luxe en cours de finition. Même la Karl-Marx Allee, cette monumentale avenue censée être jusqu'à la parfaite expression urbanistique du socialisme triomphant, a été jugée trop glaciale et digne d'être humanisée par divers aménagements. Trente mille travailleurs

du bâtiment venant de tout le pays ont été mobilisés et campent depuis des mois dans des roulottes.

Pendant que cette affaire était rondement menée à l'Est, à l'Ouest on s'agitait énormément, on discutait beaucoup, on faisait à l'autre partie des offres de coopération qui se heurtaient à un mur, on se perdait dans d'inextricables questions juridiques-protocolaires. Que M. Honecker, avec son assurance tranquille et arrogante, lance une invitation aux alliés occidentaux, et c'est l'effervescence dans les États-majors. On se concerte, on discute, la presse locale regorge de polémiques : n'est-ce pas porter atteinte au statut de Berlin ?

Fallait-il assister au concert inaugural à Berlin-Est en janvier ? Oui, décidèrent finalement les alliés, après moult tractations, puisque l'invitation était signée de M. Honecker, président du comité pour le 750^e anniversaire et non de M. Honecker, chef de l'Etat allemand. Faut-il que M. Diepgen, bourgmestre de Berlin-Ouest, accepte l'invitation qui lui est faite pour la cérémonie finale en octobre où, cette fois, c'est le chef de l'Etat qui invite ?

Destin d'une ville, destin du monde

En fait, tout était plus compliqué pour la part occidentale, hormis l'aspect tourisme et spectacles pour lequel on dispose d'une solide expérience. Quel sens donner à toute la partie historique central dans ce domaine sera, parmi une multitude d'autres expositions, la grande rétrospective sur Berlin organisée dans la maison Gropius, à deux pas du mur et non loin de ce lieu maudit où le Gestapo avait installé son quartier général et ses chambres de torture. Fallait-il en confier la direction à Reinhard Rürup, historien de renom, mais connu aussi pour

son appartenance à l'aile gauche du SPD ? Le Sénat en débattit longtemps avant de décider finalement de cette nomination, indice parmi d'autres que la politique n'est pas exactement à Berlin-Ouest ce qu'elle est à Bonn.

Ne risquait-on pas, par cette célébration historique, de donner l'image d'une ville-musée alors que la survie de Berlin-Ouest dépend de son dynamisme économique ? Quel avenir pourrait bien imaginer cette ville dont le destin est lié au destin du monde ? Des



Musée Pergamon, à Berlin-Est.

conférences-débats rassembleront à l'automne de hautes personnalités politiques internationales pour une réflexion sur ce thème. D'ici là le Sénat de Berlin-Ouest s'est mis d'accord sur une doctrine, assez vague il est vrai, mais qui ne peut pas ne pas l'être : « Nous devons, dit le maire, montrer que Berlin-Ouest est une ville vivante et vivante. Nous devons entretenir le dialogue avec l'Est, et miser à long terme sur l'attraction qu'exerce sur lui notre liberté. La division de l'Europe ne sera pas éternelle. Il nous faut stimuler tout ce par quoi l'Est regarde vers nous. »

Partie de dupes ? Les Occidentaux ont publié une brochure pour le 750^e anniversaire qui donne le programme des manifestations à l'Ouest et à l'Est. La brochure publiée par la RDA (qui s'est attachée à l'Est et a disparu des librairies en une journée) s'ouvre

sur une carte du secteur oriental où Berlin-Ouest ne figure que sous forme d'une minuscule plage blanche, dans le coin en bas à gauche, et ne fait pas une allusion aux manifestations occidentales. *Neues Deutschland* n'y a fait jusqu'à référence qu'une fois, évoquant dans le pur vocabulaire de la guerre froide « ce Berlin-Ouest créé par les puissances impérialistes qui, depuis de nombreuses années, entrave les rapports internationaux au détriment des habitants de la ville et des Européens ».



De ce côté-ci (occidental), on vante ce qui a été entrepris à l'Est, on en fait même la promotion, car on a de cette ville une idée globale ; l'expression « Berlin, entre Paris et Moscou » revient dans tous les discours et sonne comme un euphémisme pour « Berlin capitale de la nation allemande », expression provisoirement interdite.

De l'autre côté, parmi les autres travaux, on renforce le dispositif de sécurité du Check Point Charlie depuis qu'un fou, au volant de son estafette, femme et enfant couchés à côté de lui, tenta, il y a quelques semaines, le grand jeu, mit le pied au plancher, et s'en sortit miraculeusement indemne juste avant que les grilles électriques ne se referment derrière lui.

CLAIRE TRÉAN.

L'agenda

Parmi les nombreuses manifestations prévues au cours de l'année 1987, voici quelques-unes des expositions annoncées :

Berlin-Ouest

« Sept cent cinquante ans d'histoire », maison Martin-Gropius, 15 août-22 novembre. Le point fort de toutes les expositions historiques. Le Moyen Âge, les Huguenots, les juifs, le siècle des Lumières, la Réforme, la révolution de 1848 et, surtout, le Berlin du vingtième siècle, la grande époque des années 20, le national-socialisme, les crises d'après la guerre...

« Le mythe », Anhalter Bahnhof, 15 juin-10 septembre. Sur l'emplacement de la célèbre gare, qui était l'un des joyaux architecturaux de Berlin, endommagée par les bombardements et finalement mise à bas dans la fièvre de la reconstruction de l'après-guerre. Les représentations artistiques, les emblèmes qui font l'identité de Berlin. Un parcours-mémoire reconstituant la vie quotidienne dans la métropole de l'âge préindustriel à aujourd'hui et, au-delà, les « utopies » berlinoises.

« Le voyage », Hamburger Bahnhof, 1^{er} mai-1^{er} novembre. Les voyageurs venus d'ailleurs qui ont fait Berlin. Dans la gare, qui était propriété de la RDA jusqu'en 1984 et qui ouvre ses portes comme Musée des transports, après restauration complète.

« Sept cent cinquante ans d'architecture », Nationalgalerie, 21 mars-28 mai. Dans le « monument » de la modernité, dû à Mies van der Rohe.

« Exposition d'architecture », 16 mai-13 septembre. Organisée par l'IBA (Internationale Bauausstellung), qui prépare depuis plusieurs années la « reconstruction » de certains quartiers de la ville, à la faveur de concours d'architecture faisant appel à des Berlinois et à de grandes « signatures » étrangères.

« Le cinéma », Hôtel Esplanade, 22 mai-30 juin.

« La science », Kongress Halle, 13 juin-1^{er} novembre.

Berlin-Est

« Humour et caricature », bibliothèque municipale, 5 février-7 mars.

« La vie quotidienne en Brandebourg-Prusse au dix-huitième siècle », musée Bode, 9 janvier-18 avril.

« Deux cents ans de théâtre », Märkisches Museum, 28 mars-31 décembre.

« Berlin de 1911 à 1945 », Musée de l'histoire allemande, 1^{er} juillet-31 décembre.

« Berlin de 1945 à 1987 », dans les ruines du couvent des franciscains, 7 mai-31 octobre.

« Trésors des musées du Kremlin », musée Bode, à mai-début août.

« Les arts plastiques à l'époque de Schinkel », dans l'église de Friedrichswerder, due à Schinkel, entièrement reconstruite, à partir du 15 septembre.

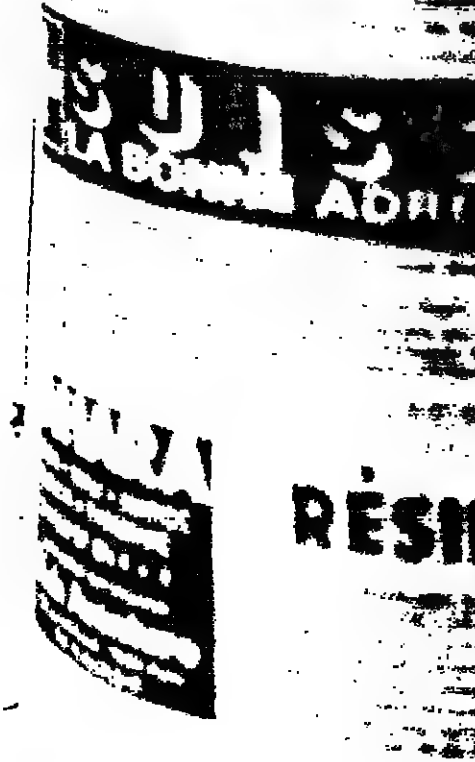
Il ne s'agit là que d'un aperçu très sommaire. On peut se procurer le programme des autres expositions et des spectacles : pour Berlin-Ouest, à 750 Jahre Berlin, Budastrasse, 44 ; D-1000 Berlin 30 ; et, pour Berlin-Est, à Reisebüro der DDR, Alexanderplatz 5, Berlin/RDA.

Hébergement

Les hôtels accueillant les visiteurs occidentaux à Berlin-Est (où l'on paie en devises fortes) sont peu nombreux et ont une capacité totale d'environ trois mille lits. La plupart de ces visiteurs occidentaux devront donc se loger à Berlin-Ouest.

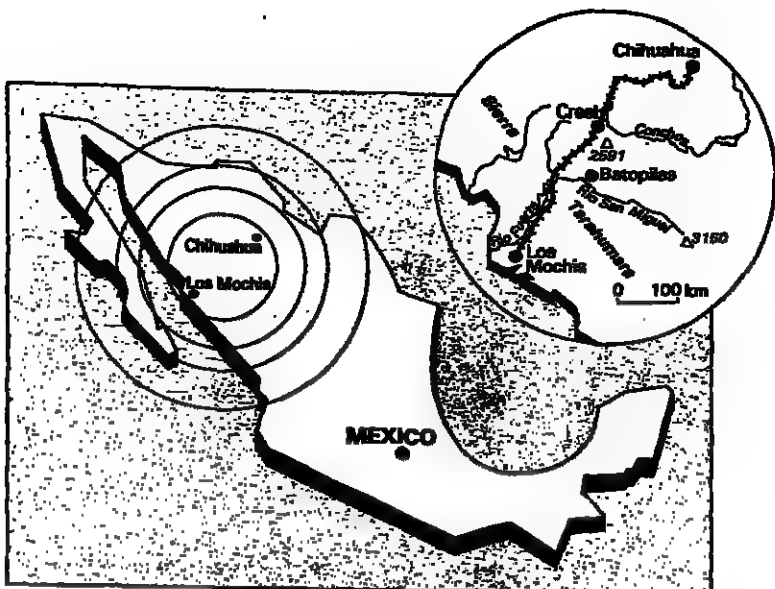
Passport Les autorités de la RDA n'ont pas modifié, pour le 750^e anniversaire de la ville, les réglementations en vigueur pour l'entrée sur leur territoire.

Les visiteurs occidentaux doivent être munis d'un passeport. Un visa journalier est délivré directement aux points de passage de Check-Point Charlie et de Friedrichstrasse (accès par le métro). Il en coûte 5 deutschemarks. Chaque personne doit en outre changer obligatoirement 25 deutschemarks pour la journée. Les visiteurs peuvent entrer à partir de 8 heures du matin et doivent sortir avant minuit. Pour un séjour plus long, il faut faire une demande de visa préalable auprès d'un consulat de la RDA.



— DECOUVERTE —

Le Monde sans visa • Samedi 31 janvier 1987 13



Dans les années 30, Antonin Artaud part chez les Tarahumaras. De quelle force étrange ces hommes étaient-ils animés pour résister aux agressions de la civilisation ? Leur détermination est toujours la même.

Les Indiens d'Artaud résistent encore

LS ne sont plus très nombreux ceux qui ont rencontré Antonin Artaud, tandis qu'il préparait son expédition chez les Tarahumaras, dans la grande sierra du Nord mexicain. Luis Cardoza y Aragon se souvient cependant de cette époque un peu folle, le milieu des années 30, quand le poète était persuadé de trouver chez ces Indiens apparemment pas comme les autres la clef de ses songes et la solution de ses angisses.

« Il est parti, il est resté longtemps chez les Tarahumaras et il a rapporté des bribes d'un savoir entomologique », soupire l'écrivain gascou, en feuilletant des esquisses originales d'Artaud. Dans cette vieille demeure vaguement patricienne, à l'écart du tourbillon de Mexico, à l'appel de la voix toujours jeune d'un vieillard désormais sans âge, Antonin Artaud revient discuter familièrement avec Cardoza y Aragon. Écoutez.

« A première vue, le pays tarahumara est inabordable, notait Artaud (1). A peine quelques vagues pistes qui, tous les 20 mètres, semblent disparaître sous terre. La nuit venue, il faut s'arrêter, et l'on n'est pas un homme rouge. Car, alors, seul un homme rouge voit où il faut mettre les pieds.

« Quarante mille hommes vivent là, dans un état comme avant le déluge. Ils sont un défi à ce monde où l'on ne parle tant de progrès que parce que sans doute on désespère de progresser. Cette race, qui devrait être physiquement dégénérée, résiste depuis quatre cents ans à tout ce qui est venu l'attaquer : la civilisation, le métissage, la guerre, l'hiver, les bêtes, les tempêtes et la forêt (...).

« Si incroyable que cela paraisse, les Indiens tarahumaras vivent comme s'ils étaient déjà morts... Ils ne voient pas la réalité et tirent des forces magiques du mépris qu'ils ont pour la civilisation. Ils viennent quelque-

fois dans les villes, poussés par je ne sais quelle envie de bouger, voir, disent-ils, comment sont les hommes qui se sont trompés. »

La justesse du ton et la finesse de l'observation frappent aujourd'hui encore. Mais le plus incroyable, c'est qu'un demi-siècle plus tard, à quelques menus détails près, Antonin Artaud pourrait écrire presque la même chose. Les Tarahumaras ne sont pas encore morts — heureusement, ils sont près de 70 000 à l'heure actuelle, — mais leur lente agonie se poursuit. Chaque année, à Pâques ou à la Toussaint, ils convergent par familles entières vers les quelques missions disséminées sur ce haut plateau à plus de 2 000 mètres d'altitude, à l'écart des bruits du monde, et leurs orbes éteints évoquent des temps révolus.

Le bruit qui les étourdit

On les appelle souvent les « Indiens aux semelles de vent », car l'un de leurs passe-temps favoris est précisément la course à pied, pratiquée à la fois comme sport et comme jeu. Une petite balle de caoutchouc, qu'ils façonnent eux-mêmes, leur sert à l'entraînement ; et, bien préparé, un Tarahumara peut parcourir une soixantaine de kilomètres en un jour sans paraître fatigué. Excellents marathoniens, ils n'aiment pourtant guère quitter leurs parages reculés pour aller s'exhiber dans les plaines où le bruit les étourdit.

Dans les vallées sauvages et vertigineuses de l'Est de Chihuahua, un isolement relatif leur a servi de bouclier et de refuge face à l'avance inexorable de la civilisation blanche. Pacifiques et très individualistes, ils préfèrent se retirer plutôt que d'engager le combat. Leur mémoire collective conserve néanmoins vivace le récit de rivalités ancestrales qui les opposèrent autrefois à leurs cousins ennemis, les Apaches.

Déconcertante pour beaucoup de visiteurs, la fierté des Tarahumaras, leurs us et coutumes jalousement préservés, leur entêtement à demeurer fidèles à eux-mêmes, leur valent l'admiration de ceux qui prennent la peine de les aborder avec respect. Chez ces hommes et ces femmes proches d'une nature splendide, rude et imposante, il y a un charme profond qui ne cesse de fasciner, d'intriguer et même de faire rêver.

A relire les récits des missionnaires — premiers à approcher ces univers clos au dix-septième siècle — pour les comparer à la réalité contemporaine, une étonnante continuité se dégage. Comme tous les peuples indiens d'Amérique du Nord, les Tarahumaras ont été confrontés à l'invasion des conquérants du Vieux Continent. Si leur environnement naturel leur a longtemps servi de rempart, les canyons et les vallées escarpées se faufilaient entre les hautes montagnes boisées ne constituant plus aujourd'hui un abri très sûr. De plus en plus, les médias empiètent sur ces territoires et pratiquent un déboisement anarchique.

Cependant, ce mur d'incompréhension entre les Tarahumaras et les intrus repose aussi sur un système très particulier de relations sociales entre les autochtones eux-mêmes. Les Tarahumaras vivent séparés les uns des autres, un parcours de deux à trois kilomètres n'étant pas rare pour aller rendre visite au plus proche voisin. Selon que le visiteur a un *a priori* favorable ou défavorable à leur égard, il les verra « aïtérés » ou « sauvages ». Seules quelques occasions au cours de l'année servent de prétexte à des rencontres collectives dans un village qui s'anime pour un jour ou deux autour de l'église. Mais après une bonne beuverie, ils n'ont rien de plus pressé que de regagner leurs coins perdus et le silence vivant de leur temps intérieur.

Frugalité et absence de crime

Depuis la conquête, multiples ont été les efforts pour les christianiser — jusqu'ici cependant, les résultats sont loin d'être probants. Certes, des missions se sont implantées sur leur territoire, des prêtres habitent çà et là, disposant des moyens de communication modernes, et leurs petits avions ont parfois survolé des vies.



70 000 Tarahumaras vivent encore aujourd'hui dans leur sierra.

Mais, si quelques emprunts apparents colorent aujourd'hui les fêtes tarahumaras, si les Indiens cèdent à leur manière certains rites chrétiens, les missionnaires avaient pour la plupart leur échec.

La distance demeure énorme entre le monde apparemment lisse et poli des Tarahumaras, qui ne donne aucune prise à l'étranger, et la volonté nagure affichée de les civiliser. Ils vivent selon leurs lois coutumières et ne connaissent pratiquement pas de crime. Frgaux, ils se contentent d'un strict minimum et tiennent par-dessus tout à ce que l'on respecte leur altérité.

A parcourir les terres de cette sierra légendaire, on finit par percevoir pourquoi les Tarahumaras tiennent tant à leur quant-à-soi.

La nature est belle dans ces gorges où se dressent d'impressionnantes montagnes, qui esquisent sur le ciel d'un bleu profond des paysages et des personnages fantastiques. Des cascades dévalent des hauteurs en des bouillonnements de dentelles, les rios grossissent brutalement pour couper le gué sans crier gare, et la ruée d'un cavalier prend l'allure d'un événement.

De petits lacs ponctuent les bosquets ombrés et renvoient de loin en loin des reflets de songe. La balade à cheval se pare des traits de l'aventure jusqu'au détour d'un sentier où, soudain, le feu devant une grotte à peine devinée témoigne d'une longue présence humaine. C'est que certaines familles vivent toujours dans des grottes qui dominent les

canyons, on s'y abrite l'hiver avec le bétail.

La sierra des Tarahumaras garde pour le moment cette saveur incomparable qu'avait su pressentir et ressentir Antonin Artaud. Menacée, demain peut-être les Tarahumaras qui subissent l'impact de la société technologique. Les étras humains en seront-ils plus heureux ? Cela aussi fait partie de la légende, ou du mystère, des « Indiens aux semelles de vent ».

JEAN-CLAUDE BURRIER.

(1) Antonin Artaud, *Œuvres complètes*, IX, *Les Tarahumaras*, Lettres de Rodos, Gallimard, Paris 1971.

L'agenda

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE

LA MALMAISON et VICTORIA 2 hôtels de 4*** - MAPOTEL Restaurant à LA MALMAISON Grand confort, chambre TV couleur. Tél. direct. Mini bar. Quartier résidentiel plein centre ville. 48 ou 33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE. Tél. 93-57-52-56 ou 93-58-39-68.

06190 ROQUEBRUNE

CAJ-MARTIN

HOTEL VICTORIA *** 30 chambres dont 17 avec lagun sur mer, plein soleil, 9 chambres en suite sur jardin. S. de b., douche, w.c. privé, télé couleur, tél. direct, garage, park. privé. 320/420 F net 2 pers., 2 pet. déj. inclus. Ecrire s.v.p.

Montagne

JURA

JOLI JURA VERT - 94-48-38-69 Pension complète une sem. et compris, 999 F/sem. 1/2 pers. 116 F/jour. Forfait enfant. Animaux accept. Hostellerie L'HORLOGE RN 78, 39130 PONT-DE-FORTTE.

73710 PRALOGNAN-LA-VANOISE STATION CALME - SEIS - PROMENADES HOTEL LES AIRELLES *** RESTAURANT Cuisine pour le bien-être. Cuisine de femme. Promo 28/3-11/4. Tél. 79-86-78-32.

05490 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, Queyras)

Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste, fond. Plus hte comm. d'Europe, 2040 m. LE VILLARD Chamb. et duplex + cuisinette, dep. 450 F pers./sem. Tél. 92-45-82-08. BEAUREGARD Passions 1190/1680 F sem. Deuxièm. 910/1400. Tél. 92-45-82-02.

Provence

ROUSSILLON - 84220 GORDES

Vos vacances d'hiver dans le petit hôtel de charme du Luberon. Haut confort. Cuisine gourmande. Promenades. Équitation. Séjours et week-ends. MAS DE GARRIGON *** Tél. 90-85-63-22

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES (près du Théâtre la Fenice) 5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés. Réservations : 41-32-3333 VENISE. Télax : 411150 FENICE I. Directeur : Denise Apollonia.

SAUVISSE LA BONNE ADRESSE

Dans l'union de 40 établissements connus de ZERMATT (le plus grand domaine skiable d'Europe - dit de première - et le plus haut d'altitude de la région). HOTEL SILVANA *** ex-dessus de Zermatt 10 situations très calmes et typiques au milieu de domaines skiables et chalets avec balcon, WC, tél. direct et TV. 6 places couvertes, garage, salle de billard et de natation, hall d'accueil, restaurant, dans l'hôtel 6 appartements familiaux, petit restaurant - 480 places à 1700 mètres - 1000 places à 1710 mètres à 2330 mètres. Tél. 1941/28/57-20-12.

SAHARA
NIGER • MALI • MAROC
KENYA • TANZANIE
A PIED ET EN 4x4
CATALOGUE SUR DEMANDE
Club Aventure
122 rue d'Alsace - 75009 Paris
Tél. 47-56-24-26-29

RÉSIDENCES
Particulier ou
GUADELOUPE
Superbe villa pour 2 à 4 personnes, près mer, dans grands jardins, 4 km golf. Grand séjour, cuis., chambre climatisée, s. de b., grandes terrasses. Px 2800 à 4500 F/semaine selon période. Tél. (05) 35-82-97-96.

CAMPAGNE MER MONTAGNE A LOUER
LAREDO (Espagne)
App. 2 ch., s. de séj., cuis., s. de b., balc., vue mer, accès dir. à la plage. Dispo. : JUIN, JUILLET, AOUT, SEPTEMBRE. Tél. 39-85-35-32.

AVENTURES...
à pied et en 4x4 tout terrain
SAHARA
Yemen, Maroc, Kenya, Mali, Éthiopie
Documentation à :
NOMADE-AVENTURE
50, av. des Ternes, 75017 PARIS
Tél. 43-84-35-36

ENQUETE

Classe tout luxe

« C'est cher ! tant mieux ! », peuvent dire ces candidats au voyage sur les rêves d'évasion desquels se penchent avec gourmandise une poignée de fabricants de circuits de luxe.

SUR les traces de Marco Polo le long de l'ancienne Route de la soie, dans les palais de l'Inde des maharadjahs, en Méditerranée à bord d'un yacht ou en Rolls pour l'ouverture des courses à Ascot, les idées ne manquent pas. Tout (ou presque) est possible, à condition d'y mettre le prix.

Au cours de ces dernières années, plusieurs agences se sont spécialisées dans le voyage à la carte. « Je crois aux extrêmes », déclare Christian Nicaud, directeur général et créateur de Tapis rouge international. « Je suis persuadé que, dans le tourisme comme dans la consommation courante, il y a toujours les grandes surfaces et les épiceries de luxe. »

Pour les Fauchon du voyage, le client n'est pas seulement un consommateur, c'est « l'esthète », prêt à déboursar une petite fortune pour découvrir les raffinements d'un déplacement exceptionnel. « Nous ne vendons pas des destinations précises, mais un style de voyage personnalisé. Le client ne se conforme pas à un programme, c'est nous qui nous conformons à ses désirs. » Voyager « sur mesure » signifie sortir des schémas traditionnels.

Si l'on note quelques différences de structure d'une agence à l'autre, le principe est toujours identique. Un entretien préalable permet de définir les goûts du client et de concevoir avec lui le programme du déplacement qu'il envisage d'effectuer. « Quand les gens entrent ici », explique Patrick Hémy, directeur général du

tout nouveau Privileges Voyages, ils ont envie de partir, mais sans savoir précisément pour quelle destination. Je discute avec eux pour connaître leurs centres d'intérêt, leurs goûts ; nous examinons ensemble la brochure et nous construisons un circuit complet. »

Chez Tapis rouge comme chez Privileges, on insiste sur le caractère confiant de la relation entre le futur voyageur et son conseiller. « Le client devient vite un ami », déclare Christian Nicaud. Mais, parce qu'il paie cher et qu'il attend de moi le meilleur service, je n'ai pas droit à l'erreur. » Même remarque de la part de Patrick Hémy, qui précise : « Pour limiter les risques de dérapage, je ne propose que des destinations que je connais parfaitement. Il faut être particulièrement vigilant sur la qualité des prestations fournies si l'on veut réussir dans ce métier. »

Les tarifs ? Quels tarifs ?

Vers quels pays se tournent ces « touristes haut de gamme » ? Les Caraïbes, la Thaïlande, Ceylan, l'Inde... Des choix très classiques pour des clients qui, en général, sont des habitués des voyages et ne sont pas regardants sur les tarifs. « Les prix indiqués dans la brochure ne constituent qu'une indication, car chaque voyage est taillé sur mesure. D'ailleurs, il arrive que certains de mes clients ne me demandent même pas combien va leur coûter le voyage qu'ils viennent de choisir. »

S'il doit être en mesure de réaliser tous les désirs de ses clients, le spécialiste doit aussi le faire vite. « Les gens se décident souvent au dernier moment », déclare une collaboratrice de l'agence Fast Voyages. « Nous devons parfois faire des promesses pour monter un voyage en peu de temps. Sur une distance moyenne, nous parvenons à organiser un circuit complet dans la journée... »

A côté des grands maîtres du circuit à la carte, VPS propose le « grand voyage ». Spécialiste de



« Pour nos hôtes de Brocket Hall (notre photo), nous pouvons organiser, à la demande, une soirée dans la plus pure tradition britannique avec tout le protocole de la cour : les toasts à la reine et l'orchestre de la garde royale. Et nous disposons de vingt et une Rolls-Royce pour raccompagner les invités. »

la Chine (elle arrive derrière Knoi et Jet Tours avec près d'un millier de clients sur cette destination en 1986), l'agence a choisi, il y a quelques années, de concevoir des itinéraires hors du commun. Ils sont limités à de petits groupes de dix à quinze personnes accompagnées d'un guide-conférencier. « Il nous a suffi d'ouvrir Jules Verne et de transposer ses idées à notre époque pour retrouver l'esprit des évasions lointaines », explique Jean Dionnet, directeur commercial de VPS Voyages.

L'idée des Grands Voyages extraordinaires était de concilier dans un même programme la distance, la durée et la diversité des moyens de transport. Le train se tailla la part du lion dans ces traversées de continent qui durent jusqu'à quarante-trois jours... Le trajet Paris-Hongkong, par la « route de l'or » et le désert de Gobi, coûte un peu plus de 50 000 F, mais il est toujours possible de le fractionner et de se contenter du circuit Paris-Istanbul sur la voie de l'Orient-Express avec retour en avion. Le prix : 24 000 F pour douze jours. En 1986, près de quatre cents personnes ont choisi de voyager loin et longtemps dans des trains comme le Transsibérien, le Transmongolien, le Transcanadien ou le Maharadja Express.

Depuis quelque temps, le voyage personnalisé n'est plus l'essentiel des activités de Tapis rouge. La société de Christian

Nicaud représente aussi, en France, des produits comme le Nostalgic Istanbul Orient Express, le Maxim's des Mers ou le fameux Saint-James Club, qui ouvre d'ailleurs sa filiale de Paris en février. Elle s'oriente également vers une clientèle d'entreprises. « Le voyage de stimulation a de beaux jours devant lui », estime M. Nicaud. Nous avons décidé de mettre notre griffe sur des produits conçus pour des groupes d'hommes d'affaires. »

La haute couture du tourisme

Privilege International (à ne pas confondre avec Privileges Voyages) s'intéresse aussi aux businessmen. Mais à ceux qui sont de passage en France. Créée par Jean-Yves Batave et Xavier Haudiquet, deux jeunes gens venus du milieu des relations publiques, la société de Neuilly se propose de prendre en charge les loisirs des hommes d'affaires étrangers. Sa brochure, préfacée par Jacques Chirac, invite à goûter « l'accueil à la française » et « la vie de château » : de l'hôtel de Crillon au château d'Esclimont en passant par Artigny et la maison de Chateaubriand à Saint-Malo.

Au programme de Privilege International pour cet été : un voyage sur les traces des impressionnistes pour les musées américains, et, prochainement, le lancement d'une « Carte Privilege »

pour les clients de l'hôtel George V à Paris.

Couroyale va encore plus loin dans l'originalité. Conçu par Laurent Bakar, PDG de Frederick Lack Travel, et Ken Lazarus, ce produit est présenté comme la haute couture du tourisme. Le territoire de découverte des clients de Couroyale : l'Angleterre de l'aristocratie, des résidences historiques et des grands événements.

« Les responsables cherchent autre chose que du soleil et des palmiers pour créer un esprit de groupe dans leur entreprise », explique M. Bakar. Les demeures sont entièrement mises à leur disposition. Ils vivent dans le mobilier d'époque, sont servis par le personnel du château. Les propriétaires s'effacent après les avoir accueillis, mais ils peuvent participer aux dîners officiels, si on les y invite... »

Tournai des cinq nations, Festival d'Edimbourg, Internationaux de Wimbledon ou cérémonie officielle comme « Trooping the colour ». Couroyale se fait fort de pouvoir disposer de places de choix pour assister aux grands moments de la vie publique en Grande-Bretagne. « Et lorsqu'il n'y a pas d'événement majeur, nous en créons », affirme Ken Lazarus. Pour nos hôtes de Brocket Hall ou de Cliveden, nous pouvons organiser, à la demande, une soirée dans la plus pure tradition britannique avec tout le protocole de la cour ; les toasts à

la reine et l'orchestre de la garde royale. Nous sommes également les seuls à pouvoir disposer de vingt et une Rolls-Royce en même temps pour raccompagner les invités... »

Tarifs ? Pour un séjour de deux nuits dans une demeure anglaise, il faut compter entre 4 000 et 8 000 F par personne, voyage compris. « Notre produit est vraiment exceptionnel », précise Ken Lazarus. D'ailleurs, nous avons parfois la présence de membres de la famille royale, comme le capitaine Mark Phillips ou la princesse Ann. Mais nous ne la sollicitons jamais. » Tout de même...

CHRISTIAN-LUC PARISON.

Repères

Tapis rouge international, 8, rue Quantin-Bauchart, 75008 Paris. Tél. : 47-23-65-84.
Privileges Voyages, 38, avenue Marceau, 75008 Paris, tél. : 47-20-04-78.
Fast Voyages, 54, rue François-I^{er}, 75008 Paris, tél. : 42-25-77-15.
VPS Voyages, 7, rue Rampon, 75011 Paris, tél. : 43-57-55-72.
Privilege International, 164, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, tél. : 46-24-10-29.
Couroyale, Frederick Lack Travel, 4, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-61-56-78.

RENCONTRE

L'homme qui voulait vendre la Bretagne

DANS le monde du tourisme, Barry Maybury passe pour le « pro » qui a réussi à lancer l'Irlande en France. Et c'est vrai. Il s'est forgé la réputation de révéler les destinations dormantes. Une spécialité qu'il met en pratique comme conseil en marketing et publicité. Parmi ses clients, l'Australie, la Bourgogne et la Bretagne. Une Bretagne qui lui a demandé un état des forces et des faiblesses de son tourisme. Un rapport riche d'enseignements.

□ Résumons l'inventaire : un tourisme ancien et plutôt démodé, une saison courte qui dissuade les investissements, le « mauvais temps », une carence des activités, des animations et des communications, une signalisation touristique médiocre... A se demander si la Bretagne est vendable...

— La matière de base du rapport, ce n'est pas ce que je pense de la Bretagne, mais ce qu'en disent la centaine de professionnels interrogés sur le terrain. Les problèmes sont connus de tous. Mais il y a aussi de nombreux atouts : une région magnifique, la mer, un climat vivifiant, des sites, des traditions, la tranquillité et la gastronomie. Sans oublier le niveau de professionnalisme à tous les échelons et la volonté de faire quelque chose, de trouver des solutions.

□ Passons à l'organisation du tourisme dans cette région. Le

rapport en donne une vision ubuesque.

— Ce sont les Bretons eux-mêmes qui le disent, et je ne puis être que d'accord. J'ai été surpris par la « richesse » des instances concernées. Il y a beaucoup trop d'acteurs en scène, trop de centres de décision, ce qui entraîne un gaspillage de temps, d'énergie et d'argent. Sans une clarification des rôles, sans une approche moins dispersée et plus régionaliste, je vois mal comment on pourra donner l'élan nécessaire.

□ Peut-on vendre la Bretagne en tranches, au nom de l'esprit de clocher et du chacun pour soi ?

— C'est le contraire de ce qu'il faut faire. La Bretagne a la chance d'avoir un nom, un nom connu. De l'étranger, c'est une entité. Au niveau de la promotion, il faut une forte dose de régionalisation pour sortir du labyrinthe des départements, des pays d'accueil, des « côtes », des stations balnéaires et des villes. Un



Barry Maybury

découpage simple pour mieux vendre la région : côte nord, côte sud, la pointe et l'intérieur.

□ Pour ce qui concerne l'hôtellerie, vous semblez penser qu'elle est encore très en retard.

— En fait, c'est le problème de la petite hôtellerie française, de son manque d'esprit commercial, de sa survie. Sa disparition serait catastrophique pour la France. Seuls les vrais professionnels survivront, mais il faut les aider.

□ Le futur tunnel sous la Manche est-il un danger pour la Bretagne ?

— Il peut l'être en effet. Les Britanniques, par exemple, débarqueront en Picardie et seront

attirés vers le sud ou l'est de l'Europe. Pour aller en Bretagne, il faudra qu'ils fassent un virage à droite. Les Bretons doivent faire très attention. D'où l'importance de construire rapidement une image très forte et motivante.

□ L'Irlande et la Bretagne se ressemblent beaucoup. L'une gagne, l'autre moins. Pourquoi ?

— Deux raisons. En Irlande, il y a une organisation très simple et très centralisée, donc efficace. Il y a surtout des moyens financiers. Ça, c'est le nœud du problème pour la Bretagne. Sans budget adéquat, il ne faut pas espérer grand-chose.

□ Vous préconisez une grande action de publicité en France et à l'étranger. Vous parlez d'un budget minimal de 4,4 millions de francs, soit quatre fois le budget actuel. Où trouver de telles sommes ?

— D'abord, ces sommes ne sont pas exceptionnelles ; c'est le budget actuel qui est très bas.

Ensuite, la Bretagne dépense beaucoup pour l'aménagement. Le moment est venu de mettre l'accent sur la promotion.

□ En vendant le produit tel qu'il est ?

— Oui, car l'important, maintenant, c'est de créer une demande. Grâce à une image forte, par la publicité. La promotion, c'est la roue motrice qui mettra en marche toute la machine et permettra de rompre les cercles vicieux qui freinent le tourisme breton : par exemple, des stations mortes hors saison faute de touristes parce qu'elles sont précisément mortes ; ou des touristes qui désertent des hôtels vétustes qui ne peuvent se rénover faute de clients.

□ Tout ce que vous dites sur la Bretagne ne pourrait-il s'appliquer au tourisme français dans son ensemble ?

— Certainement en ce qui concerne la promotion. La France dépense vraiment trop peu. Elle pourrait obtenir de bien meilleurs résultats. Encore faudrait-il qu'elle prenne le tourisme plus au sérieux. La boutique Irlande met brillamment en vitrine, tout ce qu'elle a. La France, elle, a une grande boutique avec deux ou trois choses en vitrine, mais une arrière-boutique remplie de richesses.

Propos recueillis par
PATRICK FRANCÉS.

LES MALDIVES

12 îles, des croisières, des extensions de séjour à Ceylan, Singapour et en Inde du Sud.

1 semaine à partir de 8.415F

MALDIVES à la mer, au soleil, 12000 Croisières

Malindi (1) 43.33.26.52 - Tél. 615 580

et dans les agences de voyages agréées.

ORLANDO FLORIDE

OFFRE EXCEPTIONNELLE pour un voyage en janvier ou février

ICELANDAIR vous offre pour le prix d'un aller et retour ORLANDO, soit 3 950 F, 2 nuits d'hôtel près de Walt Disney World

Documentaire gratuit sur demande à ICELANDAIR

9, bd des Capucines 75002 Paris

(1) 47.42.52.26

ou votre agent de voyages

Cinq A pour l'andouillette

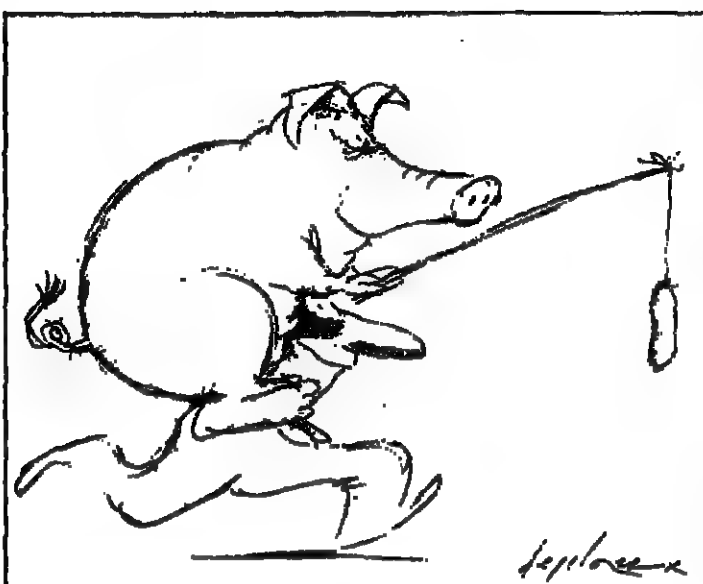
N'EN déplaise au Larousse, l'andouillette n'est nullement une petite andouille. Même le Révérend Père Lelong, dans sa *Célébration de l'Andouille*, le veut bien admettre : « Autant, écrit-il, présenter le caniche comme un petit saint-bernard (1) ! »

Et il ajoute : « Puisque le mot d'andouille fait penser à des soies et qu'il ne viendrait à personne l'idée de déprécier quelqu'un en le traitant d'andouillette : le terme ne suggère que le souvenir d'un délice... »

Et lorsque Dranem chantait, à l'Eldorado, une chanson dédiée à la charcuterie d'Alsace : *Andouille's Marche*, il ne lui serait pas venu à l'idée d'y substituer une « Marche des andouillettes » !

L'andouillette, donc, est un joyau chair-cuiter fait d'intestins de porc (chandins) quelquefois additionnés de fraise de veau, voire uniquement de celle-ci, précuite dans un bouillon (quelques fois de lait) et emboîtée en boyau. Elle est d'un peu partout : de Troyes (pur porc) ou de Cambrai (pur veau) en passant par Vouziers. Chaque ville ou village peut avoir ses spécialistes de qualité. Dans son *Grand dictionnaire de cuisine*, Alexandre Dumas vantait celle du charcutier Lemerré à Villers-Cotterêts. Était-elle, comme il se doit, la ficelle ? Certainement !

En fondant l'Association amicale des amateurs d'authentiques andouillettes (AAAAA), Francis Amunategui, lui attribuant l'odeur mâle des capitaines vainqueurs, la considérait « comme l'une des plus belles créations du génie culinaire français ». Notre tâche fut de découvrir, comme Dumas, nos Lemerré. C'est ainsi que nous attribuâmes notre diplôme à Michel Soulié (Châ-



blais), qu'Yvan Andouard nous fit connaître celle d'Aubagne, que nous traquâmes notre savoureuse amie de Châtillon-sur-Loire à Jargau, de Saint-Jean-d'Ardières à Arras et à Sézanne-en-Champagne. Pour découvrir enfin celle de M. Duval (55, rue Marcellin-Berthelot à Drancy, tél. 48-32-03-17), après celle de Chédeville et Bourdon (12, rue du Marché-Saint-Honoré (1^{er}), tél. 42-61-11-11).

Grillée ou braisée

Dernière trouvaille personnelle, une superbe enfant de l'Yonne cuite dans 50 % de jus de porc et 50 % d'eau aromatisée, saisonnée au vin de Chablis. C'est celle de M. Philippe Genet, au 110, rue du Pont, à Auxerre. Nul doute qu'il ne mérite prochainement ce rare diplôme comme vient de le

remporter M. J.-P. Frère, charcutier à Formerie (Seine-Maritime).

Mais, encore qu'excellente froide, l'andouillette n'est pas tout. Comptent et sa cuisson et son accompagnement.

On la prépare donc soit grillée, soit braisée (notamment à Lyon et en Bourgogne). Braisée au vin blanc, elle se suffit à elle-même. Mais c'est évidemment grillée qu'elle donne son meilleur et que se pose le problème de l'accompagnement. On pense immédiatement aux frites... seulement, gras sur gras en ces temps de sur-nutrition, est un erreur. Alors aux cuisiniers d'avoir de l'imagination. Le diplôme de l'AAAAA attribué vise autant la qualité du produit que son accompagnement, et l'on notera qu'à la Ferme des Mathurins (11, rue Vignon (8^e), tél. 47-42-17-20) René Marin la sert (elle vient de chez Duval) avec une purée de pomme de terre

caricée de céleri branche cru finement haché. Que chez Fred (190 bis, boulevard Perceire (17^e), tél. 45-74-20-48) elle s'accompagne d'une purée de cresson affirmée de cresson cru haché. Qu'à l'Ambassade d'Auvergne (22, rue du Grenier-Saint-Lazare (3^e), tél. 42-72-31-22) on la peut déguster soit avec l'ailigot, soit avec des lentilles. Qu'à l'Auberge du 14-Juillet (9 bd de la République à La Garenne-Colombes, tél. 42-42-21-79), dernier diplôme en date, J.-P. Baillon vous la proposera avec une sauce au vin superbement exaltante.

Beurre d'escargot

Alfred Guérot, cuisinier d'autrefois, proposait de transpercer les andouillettes, d'en faire rissoler les morceaux à la poêle avant de les servir nappés d'un beurre d'escargot. C'est peut-être ce qui a inspiré Henry Joy qui, en son restaurant Saint Hubert (21, rue Vignon (8^e), tél. 47-42-79-20), les coupe ainsi en tranches et les fait gratter avec son meilleur fribourg.

Noter enfin que deux restaurateurs parisiens servent des andouillettes « maison » : M. Langevin (*Anjou-Normandie*, 13, rue de la Folie-Méricourt (11^e), tél. 47-00-30-59), futur diplômé, et *Toutoune*, tant à son restaurant (5, rue de Pontoise (5^e), tél. 43-26-56-81) qu'à sa boutique voisine. Ces dernières, qui ont été avalisées par l'AAAAA, sont l'œuvre de son chef J.-L. Hudin.

LA REYNÈRE.

(1) Le Dictionnaire de l'Académie des gastronomes (oh ! scandale !) commet la même erreur. Souhaitons que M. Jean Didier, directeur du *Bonin Gourmand* et qui vient d'être admis à cette institution créée par Carnovsky, renseigne ses collègues un peu mieux.

ENSEIGNE

Un vieux scotch tout neuf

Le mal d'estomac n'est pas forcément la meilleure façon d'aborder une dégustation de whisky de douze ans d'âge... « Avec un toast, m'assure Duncan MacElhone, le fils du patron du Harry's Bar, no problem ! »

C'est que depuis ce jour pas si lointain où un certain Blue Lagoon, cocktail des plus onctueux, m'avait joué un tour de cochon, quand on me parle du 5, rue Daunou, ma défiance ressort... « La chaîne du cholestérol, voyons ! les réactifs contraires : avoir mangé de la soupe au chou sur du Blue Lagoon à base de téquila et de curacao bleu, quelle hérésie ! » Dont acte : les préceptes diététiques de MacElhone Jr me semblent, ma foi, dignes de foi. Ah ! le savoir-boire, ce ninco-cochon, cette pince philosophale des solographes du monde entier !...

« Alors, ce Talisker ? »

Duncan m'a présenté à M. Roussel, visage et mèche à la Pierre Arditi avec quelques cheveux blancs en plus, le directeur général de la maison Simon-Frères, dont le dernier pari est de relancer le Talisker, vieille marque de whisky un peu oubliée...

« Eh bien, il est bon ! »

« Il a, ce Talisker, cette pureté petite des pure mait, plus dorée que celle des blended. Et un bouquet... Bien en bouche, la première gorgée vous ravit la papille... un Scotch costaud, quoi ! Et, qui plus est, un scotch qui a de la branche : la fondation de la distillerie Talisker, née à Carboest dans l'île de

Skye, au nord-ouest, là-haut, dans les Hébrides, remonte en effet à 1830. Événement salué à l'époque comme un bienfait de la providence par le pasteur du coin, qui se souciait, dit-on, autant de tempérance que du diable, dear Duncan...

Prochainement, une bouteille plus ronde, plus ventrue, le genre de celle du Carbu - un single malt distribué aussi par Simon-Frères, - remplacera la bouteille actuelle, classique, pour laquelle, l'heure avançant, je me sentrais un faible... A un produit de haute tenue doit correspondre un effet de présentation, le perçoir sur un marché encombré est à ce prix.

Un verre de qualité, couleur adéquate, bouchon esthétique, une forme encore secrète qu'on révélera au public en temps voulu... Le moment de rappeler qu'en 1880 R. L. Stevenson saluait déjà le Talisker dans *The Scotsman's Return from Abroad*, un poème qu'on traduirait par : *Retour d'un Écossais au pays natal*, si l'on tenait à parodier le Martiniquais Aimé Césaire... Et alors, à ces mots, Duncan ne se sent plus de joie... et sonnettes écossaises encombrées de ces rolling stones qui recouvrent les pentes monnes et dévoilées des Highlands comme lunaires... pour montrer sa belle voix, il déclame : « The King o' Drinks, as I conceive it, Talisker, Isle of Glenlivet. »

La reine des boissons, le roi des breuvages, nous buifouillons sur la traduction, c'est le Talisker, et tant pis si le Glenlivet, concurrent, est dans le coup !...

CLAUDE DUBOIS.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHS
VENTEUR 61200 EPERNAY. T. 25-58-48-37
Vin vieilli en foudre. Tarif sur demande.
MERCUREY A.O.C. Vente directe
12 bouteilles 1983 : 480 F TTC franco dom.
TARIF SUR DEMANDE - Tél. 85-47-13-84
Léon Mérieux, viticulteur, 71050 Marcilly.

MONTLOUIS
appellation contrôlée
vin blanc sec, 1/2 sec.
moelleux, méthode champenoise.
Taxes sur demande.
A. CHAPEAU, vigneron,
15, rue des Alzacs, Housseau
37270 MONTLOUIS-SUR-LOIRE.

Rive gauche

Auberge des Deux Signes
Un chef PATISSIER plus de 10 ans
MARIAGE à 150 F, mariage complet.
Prix moyen à la carte 300 F TTC.
A 2 ou à 30, tout confort, ambiance agréable.
Menuiserie classique au 1^{er} étage.
Bureau jusqu'à 60 personnes
48, rue Solenne (94), fermé dim.
Tél. 43-25-45-58 et 43-25-00-48
Parking rue Lagrange et Notre-Dame

Environ de Paris

LIEN MAI
Spécialités vietnamiennes
Centre commercial Pétitjean
4, rue des Cèdes, 93000 AUBERVILLIERS
Métro PANTIN - QUATRE-CHÊMINES
Tél. : 48-34-09-90

Au Vieux Berlin
OUVERT LE SAMEDI
RESTAURANT
cuisine raffinée
SOIRÉE PIANO
ambiance intime
et sympathique
32, AV. GEORGE-V - PARIS 8^e
Tél. : 47-20-85-96
DEUX BRASSERIES
(services continus de 12 h à 23 h)
32, AV. GEORGE-V - PARIS 8^e
45, R. P-CHARRON - PARIS 8^e
Fermé Dimanche

MIETTES

Le trophée Jacques-Lacombe (du nom du grand cuisinier, disparu, de Cologny, près de Genève) vient d'être décerné pour la troisième fois. Lauréat : Georges Wenger, de l'Hôtel-Restaurant de la Gare, au Noirmont (Jura).

MM. Gérard père et fils viennent d'être désignés « personnalité de l'année ». On sait que ces « maitres » du cigare cubain tiennent boutique au Noga-Hilton de Genève. Distinction bien méritée : il n'est, aujourd'hui, de bons cigares que ceux de Gérard, particulièrement les fameux « Colimbas ».

Au Schweizerhof, le palace bernois, les hôtes reçoivent chaque soir dans leur chambre la carte du temps et des températures prévues pour le lendemain, en français et en anglais.

Bernard d'Albères a inauguré un nouvel étage (le cinquième) de son *Hermitage* (rue de la Tour-Maitresse à Genève) : cinq chambres avec salle de bains, TV couleur, tout confort, 110 FS.

Déjà grand palace européen, les Bergues (de Genève) varient leurs travaux terminés au printemps : une suite principale de 200 mètres carrés avec terrasse-jardin dominant le lac, et cinq chambres et junior-suites.

Le *Grand Guide 87* d'Henry Lemaire vient de paraître (toutes les meilleures tables de Belgique intelligemment présentées, la cuisine notée de 80 à 100, le décor de 1 à 4 étoiles, une tasse d'or pour consacrer les meilleurs cafés. Des notes de 80 à 100, donc, pour les grandes tables de cuisine exceptionnelle : Apiculus à Gand, Comme

chez soi et Brunau à Bruxelles, avec 92 ; Villa Ioraine à Bruxelles, Van Dijk à Anvers, Eddie Van Mele à Wommel et le Saint-Hubert à Pittern, avec 91 ; et onze maisons notées 90/100.

Deux bonnes adresses relevées par Jacques Kotter (dont la revue le *Guide des connaissances* se révèle la seule valable en Belgique et l'une des meilleures de la francophonie) : l'Hostellerie Savarin à Roselare-Roulers en Flandre, et le Prévert à Ham-sur-l'Heure. Kotter s'est enchanté aussi d'un bistrot de Biersel, aux environs de Bruxelles, tenu par M. et M^{me} Saint-Lé.

La Pomerale Joutfroy (36, rue Joutfroy, tél. : 42-27-39-41) est désormais ouverte aussi le dimanche. Jean-Luc Osouf, qui a encore enrichi sa carte des calvados, vous propose actuellement un pot-au-feu de poulet et lapin sauce au gingembre robotisé.

Dès le mois de mai, un nouveau restaurant (soixante couverts) ouvrira ses portes à l'hôtel de Paris de Monte-Carlo : le Restaurant Louis XV. Le nouveau chef des cuisines, Alain Ducasse, y proposera

entre autres les supions méditerranéens à l'étoffée de tomates, le loup en pavé cuit croustillant et son jus de pipérade, l'agneau de lait à la broche avec son ragout de fèves, etc.

Jean-Jacques Jouteux, revenu aux Semailles (3, rue Stenlein, tél. : 48-06-37-05), n'y sert, chaque repas, que quinze couverts pour un prix de 300 F. Des plats dont il décide chaque jour l'opportunité. C'est son « petit théâtre de la table ». A vous d'applaudir si vous êtes gourmets.

Les vrais « grands » chefs sont modestes. Laissons la légion d'honneur aux tapageurs de la nouvelle cuisine. Emile Tabouret, chef du Bristol, a su se contenter du mérite agricole. Il l'a bien gagné !

L. R.

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

Auvergnates

AKTOIS ISIDORE ROUZEYROL, 13, r. d'Artois, 9, 42-25-01-10. F. sam. dim.

Bourguignonnes

CHEZ PIERROT, 18, rue E-Marcel, 45-05-45-17-64. F. sam. dim. Cuis. bourg.

Bretonnes

TV COZ, 35, r. St-Georges, 48-78-42-95. F. dim. lundi. POISSONS, COQUILLAGES, CRUSTACÉS.

Françaises traditionnelles

RELAIS BEULMAN, 37, r. François-1^{er}, 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cuis. élég. Fermé samedi, dimanche.

Fruits de mer et poissons

LA BONNE TABLE, 45-39-74-91. COPENHAGUE, 1^{er} étage, 42, r. Friant. PARKING. Spéc. POISSONS.

Lyonnaises

LA FOUX, 2, rue Clément (6^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.

Sarladaises

LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, 9, 45-22-23-62. Cassoulet 78 F. Confit 78 F.

Sud-Ouest

LE PICHET, 174, r. Ordener, 46-27-85-28. F. dim. Grillade. Poisson. P.M.R. 130 F.

Le Repaire de Cartouche

47-00-25-86, 8, boulevard des Filles-de-Calvaire (11^e). F. sam. midi, dim.

Danoises et Scandinaves

142, av. des Champs-Élysées, 45-38-41. COPENHAGUE, 1^{er} étage. FLORA DANICA et son agréable jardin.

Espagnoles

EL PICADOR, 80, bd Badguelles, 43-87-28-87. F. lundi-mardi. Env. 150 F.

Ethiopiennes

ENTOTO, 45-87-08-51. F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13^e. Dorowott, Beyayenotou av. l'Indjara.

Hongroises

LE HONGROIS DE PARIS LE PAPRIKA, 43, r. Poliveau, 9, 43-41-45-86. Orchestre cigane de Budapest. Ts les soirs.

Indiennes-Pakistanaïses

MAHARAJAH, 72, bd St-Germain, 43-54-26-07. T.L.I. M^{re} Maubert. PRIX RAIL 94 : meilleur curry de Paris. « Grill 60^e » de la gastronomie indienne.

Islam-Abad

ISLAM-ABAD, 11, rue Hondon, 18, 43-57-76-76. T.L.I. TANDOORI-CURRY.

Italiennes

L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Mouches, 13^e. 45-89-08-15. F. dim. lunch. EMILIE ROMAGNE.

Marocaines

AISSA, 5, rue St-Benoit, 45-48-07-22. 28^e à 8^e h. 15. F. dim. et lun. Devient LA BONNE TABLE DE FES. Même direction, même cuisine depuis 1963. COUSCOUS. PASTILLA. TAGINES. Râs à part. 17 h. Carte blanc.

Portugaises

SAUDADE, 34, rue des Bourdonnais, 1^{er} (Châtelet), 42-36-70-71. Serv. 23 h. F. dim. Spécialités portugaises. PRIX MARCO POLO CASANOVA 14.

Vietnamiennes

NEM 66, 66, rue Lauriston (16^e), 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuis. légère. Grand choix de grillades.

Salons pour déjeuners d'affaires et banquets

ALSACE A PARIS 43-26-89-36. Salons de 10 à 60 couverts. Tous les jours, 9, place Saint-André-des-Arts (6^e). Service traiteur.

Service traiteur

MAHARAJAH, 72, bd St-Germain, 9, 43-54-26-07. Spéc. indiennes-pakistanaïses.

JEUX

échecs

N° 1213

LA PATTE DE KASPAROV

(2^e Tournoi OHRRA, Bruxelles, 1986)
Blancs : R. HUBNER
(Allemagne fédérale)
Noirs : KASPAROV (URSS)
Défense Grünfeld.

1. d4 Cf6 21. Rf1 (0) f5 (p)
2. e4 g6 22. Re2 Cc4 (0)
3. Cc3 g5 23. Ca4 Td6
4. Cc4 f7 (0) 24. f3 f6
5. Dd4+ (a) f7 (0) 25. f4 f5
6. Dd3 dxc4 (0) 26. gxc3 Cx4
7. Dxc4 (d) 0-0 27. Rg3 Tg6
8. f4 (0) 28. f5 f7 Cg2+
9. Dd3 (g) 29. Rg2 Txc3
10. f5 (g) 30. f6 Cx4+
11. f6 (0) 31. Rf1 Cg6
12. Cx4 f6 32. Td2 (0) Tg8
13. Cxh5 (0) a6 Cxh2+
14. Ca3 Dd4 (0) 34. Rg1 Cx4 (0)
15. Dc2 Cg6 35. Td1 Rf4 (v)
16. Dd2 Dxc2 (0) 36. f5 (w) Tg3+
17. Dxc5 Cx4 37. Rg1 Tg3+
18. 0-0 Cx3 (m) 38. Rg1 Cx2
19. Td1 (a) Td8 39. Ab5 (x).
20. Td1 Td8

NOTES

a) Un système dit à Florin.
b) Une répétition supérieure à la suite 5... c6 qui donne aux Noirs un jeu peu facile après 6. exd5, Cxd5 : 7. f4, Cb6 : 8. Dc2, f5 : 9. Cc5, f6 : 10. f3, 0-0 : 11. Ta-d1, Cb8-d7 : 12. f2, Dd8 : 13. f4 ou 12. Cf3, Tg8 : 13. f2, f5 : 14. 0-0, Dc7 : 15. b3. A considérer est aussi 5... Cc6, une continuation rarement jouée, bien que les Blancs obtiennent d'intéressantes perspectives après 6. f5, Cc4 : 7. exd5, Cxc3 : 8. bxc3, Dxc5 : 9. f3, 0-0 ;

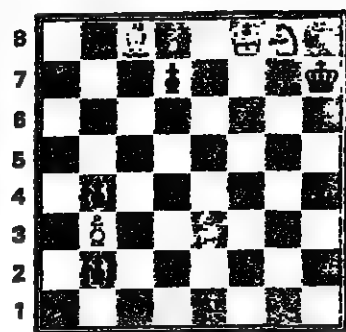
10. Dd5, f6 : 11. Cd2 (Kavalek-Westerman, Venise 1971).
c) 6... f6 est moins prometteur : 7. f4, dxc4 : 8. Dxc4, 0-0 : 9. f3, Cb6 : 10. f2, f5 : 11. 0-0, Cb6 : 12. Dd3 (Kas-Korchnoi, URSS, 1955).
d) 7. Dxc5 est dangereux pour les Blancs : 7... Cc6 : 8. f4, Td8 : 9. Dxc7, Dxc7 : 10. f5, Txb2 : 11. f3, 0-0 : 12. Tg1, Tg5 : 13. f2, Cb4 : 14. Cc5, f6 et les Noirs ont une nette initiative (Kovacs-Polli, Vienne, 1949).
e) 8. f3 ne donne que l'égalité : 8... Ca6 : 9. Dd3, g5 : 9. f4 est faible à cause de 9... Ca6 : 9. f4, Td1, g5 : 10. dxc5, Da3 : 11. f4, Ta-c8.
f) Au lieu d'entrer dans le système Smyslov par 8... f6, le champion du monde a recouru à une variante très peu connue dont les complications sont peu claires. D'autres possibilités sont 8... c6 : 8... a6 : 8... Cc6 et 8... Ca6.
g) 11. Que se passe-t-il exactement après 9. Cxb5, f5 (si 9... Cx64 : 10. Cxg7) : 10. Dxb5, Cx64 : 11. Dd7, g5 : 12. Dxc6, Da3+ ? Au prix d'une T, les Noirs ont obtenu un dangereux contrejeu et peuvent enfoncer la D et la contraindre à s'échapper pour une deuxième T tout en conservant de riches possibilités tactiques.
h) On 10. Dxc5, Ca6 : 11. f5, Cg4.
i) L'avance des pions noirs y et b donne d'excellents résultats puisque le

centre ennemi, miné à sa base, doit sauter.
j) Et non 13. Cxb5 ? a6.
k) Obtenir une telle position, pour les Noirs, dans une « défense Grünfeld » au quatorzième coup, voilà qui se produit peu souvent. Les Noirs peuvent être satisfaits du succès de la variante aventureuse 8... b5. Premier résultat : les Blancs ne peuvent roquer. Si 15. 0-0, Dxc5 : 16. g3 (ou 16. f4, Dd4+ : 17. Rb1, Cc2+) Dd5, etc.
l) La patte du champion du monde. L'échange de D est pratiquement forcé (le roque étant toujours impossible) et la finale est favorable aux Noirs en raison de leur avance de développement et de leur meilleur jeu figural.
m) Fixant le pion b2.
n) Afin de libérer le F-D.
o) Les C blancs sont paralysés : si 21. Cc3 joue, Cxb2 : si 21. Cc4, fxc4.
p) Enlève la case d4 au Cg3.
q) Et la case c4 au Ca3.
r) La première sortie du F-D.
s) Le champion du monde ne lâchera plus son adversaire.
t) Et non 32. Txb7, Txd2+ suivi du mat.
u) Egalité de matériel mais le Blanc est pris dans un réseau de mat.
v) Tout est maintenant minutieusement mis en place.

w) Si 36. Txd4, Cc2+ et si 36. fxf4, Txf4 : 37. Rg2, fxf2.
x) Devant la menace 39... Cf3 mat.
SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1212
M.S. LIBURKIN
1940
(Blancs : Rd4, Df5, Ff1, Cb8, Pp2, Noirs : Rb6, Db3, Ch8, Fb2, Pp5, b7, p3)
1. Df6+, Rb7 ; 2. Dxc8, Da4+ ; 3. Rb3, Da8 ; 4. Fa6+, Ra7 ; 5. Dg7+, Rxc8 ; 6. Dxc5+, Ra7 ; 7. Da5! crée une étonnante position dans laquelle les Noirs n'ont plus grand choix : la D noire ne peut aller sur les cases blanches c6, d6, e7, c6, d5, d4 à cause du retrait du Fd5 avec échec et gain de la D ; restent les cases noires f6 et h6 mais après 7... Df8 (h8) : 8. Fd2+, Rb7 ; 9. Ff3+ et 10. Da8+ la D noire est également perdue. De même après 7... Fg1 : 8. Fd2+, Rb8 ; 9. Dc5+, Ra7 ; 10. Da1+ et le F noir tombe.
7... b6 ; 8. Fg8+, Rb8 ; 9. Dd8 retrouve une position identique mais l'échiquier a tourné et les Noirs sont encore en zugzwang, h5 : 10. Fa6+, Ra7 ; 11. Da5, b4 ; 12. Fg8+, Rb8 ; 13. Dd8! maintenant le zugzwang est total, le pion h6 doit blâmer.
13... Fg1 : 14. Fg4+, Ra7 ; 15. Da5+, Rb8 ; 16. Dc5+, Ra7 ; 17. Da1+, Rb8 ; 18. Dxc1 et les Blancs gagnent. Un bon travail sur le thème du balancer.

ÉTUDE
N° 1213

A. S. NASANIAN
(1937)



BLANCS (5) : Rf6, Fc8, Cg8, Pp3 et f3.
NOIRS (4) : Rb7, Pp4, b2, d7.
Les Blancs jouent et gagnent.
CLAUDE LEMOINE.

bridge

N° 1211

UN ÉLÉMENT DÉCISIF

Une bonne défense doit s'efforcer de reconstruire la main du déclarant et pour y parvenir un des éléments décisifs est la ligne de jeu adoptée pour essayer de gagner le contrat.
♠ 765
♥ AV64
♦ DV1073
♣ D
♠ R1032
♥ D73
♦ 05
♣ AV963
♠ V4
♥ R982
♦ 064
♣ 8542
Ann. : S. donn. E-O. vuln.
Sud Ouest Nord Est
Tintin de Chazal Guizardi M. Perez
1 SA passe 2 3 SA 3 passe...
Ouest a entamé le 6 de Trèfle pour la Dame, le 5 d'Est et le 7 de Trèfle de Sud. Le déclarant a joué le 5 de Pique du mort pour le 4 d'Est et le 9 de Pique de sa main. Comment Sheila de Chazal, en Ouest, a-t-elle fait chuter TROIS SANS

ATOUT ? Quel a été son raisonnement ?
Réponse :
Seuls les Trèfles pourraient faire chuter le contrat, mais il faut trouver la rentrée du partenaire car, si Ouest rejoue Trèfle, il risque de livrer la neuvième levée.
En tout cas Ouest sait :
1) Que Sud a le Roi de Trèfle et qu'Est a quatre Trèfles plutôt que deux Trèfles car, en fournissant le 5, il a certainement annoncé un schéma Sud, qui a montré quatre cartes à Pique, n'aurait vraisemblablement pas ouvert de 1 SA avec une distribution 4-2-2-5 ;
2) Que Sud a les Carreaux matres, sinon il aurait commencé par affranchir cette couleur. En règle générale, quand un déclarant ne touche pas à une belle couleur du mort, c'est parce qu'il y détient les gros honneurs qui manquent et qu'il a besoin de chercher des levées ailleurs ;
3) Que Sud a 7 points à Carreau et certainement A D V ou A D à

Pique (pour avoir joué cette couleur), et qu'on peut en déduire sans grand risque que Sud ne peut jouer le Roi de Carreau car il aurait alors ouvert de 2 SA.
C'est grâce à ce raisonnement que Sheila a contre-attaqué le 7 de Carreau après avoir pris la main avec le 10 de Pique ; ensuite, quand Micheline Perez a pris la main avec le Roi de Carreau, elle a rejoué Trèfle pour la chute.
A la plupart des autres tables Ouest a rejoué Carreau en espérant qu'Est avait l'As de Carreau. Le déclarant a pris au mort et a rejoué Pique pour affranchir le 8 de Pique, la neuvième levée.
Joséphine pour un grand
La convention de Joséphine qui avait été adoptée en 1936 dans le système Culbertson malgré l'opposition de Joséphine Culbertson est, après le Blackwood, qui date de la même époque, la convention de création la plus connue. Depuis sa création il y a un demi-siècle, elle a été

régulièrement utilisée par tous les experts, et la donne suivante jouée par Trézel au cours du tournoi par paire du Festival de Deauville de 1965 en est l'illustration la plus simple.
♠ AD10874
♥ 74
♦ 0V
♣ 9843
♠ V3
♥ DV962
♦ DV93
♣ DV106
Ann. : N. donn. Pers. vuln.
Ouest Nord Est Sud
— 3 2passe 5 SA
passe 7 3passe 7 SA...
Ouest a entamé le 9 de Pique pour le 4 de Nord et le Valet d'Est, comment Trézel a-t-il joué pour réussir le GRAND CHELEM A SANS ATOUT contre toute défense ?

Note sur les enchères :
L'annonce directe de « 5 SA » demandait au partenaire d'annoncer le grand chelem (dans le cas où le joueur d'annonce n'avait pas de deux des trois plus gros honneurs de cette couleur. Nord ayant l'As et la Dame a donc répondu « 7 Piques » et Trézel a dit « 7 SA » pour marquer 10 points de plus (ce qui est important en tournoi par paires).
Courrier des lecteurs
Les champions américains (1201). — Dans cette donne, écrit Claude Martin, il était possible de jouer également 3 SA qui peuvent être réussis sur l'entame du 3 de Trèfle si on joue tout de suite Carreau pour éliminer cette couleur d'Ouest afin de terminer par une dernière mise en main sur Ouest...
Il était difficile de parvenir à 3 SA plutôt qu'à 4 Carreaux car, au deuxième tour, l'enchère de 3 Carreaux par Nord aurait indiqué un bicolore et non pas une main très forte avec l'As de Carreau second.
PHILIPPE DRUGNON.

dames

N° 294

LE CHAMPIONNAT DU MONDE

Novembre, décembre 1986 (Groningue)

Blancs : A. Dybman (URSS)
Noirs : L. Guisard (France)
Cherbourg : Roonenburg - pion Ouest

1. 33-29 19-23 30. 40x49 29x40
2. 34-30 20-34 (b) 31. 45x34 8-12
3. 40-35 20-34 (c) 32. 34-29 23x34
4. 29x28 15x24 33. 30x39 (j) 15-20
5. 30-25 (d) 16-14 34. 37-31 12-18 (k)
6. 45-40 5-10 35. 39-34 20-24
7. 38-45 10-15 36. 34-30 18-23
8. 34-30 17-23 37. 38-33 13-18
9. 31-36 11-17 38. 31-27 9-13
10. 36-31 (a) 7-11 39. 42-38 23-29 (l)
11. 32-27 2-7 40. 47-42 18-23
12. 37-32 23-28 (m) 41. 41-36 13-18
13. 41-37 17-21 42. 45-37 (n) 4-10
14. 36x17 12x21 (p) 43. 33-28 38-45
15. 46-41 11-17 44. 37-31 15-20
16. 38-33 6-11 45. 27-22 (q) 18x27
17. 33-22 17x28 46. 31x11 6x17
18. 42-38 11-17 47. 49-43 17-22
19. 39-33 7-11 48. 28x17 21x12
20. 33-22 17x28 49. 43-39 29-34 (o)
21. 48-42 1-6 50. 32-27 34x21
22. 39-34 11-17 51. 26x8 23-28
23. 43-38 24-29 (r) 52. 8-2 (p) 28-33
24. 49-39 28-33 53. 2-13 19x2
25. 39-28 18-22 54. 30x18 16-21 (q)
26. 27x18 13x31 (r) 55. 25x14 23-27
27. 31-26 8-13 56. 18-4 27-31
28. 49-44 3-8 57. 36x27 33-39
29. 44-39 33x44 58. 4-9 Abandon (r)

NOTES
a) De très loin le coup le plus usuel dans le jeu moderne.
b) Autre voie très recherchée actuellement : 3. 40-35 (14-20) ; 4. 44-40 (10-14) ; 5. 44-40 (14-19) ; 7. 30-24 (19x30) ; 8. 35x24 [A. De Hoog-Bakker, Alpbach, décembre 1985].
c) 3. 40-35 (14-20) ; 4. 44-40 (10-14) ; 5. 50-44 (17-22) ; 6. 30-24 (19x30) ; 7. 35x24 (5-10) ; 8. 31-27 (22x31) ; 9. 36x27 [Lith-Limousin, Don Boeck, octobre 1985].
d) A ce championnat du monde, le GMI néerlandais Verma, face à Dybman, joua 3... (17-22) suivi de coup d'observation puis d'une série d'échanges : 4. 44-40 (11-17) ; 5. 38-33 (10-14) ; 6. 42-38 (4-10) ; 7. 30-25 (4-10) ; 8. 47-42 (1-6) ; 9. 30-44 (22-28) ; 10. 33x22 (17x28) ; 11. 34-30 (23x34) ; 12. 32x23 (19x28) ; 13. 40x25, etc.
e) Lors du tournoi de Yamoussoukro de septembre 1986, le maître norvégien D. Kousni et le maître malien S. BA pratiquèrent la suite : 5. 45-40 (10-14) ; 6. 50-45 (5-10) ; 7. 30-25 (10-15) ; 8. 34-30 (17-22) ; 9. 32-28 (22x33) ; 10. 38x20 (15x24) ; 11. 25-20, etc.
f) On retrouve ce style de jeu sobre, efficace de Dybman, qui paraît étranger à la notion de haute positionnelle.

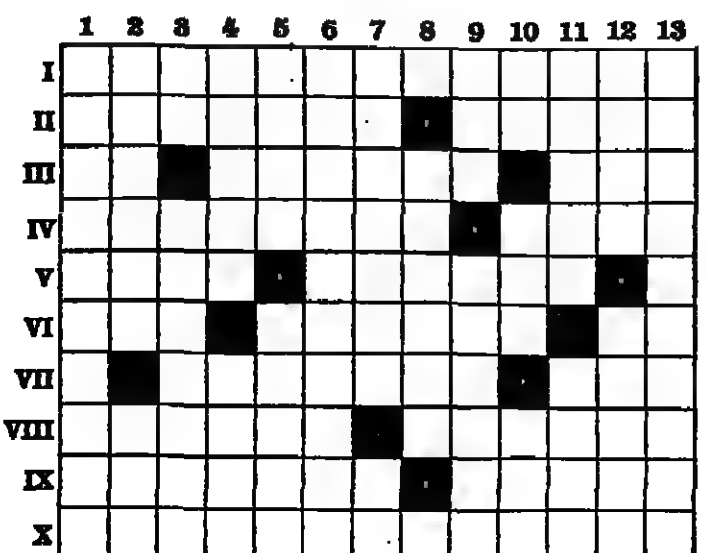
g) Le GMI français apporte la première note de panache en s'infiltrant dans le cou du dispositif adverse.
h) Les Noirs confirment leur détermination de prendre la direction du combat.
i) Toujours le sans-faute.
j) Splendide de détermination et d'opportunité.
k) Les Blancs se sont procuré un immense ballon d'oxygène.
l) Pour éviter le clouage de l'aile droite.
m) Plaçant un pion Ghestem dans d'excellentes conditions, les Blancs ne peuvent pas de contre-jeu sur leur aile droite pour chasser cette écharde.
n) Peut-on sérieusement parler sur les chances du GMI soviétique ?
o) Forcé positionnellement.
p) Après un travail fantastique depuis le tout début, le GMI français fait une chute mortelle. Une telle faute laisse abasourdi de stupeur. Si près du but, de la nulle, sinon du gain !
q) Dans !
r) Sans doute étonnés, les Noirs commencent une nouvelle fausse. Il fallait aller à dame au pas de course.
r) Par infériorité numérique.

Problème LECOMTE
(1967)
Les Blancs jouent et gagnent en deux temps.
Le mécanisme, dépeint mais assez subtil, repose sur une application du coup noir. Ce thème illustre deux règles de base :
— Règle de la priorité à donner à la prise au jeu.
— Règle qui ne permet de prendre les pièces qu'après exécution de la rafle.
La solution de cette miniature est accessible, sans le recours à son indication, aux damistes ayant assimilé, sous

sa forme schématisée, les caractéristiques de ce thème du coup noir.
● SOLUTION : 28-22 (40x49) 36-30 (25x34) 43-39 E (la prise du mécanisme) (49x29) (l'illustration des deux règles rappelés ci-dessus) 33x2 (34x43) 2x49 L, éligant !
Un instrument indispensable pour progresser rapidement : l'organe officiel de la FFJD depuis 1948. Depuis huit ans, cette revue comporte vingt-quatre à vingt-six pages et elle est servie à raison de onze numéros par an. Nombreuses analyses de parties de grands maîtres, multiples combinaisons de haut niveau avec l'indication des solutions, problèmes par des auteurs de différents pays, informations sur les clubs, sur les compétitions, etc. Montant de l'abonnement annuel : 130 F pour la France et 170 F (par avion) pour l'étranger. Le règlement doit être établi à l'ordre de la Fédération française du jeu de dames et adressé directement à son secrétaire général : Henri MACAUX, BP 113, 33041 Bordeaux. Se recommander du chroniqueur.
JEAN CHAZE.

mots croisés

N° 442



ne l'avait jamais vu. Il faut qu'elle tourne pour avancer. — IX. Un couvrir complètement bouleversé. Jonction. — X. Femmes d'action.
Horizontalement
I. Il agit dans la clandestinité. — II. Fait les annonces. Quand il s'installe il se s'annonce pas. — III. Maître de doigt. Sûrement content. Quand on en prend et qu'on en laisse. — IV. Extrêmement drôle. Reines de l'imaginaire. V. Algérienne. Sentimentaux, le plus souvent. — VI. Pour les ours. Montre sa force au Proche-Orient. Tout s'y trouve. — VII. Définitif. Possessif. — VIII. On

anacroisés
N° 442
Horizontalement
1. AABILNPS (+ 2). — 2. AABEGG. — 3. EEDNNS (+ 1). — 4. AEGINNU. — 5. REISTUV. — 6. AEOPRTTU. — 7. BEEMRTT (+ 1). — 8. AEEEGNNNO. — 9. ADCISS. — 10. ADILNRU. — 11. AEEGINPS. — 12. AINOOST. — 13. EEEENTT. — 14. BEEIRS (+ 2). — 15. AACHMNO. — 16. EIPSTTU.
Verticalement
17. AABGNRS (+ 2). — 18. ABCELOP. — 19. AELMSU (+ 2). — 20. AEMPSU. — 21. DEIOST. — 22. ABEINS (+ 1). — 23. ABELOTTU. — 24. AAEENNST. — 25. EIRSTU (+ 1). — 26. DEENNV. — 27. AADNRV (+ 1). — 28. CERSUUV. — 29. AALITT. — 30. AEOSSUV. — 31. GINOPSU. — 32. AIOSTT. — 33. ABEENNT. — 34. HINOOST. — 35. EERRSSUV (+ 1). — 36. AERGNUX.
SOLUTION DU N° 441
1. FRANCAIS (FRANCISA). — 2. POBLAT (PELOTA). —

3. LUZERNE. — 4. EGALABLE. — 5. VAURIEN. — 6. ORIGANS (GARIONS etc.). — 7. NEGRIER (INGERER GRENIER). — 8. SONGEUR (SURGEON). — 9. ONE-REUX. — 10. CENURE, ou comure, ténia du chien. — 11. FERALIES (ALIFERES SALIFERE FELERAIRES). — 12. TERRAIN (RATINER RENTRAI TERRAIN TRAINER). — 13. ATTISEE (AETITES ETATISE ETETAIS SAETTES SAETITE). — 14. ARSE-NISE. — 15. LOTTIMES. — 16. TURDIDE. — 17. SQUATTE (TAQUETS). — 18. REELISE (LISIERE RELIEES). — 19. FRE-ROTS. — 20. COTYLES (SCOLYTE). — 21. REOPERE. — 22. ACARIEN (CANERAI CANENAD). — 23. GAUFRAI. — 24. CRAVATE. — 25. REARMAT (MARATRE TRAMERA). — 26. UPERISE (EPIEURS EPUISER). — 27. ILLUSTRE (TULLIERS). — 28. ANESSE (ANSEES ASSENE). — 29. PELEENNE. — 30. ETEULE. — 31. ORANGEE. — 32. ASTERIE (ATRESIE). — 33. LESSIVE. — 34. TASSILLI plateau de grès sablonneux (LISSAIT LISTAIS). — 35. TAMARIX. — 36. EXEGETE.
MICHEL CHARLEMAGNE
et MICHEL DUGUET.

Le Monde SPORTS

Le choix des sites pour les JO d'hiver de 1992 en Savoie

Killy hors Jeux

CHAMBERY
de notre correspondant

Le prestigieux champion du monde de ski Jean-Claude Killy, remarquable sportif et homme d'affaires avisé, a finalement chuté sur un problème de « palissades ». « Je ne pensais pas que les clôtures de nos pâturages soient des obstacles à la réalisation d'un événement mondial. Je voulais organiser des jeux pour le sport et les athlètes, et surtout dans le cadre de la réalité économique. Cela ne me paraît plus possible. Je laisse le place à ceux qui peuvent différencier. La plus belle de mes victoires reste d'avoir contribué à offrir à la Savoie les JO », Jean-Claude Killy annonçait ainsi, épuisé, depuis Genève, ville dans laquelle il réside depuis ses trois victoires aux Jeux de 1968 à Grenoble, sa décision « irrévocable » d'abandonner, dix-sept jours après son entrée en fonctions, le poste de président exécutif du Comité d'organisation des Jeux olympiques (COJO) d'Albertville.

Jean-Claude Killy n'a pas supporté que la Savoie, dans laquelle il s'était investi sans compter depuis quatre ans, lui résiste, dresse devant lui des barrières de mots et de reproches, stoppe pendant quelques heures ou quelques jours le « schéma » qui aurait dû lui permettre de construire au mois de février 1992 « les plus beaux jeux d'hiver de l'histoire de l'olympisme ».

Pour organiser cet événement mondial, Jean-Claude Killy s'était entouré des principaux collaborateurs du député et président du conseil général de la Savoie, Michel Bernier. Composé de techniciens de haut niveau, comme l'actuel préfet de la Mayenne, François Lépine, cette équipe, qui remporta le 17 octobre dernier à Lausanne une superbe victoire face à six autres villes candidates, avait sa mettre en place, selon M. Lépine, « un dossier technique supérieur, une connaissance

excellente et une action relationnelle parfaite ».

Parcourant le monde entier pour « vendre » la Savoie auprès des quatre-vingt-dix membres du Comité international olympique (CIO), l'équipe de la candidature pouvait compter, d'autre part, sur la mobilisation de toute une vallée, la Tarentaise, d'un département, la Savoie, et d'une région, Rhône-Alpes. Fière d'une telle façon par Michel Bernier, le dossier d'Albertville satisfaisait toutes les parties, créant un consensus général autour de lui, alors que les retombées politiques devaient, dans l'avenir, bénéficier essentiellement à l'actuel président RPR du conseil général de la Savoie.

Vent en poupe

« La candidature est une chose, l'organisation en est une autre », explique un proche collaborateur de Michel Bernier.

De là, très certainement, viennent toutes les incompréhensions et la crise qui a éclaté brusquement au début de cette semaine, lorsque Jean-Claude Killy annonça aux élus de la station des Mémoires que leur village des peignes n'accueillerait pas, en 1992, la descente et le super-géant, qui seraient ainsi repéchés sur la station voisine de Méribel.

Jean-Claude a été victime de son entourage de technocrates, analyse l'ancien champion olympique Léo Lacroix, conseiller technique des Mémoires depuis quinze ans. « Ni lui ni ses amis n'ont saisi la dimension humaine et culturelle qui a motivé la population, notamment de notre vallée, les Bellevilles, pour le projet des JO. Les jeux devaient être une immense fête. On nous en a privé ».

M. Pierre Jomard, directeur des remontées mécaniques de Val-Thorens, station également située sur la commune de Saint-Martin-de-Belleville, explique ainsi l'attitude des responsables du COJO : « Ils étaient sur une vague porteur, ils avaient le vent en poupe. Ils avaient gagné les Jeux et ils pensaient ainsi que rien ne pouvait leur résister. Mais ils se sont trouvés devant un foyer de résistance ».

Sept cents moniteurs, pisteurs, employés des remontées mécaniques, les enfants des écoles, des hôteliers et des commerçants ont « accompagné », jeudi 30 janvier, leur maire, M. Georges Cunin, pour rencontrer, avec ses collègues des futurs sites olympiques — qu'ils soient ou non confirmés, — le président du conseil général. « Nous voulons l'application de la Constitution, rien que la Constitution, mais toute la Constitution », martelait l'élu des Mémoires lors de son entrée à la préfecture.

Le resserrement des sites avait été décidé par l'équipe de la candidature dès le mois de juin 1986. Quatre mois avant la réunion du CIO qui devait choisir la ville organisatrice des JO de 1992, les représentants des fédérations sportives invités en Savoie et les experts du CIO avaient mis l'accent sur la trop grande dispersion des lieux de compétition pour le ski alpin, qui s'étendaient sur une distance d'une soixantaine de kilomètres, entre les Mémoires et Val d'Isère.

Erreur d'impression

Pour les six épreuves masculines et les six courses féminines, quatre stations — les Mémoires, Méribel, Tignes et Val d'Isère — avaient été retenues. Quelques jours avant la réunion de Lausanne, le cinquième numéro du très officiel journal de la candidature faisait discrètement disparaître les Mémoires d'une carte publiée sous le titre « Organisation générale des Jeux : une parfaite concentration des sites ».

Interrogé alors sur cet oubli, Michel Bernier attribua à une « erreur technique d'impression ».

Mais devant l'assemblée générale du Comité international olympique, qui écouta, le 15 octobre, une dernière fois les représentants d'Albertville, Michel Bernier déclara : « Nous sommes capables, si votre comité, les fédérations internationales et les experts le souhaitent, de proposer un dispositif encore plus compact ». La cause était alors entendue, mais par les seuls membres du CIO : certaines stations (candidates) seraient privées des Jeux.

Après des responsables des stations concernées par le resserrement des épreuves sportives, Michel Bernier et Jean-Claude Killy tirèrent un langage courtisé mais ambigu, laissant planer jusqu'au 25 janvier un « flou artistique » sur leurs intentions. Le 13 janvier, jour où il accepta enfin de présider le COJO, Jean-Claude Killy reconnut seulement que les pressions des fédérations sportives et du CIO démontraient fortes, alors que sa décision était déjà très certainement prise.

Après avoir rencontré, jeudi après-midi, les maires des stations pour leur confirmer sa décision de renoncer à être le « manager » des Jeux, Jean-Claude Killy expliqua avec sobriété qu'il avait « une certaine vision des Jeux, peut-être un peu euphorique car il voulait les renouveler dans la rigueur économique ».

Il conclut sa courte déclaration par cette phrase assassine : « Je suis un chef d'entreprise, non un politicien ».

Jean-Claude Killy pensait disposer des « pleins pouvoirs » pour édifier ces Jeux. Au lendemain de la désignation de la cité savoyarde, l'après-midi, et finalement très sportif de la Savoie olympique a fait place aux réalités économiques, parfois les plus égoïstes. Ces dernières ne correspondaient plus à celles qui s'étaient fixées Jean-Claude Killy, qui n'a pas voulu que s'élève, sur un parcours qu'il pensait parfaitement basé, la moindre base.

CLAUDE FRANCHILLON

Le fonceur manque une porte

Il ne faut pas prêter aux hommes plus qu'ils ne peuvent donner. Jean-Claude Killy est-il bien le phénix que les médias se sont plu à dépeindre lorsque Albertville a été retenue pour organiser les Jeux olympiques d'hiver en 1992 ? Parce que l'inoubliable champion olympique de Grenoble est le seul skieur alpin, avec l'Autrichien Tony Sailer, à détenir trois médailles d'or, parce que sa reconversion dans les affaires a été une réussite couronnée par l'oscar de l'exportation en 1985, parce qu'il est l'un des rares Français connus aux Etats-Unis, avec le général de Gaulle, tous les mérites de la victoire d'Albertville sur Sofia et Falun lui ont été attribués.

C'est faire peu de cas de la dynamique régionale créée par Michel Bernier, à la fois député et président (RPR) du conseil général du département, avec le concours d'une équipe active et soudée.

Qui est donc l'homme placé ainsi sur un piédestal ? Ce fils d'« émigrés » alsaciens qui a grandi à Val-d'Isère, après avoir connu la fortune sportive, n'est installé dans les quartiers chics de Genève pour préserver sa fortune tout court et son intimité avec l'ancienne actrice Danièle Gaubert.

Un grand paradoxe : ce champion, dont le manager des stars sportives, Mark McCormack, a fait une vedette de la communication aux Etats-Unis, est resté, à plus de quarante ans, d'une touchante timidité. Un trait de caractère qui s'accompagne généralement de brutalité dans les réactions. « Ce passe ou ce casse » était sa devise sur la neige. Il tomba beaucoup avant de gagner. Il perdit énormément avant de réussir dans l'industrie du vêtement de sport d'hiver.

Mais, au bout du compte, son tempérament à l'emporte-pièce lui a assuré le succès sur les deux terrains.

L'organisation des Jeux olympiques était une autre affaire. Jean-Claude Killy a scotché la gâche à l'américaine, fortament. L'œil rivé sur le bilan financier, sûr de son bon droit, Le Tarentaise n'est cependant pas le Far-West. Tous les Savoyards qui ont accepté pendant cinq ans d'investir dans la candidature attendaient en retour des égards et une infime parcelle des Jeux.

En annonçant à certains qu'ils devaient abandonner leurs illusions — et ils le devront inéluctablement — car telle est la volonté du CIO, — Jean-Claude Killy a commis plus qu'une erreur tactique, une faute. Cela a cassé. Après la réaction de ses anciens amis qui ont fait les beaux jours de l'équipe de France avec lui, il l'a instantanément comprise : il a démissionné comme il aurait abandonné après avoir manqué une porte dans un slalom.

La démarche est fondamentalement honnête. Mais elle révèle l'incapacité de l'homme à composer avec les réalités sociales et politiques de la Savoie, extrêmement complexes, et à développer une stratégie sinueuse de compromis pour imposer ses vues.

Après ce constat lucide, Jean-Claude Killy ne devrait pas revenir sur sa décision, malgré les pressions. Car, en se mettant hors jeu, il met à jour d'autres contradictions : il est chef d'entreprise, mais le CIO n'a retenu Albertville que pour écarter la candidature de Paris ; et que la Savoie olympique n'a été qu'une belle ambition, mais à condition que chacun ait sa part du gâteau.

ALAIN GIRAUDO.

LES HEURES DU STADE

Tennis

Grand Prix de Lyon. Du lundi 2 au dimanche 8 février, Palais des sports de Gerland.

Escalade

Open de France en salle. Samedi 31 janvier et dimanche 1^{er} février à Vaulx-en-Velin (Rhône).

Basket-ball

Championnat de France. Nationale 1 : dernier tour aller, samedi 31 janvier à 20 h 30 ; Premier tour retour, mercredi 4 février à 20 h 30.

Boxe

Championnat du monde des super-mouches (WBC). Antoine Montoya/Gilberto Román, samedi 31 janvier à Montpellier. Canal Plus à 22 h 20 (direct, codé) ; A 2 à 0 h 15 (différé).

Football

Championnat d'Espagne. FC Barcelone/Real Madrid, samedi 31 janvier au Nou Camp de Barcelone. Canal Plus à 20 h 30 (direct, codé).

Tir

Championnat de France (à 10 mètres, carabine et pistolet). Jusqu'au dimanche 1^{er} février à Beauvais (Oise).

Badminton

Championnat de France. Jusqu'au dimanche 1^{er} février à Gravelines (Nord).

Rugby

Championnat de France. Première division (matchs en retard du cinquième tour retour). Dimanche 1^{er} février.

Hockey sur glace

Championnat de France. Samedi 31 janvier. FR 3, dimanche 1^{er} février à partir de 14 h 30, Français-Volants/Brionnion en direct.

Athlétisme

Championnats de France universitaires en salle. Samedi 31 janvier et dimanche 1^{er} février à l'INSEP.

Marche et rations. Tentative de record du monde sur tapis roulant. Samedi 31 janvier à l'espace Mollat, à Paris.

Motocyclisme

Course sur glace. Demi-finale des Championnats du monde samedi 31 et dimanche 1^{er} février à Grenoble.

Natation

Meeting de Boulogne-Billancourt. Jusqu'au dimanche 1^{er} février.

Ski alpin

Championnats du monde. Jusqu'au 8 février à Crans-Montana (Suisse). A 2, samedi 31 janvier à partir de 14 h 55 ; TP 1, dimanche 1^{er} février à 11 h 30 et tous les jours en fin de matinée.

Voile

Coupe de l'America. Finale à partir de samedi 31 janvier à Fremantle.

Aventure

La Nuit de l'Aventure. Mercredi 3 février au Grand Rex à Paris.

Automobilisme

Les Vingt-Quatre heures sur glace de Chamonix. Samedi 31 janvier.

Patinage artistique

Championnats d'Europe. Du 3 au 8 février à Sarajevo.

Patinage de vitesse

Championnats du monde. Samedi 31 janvier et dimanche 1^{er} février à Sainte-Foy (Canada).

■ **BASKET** : Coupe d'Europe des clubs champions. — Face à une équipe italienne motivée et à dix mille spectateurs en délire, l'Elan béarnais a connu sa seconde défaite, le jeudi 29 janvier, à Milan. Les joueurs du Tracer Milan ont dominé dès le début du match une équipe française handicapée par la petite forme, pour cause de gâche, de leur meneur de jeu

Freddy Hufnagel. Cette défaite (84-75) n'empêche pas Orthez de conserver toutes ses chances de qualification pour la finale.

■ **SKI** : championnats du monde. — L'Américain Tamara McKinney a remporté jeudi, devant les favorites suédoises, le slalom comptant pour le combiné des championnats du monde de Crans-Montana.

VOILE : la Coupe de l'America

Duel sous le vent

Après quatre mois de régates éliminatoires dont il est sorti vainqueur des treize challengers, l'Américain Dennis Conner tentera, à partir de samedi 31 janvier, de reconquérir la Coupe de l'America qu'il avait cédée en septembre 1983 aux Australiens.

FREMANTE
de notre envoyé spécial

« Majesté, il n'y a pas de second », Dennis Conner a eu quatre ans pour méditer sur le bien-fondé de la réponse à la reine Victoria, attribuée aux amiraux anglais défaits par leur défaite face à la golette *America* sur un tour de l'île de Wight, le 22 août 1851. Si le plus vieux trophée du monde est aujourd'hui encore le plus convoité dans les milieux de la voile, c'est qu'il n'est plus seulement un symbole d'hégémonie sportive mais qu'il représente un enjeu économique dépassant les seules industries nautiques.

Situé à plus de 2 000 kilomètres d'Adélaïde, la ville la plus proche, isolée entre le grand désert Victoria et l'océan Indien, Perth, cité de 1,2 million d'habitants dans un Etat cinq fois grand comme la France, n'avait jusqu'ici trouvé qu'un moyen pour signaler son existence au reste du monde. Lorsque l'astronome John Glenn avait effectué son premier tour de la Terre à bord de la capsule Mercury, tous les habitants de Perth avaient allumé au même moment leurs maisons pour manifester leur présence à la pointe sud-ouest de l'Australie.

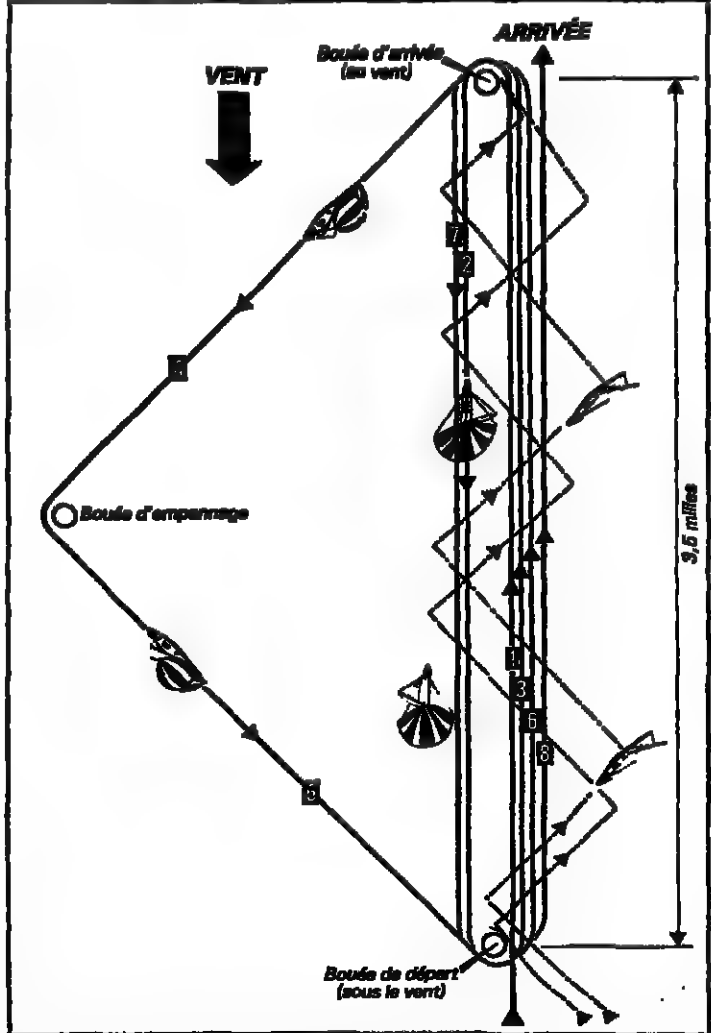
« Match racing »

La situation a bien évolué depuis le 26 septembre 1983 où l'équipage d'*Australia II* a ramené à Perth l'aigle d'argent de 124 onces, offerte par la reine Victoria. La Coupe de l'America a provoqué un boom économique sans précédent. Six millions et demi de dollars ont été investis dans les travaux d'infrastructures portuaires et la construction d'une marina pour les challengers. La création d'hôtels et de restaurants a coûté 60 millions de dollars et 40 autres millions ont été investis dans les industries annexes. Plus de dix mille emplois, parfois temporaires, ont ainsi été créés. Hélas ! le million de visiteurs attendus pour les régates n'a pas été au rendez-vous et les perspectives d'amortissement des dépenses seraient bien sombres si la Coupe de l'America quittait Perth à la mi-février.

Contrairement aux Jeux olympiques ou aux coupes du monde de football, la Coupe de l'America

seus après cent trente-deux ans d'invincibilité des skipper du Yacht Club de New York. Pour cette revanche, il ne retrouvera pas John Bertrand, le skipper d'*Australia II*, qui, reconverti dans les affaires, se contente de commenter les régates à la

télévision, ni même Alan Bond, le financier du défi. Ce dernier a été écarté de la défense du trophée par Kevin Perry, un autre milliardaire du Yacht Club Royal de Perth et par Iain Murray, skipper de *Kookaburra III*.



n'offre pas un grand spectacle à ses visiteurs. Plus question ici d'aller admirer les bateaux à quai, comme à Newport. A peine arrivés à leur ponton protégé par des vigiles, les 12 mètres II sont hissés hors de l'eau avec leur jume pour protéger carènes et appendices des regards indiscrets. Il reste, bien sûr, les régates que l'on peut suivre à bonne distance depuis les bateaux de spectateurs, moyennant 30 dollars australiens (135 francs).

Mais l'évolution des conditions météorologiques et des systèmes d'assistance à la navigation embar-

qués sur les 12 mètres II ont sensiblement modifié la physiologie des courses en atténuant leur caractère de duel corsaire par rapport aux coupes disputées à Newport.

Contrairement à la plupart des épreuves de voile qui impliquent la recherche de la solution la plus rapide pour rallier l'arrivée, la Coupe de l'America, disputée sous forme de duel entre deux bateaux, fait appel à la technique très particulière du « match racing » qui ne privilégie pas la vitesse mais la prise d'un avantage puis le contrôle de l'adversaire.

Dans le « petit temps » de Newport, le duel commençait dès les dix minutes précédant le départ où l'on voyait les deux bateaux se pourchasser sur des cercles très serrés, comme deux chiens qui tenteraient de se mordre la queue. Il s'agissait de s'imposer derrière son adversaire pour l'empêcher alors de virer de bord ou d'empanner et tenter de le pousser ainsi loin de la ligne de départ. A Fremantle, ces manœuvres ont été réduites pour ne pas user prématurément le matériel et les forces de l'équipage dans la brise.

Dans les vents très capricieux de Newport, il était primordial pour le bateau qui avait gagné le départ de toujours « couvrir » son adversaire, quitte à virer de bord autant de fois que lui, pour éviter qu'il ne bénéficie d'une meilleure rade. A Fremantle, Dennis Conner était confiant dans son timing pour franchir la ligne au coup de canon, dans son informatisme de bord pour tenir le meilleur cap et dans la supériorité de son bateau au près par vent de plus de 20 nœuds. Ainsi, lorsque la brise était bien établie, on l'a vu déglisser son adversaire pour rallier au plus vite la bouée au vent.

L'avantage acquis sur les bords de près compensait largement la perte de quelques secondes au vent arrière ou sur les deux bords de large où les écarts sont plus réduits. Ultime tentative d'intoxication ou test sérieux pour tenter de surmonter ce petit handicap ? A l'occasion de l'une des dernières sorties d'entraînement avant la finale, l'équipage de *Stars and Stripes* a hissé un nouveau spinnaker doté de trente-six pochettes qui augmenteraient la poussée vélique et régulariseraient les flux d'air autour de la voile.

Outre les qualités propres à *Kookaburra III*, plus manœuvrière et mieux conçue pour s'adapter à tous les types de temps, Dennis Conner devra encore redoubter l'agressivité de Iain Murray et de son équipage. Pas moins de quarante-trois réclames ayant entraîné quelques disqualifications ont été déposées au cours des régates entre les deux équipes. Cela a fait dire à Warren Jones, le directeur exécutif du défi d'Alan Bond : « Nos régates ressemblent à des combats de rue et celles des challengers à des sorties de slalom ».

GÉRARD ALBOUY.

Société

La révolte des enfants de 68

(Suite de la première page.)

Ne reconnaissent pas à la fois les comportements qui furent à l'origine du mouvement des cheminots ? Un mouvement dirigé d'abord contre des conditions de vie jugées insupportables, contre l'absence de perspectives professionnelles, contre des modes d'organisation et de commandement trop rigides. Prenant à contre-pied aussi bien les syndicats que la direction, la grève des cheminots exprimait la protestation d'une génération de jeunes travailleurs démoralisés, refusant soudain d'être maternellement soustraits aux nécessités de la technique et de la production.

Ces traits, on les retrouve, sous des formes différentes, dans les autres mouvements récents : refus de l'embauchement et de la hiérarchie chez les instituteurs ; refus des réformes imposées et de l'élimination par la sélection, désir d'être consultés, chez les étudiants et les lycéens.

« Ce qui s'est passé à la SNCF pourrait fort bien se produire ailleurs », nous dit Daniel Soubeyrand, chercheur à la COFREMAC. Les entreprises françaises en général ne sont pas adaptées à ce nouvel état d'esprit. Elles privilégient l'expérience, l'ancienneté. Elles ne savent pas tirer parti de l'énergie des jeunes, qui est tournée vers l'épanouissement personnel, l'autonomie, l'innovation, la prise de risques. Le résultat est que l'insatisfaction est en train d'augmenter chez les jeunes et qu'ils préfèrent s'investir dans d'autres activités. C'est pourquoi ils souhaitent davantage de souplesse horaire, de flexibilité de mobilité.

Des valeurs démocratiques

On pourra estimer que ce rejet des contraintes et de l'autorité, cette soif de satisfaction individuelle ont quelque chose de suicidaire dans une société harcelée par la guerre économique. Mais c'est un fait : les exhortations qui ont, de tout temps, permis de payer la peine des hommes — sans devoir, esprit maison, dévouement, service public, patriotisme, etc. — sont passablement démodées.

Des conquêtes fragiles

Les instituteurs de jadis acceptaient des salaires de misère parce qu'ils avaient la conviction d'assumer une tâche historique : émaner les enfants du peuple et construire la République. Les cheminots acceptaient les servitudes de leur métier parce qu'ils étaient fiers d'appartenir à la grande famille du chemin de fer, symbole du progrès technique et du développement rural. Aujourd'hui, mal payés et peu considérés, les uns et les autres ne se cachent pas de rechercher dans la fonction publique des compensations d'une autre sorte : la sécurité et une certaine liberté. Que cela aille leur soit compté, et la colère gronde.

Réaction égoïste d'enfants trop protégés ? Peut-être. Mais surtout d'une génération fragile, incertaine de l'avenir et attachée à ses maigres conquêtes. Les jeunes qui se révoltent ne sont pas toute la jeunesse. Ce n'est évidemment pas la jeunesse entreprenante des filières nobles (grandes écoles, formations scientifiques et médicales...). Ce n'est pas non plus la jeunesse sacrifiée des chômeurs et

des exclus du système scolaire (celle-là exprime son désarroi de façon plus sauvage, dans la délinquance, la marginalité urbaine ou la toxicomanie). C'est plutôt la jeunesse intermédiaire issue des classes moyennes ou populaires, qui est à la fois bénéficiaire et victime de la démocratisation de l'enseignement. Bénéficiaire, parce que l'école est pour elle le seul instrument de promotion. Victime, parce que les diplômés et les emplois auxquels elle peut prétendre ont tendance à se dévaluer.

Les lycéens et les étudiants qui ont manifesté en novembre sont, d'abord, ceux du technique, des séries A, B ou G, des premières années d'études littéraires et juridiques. Ceux qui sont le plus menacés par un renforcement de la sélection ou de l'orientation autoritaire — et qui, faute de mieux, deviendront... instituteurs ou cheminots.

Les conducteurs de train ont décidé de « poser le sac », lorsqu'ils ont compris que la future grille des salaires, avec son avancement au mérite, diminuait encore leurs chances — déjà faibles — de progresser. Dans les deux cas, la révolte est née de la crainte de voir l'avenir se boucher encore un peu plus et d'être davantage soumis à l'arbitraire.

Une fracture invisible

Ces événements ont fait apparaître la fracture qui existe entre la société et une partie de sa jeunesse. Fracture en partie invisible : la jeunesse de 1987 — contrairement à celle des années 70 — n'est ni en opposition ni en marge. Elle souhaite s'adapter, s'intégrer, travailler. Mais pas à n'importe quel prix. Quelque chose en elle s'est cassé, qui était l'héritage de la culture « bourgeoise » du XIX^e siècle : le respect des normes, la soumission aux règles, la sacralisation de l'effort et du devoir.

Après tout, les manifestants de 1986 sont les enfants de ceux de

1968. Ils sont le produit d'une éducation qui s'est voulue libérale, irrespectueuse, non conformiste. Pour la première fois peut-être dans l'histoire de France, une génération a grandi dans un paysage culturel entièrement transformé, marqué par la libération sexuelle, le déclin des pratiques religieuses, la transformation des relations familiales, l'explosion des loisirs et des voyages, le brassage des civilisations... Qu'on ne s'étonne pas que des tabous aient sauté.

La société qui émerge peu à peu de cette matrice ne peut se gérer « à l'ancienne ». C'est ce qu'ont compris les entreprises les plus attentives, qui savent que les « ressources humaines » demandent infiniment d'attention, de concertation, de décentralisation, que l'autorité ne se décrète pas, que l'action et la responsabilité sont maintenant collectives.

Cette mutation peut-elle se réaliser dans les administrations et les entreprises publiques toujours menacées par le gigantisme et la bureaucratie ? L'éducation nationale est, à cet égard, un test. Sa modernisation passe par l'autonomie des établissements. Or celle-ci — qu'il s'agisse d'une école primaire ou d'une université — suppose la constitution d'équipes pédagogiques, la présence d'animateurs dynamiques, la prise en compte des aspirations des élèves et des étudiants.

Cette évolution est déjà à l'œuvre, comme l'atteste le climat plus détendu qui règne dans beaucoup d'établissements. En la menant à son terme, l'éducation nationale pourrait être le laboratoire où s'élaboreraient les relations sociales de demain. Au moment où l'on envisage d'accroître considérablement le nombre des lycéens et des étudiants, cela devient particulièrement urgent.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(3) Cf. le livre de Georges Ribail, *Les Cheminots*. Ed. La découverte, 1984.

RELIGIONS

Renouvellement dans l'épiscopat français

Jean-Paul II a nommé, le vendredi 30 janvier, Mgr Maurice Gaidon, évêque de Cahors (Lot), en remplacement de Mgr Joseph Raboin devenu archevêque d'Albi. Par ailleurs, Mgr Jean-Charles Thomas sera installé, le dimanche 1^{er} février, dans la cathédrale de Versailles, où il a été nommé évêque coadjuteur (*Le Monde* du 30 décembre 1986).

[Né à Dijon (Côte-d'Or) le 17 janvier 1928, Mgr Maurice Gaidon a été ordonné prêtre en 1954 et a enseigné au grand séminaire de Dijon, avant d'en devenir le supérieur de 1966 à 1973. Mgr Gaidon est devenu, en 1973, évêque auxiliaire de Mgr Lefebvre à Besançon, puis en 1977 de Mgr Le Bourgeois, évêque d'Autun, en particulier chargé de l'animation des pèlerinages de Paray-le-Monial. Il est l'un des évêques chargés de suivre en France le Renouveau charismatique.]

[Né le 16 décembre 1929 à Saint-Martin-des-Noyers (Vendée), Mgr Jean-Charles Thomas, appelé à succéder à Mgr Louis Simonneau comme évêque de Versailles, a fait ses études de théologie à la Grégorienne de Rome jusqu'à son ordination en 1953. Il a été nommé en 1972 évêque auxiliaire d'Aire et de Dax pour devenir deux ans plus tard évêque d'Ajaccio. Il prendra position au milieu de l'agitation dans l'île, appelant régulièrement toutes les parties en présence à la « conciliation » et au dialogue. Mgr Thomas est l'un des meilleurs spécialistes du monde de Turin.]

L'hommage du pasteur Maury à Georges Casalis

Le pasteur Jacques Maury, président de la Fédération protestante de France, souhaite rétablir le passage suivant malencontreusement coupé dans son article consacré au pasteur Georges Casalis, décédé à Managua le 16 janvier dernier (*Le Monde* du 20 janvier) : « Le bilan de la vie de Georges Casalis est si riche qu'on ne peut réaliser qu'une telle force d'interpellation puisse se trouver ainsi brutalement retirée. Mais voilà que jusqu'au bout elle aura été totalement exigeante : qu'il soit mort debout, en pleine militance, soldat au milieu des chrétiens du Nicaragua tendus dans leur combat pour la liberté auxquels il avait toutes ces dernières années voué une bien grande part de ses forces, rend son témoignage exigeant jusqu'au-delà du bout. Quelle leçon pour les chrétiens que nous sommes, parfois si paralysés dans leurs hésitations... »

Il faut résister aux appels des sirènes du conservatisme. Plus que jamais, le libéralisme reste la meilleure garantie contre les tendances autoritaires et le meilleur moyen pour accompagner les évolutions de la société et en accueillir les initiatives.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Florence RAILLARD, Jean-Pierre GONGUET et Adrien,

ont le plaisir d'annoncer la naissance de

Marie,

le 20 janvier 1987.

Décès

— M^{me} Lucien Ambrosini, M. et M^{me} Jean-Jacques Podeloste et leur fils, M. et M^{me} Michel Roucon et leurs enfants, M. Noël Ambrosini, ses frères, et ses fils, Sa famille, ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Lucien AMBROSINI,

officier de la Légion d'honneur, ancien combattant,

surné à Paris, le 28 janvier 1987, dans sa soixante-septième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, à 15 h 15, le vendredi 6 février.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, square du Thiers, 75017 Paris.

— M^{me} Jean Cassac,

son épouse, M. et M^{me} Michel et Nicole Peyrot, M. et M^{me} Jacques et Annie Polonski, ses enfants,

Eric et Pierre Polonski, ses petits-enfants,

Le docteur et M^{me} Colette Cassac et leurs enfants,

Elisabeth, Jean-Baptiste, Marie, Pierre et Anne,

Et tous ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès,

surné dans sa quatre-vingt-troisième année, le 15 janvier 1987, de

M. Jean CESSAC,

officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, commandeur des Palmes académiques, inspecteur général honoraire de l'Instruction publique.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, le 22 janvier 1987, à Versailles.

Qu'il repose en paix.

Résidence Louis XIV, 115, avenue de Paris, 78000 Versailles.

11, rue de la Lombarderie, 78690 Saint-Rémy-l'Honoré.

91, rue de Saint-Castor, 94100 Montreuil.

47120 Duras.

— J.-C. Fabre et G. Sautel

ont la douleur d'annoncer le décès de leur père et oncle,

FERNAND-FABRE,

artiste dramatique, ancien vice-président de la Mairie de Paris et des comités combattants, chevalier des Arts et des Lettres,

le 19 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-septième année.

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Roch de Paris, le 4 février, à 10 h 30.

L'inhumation se fera à Mors (Somme), le 5 février, à 10 heures.

— Raymond Boudon, François Bourcard, Clemens Heller,

Tous les collègues et amis du Groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique et de la Maison des sciences de l'homme,

ont appris avec grande tristesse le décès de

Janine MARKIEWICZ-LAGNEAU,

et adressent à ses filles, à Gérard Lagneau et à toute sa famille,

le témoignage de leur profonde sympathie et de leur affection.

— M^{me} Lucien Ambrosini, M. et M^{me} Jean-Jacques Podeloste et leur fils, M. et M^{me} Michel Roucon et leurs enfants, M. Noël Ambrosini, ses frères, et ses fils, Sa famille, ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Lucien AMBROSINI,

officier de la Légion d'honneur, ancien combattant,

surné à Paris, le 28 janvier 1987, dans sa soixante-septième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, à 15 h 15, le vendredi 6 février.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, square du Thiers, 75017 Paris.

— M^{me} Jean Cassac,

son épouse, M. et M^{me} Michel et Nicole Peyrot, M. et M^{me} Jacques et Annie Polonski, ses enfants,

Eric et Pierre Polonski, ses petits-enfants,

Le docteur et M^{me} Colette Cassac et leurs enfants,

Elisabeth, Jean-Baptiste, Marie, Pierre et Anne,

Et tous ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès,

surné dans sa quatre-vingt-troisième année, le 15 janvier 1987, de

M. Jean CESSAC,

officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, commandeur des Palmes académiques, inspecteur général honoraire de l'Instruction publique.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, le 22 janvier 1987, à Versailles.

Qu'il repose en paix.

Résidence Louis XIV, 115, avenue de Paris, 78000 Versailles.

11, rue de la Lombarderie, 78690 Saint-Rémy-l'Honoré.

91, rue de Saint-Castor, 94100 Montreuil.

47120 Duras.

— Agnès MERCAT

nous a quittés à l'âge de seize ans, le jeudi 22 janvier 1987.

« Ne craint rien, crois seulement. » (Luc 8-50.)

De la part de :

Ses grands-parents, Jean et Marcelle Blondelle,

Mario-Thon Mercat, ses parents,

F. Xavier et Marie-Claude Mercat, ses frères et sœur,

Alain, Gilles et Charlotte, Benoît, Sylvie, Jean Brice,

Sa nièce, Agathe, et son fils, Benjamin,

Ses cousins et cousines, Ses oncles et tantes, Ses amis,

Les obsèques ont eu lieu le samedi 24 janvier 1987, à Monts (Indre-et-Loire).

— M^{me} Henry Milcamp, son épouse,

Claude et Jacqueline, ses enfants,

Les familles Milcamp, Fournier, Faupin, Martini,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Henry MILCAMP,

ancien directeur de Proust Malhous, ancien prisonnier de l'Odet-VI A.

surné à Mulhouse, le 22 janvier 1987, à l'âge de soixante-douze ans.

Selon sa volonté, les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale.

16, rue de Richemont, 68100 Mulhouse.

— De Chénaz, Canel, Paris.

M^{me} Roger-Xavier O'Meyer, née André Peroy,

M. et M^{me} Alain O'Meyer et leurs enfants,

M. et M^{me} Philippe Farnachon, M. et M^{me} Pierre Leont et leurs enfants,

Parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès du

professeur Roger-Xavier O'MEYER,

orthodontiste, professeur honoraire de la Faculté de chirurgie dentaire (université Paris-VII).

surné à Monaco, le 21 janvier 1987. Selon la volonté du défunt, sa dépouille mortelle a été incinérée.

833, voie Julia, 06100 Le Cannet.

— La Société française d'orthopédie dentofaciale,

Le Collège européen d'orthodontie, La Société internationale d'odontologie, Tucson, Arizona, États-Unis, L'EPGET-France, L'EPGET-Italie,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Xavier O'MEYER,

orthodontiste, professeur honoraire de la Faculté de chirurgie dentaire (université Paris-VII).

Anniversaires

— Pour le cinquantième anniversaire de la mort de

Louis Auguste DEROSIÈRE,

une messe est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Le 31 janvier 1969, disparaissant tragiquement.

Marthe VILLOUTREIX,

née Annie Bignon.

Nous gardons le souvenir doux de sa gentillesse et de sa bonté.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée le samedi 31 janvier 1987, à 17 heures, en la chapelle Saint-Dominique, 29, boulevard de La Tour-Maubourg, à Paris-7, par le R.P. Carré (OP), à la mémoire de

Pierre CLARAC,

de l'Institut,

décédé le 6 décembre 1986.

POINT DE VUE

On ne changera pas la société contre elle-même

par Claude Malhuret

secrétaire d'État auprès du premier ministre chargé des droits de l'homme

EN mars 1986, la situation donnait à certains engagements du gouvernement un caractère prioritaire : éviter le dérapage du chômage, alléger les charges du secteur public, lutter contre l'inflation tout en libérant les énergies économiques. Aussi le plan pour l'emploi des jeunes, la privatisation des grands groupes nationalisés et la libération des prix furent-ils autant de traitements appliqués sur les maux les plus menaçants. Ces succès sont à mettre au crédit de la volonté politique du gouvernement, de sa cohésion et de sa compétence.

Mais il n'est pas seulement confronté à la machine économique, bancaire ou administrative. Lui incombe aussi, et peut-être surtout, une « part humaine » : face aux problèmes de sécurité, aux difficultés des jeunes, aux situations d'exclusion, aux enjeux de l'immigration, il doit trouver la voie pour construire une France sûre et libre où chacun ait les mêmes droits et participe à l'avenir.

L'urgence existe aussi en cette matière. Personne ne peut contester qu'il faille répondre fermement au défi terroriste et renforcer la sécurité ; lutter contre l'immigration clandestine dont les principes victimes sont les immigrés en situation régulière ; entraver l'expansion des réseaux de trafic de drogue sur notre sol. Mais ces mesures conservatoires, pour indispensables qu'elles soient, ne préjugent en rien des solutions de fond à ces problèmes. Les barrières sécuritaires doivent méditer cette vérité de bon sens : on ne peut appliquer à l'ensemble de la société le traitement qu'imposent les cas extrêmes. Il serait désastreux d'agir comme si tous les étrangers en France étaient des irréguliers, tous les toxicomanes des criminels et tous les délinquants des terroristes.

Le gouvernement le sait et, après avoir fait preuve de sa détermination face aux dangers immédiats, il entame sereinement, en prenant le temps nécessaire, la seconde phase de son action. Pour les libéraux, il est clair qu'au-delà des projets d'actualité discutés, c'est la France du troisième millénaire qui est en jeu. L'avenir doit être une constante référence.

Prenons l'exemple du débat sur la nationalité. Il ne s'agit pas de question d'en réformer les règles pour revenir avec nostalgie à la France du passé.

Le pays des clochers et des terroirs est aujourd'hui plongé dans un monde de communication et de compétition qui façonne fondamentalement le physionomie nationale. Les citoyens français de demain auront des origines, des religions, des mœurs différentes. L'exemple des pays du Nouveau Monde montre que cette diversité est une force et que l'identité nationale peut être le cadre d'une grande diversité. Réformer le code de la nationalité dans un sens libéral serait faire le pari d'une France suffisamment forte pour assimiler ceux qui naissent, vivent et travaillent sur son sol, et suffisamment jeune pour ne pas se résigner à ne voir de gloire que dans le passé. Mais changer les lois ne servirait à rien si les mentalités n'évoluaient pas tout autant. La lutte contre la discrimination et l'élaboration d'une politique d'insertion des immigrés en situation régulière doivent constituer à cet égard des priorités. La racine n'a pas de futur.

Un autre défi social se dresse devant nous : la toxicomanie, cette lèpre qui progresse sourdement. La jeunesse en est la principale victime. Ici encore, il faut regarder l'avenir : le danger durera. Les réseaux de trafic s'étendent dans le monde entier, les filières se reconstituent sans cesse.

Mobilisation, pas guerre civile

Face à un tel défi, il faut décréter la mobilisation. Mais pas la guerre civile. Ne nous trompons pas de cible. Le jeune toxicomane est moins à condamner qu'à défendre. A défendre contre le trafic qui submerge nos pays et dont les grandes filières doivent être durement réprimées. A défendre contre le poison lui-même par un meilleur accès aux soins. A défendre enfin contre tout ce que la drogue révèle. Phénomène symptomatique, la toxicomanie s'inscrit dans les moindres déchirures du tissu social.

Dans nos démocraties, l'individu n'est pas véritablement menacé par l'arbitraire. Certes notre tradition de centralisme ne rend pas inutiles une réflexion et des efforts pour mieux armer le citoyen contre les pouvoirs. J'y travaille en faisant une place particulière au développement d'une éducation aux droits de l'homme. Mais ce qui menace ou ébranle les situations individuelles, c'est surtout l'évolution de la société elle-même.

Les nouvelles mœurs (divorce, contraception), les conséquences de l'évolution technologique (spécialisation, information, prise génétique) et de l'explosion de la communication, toutes ces révolutions ont profondé-

ment changé l'univers des jeunes. Le pouvoir politique n'a pas à s'opposer à ces évolutions. Il doit seulement adapter le droit pour protéger ceux qui les subissent.

C'est mon souci constant. Plusieurs mesures dans ce sens sortent d'ores et déjà acquiescées. L'autorité parentale partagée pour les enfants du divorce et les enfants naturels sans dénomination inscrite dans la loi. Ceci est de nature à encourager, dans les nouvelles configurations familiales, le maintien d'un équilibre éducatif et le partage des responsabilités.

Pour favoriser l'insertion des jeunes, j'ai souhaité que soit facilitée l'émancipation et rendue possible la pleine participation à la vie associative dès l'âge de seize ans. Mais ici encore, au-delà des textes, c'est de l'évolution des mentalités qu'il s'agit. Il est indispensable de ne pas rejeter les formes d'expression de la jeunesse.

Mais l'exclusion n'est pas seulement symbolique. Elle est aussi réelle, cruelle, mortifère. L'autorité parentale partagée pour les enfants du divorce et les enfants naturels sans dénomination inscrite dans la loi. Ceci est de nature à encourager, dans les nouvelles configurations familiales, le maintien d'un équilibre éducatif et le partage des responsabilités.

Pour favoriser l'insertion des jeunes, j'ai souhaité que soit facilitée l'émancipation et rendue possible la pleine participation à la vie associative dès l'âge de seize ans. Mais ici encore, au-delà des textes, c'est de l'évolution des mentalités qu'il s'agit. Il est indispensable de ne pas rejeter les formes d'expression de la jeunesse.

Mais face à ceux qui sont rejetés hors des circuits « normaux » de prise en charge, l'initiative privée a fait la preuve de son irremplaçable nécessité. Le mouvement humanitaire accomplit en France et dans le tiers-monde une œuvre considérable. Et, malgré tout, notre pays ne vient qu'au quinzième rang dans le monde pour l'aide privée. J'ai soumis au premier ministre un projet fiscal détaillé en direction des particuliers et des entreprises de nature à ce que la France rejoigne les grands pays anglo-saxons et scandinaves dans le domaine du mécénat et du soutien populaire aux associations.

Il faut faire confiance aux Français. La société civile est aujourd'hui riche d'initiatives associatives qui pèsent de plus en plus lourd dans les domaines du travail social, de la défense des libertés et de la créativité. On ne changera pas cette société contre elle-même.

Il faut résister aux appels des sirènes du conservatisme. Plus que jamais, le libéralisme reste la meilleure garantie contre les tendances autoritaires et le meilleur moyen pour accompagner les évolutions de la société et en accueillir les initiatives.

CARNET DU MONDE

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 69 F

Abonnés (avec justificatif) 80 F

Communications diverses 72 F

Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de titres). Les lignes en surplus sont facturées sur la base du double.

EXPOSITIONS

« L'art britannique au XX^e siècle », à la Royal Academy

Un lièvre insaisissable

Cerner la peinture anglaise du vingtième siècle n'est pas chose facile, La Royal Academy of Arts s'y est attelée. Elle offre un panorama instructif de la création britannique depuis la première guerre mondiale.

Les Anglais ont un incontestable talent pour se demander ce qu'ils sont et ce qu'ils ne sont pas. Question double, à laquelle ils répondent fermement par l'insularité, sans parvenir à se rassurer tout à fait. Conscients du problème, deux des institutions les plus considérables, deux lièvres des chasses royales et nationales, ont parcouru, chacun à sa manière, les terres et les âges du Royaume-Uni, pour aboutir à deux expositions contrastées. Le premier de ces lièvres, le British Museum, propose un étonnant survol de l'archéologie en Grande-Bretagne depuis 1945. A l'autre extrémité du temps, notre second lièvre, la Royal Academy of Arts, offre un panorama instructif de la création britannique du siècle, sous le titre « *British Art in the Twentieth Century* ».

C'est à une gymnastique bien difficile que s'est livrée cette glorieuse cousine de notre vénérable Institut. Inconcevable extravagance, elle n'avait déjà pas hésité, l'automne dernier, à présenter trois architectes, qui plus est vivants et plus frais que l'« Homme de l'homme » de Lyndon (voir encadré) : Rogers, le complice de Piano pour le Centre Pompidou, présentement l'auteur du siège de la banque Lloyd's et d'une invention provocante pour les bords de la Tamise ; Foster, dont un exemplaire-projet pour la BBC dans le centre de Londres paraît malheureusement ne pas avoir été bien entendu ; enfin, Stirling, qui achève la Clure Gallery, extension de la Tate Gallery, où sera logé Turner, façon toute britannique de quitter l'architecture pour revenir à ce lièvre troublant qu'est la peinture anglaise.

Troublant ? Les Anglais, en tout cas, sont troublés. Les académiciens au premier lieu, qui sont deux seulement parmi les soixante-dix peintres élus pour représenter le siècle. Même s'ils ont acquis le flegme des artistes de notre Institut, davantage habitués aux critiques de l'Académie Matignon qu'aux honneurs de Beaubourg, le choix des responsables de l'exposition, principalement Norman Rosenthal, n'en est pas moins sévère (dans sa justesse) et ne doit pas leur paraître du meilleur augure, question postérité.

Quant aux autres peintres et sculpteurs qui n'ont ni les consolations de l'Académie ni la chance

d'avoir été ici distingués, collectionneurs, commentateurs ou admirateurs des uns ou des autres ils sont, nous a-t-on dit, proprement atterrés par ce manque de « fair-play ». Ainsi notre confrère du *Times*, John Russell Taylor, bienveillant au final pour l'ensemble, n'est pas initialement tendre et souligne avec énergie nombre d'absences et l'ostentatoire dont sont victimes, selon lui, les peintures écossaises.

Une autre critique de notre confrère tient à l'ambiguïté du propos, insidieusement révélé par le sous-titre : « The Modern Movement ». Qui peut être défini comme « moderne », à quel moment, dans quel contexte ? Peut-on placer sous pareille étiquette les noms et les démarches, pour citer quelques « phrases » qui rayonnent jusqu'ici, de Lewis, d'Epstein, de Barra, Nicholson, Hepworth, Moore, Freud, Bacon, Hockney, Caro et Flanagan ? Les théoriciens et historiens de l'art, évidemment, sont assez incertains.

Frustration et rhétorique ne sont, cependant, pas les deux moteurs principaux d'une exposition qui, pour l'œil étranger du moins, dégage avec finesse les grandeurs et mesquines d'un art national. Imaginons ce que pareille tentative donnerait, en France, pour l'art français, et l'on conviendrait que notre célèbre *high new*, notre fierté chauvine, éprouverait quelques difficultés à s'en sortir saine. Dans cette hypothèse, la première question qui vient chez vos interlocuteurs est d'ailleurs caractéristique : Faudrait-il ou non y inclure Picasso ?

Une salle pour Moore

Pareille question ne se pose pas à Londres, avant la seconde guerre mondiale en tout cas. Si l'on accueille les héros étrangers, c'est en termes de modèles et d'inspiration. Jusque dans les années 30, les emprunts aux « modernes » qui vivent en France ou bien en Italie sont nombreux, réactants à la liberté formelle, s'efforçant, même dans leurs plus grands élans renoués, écossais ou canadiens, de garder leur dignité, comme s'il s'agissait de protéger la qualité du *tweed* national. Cela donne d'étranges résultats chez certains (Mark Gertler) et de curieuses volte-face stylistiques, même chez les plus renommés, les Nash, les Spencer, les Lewis, retournant comme un seul homme au réalisme cruel de la première guerre mondiale. Durant ce premier tiers de siècle, la sculpture (Epstein) paraît être la meilleure expression d'un art qui, tout au moins sous ce label « modernité », est simultanément tenté par l'insularité et la construction du tunnel sous la Manche.

Dans les années 30, les plus fortes de ces personnalités parviennent à mieux établir leur originalité, et commencent alors à apparaître les noms qui donneront sa vivacité à l'art anglais de l'après-guerre : Barra, Nicholson, Hepworth et, bien sûr, Moore. Moore, point de mire de l'exposition, qui monopolise une salle à son seul usage, brillant raccourci d'une vie arrêtée en 1986.

L'après-guerre n'a pas l'aspect d'exploration historique que présente la première moitié de l'exposition, aspect particulièrement intéressant, même si ne s'y trouvent pas nos œuvres d'élection. Nous voici en effet maintenant dans l'ère de personnalités affirmées, qui nous sont beaucoup plus familières, inondées comme nous le sommes d'images de Bacon, de Freud, de Hockney ou de leurs émules. Période riche de talents diaboliquement individualistes, dont l'appartenance à un « art bri-

tanique » relève davantage du pasport que d'une tendance plastique ou d'une communauté de pensée.

Si références il y a, elles sont désormais à chercher aux quatre coins du monde, dans un répertoire de pratiques et de techniques parfaitement internationales. La Royal Academy ferme ce parcours sur un lièvre courant, de Barry Flanagan, bien et or. L'an prochain elle tentera le même type d'inventaire pour l'art italien, puis pour l'art américain. L'Allemagne ayant ouvert le feu en 1985. Le tour de la France n'est pas encore prévu.

F. E.

★ *British Art in the Twentieth Century*. The Modern Movement. Exposition sponsorisée par la British Petroleum Co., Royal Academy of Arts, Londres, jusqu'au 3 avril. Catalogue : 470 p., 16,90 livres.

Quarante ans d'archéologie au British Museum

L'exposition du British Museum, remarquablement pédagogique, attirante pour les grands Anglais comme pour les petits Saxons, est d'un genre qui serait bien utile en France. Mais elle serait sans doute plus difficile à réaliser ici, où l'archéologie n'a rencontré que bien tardivement la sollicitude de nos gouvernements. Au Royaume-Uni, pendant quarante ans, c'est-à-dire jusqu'aux premières rigueurs de l'ère Thatcher (l'exposition est peut-être un plaidoyer et une réponse aux restrictions budgétaires), l'archéologie a connu un formidable essor. Aussi bien par le nombre des chantiers ouverts qu'en termes de technique ou même de théorie : les progrès faits dans les méthodes d'investigation et d'analyse sont d'ailleurs un des thèmes de l'exposition.

Dès les années 80, en effet, le centre historique d'une ville comme Winchester pouvait être systématiquement fouillé. Les archéologues avaient priorité sur les promoteurs et avaient ainsi toute latitude pour donner sa plus large extension à la notion d'archéologie urbaine, cette notion qui a donné lieu à de si ridicules polémiques, même chez les fouilles du Louvre, les Français confirmant brillamment leur retard en la matière. A Londres, même des fouilles de grande envergure ont pu être conduites. En plein cœur de la City, entre deux banques et deux compagnies d'assurances, les passants sont encore actuellement courbés à découvrir, sur un tel chantier, quelques traces du passé romain de la ville.

Préhistorique, le Royaume-Uni révèle l'originalité de ses alignements de pierre (Stonehenge), Anglo-romain ou médiéval, les différences qu'il

présente avec ce que nous connaissons de ce côté-ci de la Manche sont alors moins perceptibles. L'ensemble n'en est pas moins intéressant, puisqu'il peut aussi nous informer sur nous-mêmes, et sur la manière dont est, ou devrait être, conduite la recherche de notre passé. Un travail peu gratifiant, des résultats concrets d'apparence souvent modeste, loin en tout cas des « trésors » d'art ou de guerre que les archéologues mal recyclés croient seuls dignes d'être cherchés. Mais, au terme de longs dépouillements, d'enquêtes minutieuses, c'est l'établissement d'une histoire ajustée au plus près, et qui doit pouvoir être ultérieurement corrigée grâce à la précision des relevés et aux méthodes d'interprétation.

Période par période, domaine par domaine, l'exposition s'appuie sur des exemples évocateurs, des villages fortifiés de l'âge de bronze aux fermes ou aux églises médiévales, de la photographie aérienne aux ressources séduisantes du scalpel. Car l'archéologie anglaise n'a pas à rougir d'un manque d'humanité : à cet égard, le point d'orgue du parcours paie son écot au centenaire de Conan Doyle, en ne nous montrant rien sur l'assassinat de l'homme de Lyndon, successeur, même frappé, assassiné, garrotté et éborgné quelque trois siècles avant Jésus-Christ, et dont le cadavre a première fraîcheur » a été rapatrié dans un marais du Yorkshire.

F. E.

★ *Archaeology in Britain*, British Museum, jusqu'au 3 février. Un excellent ouvrage, dirigé par J. Longworth et J. Cherry, synthétique, illustré, accompagne assez librement l'exposition, puisqu'il en porte le titre sans en être le catalogue. 248 pages, 12,5 livres.

LETTRES

Mort de Carlo Cassola

L'écrivain italien Carlo Cassola est mort dans la nuit du mercredi 28 au jeudi 29 janvier près de Lucques en Toscane.

Carlo Cassola, né à Rome le 17 mars 1917, mais consacré dans l'après-guerre de Volterra, était l'un des écrivains à succès les plus prolifiques de l'après-guerre. Son œuvre : romans et nouvelles, se situe historiquement, et pour l'essentiel, à l'époque de la Résistance, et géographiquement entre Volterra, ses campagnes calcaïques, et la plage de Cecina. Dans un style volontairement pauvre, en réaction contre les rhétoriques fascistes, les délirantes idéologiques et enfin les avant-gardes littéraires qui, pour Cassola, sont « des maladies infantiles », il a peint en légères touches monocolorées — dans *Fausto* et *Anna*, la Ragazza (que Constanconi porta à l'écran en 1963 en donnant son premier grand rôle à Claudia Cardinale) et dans les nouvelles, *La Coupe de bois*, peut-être son chef-d'œuvre

— non point la destinée tragique de personnages d'exception, mais le sort médiocre d'hommes et de femmes communs, plongés dans la sordide banalité du quotidien et sautant de sexualité refoulée. C'est le murmure de l'existence, où l'histoire apparaît comme « un petit tas de chiffons ». Ce parti pris d'un style anonyme, où l'amour, la fidélité, la pitié, la jalousie, la friction des cœurs simples et des esprits complexes, s'expriment par des lieux communs, en petites phrases, en petits paragraphes, en petits personnages, fait de Cassola un écrivain de la grisaille de vivre et du renoncement. Ni Giono ni Fenoglio : mais les brouillards de *Gens de Dublin* et de *Touto Kriger* flottent parfois au-dessus des meilleures pages de cet auteur singulier.

JEAN-NOËL SCHIFANO.

★ Œuvres traduites en français par Philippe Jaccottet aux éditions du Seuil : *Fausto* et *Anna* (1961), la Ragazza (1962), la Coupe de bois (1963), le Cœur aride (1964), *Florella* et *Jours mémorables* (1969), *Une liste* (1971), *Anna de Volterra* (1973), etc.

CINÉMA

Crise à la Cinémathèque française

Une nouvelle « affaire Langlois » ?

En envisageant le transfert du Musée du cinéma au palais de Tokyo, l'administration de la culture risque de provoquer une nouvelle « affaire Langlois ». Déjà les professionnels du cinéma et le conseil d'administration de la Cinémathèque française s'émouvent de l'offensive de l'Etat sur la vieille institution du palais de Chaillot et mettent en cause l'attitude du président de la Cinémathèque, le réalisateur Costa-Gavras.

F. E.

Le 8 février 1968, André Malraux déclenche une tempête en s'attaquant à Henri Langlois. Le génial fondateur de la Cinémathèque française, rebelle à tout contrôle étatique, se voit reprocher sa gestion artisanale et le piètre état de ses collections de films.

Procès sans doute justifié, mais peut-on retirer son œuvre à un créateur qui y a investi sa vie ? Les professionnels français, les grands noms du cinéma international se mobilisent, bientôt rejoints par des personnalités politiques et intellectuelles de tous bords. Pétitions et manifestations se succèdent. Quinze jours plus tard, le pouvoir doit reculer : Henri Langlois réintègre son domaine et la cinémathèque devient une association privée, indépendante de l'Etat.

Terriblement ébranlé par l'épreuve de force, Henri Langlois va tenter jusqu'à sa mort de protéger son œuvre contre toute nouvelle offensive de l'Etat. Il greffe autour de la Cinémathèque son Musée du cinéma : 2 000 mètres carrés de labyrinthe encombrés des donations de ses amis des cinq continents : décors, affiches, costumes, accessoires. Un véritable parcours initié par le transfert de cette partie du palais de Chaillot en un monument à la gloire du cinéma, un monument signé Langlois.

C'est autour de ce musée que se noue, dix-neuf ans après, une nouvelle crise. Entre-temps, à la faveur de l'arrivée au pouvoir des socialistes, l'Etat a fait sa réapparition au conseil d'administration de la Cinémathèque. Réapparition qui s'accompagne, il est vrai, d'une augmentation très substantielle des subventions. Mais voilà que l'ancien ministre de la culture, M. Jack Lang, décide de bâtir au palais de Tokyo tout proche un Palais de l'image réunissant l'enseignement supérieur de l'audiovisuel, le Musée de la photo et de nouvelles salles pour la Cinémathèque. Le conseil d'administration de cette dernière accepte l'extension de son territoire à condition de conserver son autonomie et... le palais de Chaillot.

Quelle n'est pas la surprise des administrateurs d'apprendre, de source sûre, qu'il leur faut vider les lieux convoités par la direction des musées. La résistance s'organise immédiatement. On explique que le transfert du Musée du cinéma est

inconcevable parce qu'il mettrait en danger les pièces entreposées et détruirait « l'œuvre d'Henri Langlois », conçue pour un lieu précis.

Surtout, l'Etat est suspecté de s'attaquer à un symbole : celui de l'indépendance de la Cinémathèque. Vice-président de l'institution, le producteur Anatole Dauman, avec toute l'autorité que lui confère la présidence du BILIC (Bureau de liaison des industries cinématographiques), prend la tête de la fronde : « Pourquoi détruire ce qui existe pour bâtir du neuf ? Faut-il, pour ériger la pyramide de M. Poi au Louvre, raser le département des antiquités égyptiennes ? »

Dans un article publié par la *Film français*, Anatole Dauman met directement en cause le réalisateur Costa-Gavras, président de la Cinémathèque, élu à l'initiative de M. Lang. Il le soupçonne d'avoir caché au conseil d'administration le transfert au palais de Tokyo. De Los Angeles où il prépare son prochain film, le réalisateur de *Z* répond, de manière ambiguë : « Le risque pour les successeurs d'Henri Langlois, à force de vouloir son œuvre, est de vouloir la figer. Je viens d'un pays [la Grèce] où l'on n'a jamais momifié les héros ni leurs idées. »

Pou satisfait, le bureau de la Cinémathèque entreprend des démarches pour obtenir que Chaillot et le Musée du cinéma soient classés monuments historiques. Une initiative qui embarrasse fort M. François Léotard, peu désireux de se retrouver devant une nouvelle affaire Buren. Parallèlement, le conseil d'administration de la Cinémathèque pourrait lancer la semaine prochaine une souscription internationale pour restaurer le musée de Chaillot.

Effrayé par cette mobilisation, l'administration de la culture semble aujourd'hui reculer, explique qu'il s'agit d'un « malentendu » et qu'il n'a « jamais été question de démanteler le Musée du cinéma ».

Ce recul suffit-il à apaiser la polémique ? C'est peu probable.

Au travers de la polémique sur le transfert, les professionnels du cinéma reprochent à Costa-Gavras et à l'Etat qui l'a fait nommer de vouloir transformer la vocation de la Cinémathèque. Ils critiquent les opérations coûteuses des fêtes du cinquantenaire, le rocambolesque affaire des sept mille chaises achetées 1,6 million de francs pour les projections du *Napoleon* d'Abel Gance, les maladroites tentatives pour commercialiser l'image de marque et le patrimoine de l'institution. Un contentieux qui pèsera lourd sur la fin du mandat de M. Costa-Gavras et sur sa succession.

A l'opposé d'un pouvoir qui souhaite pousser la vieille dame de Chaillot vers les mutations audiovisuelles, ils voudraient, eux, conserver un lieu de culte vierge de tous les enjeux qui pèsent habituellement sur le septième art. Le fantôme d'Henri Langlois n'a pas fini de hanter les murs de Chaillot.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

ÉDITION

Le Salon de la bande dessinée à Angoulême

L'image, toujours

Du soleil pour accueillir, jeudi 29 janvier, les participants au XIV^e Salon international de la bande dessinée, qui se tient à Angoulême du 30 janvier au 1^{er} février. De mémoire de « bédéophile », on n'avait plus vu cela depuis longtemps : un bon augure pour le déroulement de cette manifestation.

Indispensable, le Salon d'Angoulême ? Ce n'est pas l'avis des éditions Dupuis. Leur directeur, M. Jean Van Hamme, dit haut et fort qu'il n'entend plus participer à cette kermesse annuelle de la BD « dont le rayonnement auprès des médias et du public n'encle pas tout le monde de la même manière ». A cette notable exception près, il sont tous venus : visiteurs, dessinateurs, fanzineurs, collectionneurs, libraires, bibliothécaires, etc. Jusqu'à M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication, qui consacre vendredi 30 janvier plus de deux heures au *Petit Mickey* !

A travers le président du Salon, Jacques Lob (auteur de *Blanche Epiphanie*, *Superdupont* et le

Transperceneige), ce sont pourtant les scénaristes qui devraient être les véritables héros de cette quarantième édition, comme le suggère le thème retenu : « Bulle en tête ». Bonne idée a priori que d'éclaircir enfin cet homme de l'ombre qu'est, par nature, le scénariste, cet auteur de BD dont on ne peut pas même obtenir un petit dessin. Cependant, à Angoulême, c'est encore et toujours l'image qui triomphe.

La boulimie des consommateurs d'images sera particulièrement satisfaite par le programme d'expositions. Au centre Saint-Martial, « Robialopolis » introduit aux secrets de fabrication d'un éditeur (Futuropolis) qui perpétue la tradition artisanale du livre soigné et à risque. Au musée, l'association du sculpteur Paul Guez et du professeur d'histoire Michel Thibaut révèle les multiples aspects de « l'Égypte ancienne dans la BD ». La bande dessinée espagnole est à l'honneur au conservatoire de musique, tandis que la cathédrale Saint-Pierre révèle l'essentiel de la BD chrétienne, sous le titre « *Christ aux cent visages* ».

A Angoulême, on attend aussi les prix, les fameux « alfreds ». Pour le Grand Prix de la ville, une liste de cinq « alfredables » a été rendue publique : Cabu, Charlier, Pichard, Bilal ou Pratt. Ces deux derniers font figure de favoris.

THÉRIY GROENSTEEL.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

AVORIAZ 87
PRIX
SPECIAL DU JURY

UN FILM DE DAVID CRONENBERG

LA MOUCHE

BROOKS FILMS présente un film de DAVID CRONENBERG « LA MOUCHE (THE FLY) » SET GOLDBLUM • GERRA DAVIS • JOHN GETZ
Musique de HOWARD SHORE Scénario de CHARLES EDWARD FOLEY • DAVID CRONENBERG
Réalisateur DAVID CRONENBERG

Radio-télévision

Samedi 31 janvier

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 30 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

LA SAMARITAINE : VOUS Y VIENDREZ ?
NOCTURNES
JUSQU'À 20 H 30.
MARDI ET VENDREDI
Samaritaine

20.35 Variétés : Grand public.
Émission de Patrick Sabatier.
Invités : Philippe Noiret et Claude Chabrol. Avec Sheila, Milva, Jean-Jacques Laffont, Julia Migenes-Johnson, et un duo avec Paul Simon.
22.00 La séance de 10 heures.
Avec Michel Sardon pour le film *Cros*.
22.30 Feuilleton : *Madame*.
D'Edgar Rêve. 4^e épisode.
Chronique de l'Allemagne des années 30. Les travaux et les jours... les amours. Enorme succès en Allemagne. Très bien fait.
23.30 Journal.
23.50 Magazine : Premier baloon.
Émission de Joseph Pél et Dominique Darsoq. L'actualité théâtrale.
0.05 T.S.F. (Télévision sans frontière).

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20.30 Série : Deux Sés et Mimi.
21.20 Apostrophes.
Magazine littéraire de Bernard Pivot.
Thème : « François Jacob ». A l'occasion de la publication de *Le Statut Interne*, Bernard Pivot s'entretient avec le prix Nobel de médecine, professeur au Collège de France et à l'Institut Pasteur, à son domicile.
22.35 Journal.
22.45 Ciné-club : Petites blanches ■■
Film en noir et blanc de Jean Grémillon (1948), avec Fernand Ledoux, Suzy Delair, Paul Bernard, Michel Bouquet.
► *Le demi-frère bâtarde d'un châtelain breton ruiné le pousse dans les bras d'une fille légitime, maternelle d'un marquis du pays, afin de le dégrader. Un drame social et psychologique dont la noirceur tient au scénario de Jean Anouilh, mais où Jean Grémillon a fait passer une atmosphère romantique à la limite du fantastique. Un film très mal connu, à redécouvrir, admirablement interprété.*

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20.30 Feuilleton : Les aventuriers du Nouveau Monde.
3^e épisode : Les Amériques.
Avec Daniel Cegaldi, Mathieu Carrière.
21.35 Portrait.
Michel-Edouard Leclerc et Edouard Leclerc.
22.35 Journal.
23.00 Magazine : Espace francophone.
De D. Gallet, l'Afrique au futur.
23.25 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

20.05 Documentaire : Dans l'intimité du prince Charles et de Lady Diana. 21.00 Cinéma : Un drôle de parabole ■■ film français de Jean-Pierre Mocky (1963), avec Bourvil, Jean Patois, Francis Blanche, Jean YVES, avec Bourvil, Jean Patois, Francis Blanche, Jean YVES. *Le chef d'une famille catholique qui considère le travail comme une déchéance sociale, pille les trocres d'église pour assurer sa situation matérielle. Enorme bouffonnerie sur l'hypocrisie bourgeoise et la religion devenue une comédie. Mocky aime choquer.* 22.05 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : *Catch 22* ■■ film américain de Mike Nichols (1970), avec Alan Arkin, Anthony Perkins, Paul Prentiss, Orson Welles, Jack Gilford, Martin Balsam. 0.30 Cinéma : *L'éducation de Rita* ■■ film anglais de Lewis Gilbert (1984), avec Michael Caine, Julie Walters, Michael Williams (v.o.). 2.15 Cinéma : *Mentiras à la Seine-Vendée* ■■ film américain-canadien de George Mihalko (1981), avec Paul Kellman, Lori Hallier, Neil Patrick Harris. 3.45 Documentaire : A propos d'Emmanuelle. 4.35 T.S.F. : *Forêt sans le jour*.

LA « 5 »

20.30 T.S.F. : Electrochoc. 21.50 Série : Kojak. 22.45 Série : Supercopter. 23.45 T.S.F. : Electrochoc. 1.00 Série : Kojak. 1.55 Série : Star Trek.

TV 6

20.30 Line 6. 22.00 Ciné court (court métrage). 22.45 6 Toile. 23.00 Cinéma : *Flamboyance* ■■ film français de Jean-Louis Bertomeo (1977), avec J. Yvane, M. Jobert, J.-P. Marielle, M. Piccoli, J.-C. Bialy... *Des événements mystérieux mettent en danger l'ordre et la puissance de la fillette française d'une multinationale. D'après le roman de René Victor Pilhes, une fable satirique, politique, fantastique aussi, solidement mise en scène, avec quelques défauts dans la seconde partie. Original.*

FRANCE-CULTURE

20.30 D&S : Pour les mille ans d'Hugues Capet. Avec G. Bordonove, Y. Sasser, le Père Courtois, S. Martinet, L. Thies. 21.30 Musique : *Black and blue*. Musique en deux mesures, le blues aujourd'hui. 22.30 Nuits magiques. 0.10 De jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de Cannes) : Nuit des nuits, de Ponsseur ; Concerto n° 2 pour piano, de Martin ; Évoquant I, de Roussel ; Boléro, de Ravel, par l'Orchestre philharmonique de Liège, dir. Pierre Bartholomé. 22.55 Les soirées de France-Musique : à 23.00, Concert (en direct de Cannes) : Élection des Capricornes, de Schütz ; Trio en la majeur, op. posthume, de Brahms, par le Trio Fontenay ; à 0.30, Mélodie.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

13.35 Jeu : Interneige.
Émission de Guy Lux, présentée par Simone Garrier. A Tigres.
14.50 Les animaux du monde.
Émission de Maryse de La Grange et Antoine Reille.
15.25 Tirocô à Vincennes.
15.35 Dessin animé : Astro, le petit robot.
16.05 Magazine : Temps X.
D'Yves Gégout et Georges Bogdanov.
Au-delà du réel.
17.00 Mini-Mag.
De Patrice Drevet.
17.30 Feuilleton : *Pauses-café* (4^e épisode).
Avec Véronique Jannot.
18.30 Série : *Agence tous risques*.
La pêche miraculeuse.
19.25 D'accord, pas d'accord.
19.35 *Coucoucoubou*.
Journal.
20.00 Tirage du Loto.
20.30 Jeu : Interneige.
Émission de Guy Lux et Claude Severit, présentée par Guy Lux et Léo Zitrone. A Briançon.
22.00 Émission de Michel Polak.
Thème littéraire : « Chers disparus ».
Émission consacrée à Malraux, Léonard, Aragon, Céline, Sade.
0.10 Journal.
0.30 Ouvert la nuit.
Série : Les incorruptibles.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

13.35 Série : L'homme qui tombe à pic.
14.25 Dessin animé : Bugs Bunny, etc.
14.55 Les jeux du stade.
Basket : championnat de France ; natation : meeting de Boulogne ; ski alpin : championnat du monde descente hommes ; tir : championnat de France ; auto : *Vingt-Quatre Heures de Chamoni* sur glace ; boxe : kendo, etc.
17.00 Série : Les enquêtes de Remington Steele.
Émission présentée par Michel Drocier.
Avec Sabine Pataud, Diane Dufresne, Michel Péguin, Léo Ferré, Stéphane...
18.50 Jeu : Interneige.
19.10 D'accord, pas d'accord.
19.15 Actualités régionales.
19.40 Affaire suivante.
Journal.
20.35 Variétés : *Champs-Élysées*.
Émission présentée par Michel Drocier.
Avec Sabine Pataud, Diane Dufresne, Michel Péguin, Léo Ferré, Stéphane...
21.55 Série : *Le voyageur*.
Les enfants du rock.
Rock report (magazine du rock) : Flash back ; Johnny, aster ou rocker ; interview de Johnny Halley.
0.00 Journal.
0.15 Boxe.
Championnat du monde des super-mouches.
Antonio Montero contre le tenant du titre, Gilberto Román.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

8.00 Bonjour la France.
Journal présenté par Jean-Claude Bouquet.
9.00 Zappé ! Zappé !
Émission de Christophe Izard.
Avec les marionnettes d'Yves Branier.
10.00 Série : Tarzan.
11.00 Trente millions d'amis.
Émission de Jean Lenoir et Anne Sissolair.
Guth et Grus ; Taxi de nuit, cheval de jour ?
11.30 Spécial sports.
Voix : Coupe de l'Amérique. Ski : Coupe du monde à Crans-Montana.
12.15 Magazine : Auto-moto.
13.00 Journal.
13.25 Série : *Star Trek* et *Hutch*.
14.20 Variétés : A la folie, pas du tout.
Avec Jean YVES.
A l'occasion du lancement d'ARIES, premier sur-officiel de la Ligue des échecs, Joli Lautier, champion du monde d'échecs dans la catégorie des moins de quarante ans, affrontera simultanément vingt adversaires reliés au studio par minitel. (Pour suivre la partie, composer le 5615, code ARIES.)
Sport dimanche.
Moto sur glace.
18.30 Tirocô à Vincennes.
18.45 Variétés : A la folie, pas du tout (suite).
19.00 Série : Pour l'amour du risque.
Magazine : Sept sur sept.
Invité : le comte de Paris.
19.55 Tirage du Loto sportif.
20.00 Journal.
20.35 Cinéma : *Mort d'un pourri* ■■ film français de Georges Lautner (1977), avec Alain Delon, Ornella Muti, Stéphane Audran, Maurice Rosta, Michel Aumont, Jean Bouise, Klaus Kinski. *L'ami d'un homme politique qui a tué un ministre chanteur devient à lui-même en aide et à récupérer des dossiers compromettants. Dénonciation de la violence et de la corruption dans les milieux proches du pouvoir au cours des années 70.*
22.30 Sport dimanche soir.
23.30 Magazine : C'est à lire.
Émission de Luce Perrot.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

8.30 Informations et météo.
8.35 Les chevaux du Tirocô.
9.00 Connaître l'islam.
Le double Chabada.
9.15 A table ouverte.
10.00 Présence protestante.
10.30 Le jour du Seigneur.
11.00 Messe en direct de la cathédrale d'Angoulême, prés. père Jean-Michel Di Falco.
Dimanche Martin.
Entrez, les artistes.
13.00 Journal.
13.20 Tout le monde le sait.
14.30 Série : Mac Gyver.
Assassin tous contras.
15.20 L'école des fens.
Invité : Yvette Horner.
16.25 Le kiosque à musique.
17.00 Série : *Heu Ramsay*.
2^e épisode : Le mystère de la rose jaune.
18.50 Stade 2.
Basket : championnat de France ; natation : meeting de Boulogne ; ski : championnats du monde (dames) ; tir : championnat de France ; auto ; boxe ; kendo ; escrime ; escalade : open de France.
19.30 Série : *Maguy*.
Un magicien classé. Avec Rosy Varto, Jean-Marc Thiébaud, Marie Villalongo, Henri Garcia.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

FR 3 11H45

TOUT SUR LA CAMPAGNE FILM CONTRE LES PRÉJUGÉS.

14.00 Espace 3 : Objectif santé.

13h30 SAMEDI VISION
Présenté par Philippe Gildas
- TOP -
- COMPTES DES ENTREPRENEURS -
- L'ÉCONOMIE LE CONTRÔLE -
- SCÉNOS Bases et TP -
- Tâches pour... des créations avec GUYOTTE

14.15 Espace 3 : Le grand écran de l'industrie.
15.15 Théâtre : Tout est bien qui finit bien.
Cyril Shapour (en v.o.).
17.30 Jeu : Les gènes en herbe.
17.55 Dessin animé : Bucky et Peppo.
18.00 Flash d'informations.
19.15 Actualités régionales.
19.53 Dessin animé : *Ulysse 31*.
20.04 Disney Channel, pour les tout-petits.
Winnie l'ourson.
20.35 Disney Channel, pour les jeunes et les moins jeunes.
22.00 Journal.
22.30 Série : *Dynastie*.
Les tians (2^e partie).
23.20 Documentaire : L'art en tête.
Émission proposée par le Centre audiovisuel de Paris.
23.45 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

14.00 T.S.F. : *Terror froide*. 15.35 Cabot cadin. 16.05 Série : *Triangle en bermudes*. 16.35 Série : *Mr Gun*. 17.05 Série : *Hollywood blues*. 17.50 T.S.F. : *Mémoires savages*. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.20

POUR LES ABONNÉS
A 20'30 FOOTBALL
BARCELONE CF / REAL MADRID
Le choc du Championnat d'Espagne en direct
A 22'15 BOXE
ROMAN (MEX) / MONTERO (FR)
En direct du Championnat du monde

Dimanche 1^{er} février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

8.00 Bonjour la France.
Journal présenté par Jean-Claude Bouquet.
9.00 Zappé ! Zappé !
Émission de Christophe Izard.
Avec les marionnettes d'Yves Branier.
10.00 Série : Tarzan.
11.00 Trente millions d'amis.
Émission de Jean Lenoir et Anne Sissolair.
Guth et Grus ; Taxi de nuit, cheval de jour ?
11.30 Spécial sports.
Voix : Coupe de l'Amérique. Ski : Coupe du monde à Crans-Montana.
12.15 Magazine : Auto-moto.
13.00 Journal.
13.25 Série : *Star Trek* et *Hutch*.
14.20 Variétés : A la folie, pas du tout.
Avec Jean YVES.
A l'occasion du lancement d'ARIES, premier sur-officiel de la Ligue des échecs, Joli Lautier, champion du monde d'échecs dans la catégorie des moins de quarante ans, affrontera simultanément vingt adversaires reliés au studio par minitel. (Pour suivre la partie, composer le 5615, code ARIES.)
Sport dimanche.
Moto sur glace.
18.30 Tirocô à Vincennes.
18.45 Variétés : A la folie, pas du tout (suite).
19.00 Série : Pour l'amour du risque.
Magazine : Sept sur sept.
Invité : le comte de Paris.
19.55 Tirage du Loto sportif.
20.00 Journal.
20.35 Cinéma : *Mort d'un pourri* ■■ film français de Georges Lautner (1977), avec Alain Delon, Ornella Muti, Stéphane Audran, Maurice Rosta, Michel Aumont, Jean Bouise, Klaus Kinski. *L'ami d'un homme politique qui a tué un ministre chanteur devient à lui-même en aide et à récupérer des dossiers compromettants. Dénonciation de la violence et de la corruption dans les milieux proches du pouvoir au cours des années 70.*
22.30 Sport dimanche soir.
23.30 Magazine : C'est à lire.
Émission de Luce Perrot.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

8.30 Informations et météo.
8.35 Les chevaux du Tirocô.
9.00 Connaître l'islam.
Le double Chabada.
9.15 A table ouverte.
10.00 Présence protestante.
10.30 Le jour du Seigneur.
11.00 Messe en direct de la cathédrale d'Angoulême, prés. père Jean-Michel Di Falco.
Dimanche Martin.
Entrez, les artistes.
13.00 Journal.
13.20 Tout le monde le sait.
14.30 Série : Mac Gyver.
Assassin tous contras.
15.20 L'école des fens.
Invité : Yvette Horner.
16.25 Le kiosque à musique.
17.00 Série : *Heu Ramsay*.
2^e épisode : Le mystère de la rose jaune.
18.50 Stade 2.
Basket : championnat de France ; natation : meeting de Boulogne ; ski : championnats du monde (dames) ; tir : championnat de France ; auto ; boxe ; kendo ; escrime ; escalade : open de France.
19.30 Série : *Maguy*.
Un magicien classé. Avec Rosy Varto, Jean-Marc Thiébaud, Marie Villalongo, Henri Garcia.

20.00 Journal.
20.35 Série : Les enquêtes de commissaire Maigret.
Le suit du carrefour. Avec Jean Richard, Michel Galabru, François Caduc.
Des nouvelles étranges dans un carrefour. Un couple lié par un échec.
22.00 Musiques au cœur : Aimer-vous toujours Brahms ?
Émission d'Eve Ruggieri.
Le 4^e symphonie : concert donné par l'Orchestre de Paris sous la direction du chef d'orchestre italien Carlo Maria Giulini. Avec (sans réserve) une interview du maître à Milan. Présentation de l'actualité musicale du livre, du disque et des concerts.
22.15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

8.00 Debout, les enfants.
Winnie l'ourson ; Croque-tout...
10.00 Magazine : Mosaïque.
Rétrospective 10^e anniversaire.
12.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.
13.00 Dialectes.
13.30 Forum RMC-FR 3.
14.30 Sports loisirs.
17.00 Amuse 3.
Bouba.
17.25 Dessin animé : Lucky Luke, etc.
17.55 Documentaire : *Splendeur sauvage*.
De Frédéric Rossif. Le regard du singe.
18.25 RFD hebdo.
18.55 Amuse 3 (suite).
19.00 Muppet Babies.
19.45 Jeu : Cherchez la France.
20.04 Série : *Benny Hill*.
20.35 Les géants de la musique.
Cyril Karl Böhm.
Requiem KV 626 de Mozart.
21.45 Magazine : *Cellibre*.
Le petit hebdo du polar.
21.55 Journal.
22.30 Cinéma de minuit : *La Femme du prêtre* ■■ film italien de Dino Ris (1970) (v.o.), avec Sophia Loren, Marcello Mastroianni, Venantino Venantini. *Une fille en mini-jeu veut épouser un curé en sou-tane qui l'a, en quelque sorte, sauvée du suicide. Dino Ris a exploité commercialement le problème des prêtres désirant revenir à la vie civile, dans une comédie un peu lourde, un peu roublarde, saute-pourrait par la fantasia des deux vedettes.*
0.15 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

7.00 Top 50. 7.45 Cabot cadin. 8.30 Cinéma : 5 % de risque ■■ film français de Jean Poullet (1979), avec Bruno Ganz, Jean-Pierre Cassel, Aurélien Clermont, Pierre Michael. 10.05 Cinéma : *Tootsie* ■■ film américain de Sydney Pollack (1982), avec Dustin Hoffman, Jessica Lange, Teri Garr, Dabney Coleman, Charles Durning, Bill Murray. 12.00 Le croc-note show. 12.05 Camille plus. 13.00 Flash d'informations. 13.05 Top 20. 14.00 T.S.F. : *Deux filles et un caniche*. 15.30 Série : *Les maîtres*. 16.10 Basket professionnel américain. 17.15 Cinéma : *Papa est en voyage d'affaires* ■■ film yougoslave d'Emir Kusturica (1985), avec Predrag-Miki Manojlovic, Moreno de Bartoli, Mirjana Karanovic, Mustafa Nadarevic, Mira Furlan, Davor Dujmovic. En 1950-1952, la Yougoslavie de Tito doit se défendre contre les ennemis prosaïques de l'intérieur. Un petit garçon de six ans, dont le père a été envoyé dans un camp de

Football : Les couilles. 20.30 Football : 25^e journée du championnat d'Espagne. Barcelone FC-Real Madrid (en direct de Barcelone). 22.15 Flash d'informations. 22.16 Boxe. Championnat du monde des super-mouches : Antonio Montero-Gilberto Román (en direct de Montpellier). 0.00 Cinéma : *En seldes cancheur* ■■ film américain de Joseph Sargent (1983), avec Christina Baines, Joe Lamine, Emilio Ibarra, Marielene Costello, Louis Gnanbalvo. *Une jeune femme et un monarque échappés d'un hôpital psychiatrique : un champion de jeux vidéo et une machine électronique : un évêque poursuivi par une mystérieuse voiture noire : une famille attaquée par un roi géant. Quatre sketches fantastiques où il y a plus de temps fabuleux que de temps forts.* 1.35 Cinéma : *Les Russes Champs* ■■ film français de Christian-Jaque (1963), avec Marina Vlady, Bourvil, Pierre Brasseur, Véra Lisi, Umberto Orsini, Jacques Monod. 3.25 Cinéma : *Terror dans la salle* ■■ film américain d'Andrew J. Kuehn (1984), avec Clint Eastwood, Faye Dunaway, Sylvester Stallone, Jane Fonda, Dustin Hoffman, Anthony Perkins, Elliot Gould, Bette Davis, Sissy Spacek. 4.50 Cinéma : *Catch 22* ■■ film américain de Mike Nichols (1970), avec Alan Arkin, Anthony Perkins, Paul Prentiss, Orson Welles, Jack Gilford, Martin Balsam.

LA « 5 »

13.40 Série : Kojak. 14.35 Dessins animés : Les Schtroumpfs. 15.30 Série : Chaps. 16.25 Série : K 2000. 17.20 Série : *Shérif*, fais-moi peur. 18.15 Série : *Supercopter*. 19.10 Série : *Happy Days*. 19.35 Série : *Star Trek*. 20.30 Série : *Thriller*. 21.40 Série : *Arabeques*. 22.35 Série : Kojak. 23.35 Football américain. « Super Bowl » : Giants de New-York contre Broncos de Denver. 1.10 Série : *Supercopter*. 2.05 Série : *Thriller*.

TV 6

14.00 6 Toile. 17.00 Dessin animé : Les catcheurs du rock. 18.00 Variétés : *Tan-tan*. 19.30 Série : *Max la meute*. 20.00 Jeux : *Une page de rock*. 20.30 Série : *Les Indes*. 21.30 Série : *A. Hitchcock*. 21.45 6 Toile.

FRANCE CULTURE

20.30 Série : *Métropolis*, de Didier Dancodier. 22.16 Démarches, avec André Nakov pour les soirées de Malévitch. 22.30 Musique : *Réverence*. La musique de chambre entre tradition et création : La voix murée, de Jean-Baptiste Devillers. Quatuor avec piano, de Florent Schmitt. Quatuor avec piano, de Gabriel Fauré. 0.05 Clair de nuit.

FRANCE MUSIQUE

20.30 Concert : *Métamorphoses*, Don Quichotte, de Richard Strauss, par l'Orchestre philharmonique de Nice, dir. B. Klobucar, avec Gary Hoffman, violoncelle. 23.00 Les soirées de France-Musique.

LA « 5 »

7.40 Série : *Happy Days*. 8.10, 14.30 Dessins animés : Les Schtroumpfs. 9.05 Série : *Ripide*. 10.00 Série : *Shérif*, fais-moi peur. 10.50, 15.25 Série : Chaps. 11.15 Série : K 2000. 12.40 Série : *Supercopter*. 13.40 Série : Kojak. 16.15 Série : K 2000. 17.15 Série : *Shérif*, fais-moi peur. 18.10 Série : *Supercopter*. 19.10 Série : *Happy Days*. 19.30 Série : *Star Trek*. 20.30 Cinéma : *Zig-Zag* ■■ film français de Laszlo Szabo (1974), avec Catherine Deneuve, Bernadette Lafont, Hubert Deschamps, Walter Chiari, Jean-Pierre Kalfon. *Deux jeunes femmes chantent dans une boîte de nuit de Pigalle et se prostituent - de façon très fantasmatique - pour payer la construction d'un chalet de montagne. D'étranges personnages gravitent autour d'elles. Une mosaïque de destins qui se croisent dans un monde nocturne, plus rétrograde dans un jour laiteux presque brisé. Un comique absurde, une brusque tension dramatique, des moments d'émotion. Deneuve et Lafont à contre-emploi. Film à surprise.* 22.00 Série : Kojak. 23.00 Série : *Supercopter*. 0.00 Série : La cinquante dimension. 0.55 Série : Kojak. 1.50 Série : *Star Trek*.

TV 6

14.00 Réaffirmations : Les envahisseurs ; Au cœur du temps ; La grande vallée. 17.00 6 Toile. 19.00 NRJ 6. 20.00 Série : Les globe-trotters. 20.30 Cinéma : *Creepshow* ■■ film de Cesar Romero, avec Hal Holbrook, Adrienne Barbeau, Leslie Nielsen, Fritz Weaver, Carrie Wye. *Un vent violent fait tourner les pages d'un album de bandes dessinées horribles. Cinq histoires s'entendent. Humour noir, angloise et peu panique. Un hommage de Stephen King, scénariste et du réalisateur de la Nuit des morts-vivants, aux BD fantastiques des années 50.* 22.10 Variétés : *Tan-tan* (rediff.). 23.40 6 Toile.

FRANCE CULTURE

20.30 Atelier de création radiophonique. 22.30 Musique : Trois fois en. Avec Angélique Ionatos, Colette Magny, Brenda Wootton. 0.05 Clair de nuit.

FRANCE MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 23 janvier au grand auditorium de Radio-France) : Six pièces pour orchestre op. 6, de Weber ; Le chant de la terre, de Mahler, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Marek Janowski, avec Jacques Prad, 1^{er} violon ; Hanna Schwarz, mezzo-soprano ; Jeffrey Lavton, ténor. 23.00 Les soirées de France-Musique : à 23.05, climats ; à 1.00, champ d'étoiles : voyage à travers la chanson.

POUR REVEILLER LES INTESTINS PARESSEUX
un herbesan dans une d'eau bien chaude
Demandez conseil à votre pharmacien.
Ne pas utiliser chez l'enfant, chez la femme en cas de grossesse ou d'allaitement, ni de façon prolongée sans avis médical.

Economie

Une étude de l'INSEE

L'investissement sauveur de l'emploi

Une étude de l'INSEE montre qu'une amélioration durable de la situation économique passe par un énorme effort d'investissement.

Les difficultés du quotidien, le désordre des monnaies, l'écho des querelles politiques risquent de faire oublier que la situation de notre économie est fondamentalement améliorée ces dernières années : l'inflation a reculé, les entreprises sont moins endettées et parfois plus prospères, les comptes extérieurs du pays équilibrés grâce à la baisse des prix pétroliers. N'était le chômage qui continue de croître, 1987 et les années suivantes pourraient annoncer des temps meilleurs.

Ces temps viendront peut-être à partir de 1989. Une équipe d'économistes de l'INSEE vient de démontrer (1) ce que l'on pressentait, à savoir qu'il est maintenant possible de tablir sur une croissance économique plus soutenue sans inflation supplémentaire, sans détérioration de la santé de nos entreprises. Une condition est toutefois posée dont dépend tout le reste : que soit accepté un énorme effort d'investissement.

La croissance économique pourrait atteindre 2,8 % par an entre 1987 et 1991 avec des hausses de prix de 3,2 % l'an en moyenne (une très légère accélération se produisant au fait justement de l'insuffisance des capacités de production). Jusqu'en 1989 nos performances en termes d'expansion continueraient d'être inférieures à celles des pays industrialisés. Mais, à partir de là, le produit intérieur brut français croîtrait plus vite qu'à l'étranger, comme cela était le cas avant 1983.

Pour arriver à ce résultat, qui n'est pas mince si l'on se souvient que notre taux de croissance n'a pas dépassé 1,1 % entre 1979 et 1985, le pays devra continuer d'accepter pendant encore longtemps un partage de la valeur ajoutée favorisant les entreprises aux dépens des ménages. Sacrifice peu glorieux au demeurant, puisque l'étude de l'INSEE montre que le pouvoir d'achat du revenu disponible pourrait croître en moyenne de 2,9 % par an et la consommation de 2,6 % contre, respectivement, 1 % et 1,9 % entre 1979 et 1985.

A ce prix, qui apparaîtrait doux après plusieurs années de recul du pouvoir d'achat, au prix également d'une stabilisation de la pression fiscale pesant sur les entreprises, l'investissement pourrait — devrait — entamer une montée en puissance pour atteindre un rythme moyen de 6,3 % l'an entre 1987 et 1991, rythme qui serait même de 9,3 % pour les seules entreprises industrielles (hors énergie, transports et télécommunications).

L'indispensable effort

De pareils taux sont indispensables pour que se développent — au rythme de 2,6 % l'an dans l'exercice effectué par l'INSEE — les capacités de production industrielle. Celles-ci sont en effet constamment réduites par le déclassement d'une quantité importante d'équipements mis en service une quinzaine d'années plus tôt ! Et comme l'essentiel des investissements effectués depuis le premier choc pétrolier a visé la rationalisation et non l'accroissement des capacités...

Mais, dira-t-on, si tout était si simple et si peu coûteux en termes de sacrifices, que ne l'a-t-on fait plus tôt ? La stratégie proposée par l'INSEE n'aurait pu se concevoir il y a trois ans, nos paiements extérieurs étant trop déséquilibrés. Une certaine marge de manœuvre existe maintenant. Force est, ensuite, de reconnaître que rien n'est simple quand il s'agit d'investissements. Ce sont des milliers de chefs d'entreprise — et non l'Etat — qui décident chaque année, indépendamment les uns des autres, les sommes qu'ils consacreront pour s'équiper et se moderniser.

« On ne force pas à boire un œuf qui n'a pas soif », dit-on couramment pour exprimer le sentiment d'impulsion que peut éprouver un gouvernement en constatant que, malgré tous ses efforts, les entreprises n'investissent pas assez. Une chose devrait pourtant rassurer : parmi les facteurs qui poussent à investir ou à s'abstenir d'investir, certains sont subjectifs, comme le climat politique, d'autres au contraire très objectifs. Parmi ces derniers, la santé financière des

firmes, la demande adressée à ces firmes par les ménages, notamment, les taux réels d'intérêt.

La première condition semble à peu près remplie maintenant, et l'exercice de l'INSEE a été fait sur l'hypothèse que l'actuelle politique économique favorise aux entreprises prises pour suivie. La deuxième condition est plus difficile à mettre en œuvre : un relâchement de la demande — pour soutenir la demande — ferait courir le double risque de gonfler les coûts des entreprises et de réduire leurs profits, mais aussi de relancer l'inflation, ce qui doit être évité si l'on veut conserver au franc sa valeur par rapport aux autres monnaies.

L'INSEE a tout de même retenu dans ses calculs une croissance progressive du pouvoir d'achat des salaires à partir de 1988, croissance qui rejoindrait, à partir de 1989, les gains de productivité.

Des propos d'iconoclastes mais...

On voit tout ce que peut avoir d'iconoclaste un raisonnement énonçant des gains de pouvoir d'achat au moment où il n'est question dans le discours officiel que du simple maintien — voire de la baisse — des salaires réels. Rigueur acceptée depuis 1982 à cause de la montée insupportable du chômage, l'hérésie de l'analyse auquel se sont livrés les économistes de l'INSEE est d'autant plus nouvelle que l'INSEE est d'autant plus une nouvelle voie ou plutôt de nouvelles perspectives. Il aboutit à cette conclusion que l'austérité peut ne pas durer éternellement et qu'elle n'est peut-être pas souhaitable trop longtemps.

Reste quand même, malgré une explosion de l'investissement industriel au rythme de presque 10 % l'an, qui fragiliserait notre balance commerciale, un chômage qui atteindrait 14 millions de personnes en 1991, soit 14 % de la population active. (2)

Une telle constatation condamne d'autant moins la voie de l'investissement intensif que la plupart des politiques ayant comme objectif d'améliorer l'emploi se heurtent tôt ou tard à l'insuffisance des capacités

de production. On l'a vu en 1981 avec la relance socialiste et, d'une certaine façon, au premier semestre 1986.

Aussi, l'INSEE, pour éviter cette catastrophe que représenteraient 3,4 millions de chômeurs, suggère de forcer davantage l'allure en matière d'investissement industriel. A l'amélioration des profits, au renforcement de la demande des ménages, il est ajouté une troisième condition : la baisse des taux d'intérêt réels.

Capacité de production accrue, inflation moindre, croissance activée : en 1991, les effets d'une telle politique seraient encore modestes sur l'emploi (20 000 créations, dont 11 000 dans l'industrie). Mais ils se feraient plus nettement sentir à l'horizon de l'an 2000, puisque le nombre des chômeurs serait alors inférieur de 150 000 à ce qu'il aurait été sans « forcing ».

En attendant ces temps, qui apparaîtront lointains à ceux qui n'ont pas de travail, l'INSEE suggère le développement du travail à temps partiel, qui, grâce à une productivité moindre, permettrait de créer des emplois (200 000 d'ici à 1991) à coût modéré. Il suggère aussi une certaine relance par la demande publique, autorisée par de meilleures rentrées fiscales et par la baisse de taux d'intérêt qui réduiraient le coût de la dette publique. Relance qui, au prix d'une très légère détérioration des déficits des administrations (0,5 point), aboutirait à la création de 45 000 emplois en quatre ans.

Le chômage n'est pas stoppé (3), mais il augmente moins vite. A suivre...

ALAIN VERHOLES.

(1) « L'Economie française à l'horizon 1991 », in : *Economie et Statistique*, numéro 195, janvier 1987.

(2) La croissance de la population active (180 000 par an) ne se ralentira notablement qu'à partir de 1995. Elle commencera à diminuer à partir de 2005.

(3) Le freinage du chômage pourrait être plus fort si aux investissements de rationalisation de ces dix dernières années succédaient des investissements de capacité.

Avenir incertain pour l'énergie nucléaire

L'Indonésie confie l'étude d'un réacteur à Framatome

Le développement de l'énergie nucléaire après la catastrophe de Tchernobyl reste incertain. Certes la plupart des programmes continuent sur leur lancée. Ainsi 21 nouveaux réacteurs, décollant de commandes passées au début de la décennie, ont été coulés au réseau l'an passé dans le monde (1), a annoncé cette semaine l'Agence internationale de l'énergie atomique, en soulignant qu'aucun chantier de construction n'a été arrêté depuis l'accident. Au total, le parc nucléaire mondial s'élevait à la fin de 1986 à 394 réacteurs dans 26 pays, assurant 15 % de la production mondiale d'électricité.

Mais la situation est beaucoup plus confuse pour les commandes nouvelles, et les informations se succèdent, soufflant le chaud et le froid sur l'industrie. D'un côté, certains pays absents ou sortis du marché de la construction nucléaire continuent à bâtir des projets. C'est le cas de l'Indonésie, jusqu'ici peu intéressée en raison de ses ressources de gaz et de pétrole, mais qui vient de conclure avec la société française Framatome un mémorandum pour l'étude d'un réacteur de 600 à 900 mégawatts, payé sous forme de concession. Ce projet, s'il aboutit, permettrait à Djakarta de faire face à ses besoins énergétiques au siècle prochain, lorsque ses réserves d'hydrocarbures (dix-huit années de production) seront épuisées.

De même la Grande-Bretagne, qui n'a pas commandé de réacteur depuis 1980, pourrait décider enfin d'ici mars la construction de la seconde tranche de la centrale de Sizewell, dans le sud-est du pays. Le rapport d'expertise remis au gouvernement cette semaine après quatre ans d'enquête publique conclut que le réacteur qui, contrairement aux

précédents, adopterait la technique américaine PWR à eau pressurisée, serait la solution la mieux adaptée pour faire face aux besoins en électricité du pays.

En sens inverse, l'accident de Tchernobyl fait hésiter un certain nombre de pays déjà engagés dans le nucléaire. Après la Finlande et les Pays-Bas, la Belgique pourrait à son tour différer la poursuite de son programme. Le secrétaire d'Etat belge à l'énergie a déclaré mardi 27 janvier que le gouvernement devrait attendre un débat parlementaire sur les conséquences de Tchernobyl avant de décider la commande de la huitième tranche nucléaire belge. En vertu des accords passés entre la France et la Belgique, Bruxelles devait, avant la fin mars 1987, donner le feu vert à la commande de ce réacteur prévu à Doel, et pour lequel les sociétés françaises doivent assurer la moitié des travaux. En cas de non-respect du calendrier, des pénalités sont prévues.

Enfin, en Suisse, un projet d'initiative populaire réclamant un moratoire de dix ans sur la construction de centrales nucléaires a d'ores et déjà recueilli 130 000 signatures, soit plus que le minimum requis (100 000) pour permettre aux promoteurs de l'initiative de proposer un projet de loi en vote de leurs compatriotes. La récolte des signatures se poursuivra jusqu'à la fin février, et le projet devrait être officiellement déposé au printemps.

V. M.

(1) 6 en France, 5 aux Etats-Unis, 2 au Canada, en Tchécoslovaquie, en RFA, et en Corée du Sud, et 1 au Japon et en Hongrie.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Dumez lance une OPA de 1 milliard de francs sur une société canadienne

L'un des plus importants groupes français de travaux publics, Dumez, a lancé, le jeudi 28 janvier, une OPA sur la totalité des actions de la société canadienne Westburne International Industries, spécialisée dans la construction pour l'énergie. Dumez s'est associé avec Unicorp Canada, une société développant ses activités dans le domaine du gaz, du pétrole, de l'énergie et de l'immobilier au Canada et aux Etats-Unis. Pour se faire, une société nouvelle (70 % Dumez, 30 % Unicorp) a été créée. Elle propose aux actionnaires de Westburne un prix de 20 dollars canadiens par action, soit 234 millions de dollars pour la totalité des actions (1 milliard de francs environ). Dumez et Unicorp détiennent déjà ensemble environ 17 % du capital de Westburne.

Zodiac : une percée décisive dans les toboggans pour avions

Le groupe Zodiac, numéro 1 mondial des structures gonflables, avec 1,2 milliard de francs de chiffres d'affaires, a racheté, sous réserve de l'autorisation de la Federal Trade Commission, la société américaine Air Cruisers. Cette société du New Jersey réalise un chiffre d'affaires annuel de 25 millions de dollars (150 millions de francs) et un bénéfice avant impôt de 3,5 millions de dollars, dans la fabrication de toboggans d'évacuation et de radars de sauvetage pour avions, soit environ la moitié du marché mondial, concurrent avec une filiale de la firme américaine Goodrich.

Cette opération permettra à Zodiac d'accéder à un marché porteur à un moment où les flottes aériennes se renouvellent.

Le chocolat belge Côte d'Or racheté par Jacobs-Suchard

Les chocolats Côte d'Or — un des fleurons de l'industrie belge, mais aussi le sponsor du dernier bateau d'Eric Tabarly — vont passer sous contrôle suisse. Le groupe Jacobs-Suchard s, en effet, annoncé qu'il allait, dans un premier temps, devenir l'actionnaire principal de Côte d'Or, puis, dans un deuxième temps, lancer une opération publique d'achat sur la totalité des actions du groupe. Côte d'Or a réalisé, en 1986, un chiffre d'affaires de 7,3 milliards de francs belges (environ 1 milliard de francs français) et emploie 1 600 personnes.

Le groupe suisse, qui réalise un chiffre d'affaires de plus de 20 milliards de francs dans le café et le chocolat, exerce un quasi-monopole dans le secteur du chocolat en Belgique, puisqu'il y possède déjà plusieurs marques. — (Corresp.)

Total subit un fort effet de stocks

Total a dégagé, en 1986, « un résultat économique » de l'ordre de 6 milliards de francs, en hausse de 76 % sur 1985, si l'on fait abstraction

des effets de la chute des cours du pétrole sur les stocks. Si on intègre ce phénomène, le résultat comptable devrait être négatif de 1,1 milliard à 1,5 milliard de francs (contre un bénéfice de 1,4 milliard en 1985).

Selon les estimations, le groupe dégagerait une marge brute d'autofinancement « économique » de 11,6 milliards de francs, en hausse de 27,7 % par rapport à 1985 (8,9 milliards).

SEP : l'échec d'Ariane « coûté » 300 millions de francs

Une « année contrastée » : c'est ainsi que le président de la Société européenne de propulsion (SEP), M. Jean Solier, a présenté l'exercice 1986. Le chiffre d'affaires, de 2,6 milliards de francs, est en progression de 16 % par rapport à 1985. Mais il a subi un coup de 300 à 350 millions de francs supplémentaires s'il n'y avait eu l'échec du dernier tir de la fusée Ariane, dont la SEP fabrique le système de propulsion. Les résultats, non encore arrêtés, seront de 25 à 35 millions de francs et les investissements de 150 millions de francs, en nette progression par rapport à l'année précédente. M. Solier prévoit pour 1987 un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs. En 1987 sera aussi « probablement » engagée une augmentation de capital.

La BEI financera le tunnel sous la Manche

La Banque européenne d'investissements (BEI) négocie avec le consortium Eurotunnel afin de participer pour 1 milliard de livres sterling (9,2 milliards de francs) au financement du tunnel sous la Manche. Celui-ci coûterait un peu plus de 5 milliards de livres. La décision définitive interviendra au milieu de l'année 1987. M. Ernst-George Broder, président de la BEI, a également annoncé, le 29 janvier, que sa banque entendait financer la construction du TGV-Nord, qui est, selon lui, « un projet d'un très grand intérêt ».

Fragilité des échanges industriels

L'effort d'investissement qui est demandé aux entreprises sur la période 1985-1991 aura pour effet, dans un premier temps, de compromettre l'équilibre de la balance commerciale, indique l'INSEE dans le même numéro d'Economie et Statistique.

La branche des biens d'équipement contribuera pour moitié, à elle seule, à la dégradation du solde des échanges industriels. En France courante, prévoit l'INSEE (et hors le cas d'un écart conjoncturel, qui, comme en 1982 et en 1986, aggraverait la situation), l'excédent industriel serait de 80 milliards, alors qu'il était de 80 milliards en 1985.

Cette prévision décevante, tient, d'un côté, à une relance des importations tirée par la demande intérieure (...). De l'autre côté, nos exportations se heurtent à une concurrence multiple, dont celle des nouveaux pays industrialisés, tels la Corée du Sud et Singapour. Il en

résultera une nouvelle distribution des parts de marché, le jeu, si l'on peut dire, consistant à savoir qui fera de la place à ces nouveaux arrivants.

Les branches construction navale, aéronautique et armement resteront excédentaires, mais ce qui faisait encore notre force en 1985 — services marchands aux entreprises, automobile, transports, sidérurgie et mécanique — perdrait du terrain. En compensation, le solde agro-alimentaire serait excédentaire de 50 milliards de francs en 1991, contre 30 milliards en 1985, c'est le secteur où l'offre nationale est la plus forte. En revanche, dans des secteurs à croissance rapide (biens d'équipement, matières plastiques), « de nombreuses parts de marché ne sont pas détenues par des producteurs nationaux », et résisteront donc mal à la concurrence étrangère.

Malgré des crédits en forte baisse

M. Madelin redécouvre l'ANVAR

L'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche) l'a échappée belle. M. Madelin ne la supprimera pas et, au contraire, récemment affirmé la nécessité d'une politique d'innovation. Mais 1986 restera, pour l'ANVAR, une année noire. Le FIM (Fonds industriel de modernisation) qu'elle gère a été supprimé. Les dotations budgétaires d'aide à l'innovation ont été réduites de 40 % en cours d'année à 58,7 millions de francs, contre 98,3 millions prévus (et 906,3 millions attribués en 1985). Malgré cela, l'ANVAR a pu préserver ses engagements à hauteur de 942,3 millions (contre 1 112,6 millions en 1985). Cette réduction d'engagements, limitée à 15 %, a été rendue possible par une forte croissance des remboursements des aides antérieures qui ont atteint 243 millions, contre 154 millions en 1985.

Du coup, l'ANVAR a fortement diminué ses engagements au niveau du siège (dossiers supérieurs à 3 millions de francs) au profit des dossiers instruits au niveau des régions : respectivement 371,8 millions en 1986 pour les premiers (contre 634,5 millions en 1985), et

570,5 millions pour les seconds (contre 466,6 en 1985).

L'effort en faveur des PME (moins de 500 salariés) a donc considérablement augmenté puisqu'il est passé de 67 % des crédits d'aide à l'innovation l'année dernière, contre 60 % l'année précédente.

1987 se situera dans la lignée de 1986. Les engagements totaux devraient, selon les prévisions minimales, atteindre 840 millions de francs avec des dotations de 566,5 et des remboursements de 250 millions (le solde est constitué par des reprises d'autorisation de programmes). Les engagements au profit des PME devraient atteindre 700 millions de francs, soit 83,3 % du total.

Pour mieux concentrer son action sur les PME, l'ANVAR a d'ailleurs signé une convention avec la CGPME d'une part, une autre avec le Crédit lyonnais et l'Anolion d'autre part. L'agence met l'accent sur les délégations régionales, qui vont désormais employer la moitié de ses effectifs après une réduction de soixante postes à Paris.

C. B.

● M. Périgot reçu par M. Mitterrand. — Après avoir été reçu par le président de la République le 29 janvier, M. François Périgot, président du CNPF, a déclaré : « L'entretien qui vient de se dérouler illustre la rôle et l'importance du CNPF dans la vie économique et sociale du pays. Nous avons eu avec le président de la République un échange de vues important et direct... Nous lui avons exprimé notre souci de voir les entreprises françaises mises en état de compétitivité internationale. Nous l'avons assuré de notre volonté d'user avec discernement des libertés qui sont les nôtres et de développer toutes les voies de la coopération pour renforcer la cohésion sociale des entreprises. »

● M. Guiraud à la présidence de l'Institut de l'entreprise. — M. François Guiraud, président de la société Ficher-Bauchau, a été élu le mardi 27 janvier à la présidence de l'Institut de l'entreprise, en remplacement de M. François Périgot, élu en décembre dernier président du CNPF. M. Guiraud, soixante-cinq ans, est membre de la Fédération protestante de France et du Centre français du patronat chrétien. Il était depuis 1980 membre du conseil d'orientation et président du groupe social de l'Institut de l'entreprise.

Le Saint-Siège prend position sur la dette du Tiers-Monde.

AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ HUMAINE
Une approche éthique de l'endettement international.

Le texte de la Commission Pontificale « Justice et Paix » et quatre études explicatives donnant tous les renseignements financiers et bancaires. Avec le concours de P. Laurent SJ et du CERAS.

100 pages 49 F.

cerf

AVIS DE CONSULTATION

1. - Désignation et adresse du service qui passe le marché :
RÉGION DE PICARDIE
11, rue Albert-1^{er}
BP 2018 - AMIENS CEDEX
2. - Mode de passation : Appel d'offre ouvert.
3. - Objet du marché :
a) Ligne d'extension : cathédrale d'Amiens.
b) Nature : organisation de la journée inaugurale des fêtes du millénaire.
Nécessaire de 3 avril 1987.
L'opération consiste en :
1. - Invitation ;
2. - Réception de huit cents personnes environ (accueil, dîner, concert, manifestation, hébergement...).
4. - Le délai d'exécution envisagé est de HUIT semaines (8).
5. - Le règlement de la consultation et des cahiers des charges et de leurs annexes peuvent être demandés au service à :
RÉGION DE PICARDIE
Direction de l'Aménagement régional
11, rue Albert-1^{er}
BP 2018 - 80028 AMIENS CEDEX
Tél. 22-57-37-37, poste 3327
6. - a) La date de réception des offres (avec références et chiffres d'affaires des trois dernières années, pour les entreprises nouvelles) est fixée compte tenu de l'urgence au 5 février 1987 à 12 heures.
b) Les offres seront adressées à :
RÉGION DE PICARDIE
Direction de l'Aménagement régional et de l'Aménagement régional
11, rue Albert-1^{er}
BP 2018 - 80028 AMIENS CEDEX
c) Peuvent-elles être rédigées en langues étrangères ? Non.
8. - Un cautionnement sera demandé.
9. - Les modalités de financement et de paiement sont celles prévues par le règlement en vigueur.
10. - Les soumissionnaires fourniront les renseignements et justifications prévues par l'article 251 du CMP.
11. - Seuls les critères prévus par l'article 300 du CMP seront pris en considération.
15. - L'avis de consultation est envoyé le 28 janvier 1986... à la publication chargée de l'insertion.

Social

Les salaires dans les assurances

Les syndicats déboutés

La branche assurances de la Fédération CFDT des services et son syndicat parisien ont été déboutés, le 27 janvier, par le tribunal de grande instance de Paris. Les syndicats avaient assigné les quatre groupes d'assurances nationalisées - l'UAP, le GAN, les AGF et la MGF du Mans - et quatre sociétés nationalisées pour non-application d'un accord salarial. Le 20 janvier 1986, en effet, la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), avait conclu un accord salarial avec la CFDT et la CGC. Mais les sociétés nationalisées n'ont pas suivi la recommandation contenue dans

l'accord d'appliquer au 1^{er} septembre 1986, « sauf cas exceptionnel », une majoration de 1 % des salaires réels. La CGC avait, de son côté, assigné trois sociétés de l'UAP (le Monde daté 23-24 novembre 1986).

Le tribunal de grande instance de Paris a débouté les syndicats en établissant une distinction entre salaires minima, négociés dans les branches, et salaires réels, négociés dans les entreprises, et en considérant que la recommandation pour le 1^{er} septembre n'était pas un caractère obligatoire. La CFDT a décidé de faire appel.

Dirigeant des Commissions ouvrières espagnoles

M. Camacho annonce son départ

M. Marcelino Camacho, secrétaire général du syndicat espagnol Comisiones obreras (CC OO), centrale proche du Parti communiste, a annoncé, le 29 janvier à Madrid, qu'il ne se représenterait pas à cette fonction lors du prochain congrès en novembre 1987.

M. Camacho, âgé de soixante-neuf ans, est un des dirigeants historiques du mouvement syndical espagnol. Il a présidé la base du syndicat durant le dernier mot sur

son avenir syndical. Il s'est déclaré prêt « à modifier sa participation » en tant que militant syndicaliste, l'éventualité d'une présidence d'honneur étant envisagée.

M. Camacho a été le syndicaliste le plus actif durant le franquisme et pendant les premières années de la transition vers la démocratie en Espagne. Il a été incarcéré pendant plus de quatre ans sous le régime de Franco. Il est secrétaire général des CC OO depuis 1978. — AFP.

A la Sécurité sociale

Suppression de la franchise postale

La loi « portant diverses mesures d'ordre social », après son examen par le Conseil constitutionnel, a enfin été publiée au Journal officiel du mercredi 28 janvier.

Par conséquent, la franchise postale est supprimée dès maintenant pour la correspondance avec les organismes de sécurité sociale : les assurés sociaux devront timbrer leurs lettres. La loi autorise ensuite le gouvernement à modifier la nature de l'établissement ou la durée du séjour de « forfait journalier » payé pour les hospitalisés depuis 1983 et fixé à 25 F depuis le 1^{er} janvier. Elle autorise aussi à étendre des charges sociales, au moins en partie, pour la rémunération d'une aide à domicile, les personnes âgées, celles ayant à charge un enfant handicapé et bénéficiant de l'allocation d'éducation spécialisée et celles devant « recourir à l'assistance d'une tierce personne pour les actes ordinaires de la vie ».

Par ailleurs, la loi permet aux médecins conventionnés pratiquant des honoraires libres de s'affilier à la Caisse d'assurance-maladie des travailleurs indépendants (CANAM) au lieu de celle des salariés comme les autres médecins conventionnés. Ce choix devra être fait dans les deux mois qui viennent.

Enfin, la loi autorise les employeurs à s'assurer contre les conséquences financières d'une faute inexcusable de leur part, comme ils pouvaient déjà le faire pour leurs subordonnés — une disposition qui a provoqué des protestations des syndicats. Les employeurs pourront aussi obtenir des avances des caisses d'assurance-maladie pour des actions de prévention.

La trésorerie du régime général resterait équilibrée au premier semestre 1987

La trésorerie du régime général de la Sécurité sociale va traverser une période délicate. Au 31 décembre dernier, l'ACOSS (Agence centrale des organismes de Sécurité sociale), qui gère la trésorerie du régime général, avait en caisse 11,854 milliards de francs, soit 750 millions de plus qu'elle ne prévoyait. Toutefois, en raison de versements encore à intervenir, notamment l'apurement des dotations des hôpitaux publics pour 1985 (852 millions de francs) et le montant du forfait postal pour le dernier trimestre 1986 (214 millions), le « solde significatif » pour l'année 1986 n'était que de peu supérieur à 9 milliards de francs (contre 8 milliards prévus par le dernier rapport des comptes de la Sécurité sociale). Au 31 décembre 1985, il y avait 21,249 milliards de francs en trésorerie, dont un « solde significatif » de 29 milliards pour l'exercice.

La situation sera donc tendue dans les prochains mois, notamment en raison de la mensualisation des retraites, qui entraîne une baisse moyenne de trésorerie de l'ordre de 6,5 milliards de francs. Pour le mois de janvier, les « sorties » prévues s'élevaient à 62,5 milliards de francs seulement, contre 83,1 milliards de francs de recettes attendues : pour février, en revanche, les sorties devaient être de 62,2 milliards de francs et les encaissements de 53,2 milliards seulement. L'ACOSS négocie actuellement la rationalisation annuelle du « plafond » d'avances de la Caisse des dépôts : celui-ci devrait être porté à 8,5 milliards de francs. Mais il ne serait pas nécessaire de recourir aux avances de la Caisse des dépôts avant la fin du premier semestre 1987.

G. H.

Une commission sur les rapports URSSAF-usagers « Humaniser » un recouvrement efficace — en 1985, 97,94 % des cotisations ont été recouvrées dans l'année, « à clarifier des règles qui favorisent un juridisme parfois irritant » — les tribunaux des affaires sociales consacrent les quatre quinquèmes de leur temps à des litiges avec les URSSAF (Unions de Sécurité sociale et d'allocation familiale), — inégalement strictes de surcroît, telles sont les missions confiées à la commission sur l'amélioration des relations des usagers et les usagers, installée mardi 27 janvier par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales. Composée de représentants des entreprises, de l'administration, des juridictions, des URSSAF, elle sera présidée par M. Claude Thomas, président de l'AFPA, la commission doit remettre son rapport en avril.

Grève à l'hôtel Prince de Galles. — Plusieurs dizaines d'employés de l'hôtel Marriott-Prince de Galles (palace situé avenue George-V à Paris) sont en grève. Le personnel proteste contre la réduction des effectifs de l'hôtel, qui connaît des difficultés depuis le début de l'année 1986 (voir le Monde affaires de ce jour). Il demande que du personnel soit réembauché et une amélioration des conditions de travail.

Marchés financiers

PARIS, 30 janvier ↑

Reprise

La Bourse de Paris a remonte la pente pour la dernière séance hebdomadaire. A l'approche de la clôture, l'indicateur instantané gagnait 1,1 %, après avoir repris 0,9 % en séance du matin. Autour de la corbeille, les investisseurs réagissaient à la remontée du dollar au-dessus de la barre des six francs. L'information selon laquelle l'Allemagne de l'Ouest s'apprêtait à baisser son taux directeur (de 4 à 3 %) réduisait du coup à l'ouvrage au marché, qui retrouvait du même coup le chemin de la hausse. On notait aussi des rachats d'opérateurs à découvert, tandis que les étrangers arrêtaient de vendre.

Parmi les valeurs les mieux orientées figurait Raffinage (+11 %), Saint-Louis, Bouchon et Panarroyo. Les valeurs pétrolières étaient très recherchées. Damart était aussi bien orienté, toujours porté par les effets de la vague récente de froid.

En repli, l'obligation 2 % d'Auxiliaire d'entreprises, UIC, Spie-Berthoulet, Darty et BNP participatif cédaient aussi du terrain.

Autour de la corbeille, les opérateurs n'entretenaient cependant pas un trop grand espoir au sujet de l'évolution prochaine des monnaies, en dépit du geste allemand. La prudence restait de mise, en attendant de juger sur une durée plus longue les effets du recul des taux au jour le jour outre-Rhin. Les professionnels continuèrent de considérer une légère reprise de la hausse des prix. Ils reconnaissaient cependant l'importance du volume des liquidités prêtes à s'investir en Bourse.

Le marché obligataire accueillait avec satisfaction le recul des taux allemands. La hausse était générale au MATIF. Le contrat à échéance septembre 1987 gagnait 0,66 % à 108,45.

Lingot : 79 600 F (+ 650) ; napoleon : 519 F (- 2 F).

NEW-YORK, 29 janvier ↓

Prises de bénéfices

Dans un marché très actif, l'indice des valeurs industrielles a poursuivi son évolution en dents de scie pour clôturer à 2 160,01, marquant ainsi un retrait de 3,37 points.

Quelque 206 millions d'actions se sont échangées, contre 155,82 millions lors de la séance précédente.

Selon les analystes, les prises de bénéfices, après les gains de près de 270 points enregistrés depuis le début de l'année, ainsi que les ventes stop sur ordinateur ont contenu l'essor du marché. De plus, des rumeurs non confirmées selon lesquelles la Réserve fédérale américaine finirait intervenir pour stabiliser le dollar ont contribué à entretenir une certaine nervosité dans les milieux boursiers.

Un raffermissement de la monnaie américaine risque, en effet, de tarir les investissements étrangers à Wall Street.

Parmi les valeurs les plus actives figuraient Union Carbide (4 millions de transactions), Southern Corp. (3,144 millions), American Telephone (2,643 millions) et General Motors (2,489 millions).

VALEURS	Cours de 29 jan.	Cours de 28 jan.
Alcoa	40 5/8	40 3/8
A.T.T.	28 1/4	28 1/8
Boeing	38 3/8	38 1/2
Chemical Bank	38 3/8	38 1/2
De Pont de Nemours	38 3/8	38 1/2
Eastman Kodak	74 7/8	74 1/4
Exxon	81 1/4	81
Ford	74 7/8	74 1/4
General Electric	101 1/4	100 1/4
General Motors	71 1/8	71 1/4
IBM	128 3/4	128 3/4
Intel	80 1/2	80 1/2
Johnson & Johnson	43 1/4	43 1/4
Phar	82 3/4	82 1/8
Schlumberger	38 3/8	38 1/2
Texas	38 3/8	38 1/2
U.S. Steel	56 1/4	56 1/8
Union Carbide	29 1/8	29 1/4
U.S. West	21 1/4	21 1/8
Washington	63 3/4	63 1/2
Waste Corp.	67 3/8	67 1/8

INDICES BOURSISERS

PARIS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)
29 jan. 29 jan.
Valeurs françaises... 165,4
Valeurs étrangères... 99,6
Cotations des agents de change
(base 100 : 31 déc. 1981)
Indice général... 425,7 424,4

NEW-YORK

(Index Dow Jones)
29 jan. 29 jan.
Industrielles... 2163,9 2160,01
LONDRES
(Index Financial Times)
29 jan. 29 jan.
Industrielles... 1440,4 1437
Mines d'or... 331,1 322,6
Fonds d'Etat... 85,31 85,35

TOKYO

29 jan. 30 jan.
Nikkei... 29 218,5 29 248,35
Indice général... 170,73 170,65

CHANGES

Dollar : 6,03 F ↑

Initialement stables, les cours du dollar se sont brutalement orientés à la hausse, après l'annonce d'une baisse des taux d'intérêt allemands à très court terme, reversés de 3,8 % à 3 %. En conséquence, le billet vert est passé de 1,78 DM à 1,81 DM et de 5,95 F à 6,03 F, le cours du deutschemark à Paris revenant de 3,3380 F à 3,3325 F.

FRANCFORT 29 jan. 30 jan.
Dollar (en DM)... 1,78 1,81
Tokyo 29 jan. 30 jan.
Dollar (en yen)... 152 151,75

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)
Paris (30 jan.)... 81/4-8 3/8
New-York (29 jan.)... 61/4

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 29 janvier
Nombre de contrats : 26 105
ÉCHÉANCES
COURS — — Mars 87 Juin 87 Sept. 87
Dernier... — — 105,75 105,70 105,80
Précédent... — — 106,10 106 106,05

AUTOUR DE LA CORBEILLE

UNION CARBIDE : RETOUR AUX BÉNÉFICES EN 1986. — Malgré un quatrième trimestre déficitaire de 495 millions de dollars, Union Carbide est redevenue bénéficiaire en 1986. Le groupe chimique américain a dégagé un résultat positif de 496 millions de dollars pour l'ensemble de l'année, contre une perte de 581 millions de dollars en 1985. Le chiffre d'affaires, quant à lui, a baissé de 1 %, à 6,3 milliards de dollars.

ATT ENREGISTRE UNE BAISSE DE 91 % DE SES RÉSULTATS. — La compagnie américaine de télécommunications ATT a enregistré, en 1986, un déficit net de 139 millions de dollars, en baisse de 91 % par rapport à 1985, où il s'élevait à 1,56 milliard de dollars. Le chiffre d'affaires de la firme s'est replié de 1 % à 34,09 milliards de dollars.

LES BÉNÉFICES DE DU PONT DE NEMOURS EN HAUSSE DE 38 %. — Le groupe chimique Du Pont de Nemours annonce un bénéfice net de 1,338 milliard de dollars, en hausse de 38 % par rapport à 1,118 milliard de dollars de 1985.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVIS

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	+ ou -	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
SEUL...	5,9470	5,9390	+ 105	+ 120	+ 215	+ 245	+ 610	+ 710
Scm...	4,4987	4,4436	+ 25	+ 43	+ 54	+ 87	+ 133	+ 223
Yen (100)...	3,9171	3,9217	+ 124	+ 139	+ 264	+ 289	+ 885	+ 880
DM...	3,3363	3,3399	+ 104	+ 122	+ 226	+ 253	+ 657	+ 734
Real...	2,9372	2,9602	+ 65	+ 76	+ 139	+ 159	+ 436	+ 495
F.S. (100)...	16,059	16,104	+ 64	+ 62	+ 28	+ 103	+ 168	+ 696
F.S.	3,7908	3,7746	+ 167	+ 168	+ 312	+ 345	+ 895	+ 986
L. (100)...	4,6827	4,6887	- 37	- 37	- 161	- 111	- 994	- 993
L. (100)...	5,1435	5,1451	- 150	- 150	- 404	- 354	- 1125	- 931

TAUX DES EUROMONNAIES

SEUL	5	6 1/4	6 1/8	6 1/2	6 3/4	6 7/8	6 1/4	6 1/8	6 1/4
DM	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8
Real	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8
F.S. (100)	7 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2
F.S.	1	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
L. (100)	9	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
L. (100)	11 1/8	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
L. (100)	8 1/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par nos grands banques de la place.

COMMERCE

Concurrence

M. Balladur met fin à la querelle des super-centrales d'achat

Fin officielle de l'épisode des trois super-centrales d'achat (DI-FRA, ARCI et SERFAAL) qui, en 1984, avaient provoqué la grogne des industriels fournisseurs du grand commerce, accusant le ministre de l'Économie et des finances de l'époque, M. Bérégovoy, de saisir la commission de la concurrence. Son successeur, M. Edouard Balladur, leur interdit deux pratiques condamnées par la récente ordonnance (du 1^{er} décembre 1986) sur la liberté des prix et la concurrence et pousse l'éponge sur ce qui pouvait dans leur objet, constituer une entente. Les trois décisions ministérielles, parmi les dernières du genre, sont publiées au Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes du 29 janvier.

Après ce chant du cygne de la commission de la concurrence, on

repart à zéro, avec le nouveau conseil de la concurrence, en cours de formation, qui sera chargé d'appliquer les nouvelles règles du jeu.

En accord avec ce texte, le ministre précise donc aux super-centrales qu'elles doivent, dès maintenant, s'abstenir d'ajouter les chiffres d'affaires ultérieurs de leurs membres pour obtenir des fournisseurs une ristourne supplémentaire à celle accordée à chacun, et renoncer à la pratique du « défranchement » (ne plus acheter un produit) sans contrepartie.

La hache de guerre avait au reste déjà été enterrée entre industriels et distributeurs, qui avaient signé en 1985 et 1986, au sein d'une commission ad hoc du CNPF, des accords sur les règles du jeu à respecter.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Caisse nationale de l'énergie — Obligations 9,80 % 1979
Les intérêts courus du 26 février 1986 au 25 février 1987 sur les obligations Caisse nationale de l'énergie 9,80 % 1979 seront payables, à partir du 26 février 1987, à raison de 176,40 F par titre de 2 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 8 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source dont le droit à un avoir fiscal de 19,60 F (montant global : 196 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 29,38 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 1,96 F, faisant ressortir un net de 145,04 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

A compter de la même date, les 27 359 obligations comprises dans la série de numéros 461 948 à 497 327 sortis au tirage du 24 décembre 1986 cesseront de porter intérêt et seront remboursables, à 2 000 F, coupon n° 9 au 26 février 1988 et suivantes.

Ces obligations sont représentées les séries de numéros d'obligations sorties aux tirages antérieurs :

- Amortissement 1982 : 450 756 à 461 947 ;
- Amortissement 1983 : 089 800 à 102 089 ;
- Amortissement 1984 : 567 525 à 569 232 et 569 236 à 581 020 ;
- Amortissement 1985 : 131 202 à 147 021 ;
- Amortissement 1986 : 381 906 à 404 172.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 12,50 % février 1980

Les intérêts courus du 25 février 1986 au 25 février 1987 sur les obligations Caisse nationale de l'énergie 12,50 % février 1980 seront payables, à partir du 25 février 1987, à raison de 562,50 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 7 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source dont le droit à un avoir fiscal de 62,50 F (montant global : 625 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 93,71 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 6,25 F, faisant ressortir un net de 462,54 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

A partir de la même date, ces obligations cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 5 000 F (démontés de coupons).

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 14,80 % février 1981

Les intérêts courus du 16 février 1986 au 15 février 1987 sur les obligations Caisse nationale de l'énergie 14,80 % février 1981 seront payables, à partir du 16 février 1987, à raison de 666 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 6 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source dont le droit à un avoir fiscal de 74 F (montant global : 740 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 110,95 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 5,90 F, faisant ressortir un net de 547,65 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

S.A.P.A.R. — Obligations à taux variable août 1982

Les intérêts courus du 17 février 1986 au 16 février 1987 sur les obligations S.A.P.A.R. à taux variable août 1982 seront payables, à partir du 17 février 1987, à raison de 495 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 5 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source dont le droit à un avoir fiscal de 55 F (montant global : 550 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 82,46 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 5,90 F, faisant ressortir un net de 407,04 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

UNITED TECHNOLOGIES

Résultats : 4^e trimestre et année 1986

	4 ^e TRIMESTRE		ANNÉE	
	1985	1986	1985	1986
● Bénéfice net (en millions de US \$)	16,9	-22* (119)**	312,7	72,7* (419)**
● Chiffre d'affaires (en millions de US \$)	4,2	4,4	15	15,7
● Bénéfice par action	1,25	-1,75 (9,91)**	2,12	0,27 (1,09)**
Après dilution (en US \$)	1,19	-1,75 (9,91)**	2,25	0,54 (3,13)**
● Carbone de commande (en 31-12, en millions de US \$)			11,7	13,6

* Après provisions constituées pour un plan de restructuration et de réduction des effectifs, qui a nécessité l'inscription d'une charge avant impôts de US \$ 593 millions (US \$ 346,7 millions après impôts).

** Chiffres hors provisions.

SAINT-LOUIS-BOUCHON

La Chambre syndicale des agents de change, par un avis en date du 27 janvier 1987, a fait connaître le résultat de l'offre publique d'échange proposée pour le compte de Saint-Louis Bouchon, par la Banque Demachy et associés et la Banque nationale de Paris.

Il résulte du décompte des ordres que cette offre a rencontré un très large succès, puisque les actions offertes (71 %), augmentées de celles antérieurement détenues par le groupe Saint-Louis Bouchon, représentant 95 % du capital de Lessor SA.

Il sera proposé à une assemblée générale extraordinaire, qui se réunira en mars prochain, d'augmenter le capital de Saint-Louis Bouchon d'un montant de 229 924 400 F, par création de 229 924 actions, qui seront réparties entre les actionnaires de Lessor SA ayant répondu à l'offre publique d'échange.

La confiance témoignée par l'ensemble des actionnaires de Lessor SA va permettre au nouveau groupe d'aborder une nouvelle phase de son développement et de jouer un rôle de premier plan dans la construction du nouveau paysage agro-alimentaire.

SOLAIRE-PRODEF

La Société holding SOLAIRE-PRODEF communique que l'opération de cession de sa filiale Solaire Produits d'entretien à Henkel France, annoncée fin novembre 1986, vient de prendre effet, les conditions suspensives ayant été levées.

Cette opération donne à la holding Solaire-PRODEF de nouveaux moyens pour développer ses activités, en particulier autour de ses filiales spécialisées : IDEAL, LHM et STES.

(Publié)

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en vente de fonds de

COMMERCE

BOUTIQUES — LOCAUX — BUREAUX
salles, cafés, florissantes, divers
dans le Journal spécialisé depuis 40 ans

« LES ANNONCES »

En vente partout 5 F et 36, rue de

Milieu, 75011 Paris — Tél. (1) 48-05-30-30

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

30 JANVIER

Cours relevé
à 14 h 54

Règlement mensuel

Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1105	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1105	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	107	Orléansville Cst	106	107	107.50	+ 1.42
1106	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1106	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	108	De France-West	594	595	596	- 1.56
1107	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1107	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	109	Eastland	41	476	476	- 0.78
1108	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1108	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	110	Eastland	41	476	476	- 0.78
1109	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1109	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	111	Eastland	41	476	476	- 0.78
1110	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1110	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	112	Eastland	41	476	476	- 0.78
1111	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1111	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	113	Eastland	41	476	476	- 0.78
1112	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1112	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	114	Eastland	41	476	476	- 0.78
1113	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1113	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	115	Eastland	41	476	476	- 0.78
1114	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1114	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	116	Eastland	41	476	476	- 0.78
1115	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1115	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	117	Eastland	41	476	476	- 0.78
1116	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1116	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	118	Eastland	41	476	476	- 0.78
1117	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1117	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	119	Eastland	41	476	476	- 0.78
1118	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1118	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	120	Eastland	41	476	476	- 0.78
1119	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1119	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	121	Eastland	41	476	476	- 0.78
1120	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1120	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	122	Eastland	41	476	476	- 0.78
1121	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1121	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	123	Eastland	41	476	476	- 0.78
1122	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1122	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	124	Eastland	41	476	476	- 0.78
1123	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1123	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	125	Eastland	41	476	476	- 0.78
1124	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1124	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	126	Eastland	41	476	476	- 0.78
1125	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1125	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	127	Eastland	41	476	476	- 0.78
1126	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1126	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	128	Eastland	41	476	476	- 0.78
1127	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1127	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	129	Eastland	41	476	476	- 0.78
1128	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1128	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	130	Eastland	41	476	476	- 0.78
1129	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1129	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	131	Eastland	41	476	476	- 0.78
1130	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1130	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	132	Eastland	41	476	476	- 0.78
1131	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1131	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	133	Eastland	41	476	476	- 0.78
1132	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1132	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	134	Eastland	41	476	476	- 0.78
1133	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1133	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	135	Eastland	41	476	476	- 0.78
1134	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1134	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	136	Eastland	41	476	476	- 0.78
1135	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1135	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	137	Eastland	41	476	476	- 0.78
1136	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1136	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	138	Eastland	41	476	476	- 0.78
1137	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1137	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	139	Eastland	41	476	476	- 0.78
1138	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1138	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	140	Eastland	41	476	476	- 0.78
1139	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1139	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	141	Eastland	41	476	476	- 0.78
1140	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1140	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	142	Eastland	41	476	476	- 0.78
1141	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1141	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	143	Eastland	41	476	476	- 0.78
1142	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1142	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	144	Eastland	41	476	476	- 0.78
1143	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1143	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	145	Eastland	41	476	476	- 0.78
1144	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1144	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	146	Eastland	41	476	476	- 0.78
1145	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1145	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	147	Eastland	41	476	476	- 0.78
1146	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1146	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	148	Eastland	41	476	476	- 0.78
1147	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1147	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	149	Eastland	41	476	476	- 0.78
1148	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1148	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	150	Eastland	41	476	476	- 0.78
1149	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1149	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	151	Eastland	41	476	476	- 0.78
1150	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1150	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	152	Eastland	41	476	476	- 0.78
1151	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1151	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	153	Eastland	41	476	476	- 0.78
1152	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1152	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	154	Eastland	41	476	476	- 0.78
1153	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1153	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	155	Eastland	41	476	476	- 0.78
1154	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1154	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	156	Eastland	41	476	476	- 0.78
1155	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1155	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	157	Eastland	41	476	476	- 0.78
1156	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1156	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	158	Eastland	41	476	476	- 0.78
1157	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1157	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	159	Eastland	41	476	476	- 0.78
1158	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1158	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	160	Eastland	41	476	476	- 0.78
1159	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1159	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	161	Eastland	41	476	476	- 0.78
1160	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1160	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	162	Eastland	41	476	476	- 0.78
1161	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1161	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	163	Eastland	41	476	476	- 0.78
1162	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1162	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	164	Eastland	41	476	476	- 0.78
1163	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1163	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	165	Eastland	41	476	476	- 0.78
1164	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1164	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	166	Eastland	41	476	476	- 0.78
1165	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1165	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	167	Eastland	41	476	476	- 0.78
1166	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1166	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	168	Eastland	41	476	476	- 0.78
1167	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1167	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	169	Eastland	41	476	476	- 0.78
1168	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1168	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	170	Eastland	41	476	476	- 0.78
1169	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1169	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	171	Eastland	41	476	476	- 0.78
1170	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1170	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	172	Eastland	41	476	476	- 0.78
1171	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1171	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	173	Eastland	41	476	476	- 0.78
1172	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1172	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	174	Eastland	41	476	476	- 0.78
1173	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1173	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	175	Eastland	41	476	476	- 0.78
1174	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1174	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	176	Eastland	41	476	476	- 0.78
1175	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1175	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	177	Eastland	41	476	476	- 0.78
1176	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1176	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	178	Eastland	41	476	476	- 0.78
1177	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1177	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	179	Eastland	41	476	476	- 0.78
1178	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1178	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	180	Eastland	41	476	476	- 0.78
1179	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1179	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	181	Eastland	41	476	476	- 0.78
1180	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1180	Compagnie	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	182	Eastland	41	476	476	- 0.78
1181	A.B. & 1973	1586	1575	1576	- 0.63	1181</											

Comptant (sélection)

Second marché (collection)

VALEURS			% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations																
4,5 % 1972 LIX.					Chenex	670	650	Mitrologie Internat.			A.S.P. S.A.	1301	1205	Dessau	2440	2440
Em. 7 % 1973	7615				1198	1118	1100	230	230	Alcan Massillon	1017	1023	Doreville	860	860	340
Em. 6,80 % 77	124 07	8 100			2020	2120	101	104	104	Alcan Massillon	1017	1023	Doreville	860	860	340
8,80 % 78/83	101 75	5 450			Cogit	518	511	Navig. Elec. de			B.I.C.M.	895	882	Dreux-Cl. couvent	3400	3280
10,80 % 79/94	104 85	4 400			Compteur	571	580	790 Parisien	480	487	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,20 % 80/85	106 25	5 765			Co Industriale	3510	3510	Optique	230	238 20	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			Comp. Lyon-Alain	720	720	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			Co Industriale	1120	1120	Optique	230	238 20	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest	253	261
12,50 % 80/87	100 11	4 045			C.A.P.	22	24	Optique	1480	1482	B.P.M.	1234	1186	Edif. Indus. Brest</		

SICAV (selection)

29/1

[illegible]**Hors-cote**

.....	8 70	9 80
.....	1179	1170
.....	185	...
.....	465	405
.....	985	875
.....	325	320
.....	250	...
.....	1070	...
.....	550	594
.....	148	148 10
.....	85 70	0 10 a
.....	222	...
.....	380	...
.....	142	...

Droits et bons

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

MINITEL
La gestion en direct
de votre portefeuille personnel
36.15 Tapez LEMONDE puis BOURSE

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La fin de la conférence islamique de Koweït. 4 La démission du directeur de la BBC. - La réunion du comité central du PCUS. 5 Les développements de l'« Irangate ».	6 à 9 La séminaire gouvernemental et la conférence de presse de M. Jacques Chirac. 8 Le journal d'un amateur, par Philippe Boucher.	10 L'affaire du Carrefour du développement. 18 Un point de vue de M. Claude Malhuret. SPORTS 17 JO : Killy hors Jeux.	20 La peinture britannique au vingtième siècle à la Royal Academy. - Crise à la Cinéma-thèque. - Le Salon de la BD à Angoulême. 21 Haute couture, la cassette chinoise de l'été. 21 Communication.	24 Avenir incertain pour l'énergie nucléaire. - Les prévisions de l'INSEE. 25 Démarrage des négociations au GATT. 26 Social. 26-27 Marchés financiers.	Radio-télévision 23 Annonces classées 25 Cartes 18 Météorologie 19 Mots croisés 16 Philatélie 19 Loto 19 Spectacles 22	• Etranger : les points chauds 24 heures sur 24. • Sondage : comment écrivez-vous ? • Livres : les dernières livraisons. Actualité, Immobilier, Météo, Bourse, Télémarketing, Tété. 36.15 Tapez LEMONDE

La réunion de la convention nationale de l'UDF

Un sursaut de fierté

L'UDF réunit, le samedi 31 janvier, au Zénith, à Paris, une convention nationale qui a fait l'objet d'un dosage subtil entre les cinq composantes de la confédération. Le seul sujet qui intéresse toute l'UDF n'est pas à l'ordre du jour : l'élection présidentielle de 1988.

Les responsables de l'UDF ont établi un singulier record : tenir exactement cinquante mois sans provoquer le moindre congrès ni la plus petite convention. Le dernier congrès de l'UDF remonte aux 27 et 28 novembre 1982. Presque de l'histoire ancienne ! C'était à Pontaise. L'UDF connaissait alors les affres de l'opposition. Dans une salle confonduée à son intention, M. Valéry Giscard d'Estaing repassait pour la première fois le nez à la fenêtre, d'aucuns jurant du même coup que jamais plus on ne les y reprendrait.

Depuis, il ne s'est effectivement rien passé. Pour obsessionnelle de la récupération giscardienne, puis lottardienne ou barriste, refus de chacune des composantes d'admettre l'intérêt supérieur de cette confédération qui n'existe réellement qu'au moment des élections, les causes aussi, tout cela a contribué à ce que cette UDF se trouve durant plus de quatre ans dans l'incapacité de rassembler les élus et les responsables de ses cinq composantes sous la même bannière, et devant une seule tribune. C'est dire que la convention nationale de samedi est un événement qui ne se reproduira peut-être pas de si tôt.

Les esprits pratiques y verront sans doute la conséquence d'un soudain et miraculeux assainissement des finances de la famille UDF depuis le 16 mars. Plus sérieusement, pourquoi ce qui fut impossible durant quatre ans va-t-il se réaliser en ce début d'année 1987, la seule année - paradoxe supplémentaire - qui ne verra normalement aucune élection ?

Faut-il croire que les rivalités entre centristes et libéraux du PR, entre giscardiens, lottardiens, barristes seraient fondus comme neige au soleil ? Ce serait assurément faire montre d'un bel optimisme. Les organisateurs de cette manifestation ont dû déployer un luxe de précautions pour éviter tout noyautage par-

M. FRANÇOIS LÉOTARD

invité du « Grand Jury

RTL - Je Monde

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL - Je Monde », diffusée le 1^{er} février de 18 h 15 à 19 h 30.

Le maître de Fréjus, secrétaire général du Parti républicain, qui aura participé la veille à la convention nationale de l'UDF, répondra aux questions d'André Passeton et de Daniel Carton, de RTL, et de Dominique Pommerehne et de Jean-Pierre Tison, de RTL. Le débat sera dirigé par Olivier Mazerolle.

tisan de la salle. Six mille personnes sont attendues. Interdiction générale de hisser la plus petite bannière. Tous pour l'UDF, l'UDF pour tous.

Selon une règle de quotas discutée pendant des semaines, chaque formation a reçu un contingent strict d'invitations proportionnel à son poids politique au sein de la confédération. Le temps de parole de chaque orateur a été minuté pour faire une convention... la plus conventionnelle possible. Néanmoins certains n'excluaient pas que d'autres puissent avoir recours, comme on dit autour des stades, à la double billetterie. D'autres encore ne pouvaient tout à fait s'empêcher de penser que certains se feraient une obligation de se constituer « en brigades d'applaudissements et de sifflets ».

Unaniment et prudemment, les dirigeants de l'UDF sont convenus de ne pas aborder, au cours de cette journée, le seul sujet qui aujourd'hui passionne tout le monde à l'UDF : celui du choix de son candidat à l'élection présidentielle de 1988. Libéraux et radicaux en ont même fait une condition sine qua non de leur présence à cette convention. M. François Léotard n'a cessé de rappeler ces derniers jours qu'il importait d'éviter « toute confusion et toute précipitation ». Silence dans la salle et rendez-vous l'année prochaine, « quand le moment sera venu ».

Pas de grand-messe présidentielle donc, ce qui n'interdit vraisemblablement pas les messes basses dans les couloirs. Qu'importe ! L'autre UDF ne veut pas perdre ses plumes. « J'espère », a souhaité M. Jean Lecanuet, qu'il n'y aura pas dans la salle du Zénith des tentatives d'exalter par acclamations un nom ou un autre.

M. Barre

« très chaleureux »

M. Raymond Barre se contentera, lui, d'être au zénith des sondages. N'ayant pas considéré ce rendez-vous politique comme suffisamment important pour se dispenser de sa participation annuelle au symposium international de Davos, en Suisse, le député du Rhône fera lire en début de séance un long message qui, en croisant son entourage, sera « très chaleureux ». Si tel est le cas, il est peu probable que la salle recueille avec froideur les encouragements du non-candidat non-présent. Ce n'est pas ce qui inquiète les centristes, qui redoutent plutôt que M. Giscard d'Estaing, se drapant dans sa toge de père fondateur de l'UDF, ne s'évertue à se distinguer. Partant du principe que « l'élection présidentielle de 1988 n'est plus au pré-occupation », un responsable CDS craignait encore par exemple que celui-ci ne tienne « un discours très unitaire et très partisan », susceptible de contrarier la stratégie de rassemblement des barristes.

Un risque peut en cacher un autre. En tout cas, les responsables de l'UDF ne désirent pas prendre

non plus celui d'évoquer publiquement, au cours de cette convention, le débat sur un possible rapprochement avec les socialistes. Chacun a pu constater ces derniers temps, notamment au travers de la toute récente explication entre M. Jacques Barrot et M. Alain Madelin, qu'un tel sujet était peu propice au renforcement des liens de camaraderie entre centristes et libéraux.

Pour M. Léotard, persuadé que si « la majorité n'est pas en mesure d'être battue par les socialistes », elle est en revanche « en mesure de se suicider », pas question de « flirter avec les socialistes ». M. Lecanuet est le premier à convenir qu'il serait fâcheux de « livrer la bataille présidentielle en ayant déjà signé l'armistice ». Ce sujet sera donc, lui aussi, évacué, les responsables de l'UDF ayant retenu du bon docteur Queuille que, en la circonstance, l'important n'était pas de résoudre les problèmes mais de les taire.

« Le RPR n'a pas changé »

Alors, pourquoi cette convention ? Dans le carton expédié à tous les militants, M. Lecanuet indique qu'elle sera pour eux « l'occasion majeure d'affirmer notre capacité de réflexion et de proposition sur les thèmes qui (leur) tiennent à cœur et qui concernent l'avenir de la France : les libertés, l'emploi et la solidarité, l'Europe et la défense ». Incontestablement, ces dix mots de pratique gouvernementale ont rapproché davantage les points de vue centriste et libéral sur ces différentes questions. Suffira-t-il de le constater ?

A la tête du seul véritable laboratoire à idées de l'UDF que sont les clubs Perspectives et Réalités, M. Alain Lamassouire certifie que l'UDF doit aller plus loin dans le renouvellement de sa doctrine pour « justifier la présence au premier tour de l'élection présidentielle d'un candidat UDF face à M. Chirac premier ministre qui, de toute façon, sera jugé sur son action gouvernementale ». Et puis, ajoute-t-il, « il ne faudrait pas que nous nous retirions en 1988 en ayant pris un an de retard sur le règlement des problèmes et pris un an d'avance sur la polémique des personnes ». Vouloir montrer la voie à suivre, les clubs ont été les seuls à rédiger « une contribution » intitulée « pour une société libérale à conscience sociale ». Son examen sera-t-il prioritaire au cours de cette convention ? Il est permis d'en douter.

Car l'objectif essentiel de cette journée n'est pas là. Le principe de l'organisation de cette convention avait été arrêté à la fin de l'été dernier, au moment où les surechères à l'intérieur de l'UDF n'avaient d'égal que la volonté du RPR d'en jouer pour mettre sous telle ou telle majorité. Le climat ne s'est guère amélioré depuis. Bien au contraire. Les tentations hégémoniques du RPR sur la majorité et au sein du

gouvernement sont toujours aussi pesantes. Après avoir cru le contraire, les libéraux du PR ne sont plus les derniers à confier, en éblouissant parfois de saisisants parallèles avec les pratiques du Parti communiste, que « le RPR n'a pas changé et qu'il ne changera pas ».

Bref, l'adversité étant comme souvent l'épreuve du courage, chacun au sein de l'UDF a fini par se rendre compte de la nécessité de prouver que l'UDF existe. Autrement dit, cette convention nationale n'est rien d'autre qu'un sursaut de fierté d'une UDF soumise, comme l'annonce M. Lecanuet, « d'exprimer sa force d'implantation, son unité et son identité ».

L'unité à toutes chances de n'être que de façade, l'identité d'apparence un peu floue. Qu'importe ! Les responsables de l'UDF voudraient seulement que, prenant la peine de baisser le son, on ne retienne de cette convention qu'une image : celle de six mille militants rassemblés en un même lieu pour prouver aux autres et à eux-mêmes que l'UDF boege encore !

DANIEL CARTON.

Sur le vif

Haut les cœurs !

Il faut que je vous parle d'un sujet délicat, là, aujourd'hui. De quoi ? De votre zén, messieurs. C'est mes chefs qui me l'ont demandé. Si, si, je vous jure. A la conférence, ce matin, il y en a un qui évoquait le cas d'un chirurgien en fuite, condamné par contumace, à Mulhouse, à trente mois de prison et 230 000 balles d'amende pour escroquerie, coups et blessures volontaires. Il prétendait rallonger les petits robinets un peu trop discrets. On m'a refilé la dépêche : Tiens, prends, c'est pour toi. Essaye de faire preuve d'un peu de doigté pour une fois.

Bon, alors, que je vous raconte. Cet « artiste du pénis » a pratiqué une bonne centaine d'implants au silicone, traitement réservé à l'impuissance organique, sur des modèles réduits en parfait état de marche. Des Allemands pour la plupart. Il faisait de la pub dans leurs journaux : Je vous garantis des érections normales et une verge souple au repos. Tu parles ! Les malheureux se sont retrouvés avec des membres bizarres, douloureux, gonflés comme des ballons.

Incapables de boutonner leurs pantalons. Enfin, la case ! Seul pour un gai luron de soixante-dix berges qui est venu bomber le torse à la barre des témoins : Maintenant, ça va trois fois mieux qu'avant.

Dur, dur d'être un homme, un vrai. Quand on voit où va se nicher leur amour-propre, on se dit qu'elle est bien fragile, bien éphémère, la condition masculine. J'en parle l'autre jour à un professeur réputé. Il a trouvé un produit qu'on s'injecte soi-même dans les testicules, juste avant de passer à l'acte, pour être à la hauteur. Gare à ne pas dépasser la dose, sinon le septième ciel on y monte... et on n'en redescend pas. Je lui demandais si ça faisait mal. Oui, encore assez. Mais l'obsession est telle qu'on se cramponne à la première perche tendue : griffes, aphrodisiaques, attrape-poges, cures miracles. Sur ce marché-là, marché honnête, marché noir, marché de dupes, à la Bourse du sexe, c'est le boom permanent.

CLAUDE SARRAUTE.

En Espagne

Voiture piégée à Saragosse
Deux morts, trente-six blessés

MADRID de notre correspondant

Deux morts et trente-six blessés, dont plusieurs dans un état grave, tel est le bilan provisoire de l'attentat qui s'est produit le vendredi 30 janvier peu après 8 heures du matin à Saragosse, à 300 kilomètres au nord-est de Madrid.

Une voiture piégée, stationnée sur une place, dans le centre de la ville, a fait explosion au passage d'un autobus transportant des officiers de l'Académie militaire de Saragosse. Le chauffeur du véhicule a été tué sur le coup. Plusieurs passants ont été, eux aussi, atteints par la déflagration. L'explosion a été particulièrement violente, endommageant toutes les maisons situées sur la place.

L'autobus, qui effectuait apparemment tous les jours le même trajet, allait chercher chaque matin une vingtaine d'officiers à leurs domiciles respectifs pour les emmener à l'Académie militaire. Il s'agit du premier attentat frappant cet établissement. Cette action n'a pas encore été revendiquée, mais personne ne doute à Madrid qu'elle est l'œuvre de l'ETA militaire.

Il s'agit du premier attentat enregistré depuis le démantèlement, le 16 janvier, du « commando Madrid », de l'organisation indépendantiste. Tout porte à croire que l'ETA a voulu, de la sorte, démontrer que cet important succès policier n'avait pas véritablement affecté sa capacité opérationnelle. Cet attentat montre également que

THIERRY MALINIAK.

Deux dissidents soviétiques
autorisés à émigrer

Moscou (UPI, Reuter). - Les autorités soviétiques ont autorisé les dissidents Anatoli Koryaguine et Sergueï Khodorovitch à quitter leurs camps de travail et à émigrer vers l'ouest, a-t-on appris, vendredi 30 janvier, de source digne de foi dans les milieux dissidents.

M. Koryaguine, un psychiatre de quarante-huit ans, qui servait de consultant à un groupe d'officiers surveillant les accords d'Helsinki de 1975, avait été condamné en 1981 à douze ans de camp de travail et d'exil intérieur pour agitation antisoviétique.

M. Khodorovitch, quarante-cinq ans, est un informaticien qui a mis sur pied un fonds au profit des familles de dissidents emprisonnés. Il a été condamné en 1983 à trois ans de camp de travail. Sa peine a été prolongée de trois ans après qu'il eut été accusé d'activités antisoviétiques pendant sa détention.

• URSS : incendie à l'hôtel Rossia, de Moscou (un mort). - Une femme a péri et plusieurs personnes ont été hospitalisées à la suite d'un incendie qui s'est produit, jeudi soir 29 janvier, au Rossia, l'un des plus grands hôtels de Moscou, a annoncé, vendredi, l'agence Tass.

L'incendie était dû à l'implosion d'un poste de télévision dans l'une des chambres, indique l'agence, qui ne précise pas la nationalité des victimes.

Un grave incendie, en 1977, dans ce même hôtel avait fait quarante-deux morts et quatre-vingt-dix blessés, selon des sources non officielles. - (AFP.)

• THAILANDE : expulsion de deux journalistes. - Une journaliste américaine, Edith Tarleton Mirante, et un photographe néo-zélandais, Terence White, arrêtés deux jours plus tôt, vont être expulsés de Thaïlande, a annoncé, jeudi 29 janvier, la police. Les deux journalistes sont accusés d'avoir pénétré illégalement en Birmanie depuis la Thaïlande afin d'y interroger le roi de l'opium, Khun Sa. Selon les autorités de la province de Mae Hong Son, à 950 kilomètres au nord-ouest de Bangkok, où Mirante et White ont été arrêtés, tous deux devaient être expulsés du territoire.



Doudounes
Manteaux
en duvet lavable
MONCLER

naturellement
AU REFUGE

42-22-27-33

46, rue Saint-Piade

75006 PARIS

Le dollar à 6,12 F

Le dollar a très vivement rebondi sur tous les marchés des changes, vendredi à 14 h 30, à l'annonce d'une forte diminution du déficit commercial américain, qui revient de 19,2 milliards de dollars en novembre à 10,6 milliards en décembre. A Paris, le cours du « billet vert » est ainsi passé de 6,03 F à 6,12 F.

Explosion
dans le secteur chrétien
de Beyrouth

Beyrouth. - Une violente explosion s'est produite vendredi 30 janvier en début d'après-midi à Beyrouth-Est, quartier à majorité chrétienne de la capitale libanaise, a annoncé la station de radio Voix du Liban.

Le radio fait état d'au moins une dizaine de victimes, mais ne donne pas d'autres précisions sur l'explosion, survenue dans le quartier populaire de Zalka.

Il s'agit de la deuxième explosion depuis le début de l'année dans la partie chrétienne de Beyrouth. Le 7 janvier, l'ancien président Camille Chamoun était sorti indemne d'un attentat à la voiture piégée, qui avait fait sept morts. - (AP, AFP.)

• BOXE : victoire de Tiozzo à New-York. - Le poids moyen français Christophe Tiozzo a remporté une nouvelle victoire aux points devant l'Américain Troy Watson, dans une rencontre en huit reprises disputée, jeudi 29 janvier, au Felt Forum de New-York.

Le numéro du « Monde »

daté 30 janvier 1987

a été tiré à 492 242 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15 + ISLM

PROMENADE
CULTURELLE
ECS

ENSEIGNEMENT PRIVE A DISTANCE

A LA DECOUVERTE
DU MONDE

pour occuper vos loisirs
apprendre et connaître...

Beaux-arts | Musique
Littérature | Cinéma
Histoire | Techniques
etc.

Documentation gratuite sur demande
ecs
1 rue Thénard - 75005 Paris
Tél. : (1) 46.34.21.99

A B C • E F G H

(Publicité)
EN FLANELLE, DOUBLÉ
PANTALON
149 F, c'est la
liquidation

du stock des Entrepôts du Meris, des prix incroyables pour voir le local avant transformation : blazer pure laine, 309F ; veste cachemire et laine, 493 F ; veste Harris tweed, 639 F ; joden autrichien, 636 F ; costume tissu Dormeur ou manteau cachemire et laine à partir de 749 F ! Egalement blousons, chemises, etc. Même en grandes tailles. Jusqu'au 21 février, 3, rue Pont-aux-Choux (9), lundi au samedi 10 h à 19 h. M^{re} St-Sébastien-Froissard.

PRÊT A EMPORTER

12,

rue de la Chaise - M^{re} Bac

LUDOUX SEIGES CUIR
CHESTERFIELDS CHIN
Compléments, blousons
à colorations, troupes, cuir original.

— 25 %

Sur collection PARINGER 1986

En Une Demi Heure Chez Vous
vos Repas, votre Plateau de Fruits de Mer
par « LAYRAC à domicile »
en téléphonant à 46.34.21.40
(Vous pouvez choisir votre Menu sur MINITEL à 43.24.24)
(Prix nets - Livraison gratuite)

Préservez votre dos fragile
avec Pirelax
de PIRELLI
sommier articulé
à lattes de bois
soutient bien la COLONNE
VERTEBRALE.
DEMANDEZ CONSEIL
A VOTRE MEDECIN
37, Avenue de la République
75011 PARIS Tél. 43-57-46-35
Métro: PARMENTIER

Pour votre
DEMENAGEMENT
ODOUL AGENT DE
demeco
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 42 08 10 30